



**Banque mondiale
Rapport annuel**

2002

24908
Volume 1



INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
BANQUE MONDIALE

**Volume 1
Bilan de l'exercice**

Lettre d'envoi

Les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) ont fait préparer le présent Rapport annuel, qui porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2002, conformément aux dispositions des règlements des deux institutions. Ce Rapport, accompagné des budgets administratifs et des états financiers vérifiés, a été soumis au Conseil des Gouverneurs par M. James D. Wolfensohn, Président de la BIRD et de l'IDA et de leurs Conseils des Administrateurs.

La Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) publient leurs propres rapports annuels.

MISSION DE LA BANQUE MONDIALE

**LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ AVEC PASSION
ET PROFESSIONNALISME POUR OBTENIR
DES RÉSULTATS DURABLES.**

**AIDER LES POPULATIONS À SE PRENDRE
EN CHARGE ET À MAÎTRISER LEUR
ENVIRONNEMENT VIA LA FOURNITURE
DE RESSOURCES, LA TRANSMISSION DE
CONNAISSANCES, LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS ET LA MISE EN PLACE
DE PARTENARIATS DANS LES SECTEURS
PUBLIC ET PRIVÉ.**

**EXCELLER EN TANT QU'INSTITUTION CAPABLE
D'ATTIRER, DE MOTIVER ET DE DÉVELOPPER
UN PERSONNEL DÉVOUÉ, AUX COMPÉTENCES
EXCEPTIONNELLES, QUI SOIT À L'ÉCOUTE
ET CAPABLE D'APPRENDRE.**

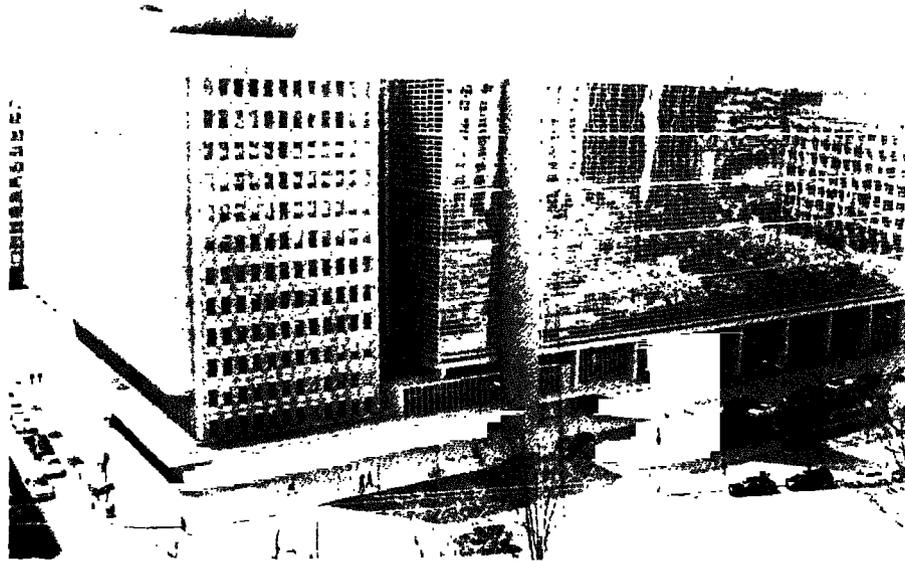


Table des matières

Message du Président	2
Le Conseil des Administrateurs	5
Le Groupe de la Banque mondiale	8
Chapitre 1 Relever le défi de la pauvreté : Objectifs et stratégies de la Banque mondiale	11
Chapitre 2 Vue d'ensembles des activités de la Banque mondiale pendant l'exercice 02	23
Chapitre 3 Efficacité du développement	43
Chapitre 4 Perspectives thématiques	59
Prise en compte des dimensions sociales, institutionnelles et économiques de la pauvreté	60
Valorisation des ressources humaines	63
Promouvoir un développement écologiquement et socialement durable	67
Développement du secteur privé et infrastructure	70
Renforcement des systèmes financiers	74
Promotion de l'état de droit	77
Chapitre 5 Perspectives régionales	81
Carte des représentations de la Banque à l'étranger et pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale	82
Afrique	84
Asie de l'Est et Pacifique	89
Asie du Sud	93
Europe et Asie centrale	98
Amérique latine et Caraïbes	103
Moyen-Orient et Afrique du Nord	108
Chapitre 6 La Banque mondiale	115
Liste des encadrés, figures et tableaux	168
Publications de la Banque mondiale : Titres principaux	170
Liste des pays de la Première et de la Deuxième parties membres de l'IDA	171
Sites web de la Banque mondiale	172
Sigles et abréviations	174

Couverture : L'éducation détermine l'avenir des peuples et des nations. Or, 113 millions d'enfants dans le monde – des filles pour la plupart – ne sont pas scolarisés. Au cours de l'exercice 02, le programme Éducation pour tous a pris une ampleur considérable, et la Banque mondiale est en première ligne des opérations engagées à l'échelle planétaire pour donner à chaque enfant, fille ou garçon, la possibilité d'accomplir un cycle complet d'enseignement primaire gratuit de bonne qualité à l'horizon 2015.

Note

Le présent volume est le premier d'une série de deux mais le seul traduit en français. Le texte complet du Rapport de gestion de la direction, les états financiers vérifiés de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les états financiers vérifiés de l'Association internationale de développement, et les Annexes sont publiés uniquement en anglais dans un volume distinct intitulé *The World Bank Annual Report 2002: Volume 2, Financial Statements and Appendixes*. Le présent rapport peut également être consulté sur l'internet à l'adresse suivante www.worldbank.org.

Tous les montants en dollars figurant dans le présent « Rapport annuel » sont exprimés en dollars courants des États-Unis, sauf indication contraire.

Message du Président de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs



Durant sa visite à Kaboul, en mai, pour la réouverture du bureau de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn a rencontré des ouvriers et constaté l'état d'avancement du Centre d'enseignement à distance, financé dans le cadre du Projet spécial de réhabilitation et de développement de l'éducation

UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les événements de l'année écoulée nous ont amenés, plus que jamais, à comprendre qu'aucun mur ne sépare les nations riches des nations pauvres. Il n'y a pas deux mondes. Il n'y en a qu'un seul. Et dans ce monde, la pauvreté est notre ennemi commun. Cette année a soulevé des défis colossaux. Mais elle a aussi été une période de dialogue, de solidarité, d'engagement envers des objectifs communs.

Les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) représentent une vision élargie du développement axée sur des objectifs vitaux, et notamment sur la réduction de moitié de la pauvreté à l'horizon 2015. Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) en mars 2002, la communauté internationale a réaffirmé son engagement envers ces objectifs. Elle a formé un nouveau partenariat mondial — le Consensus de Monterrey — et marqué un tournant crucial dans sa détermination à atteindre les Objectifs. Les pays en développement comme les pays développés auront un rôle de poids à jouer.

Les pays en développement savent qu'ils doivent s'engager à instaurer une bonne gouvernance et des politiques saines,

créer un environnement propice à l'investissement et donner la parole à leurs peuples dans le processus de développement. Ils ont donné l'assurance que l'aide financerait le renforcement des capacités humaines, et irait en priorité aux programmes en faveur de l'éducation et de la santé. Ils se sont engagés à combattre la corruption, qui détourne les ressources des activités productives. Ils ont entrepris de définir des priorités et d'élaborer leurs propres politiques de développement en s'assurant que tous les groupes de la société, notamment les femmes et les défavorisés, sont représentés. La communauté du développement est déterminée à accroître son soutien aux pays en développement et à en rehausser l'efficacité pour accompagner leurs progrès sur cette voie.

Les pays développés reconnaissent qu'ils doivent amplifier et améliorer leur aide, harmoniser leurs politiques et, surtout, instituer des politiques commerciales qui favorisent le développement. Il est notamment primordial de combattre les politiques qui limitent l'accès aux marchés des produits des pays en développement. Privés d'un meilleur accès aux marchés mondiaux et de l'intensification des échanges qui en résulte, de nombreux pays en développement verront leurs perspectives de croissance gravement compromises et ne pourront réaliser leur potentiel en termes d'investissement,

d'expansion du secteur privé, de création d'emplois et d'augmentation durable des revenus.

Tous les membres de la communauté du développement s'accordent sur les conditions essentielles à un développement réussi : des programmes en faveur de l'éducation et de la santé qui renforcent les capacités humaines ; un dispositif efficace de fourniture de services d'infrastructure ; un gouvernement compétent et intègre ; des systèmes juridiques et judiciaires performants ; des mécanismes financiers bien organisés et contrôlés.

Le Consensus de Monterrey marque une étape historique. Les pays en développement y ont enfin vu la promesse d'une évolution déterminante en ce qui concerne l'accès au commerce et le volume de l'aide, les pays donateurs s'étant engagés à accroître leur apport financier de 12 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Le nouvel enjeu qui se pose à nous aujourd'hui est de concrétiser ce nouveau partenariat mondial pour le développement ; pour y parvenir, les pays en développement et la communauté internationale toute entière doivent redoubler d'efforts.

L'essentiel est d'obtenir des résultats. Les décennies écoulées ont vu de nombreux pays enregistrer des progrès spectaculaires sur plusieurs fronts : espérance de vie, alphabétisation, recul de la pauvreté. Grâce à l'amélioration des politiques appliquées par les pays en développement et à la meilleure affectation des ressources, allouées en fonction des résultats, ces dernières années, l'aide contribue désormais plus efficacement qu'autrefois à réduire la pauvreté. Mais beaucoup reste à faire. Grâce aux bons résultats obtenus, nous pourrions offrir de plus amples ressources pour combattre la pauvreté. Les pays développés comme les pays en développement sont désormais en mesure de franchir une nouvelle étape en direction des Objectifs de développement pour le millénaire.

À cette fin, il est essentiel que les pays en développement emploient les nouvelles ressources promises à Monterrey à bon escient. Les bailleurs doivent harmoniser leurs politiques et procédures de prêt et délier leur aide, de manière à ce que les pays emprunteurs ne soient pas submergés d'obligations et de rapports inutiles et puissent obtenir les ressources de manière plus efficace. Ils doivent également s'engager à aider les pays en développement à renforcer les capacités des administrations publiques, des entreprises et des collectivités, en tenant compte des priorités qu'ils auront établies.

Le Consensus de Monterrey s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie de développement que le Groupe de la Banque mondiale a progressivement mise en place ces dernières années. La base de connaissances de la Banque, fondée sur plus de cinquante années d'expérience du développement, joue un rôle crucial. Le Cadre de développement intégré et les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté sont aujourd'hui bien acceptés par les pays à faible revenu et par nos partenaires de développement. Je suis convaincu que l'adhésion des pays à cette démarche s'élargira progressivement aux parlements nationaux, à la société civile

et au secteur privé. Les processus intégrés lancés à l'initiative des pays permettront aux clients de mieux définir les priorités dans le cadre des politiques et des mesures nécessaires à une croissance accélérée et à la résorption de la pauvreté. Dans tous les cas, ces priorités devront tenir compte de la situation particulière et des besoins spécifiques du pays, et perdureront souvent au-delà des cycles politiques.

FAVORISER LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

Durant l'exercice, la Banque a joué un rôle de premier plan dans l'allègement de la dette accordé aux pays pauvres afin d'accroître les ressources dont ils disposent pour lutter contre la pauvreté. Vingt-six pays bénéficient désormais de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), dans le cadre de laquelle l'ensemble des créanciers a consenti un allègement nominal du service de la dette qui, à terme, s'élèvera à 41 millions de dollars environ. Cinq autres pays vont bientôt bénéficier de l'allègement accordé dans le cadre de ce programme. Associée aux autres mesures d'allègement, l'Initiative PPTE réduit de deux tiers l'endettement extérieur total de ces pays. Ceux-ci peuvent désormais consacrer chaque année trois ou quatre fois plus de ressources aux investissements sociaux essentiels, tels que l'éducation et la santé, qu'aux obligations du service de la dette.

L'éducation est au cœur de la lutte contre la pauvreté. Durant les réunions de printemps 2002, le Comité du développement du Groupe de la Banque mondiale a explicitement entériné un plan d'action destiné à accélérer les progrès en direction de l'objectif de l'Éducation pour tous (EPT), programme qui doit permettre d'assurer à chaque enfant une éducation primaire de qualité à l'horizon 2015. Les raisons d'être de la volonté de progresser plus rapidement vers cet objectif sont évidentes : dans les pays en développement, 113 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école élémentaire n'ont jamais été scolarisés ou ont abandonné leurs études très rapidement. La Banque a ensuite invité 18 pays à suivre une procédure de mise en œuvre accélérée de l'EPT, et travaille actuellement avec cinq autres pays afin de les aider à réunir les conditions requises pour être admis à bénéficier de ce programme. Ce dispositif a pour but d'aider les pays en développement à atteindre l'objectif d'éducation d'ici à 2015. Beaucoup d'autres pays devraient en bénéficier dans les mois et années à venir.

Il nous faut continuer d'augmenter les ressources pour lutter contre la pauvreté dans les pays les plus pauvres, pour lesquels l'IDA demeure la source la plus importante de financements concessionnels. Le rôle de catalyseur de l'Association peut maintenant s'intensifier grâce à la Treizième reconstitution de ses ressources (IDA-13), dans le cadre de laquelle l'accent a été mis sur la coopération avec d'autres partenaires de développement et l'obtention de résultats. IDA-13 marque une hausse de 18 % par rapport à IDA-12 et réaffirme l'engagement des bailleurs

de l'Association envers les objectifs dégagés à Monterrey. L'augmentation des financements de l'IDA sous forme de dons est particulièrement opportune, et nous remercions les bailleurs de ce nouvel effort.

Durant l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a élaboré et diffusé une stratégie, une démarche et des priorités, et mis en place une grande partie des procédures et instruments nécessaires pour transformer ces orientations générales en actions concrètes pouvant faire l'objet d'un suivi. Notre stratégie étant établie, nous allons désormais consacrer nos efforts à sa mise en œuvre. Compte tenu de l'envergure et de l'urgence du problème mondial de la pauvreté, nous nous emploierons à amplifier notre impact. Nous savons que l'impulsion donnée par les pays et la solidarité de nos partenaires de développement ont joué un rôle de poids dans les réussites antérieures de la Banque. Nous poursuivrons notre collaboration avec nos partenaires afin de trouver des moyens plus efficaces d'aider nos clients à formuler leurs politiques et à renforcer leurs institutions. Nous diffuserons et utiliserons l'immense base

de connaissances de la Banque pour aider nos partenaires et nos pays clients à définir des actions efficaces en vue d'atténuer la pauvreté et à les exécuter sur une plus grande échelle. Je tiens à remercier tout particulièrement la direction et le personnel du Groupe de la Banque de leurs efforts désintéressés.

Le monde évolue et le nouveau partenariat entre les nations peut véritablement changer la vie des pauvres. L'heure est venue d'agir. L'occasion s'offre à nous de le faire. Nous devons persévérer dans notre combat contre la pauvreté et consacrer nos efforts à la faire considérablement reculer dans l'intérêt de nos enfants. Nous devons renouveler notre profond engagement à créer un monde sans pauvreté où chacun aura sa place.



James D. Wolfensohn

Conseil des Administrateurs



De gauche à droite : (debout) Tom Scholar, Luis Antonio Baduino*, Neil Francis Hyden, Mohamed K. Amr*, Pieter Stek, Pierre Duquesne, Eckhardt Biskup*, Pietro Veglio, Finn Jønck, Mario Soto-Platero, Girmai Abraham, Yuzo Harada, Abdul Aziz Mohd. Yaacob, Bassary Touré, Emin Dedeoglu* ; (assis) Zhu Guangyao, Yahya A. M. Alyahya, Carole Brookins, Balmiki Prasad Singh, Sharon Weber*, Helena Cordeiro*, Ahmed Sadoudi.

*Administrateurs suppléants (certains administrateurs ou administrateurs suppléants ne figurent pas sur la photographie).

Le Conseil des Administrateurs est responsable de la conduite des opérations générales de la Banque mondiale, fonction qu'il exerce en vertu des pouvoirs que lui a délégués le Conseil des Gouverneurs. En application des Statuts, cinq des 24 Administrateurs sont désignés par les cinq États membres qui détiennent le plus grand nombre de parts du capital de la Banque tandis que les 19 Administrateurs restants sont élus par les groupes constitués par les autres États membres à l'occasion des élections qui ont lieu tous les deux ans.

Les Administrateurs décident de la suite à donner aux propositions de prêt de la BIRD et de crédit de l'IDA soumises par le Président et fixent les politiques qui guideront les opérations générales de l'institution. Ils doivent également soumettre au Conseil des Gouverneurs, lors de ses assemblées annuelles, un rapport de vérification des comptes, un budget administratif et un Rapport annuel (le présent rapport) sur les opérations et les politiques de la Banque, et sur d'autres questions. Le Conseil des Administrateurs (le Conseil) détermine les grandes orientations de la Banque compte tenu de l'évolution de la conception que se font les États actionnaires de la mission de la Banque et de l'expérience opérationnelle de l'institution. À cet égard, le Département de l'évaluation des opérations (OED), qui est responsable directement devant le Conseil de l'exécution

d'évaluations professionnelles conformément aux politiques, stratégies et au programme de travail approuvés par le Conseil, joue un rôle important. L'OED émet des avis indépendants, conseillant les Administrateurs sur la pertinence, la viabilité, l'efficacité et le caractère économique des opérations. Durant l'exercice 02, les Administrateurs se sont régulièrement réunis au siège de la Banque dans le cadre de leur fonction. Ils sont en outre membres d'un ou plusieurs des cinq comités permanents du Conseil : Comité d'audit, Comité du budget, Comité pour l'efficacité du développement, Comité du personnel et Comité des questions administratives concernant les Administrateurs. Ces comités étudient avec la plus grande attention les politiques et pratiques de la Banque pour aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision.

Par ailleurs, des groupes d'Administrateurs et d'Administrateurs suppléants se rendent périodiquement dans les pays emprunteurs pour observer directement le déroulement des activités d'aide de la Banque. Ces voyages leur permettent de rencontrer de multiples interlocuteurs : responsables et bénéficiaires de projets, représentants des autorités nationales, organisations non gouvernementales, milieux d'affaires, autres partenaires de développement et institutions financières, ainsi que le personnel des

missions résidentes de la Banque. Pendant l'exercice 02, des Administrateurs se sont ainsi rendus au siège de l'Union européenne, à Bruxelles, ainsi qu'en Algérie, en République arabe d'Égypte et en République islamique d'Iran. Le Conseil participe également activement à la préparation de l'ordre du jour et à la réflexion préliminaire sur les questions qui seront abordées dans le cadre de la réunion semestrielle du Comité du développement conjoint Banque mondiale-Fonds monétaire international (Banque-Fonds), qui, au cours de l'exercice 02, a notamment traité des mesures prises par la Banque à la suite des événements du 11 septembre 2001, de la stratégie de la Banque pour les pays à revenu faible et intermédiaire, de la Conférence des Nations unies sur le financement du développement, de l'efficacité du développement, de l'éducation dans des économies dynamiques, et de plusieurs autres questions, notamment les pays pauvres très endettés (PPTE), la lutte contre le blanchiment des capitaux, et l'harmonisation des politiques et procédures opérationnelles des banques multilatérales de développement. (Se reporter à l'annexe 13 du volume 2 du présent « Rapport annuel »).

QUESTIONS STRATÉGIQUES

Durant l'exercice, le Conseil a porté son attention sur plusieurs grands thèmes qui sont examinés ci-après.

Cadre stratégique

Pendant l'exercice 02, les travaux du Conseil se sont fortement appuyés sur le Cadre stratégique ainsi que sur les notes d'orientation stratégique examinées durant l'exercice 01, et ont fait ressortir les progrès récemment accomplis dans l'alignement des stratégies et politiques du Groupe de la Banque mondiale sur sa mission fondamentale de réduction de la pauvreté. Les Administrateurs ont par ailleurs procédé à un examen du document de stratégie actualisé pour les exercices 03 à 05, essentiellement axé sur l'application du Cadre stratégique de la Banque. Dans ce contexte, ils se sont penchés sur plusieurs documents de stratégie sectorielle dont l'objet est d'aider à définir le rôle de la Banque dans la lutte contre la pauvreté à l'échelon sectoriel, notamment des stratégies dans les domaines de l'environnement, de la parité hommes-femmes, des technologies de l'information et de la communication et du développement du secteur privé.

Le rôle du Groupe de la Banque mondiale dans la lutte contre la pauvreté

Le Conseil a continué de suivre de près la manière dont la Banque s'acquitte de sa mission de réduction de la pauvreté. Il a examiné sept Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et neuf DSRP intérimaires.

Les Administrateurs ont également étudié trois rapports d'étape sur les DSRP, et souligné les aspects qu'il conviendrait d'approfondir. Leurs discussions ont par ailleurs porté

sur un examen global réalisé conjointement par la Banque et le FMI, « Réexamen du dispositif des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ». Dans le même temps, le Conseil a continué d'accorder une grande attention à l'Initiative PPTE renforcée. À cet égard, les Administrateurs ont examiné 11 documents (4 documents préliminaires, 3 documents du point de décision¹ et 4 documents du point d'achèvement²) et se sont penchés sur plusieurs documents conjoints de la Banque et du FMI : « Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) – État d'avancement » ; *HIPC Initiative: Completion Point Considerations* ; *External Debt Management in HIPC Countries* et *Actions to Strengthen the Tracking of Poverty-Reducing Public Spending in HIPCs*. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, la détermination du Conseil à accélérer la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) a considérablement influencé ses travaux, l'objectif étant de diminuer de moitié le nombre de pauvres dans le monde d'ici à 2015.

Programmes par pays

À l'échelon des clients, les stratégies d'aide-pays (CAS), et notamment les principes d'adhésion, de partenariat, et d'orientation sur les résultats énoncés dans le Cadre de développement intégré (CDI), demeurent la clé de voûte des opérations du Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil a examiné 34 stratégies d'aide-pays et produits associés à ces stratégies au cours de l'exercice. Le Groupe de réflexion du CDI s'est réuni à intervalles réguliers pour traiter de questions telles que la sélectivité et l'alignement. Le Conseil a aussi participé aux travaux visant à peaufiner et à moderniser les instruments de prêt et hors prêt de la Banque, et a guidé l'élaboration de plusieurs documents dans ce domaine, notamment les caractéristiques de conception de l'Option de tirage différé pour les prêts d'ajustement consentis par la BIRD à ses pays membres à revenu intermédiaire.

1. *Point de décision* : Point auquel la communauté internationale convient, pour les pays affichant un degré d'endettement insupportable et de solides antécédents en matière de programmes de réforme économique et de lutte contre la pauvreté, du montant de l'allègement à consentir pour ramener l'encours de la dette à un niveau soutenable. Les créanciers multilatéraux, dont l'IDA, commencent à fournir une « aide intérimaire » substantielle à compter du point de décision.

2. *Point d'achèvement* : Point auquel tous les créanciers versent, sans condition, le solde de leur contribution à l'allègement convenu au point de décision. L'accession au point de décision est liée à l'application des réformes et des mesures clés énoncées dans le DSRP.

Programmes mondiaux et partenariats

Le Groupe de la Banque a continué de resserrer sa collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), d'autres banques multilatérales de développement et le système des Nations Unies, tout en développant ses communications avec la société civile. Les Administrateurs ont par ailleurs activement participé à la réflexion sur les priorités dans le cadre des relations que la Banque entretient avec d'autres partenaires de développement. La collaboration avec le FMI est particulièrement importante pour les DSRP et l'Initiative PPTE, ainsi que les études sur la viabilité de la dette et la gestion du secteur public. Les deux organisations ont notamment rédigé un document conjoint sur le renforcement de leur coopération dans le cadre des programmes relatifs aux pays et de la conditionnalité, et un document portant sur l'amélioration de la coordination des opérations concernant le secteur financier. Des études ont également été menées avec d'autres banques multilatérales de développement et des organismes d'aide bilatéraux sur l'harmonisation des politiques et des procédures opérationnelles, qui ont débouché sur un « Rapport d'activité sur l'harmonisation des politiques, procédures et pratiques ».

Le Conseil a par ailleurs souscrit aux recommandations principales d'un examen de la politique de diffusion de l'information de la Banque, qui a été préparée en étroite concertation avec les clients et la société civile. Les membres du Conseil se sont beaucoup investis dans la préparation de la conférence des Nations Unies sur le financement du développement de mars 2002, à l'occasion de laquelle des questions telles que le rôle des banques multilatérales de développement, les conditions nécessaires à l'investissement et à la croissance, la promotion de l'intégration des pays en développement dans le système de commerce international, l'importance d'une augmentation des flux d'aide au développement, et le problème de la coopération et de la coordination entre les bailleurs pour réduire les coûts de transaction de l'aide ont été débattus. Les Administrateurs ont également suivi avec intérêt les travaux visant à préciser la stratégie du savoir de la Banque et la création de la Fondation du Portail du développement.

SURVEILLANCE ET RESPONSABILITÉ FIDUCIAIRE

Le Conseil exerce une surveillance et une responsabilité fiduciaire pour le compte de ses actionnaires, en partie par l'intermédiaire de son Comité d'audit. Le Comité a révisé son mandat de manière à tenir compte de l'évolution des fonctions et des responsabilités des comités d'audit dans la gestion des risques. Le Comité donne au Conseil des avis sur les questions de gestion financière et sur d'autres questions de gouvernance afin de guider ses décisions en matière de contrôle et de politique financière.

BUDGET ADMINISTRATIF

Après examen par le Comité du budget, les Administrateurs ont approuvé un budget administratif, net de remboursements, s'élevant à 1 589,7 millions de dollars pour l'exercice 02, dont 176,9 millions de dollars destinés au Mécanisme d'octroi de dons pour le développement. Le budget administratif est en augmentation de 4,6 %, en termes réels, sur celui de l'exercice 01. En juin 2002, les Administrateurs ont approuvé un budget administratif représentant, net de remboursements, 1 672,6 millions de dollars pour l'exercice 03.

PANEL D'INSPECTION

Les Administrateurs ont créé en septembre 1993 un Panel d'inspection indépendant pour mieux faire droit aux préoccupations des populations affectées par les opérations de la Banque. Le Panel veille à ce que cette dernière respecte ses politiques et procédures opérationnelles lors de la conception, de la préparation et de l'exécution d'un projet. Tout groupe d'individus estimant qu'un projet financé par la Banque risque de lui porter préjudice peut demander au Panel d'instruire une plainte selon laquelle le préjudice en question est dû à l'inobservance par la Banque de ses politiques et procédures. Les Administrateurs décident, sur recommandation du Panel, s'il sera donné suite à l'instruction.

Au cours de l'exercice 02, le Panel a reçu trois nouvelles demandes d'inspection portant sur les projets suivants : a) Ouganda : Troisième projet électrique et projet hydroélectrique de Bujagali ultérieurement approuvé ; le Conseil a donné son feu vert à l'instruction ; b) Papouasie Nouvelle-Guinée : Prêt à l'ajustement pour l'amélioration de la gouvernance, pour lequel le Conseil n'a pas recommandé d'instruction ; et c) Paraguay : Projet de réforme pour les secteurs de l'eau et des télécommunications, et Argentine : Projet de distribution d'électricité SEGBAV, pour lesquels le Panel a enregistré la demande d'instruction.

Le Conseil a examiné le Rapport d'instruction du Panel et les recommandations de la direction de la Banque à propos du Projet de Bujagali, en Ouganda, et a entériné les recommandations de la direction de tenir compte des conclusions du Panel. Outre l'instruction concernant le projet ougandais, le Panel conduit actuellement deux autres enquêtes, approuvées par le Conseil, qui ont trait aux demandes d'inspection reçues pendant l'exercice 01 et portent sur : a) le projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc au Tchad, et b) le Projet d'atténuation des effets environnementaux et sociaux de la production de charbon en Inde. Vingt-six demandes ont été déposées depuis la création du Panel.

Le Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale, qui a pour mission de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement, compte parmi les principales organisations de développement dans le monde. Il accorde des prêts et fournit des conseils sur l'action à mener, ainsi qu'une assistance technique et des services en rapport avec le partage du savoir. La BIRD et l'IDA qui, conjointement, constituent la « Banque mondiale », appartiennent aux pays membres qui ont le pouvoir de décision en dernier ressort. Le Groupe de la Banque mondiale compte aujourd'hui cinq institutions qui entretiennent des liens étroits.



La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Créée en 1945 ■ 183 États membres
Volume de prêt cumulé : 371 milliards de dollars
Volume des prêts de l'exercice 02 : 11,5 milliards de dollars pour 96 nouvelles opérations d'investissement



Le *Projet de développement de la ville de Kigali* en République fédérale du Rwanda a été financé par la BIRD. Le projet vise à améliorer les services de base dans les zones urbaines et à promouvoir le développement durable par l'octroi de prêts, de garanties et de services hors prêt, notamment des services de conseil et des analyses. La BIRD ne cherche pas à maximiser ses bénéfices, mais elle affiche un revenu net positif depuis 1948. Cela lui permet de financer diverses actions de développement et lui assure une assistance financière qui lui permet d'emprunter à faible coût sur les marchés financiers et d'accorder des conditions favorables à ses emprunteurs.

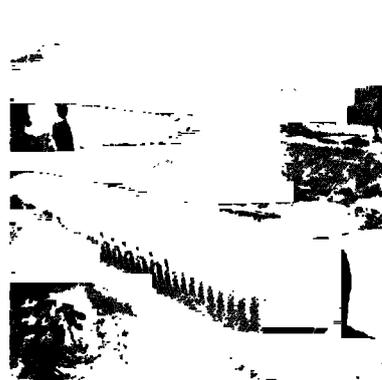
La BIRD s'efforce de faire reculer la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire et dans les pays plus pauvres solvables en favorisant un développement durable par l'octroi de prêts, de garanties et de services hors prêt, notamment des services de conseil et des analyses. La BIRD ne cherche pas à maximiser ses bénéfices, mais elle affiche un revenu net positif depuis 1948. Cela lui permet de financer diverses actions de développement et lui assure une assistance financière qui lui permet d'emprunter à faible coût sur les marchés financiers et d'accorder des conditions favorables à ses emprunteurs.

Le Conseil des Administrateurs de la BIRD, qui compte au nombre de 24, représente les 183 États membres. Il se compose de 5 Administrateurs désignés et de 19 Administrateurs élus.



L'Association internationale de développement

Créée en 1960 ■ 162 États membres
Volume de prêt cumulé : 135 milliards de dollars
Volume des crédits de l'exercice 02 : 8,1 milliards pour 133 nouvelles opérations dans 62 pays



Les contributions à l'IDA permettent à la Banque mondiale d'accorder chaque année de 7 à 8 milliards de dollars de financements sans intérêt aux 79 pays les plus pauvres de la planète, qui comptent 2,5 milliards d'habitants. Cette assistance est vitale dans la mesure où ces pays n'ont guère, ou n'ont pas, les moyens d'emprunter aux conditions du marché. Dans la plupart d'entre eux, l'immense majorité de la population dispose de moins de deux dollars par jour pour vivre, et 4 personnes sur 10 doivent survivre avec moins de un dollar par jour.

L'IDA est financée par un partenariat de bailleurs qui se réunissent tous les trois ans pour convenir des ressources nécessaires au financement du programme de crédit de l'Association et pour arrêter les objectifs stratégiques qui orientent ses opérations.



La Société financière internationale

Créée en 1956 ■ 175 États membres
Engagements en portefeuille : 21,6 milliards de dollars (dont 6,5 milliards de prêts syndiqués)
Engagements de l'exercice 02 : 3,6 milliards dans 204 projets dans 75 pays



Le Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong, qui est géré par la SFI, a aidé cette petite entreprise vietnamienne appartenant à des intérêts locaux à mettre en place les solides méthodes de gestion indispensables à sa réussite commerciale.

La SFI favorise le développement économique par l'entremise du secteur privé. En collaboration avec des partenaires commerciaux, elle investit dans des entreprises privées viables de pays en développement, sans accepter de garanties de l'État. La SFI propose divers produits : prises de participation, crédits à long terme, garanties de prêts, instruments de gestion des risques, et services de conseil à ses clients. Elle a pour objectif d'aider les entreprises situées dans des régions et dans des pays qui n'auraient sans elle qu'un accès limité au capital. La SFI investit sur des marchés que les investisseurs privés jugeraient trop risqués en l'absence de sa participation et ajoute de la valeur aux projets qu'elle finance par son expérience du gouvernement d'entreprise et des questions environnementales et sociales.



L'Agence multilatérale de garantie des investissements

Créée en 1988 ■ 157 États membres
Montant cumulé des garanties émises : 10,34 milliards de dollars
Garanties émises pendant l'exercice 02 : 1,36 milliard de dollars¹



Au Brésil, un employé d'une entreprise d'embouteillage qui a bénéficié d'un appui de la MIGA pèse les bouteilles recyclables que les élèves ont apportées à l'école.

La MIGA encourage l'investissement étranger dans les pays en développement en garantissant les investisseurs étrangers contre les pertes liées à des risques non commerciaux — expropriation, inconvertibilité de la monnaie et restrictions sur les transferts, guerres et troubles civils, ou ruptures de contrats. Elle fournit par ailleurs des services d'assistance technique en vue d'aider les pays à faire connaître les possibilités d'investissement qu'ils offrent. Sur demande, l'Agence assure aussi des services de médiation en cas de différends liés aux investissements.

1. Dont 136 millions de dollars mobilisés dans le cadre du Programme coopératif de garanties.



Le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements

Créé en 1966 ■ 134 États membres
Nombre total d'affaires enregistrées : 103
Affaires enregistrées durant l'exercice 02 : 16



Au Maroc, un projet de construction de route fait l'objet d'un arbitrage du CIRDI.

Le CIRDI encourage l'investissement étranger en offrant des services internationaux de règlement, par voie de conciliation ou d'arbitrage, des différends relatifs aux investissements, et favorise ainsi l'instauration d'un climat de confiance mutuelle entre les États et les investisseurs étrangers. Nombre d'accords internationaux relatifs aux investissements font mention de ses mécanismes d'arbitrage. Le CIRDI mène également des activités de recherche et de publication dans les domaines du droit de l'arbitrage et du droit relatif à l'investissement étranger.



Chapitre 1

Relever le défi de la pauvreté : Objectifs et stratégies de la Banque mondiale

La Banque mondiale est une organisation internationale regroupant plus de 180 membres. Elle est dédiée à son objectif principal : combattre la pauvreté. Elle a fait siens les Objectifs de développement durable du Millénaire et a élaboré une stratégie globale en vue de les atteindre. Cette stratégie s'articule autour de deux piliers : un climat propice aux investissements et à une croissance durable, et l'accès aux personnes défavorisées aux moyens de participer au développement économique dans leur capital humain. La Banque mondiale combat la pauvreté à l'échelle nationale et mondiale grâce aux prêts de la BID, aux crédits de l'IDA et par le biais de partenariats avec d'autres organisations.

Relever le défi de la pauvreté : Objectifs et stratégies de la Banque mondiale

Près de la moitié des 6 milliards d'habitants de la planète ont moins de 2 dollars par jour pour vivre ; un cinquième d'entre eux, soit 1,2 milliard de personnes, ne dispose même pas de un dollar par jour.

La Banque mondiale est une organisation internationale comptant plus de 180 pays membres. Elle a pour mission de combattre la pauvreté à l'échelle planétaire ; à cette fin, elle fait appel à ses ressources et collabore avec d'autres organismes pour aider les pays clients à réaliser une croissance durable et équitable.

Malgré les progrès substantiels accomplis au cours des dernières décennies, des segments bien trop vastes de la population des pays en développement ne disposent toujours pas de revenus suffisants pour satisfaire aux besoins humains fondamentaux. Les pauvres n'ont aucune perspective d'avenir. Ils n'ont pas voix au chapitre. Ils sont vulnérables aux maladies, à la violence et aux catastrophes naturelles. Ils n'ont pas accès à des services de base tels que l'éducation, les soins de santé primaires et l'eau potable. Leur espérance de vie n'est encore qu'une fraction de ce qu'était celle des populations des pays industrialisés il y a plusieurs décennies. Bien trop d'enfants, des filles en particulier, ne sont pas scolarisés et sont ainsi condamnés à un sombre avenir.

Cette année, surtout, les dirigeants mondiaux ont reconnu qu'il est nécessaire d'endiguer cette pauvreté dans l'intérêt de la communauté mondiale, de la paix planétaire, et de la sécurité. Combattre la pauvreté dans les pays pauvres constitue l'un des enjeux majeurs pour la communauté mondiale du développement à l'aube du XXI^e siècle.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

Face au défi colossal de la pauvreté mondiale, la communauté internationale du développement se fixe, depuis 1990, des jalons précis aux fins de la réduction de la pauvreté qui sont maintenant regroupés dans les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Ces objectifs, que la Banque mondiale a fait siens et qui guident l'orientation de ses programmes de développement, sont les suivants :

- Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
- Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous
- Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Objectif 4 : réduire la mortalité infantile



Éradiquer l'extrême
pauvreté et la faim



Assurer l'éducation
primaire pour tous



Promouvoir l'égalité
des sexes et
l'autonomisation
des femmes



Réduire la mortalité
infantile

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle

Objectif 6 : combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

Objectif 7 : assurer un développement écologiquement viable

Objectif 8 : instaurer un partenariat mondial à l'appui du développement

Le savoir acquis par la Banque dans le domaine du développement joue un rôle de premier plan à l'heure où l'institution redouble d'efforts pour aider les pays à atteindre les ODM. Les informations portant sur les méthodes et sur les projets qui ont donné de bons résultats dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont diffusées à l'intérieur de la Banque et auprès de ses clients, et peuvent ainsi donner lieu à l'application de ces méthodes ou à la reproduction de ces projets.

Les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire sont examinés au chapitre 3.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ : LES PRIORITÉS DE LA BANQUE MONDIALE

Au vu de l'évolution des indicateurs de pauvreté, la Banque et l'ensemble de la communauté du développement ont entamé une réflexion sur les politiques qui ont conforté les efforts des pays en développement dans la lutte contre la pauvreté et celles qui se sont avérées infructueuses. Les pays en développement devront afficher une croissance rapide pour faire reculer substantiellement la pauvreté et atteindre les ODM. L'étude consacrée par la Banque aux perspectives économiques mondiales (*Global Economic Prospects 2002*) montre que l'objectif consistant à réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici à 2015 ne pourra être atteint que si le taux de progression moyen du produit intérieur brut par

habitant des pays en développement peut être maintenu à 3,6 % par an, soit le double du taux moyen des années 90 (1,8 %). Si l'on retient ce scénario de croissance robuste, la proportion de personnes ayant moins de un dollar par jour pour vivre pourrait tomber à 12 %, et leur nombre absolu pourrait être ramené à 750 millions à l'horizon 2015. Or, même dans ce cas, de nombreux pays n'atteindraient pas l'objectif fixé. En Afrique, par exemple, l'incidence de la pauvreté ne tomberait qu'à 39 %, et le nombre de pauvres passerait à 345 millions, contre 240 millions en 1990 et 300 millions en 1999.

De récentes études ont montré que les programmes d'aide obtiennent les meilleurs résultats dans les pays qui poursuivent une politique générale et budgétaire appropriée, sont dotés d'institutions solides et d'un secteur privé dynamique et dont le gouvernement et la population sont déterminés à mener des réformes. Le caractère multidimensionnel de la pauvreté et l'interdépendance des Objectifs de développement pour le millénaire sont par ailleurs clairement établis. La Banque reconnaît que les deux moteurs décisifs de la croissance économique qui apporteront un mieux-être aux plus défavorisés sont le secteur privé et les pauvres eux-mêmes. Elle a donc défini ses priorités stratégiques selon deux pôles d'intervention, qui consistent à créer un climat propice aux investissements, à l'emploi et à une croissance viable, et à donner aux pauvres les moyens de participer au développement et investir dans leur capital humain. Elle reconnaît en outre que certains des enjeux les plus pressants du développement ne sont pas circonscrits aux frontières nationales et doivent être appréhendés à l'échelle planétaire, dans le cadre d'actions coordonnées au niveau international. Pour faire face à l'urgence des nombreuses priorités universelles, telle que la fourniture de biens publics mondiaux, il faudra améliorer la gestion et le financement des problèmes intersectoriels.



Améliorer la santé maternelle



Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies



Assurer un développement écologiquement viable



Instaurer un partenariat mondial à l'appui du développement

Créer un climat propice à l'investissement, à l'emploi et à une croissance durable

La Banque aide ses clients à renforcer la confiance des investisseurs et à stimuler l'investissement privé, intérieur et étranger. Elle soutient le développement rural et urbain, la mise en place d'infrastructures opérantes, les réformes du secteur financier, les réformes réglementaires et les politiques de concurrence. Les réformes du secteur financier favorisent la stabilité, la transparence, l'ouverture et la concurrence. La Banque appuie par ailleurs les mesures destinées à améliorer la conduite des affaires publiques, condition nécessaire à la participation du secteur privé à la croissance économique. Dans ce cadre, priorité est donnée à la règle de droit et à la lutte contre la corruption, à la réforme des administrations et de la fonction publiques, et à la réforme judiciaire.

Donner aux pauvres les moyens de participer au développement et investir dans leur capital humain

La Banque sait que les ODM ne pourront être atteints que si l'on donne aux plus démunis les moyens de participer au développement. L'intégration des plus défavorisés au processus de développement permet d'obtenir des résultats plus probants et décisifs dans la lutte contre la pauvreté. Les domaines d'intervention prioritaires sont ceux de la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, de l'engagement civique et de la gestion du risque social. La Banque sait aussi que les programmes en faveur de l'éducation et de la santé sont essentiels à la démarginalisation des populations. Sur le front de l'éducation, elle privilégie l'enseignement universel et le renforcement des capacités humaines à l'appui d'une économie du savoir. Dans le domaine de la santé, elle polarise ses efforts sur les soins de santé maternelle et infantile, l'accès à une eau salubre et l'assainissement.

PRIORITÉS MONDIALES

La Banque s'intéresse aux problèmes mondiaux dans les cas où une action concertée est susceptible de soulager des situations défavorables communes à tous les pays en développement. Cinq domaines réclament une attention particulière : les maladies transmissibles, l'environnement, le commerce et l'intégration, l'information et le savoir, et l'architecture financière internationale. S'agissant des maladies transmissibles, les priorités portent notamment sur la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA), la tuberculose, le paludisme et les maladies infantiles, ainsi que sur la mise au point de vaccins et de médicaments pour combattre les principales maladies infectieuses. Sur le plan de l'environnement, il s'agit avant tout de prendre en main les questions associées aux changements climatiques, l'accès à l'eau, la protection des forêts, la diversité biologique, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la dégradation des sols, et de stimuler la recherche agricole. Les activités

commerciales cherchent à faire du système d'échanges mondial un instrument qui favorise le développement en facilitant l'accès des pays en développement aux marchés et en encourageant leur participation effective aux négociations commerciales mondiales et régionales. À l'échelon national, elles ont pour but d'aider les pays en développement à exploiter le commerce en intégrant des réformes en faveur des pauvres dans leurs stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté (voir l'encadré 1.1, Mondialisation et commerce). Les interventions concernant l'information et le savoir visent en priorité à combler le fossé numérique, à doter les pays des moyens nécessaires pour accéder au savoir et à susciter une meilleure compréhension des questions liées au développement et à la réduction de la pauvreté. Les activités portant sur l'architecture financière concernent l'élaboration de normes internationales, la stabilité financière et la mise en place de cadres comptables et juridiques internationaux.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ À L'ÉCHELON NATIONAL

L'approche suivie par la Banque pour lutter contre la pauvreté est adaptée aux besoins particuliers de chaque pays. Le mode d'appui retenu est défini en fonction du projet d'avenir du pays, d'un diagnostic solide des politiques proposées, d'un programme élaboré par la Banque pour accompagner le projet national, et d'une orientation sur les résultats. Il se traduit par l'adoption de démarches particulières pour appuyer les pays à revenu faible et intermédiaire.

À cet égard, les priorités d'intervention préconisées par la Banque sont essentielles à la réduction de la pauvreté car elles traduisent les deux pôles d'orientation en action au niveau des pays. Elles portent notamment sur l'amélioration du climat de l'investissement et de la conduite des affaires publiques, l'autonomisation, la sécurité et l'insertion sociale, l'éducation et la santé. La Banque mène une action de sensibilisation à ces priorités et partage son savoir avec ses clients, ses partenaires de développement et d'autres intervenants.

Pays à faible revenu

La Banque se heurte à des difficultés particulières dans l'accomplissement de sa mission de réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu où l'incidence de la pauvreté est la plus forte, où les contraintes institutionnelles sont les plus rigoureuses, le cadre de l'action publique le plus hostile à l'investissement privé et l'accès aux ressources le plus limité. Les programmes de la Banque mettent l'accent sur l'adhésion du pays aux priorités de développement.

Les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont récemment venus renforcer l'effort mondial visant à faire reculer la pauvreté en s'appuyant sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté qui servent de cadre à l'aide au développement. Cette approche

se fonde sur les principes qui sous-tendent le Cadre de développement intégré ; en d'autres termes, les DSRP doivent être établis à l'initiative des pays et axés sur les résultats, s'inscrire dans une perspective holistique à long terme et être conçus de manière à encourager la constitution de partenariats solides à l'échelon national et international.

La notion d'adhésion nationale implique que les DSRP sont préparés par les pays eux-mêmes ; ils reposent sur des processus favorisant une large participation et tiennent compte de la situation et des besoins propres à chaque pays. Il est cependant entendu que beaucoup de pays pauvres ont besoin de temps pour formuler un DSRP complet ; aussi leur est-il possible de soumettre un DSRP intérimaire, ou DSRP-I, sous une forme assez simple, qui permet d'éviter de retarder l'octroi d'une aide concessionnelle (prêts ne portant pas intérêt) et d'un allègement de dette à ces pays. Une fois préparés, les DSRP sont censés être des documents évolutifs, révisés à intervalles de quelques années au vu de l'expérience. Dès que le DSRP intérimaire ou définitif est formulé, les Administrateurs de la Banque et du FMI vérifient qu'il constitue un fondement solide à un prêt concessionnel

ENCADRE 1.1 MONDIALISATION ET COMMERCE

La mondialisation — l'intégration croissante des économies et des sociétés qui résulte de l'expansion des échanges commerciaux et de capitaux et de la circulation des personnes et des idées — demeure aujourd'hui l'un des problèmes qui soulève les plus vifs débats. La Banque mondiale a apporté une contribution notable à l'analyse de la mondialisation dans le domaine de la recherche et des idées. Pendant l'exercice 02, elle a publié un rapport intitulé *Globalization, Growth, and Poverty: Building an Inclusive World Economy* (« Mondialisation, croissance et pauvreté : bâtir une économie mondiale ouverte à tous »), qui résume les conclusions d'un programme d'études de grande envergure qu'elle a conduit sur les différents aspects de la mondialisation. L'étude n'a pas constaté d'accroissement des inégalités dans les pays en développement caractéristiques qui s'ouvrent à l'économie mondiale. En fait, certaines des régions qui affichent la croissance la plus dynamique se situent dans des pays en développement qui étaient extrêmement pauvres il y a vingt ans, mais qui ont déployé des efforts soutenus pour s'intégrer au marché mondial. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Ouganda et le Viet Nam sont tous des pays en développement qui participent du processus de mondialisation et où la pauvreté connaît un recul sans précédent. En revanche, beaucoup de pays à faible revenu sont de fait moins intégrés à l'économie mondiale aujourd'hui qu'ils ne l'étaient 20 ans auparavant, affichent généralement une croissance négative et voient la pauvreté augmenter. Il est clair que la fourniture

(et, le cas échéant, à un allègement de la dette), s'appuyant pour cela sur une évaluation préparée conjointement par les services de la Banque et du Fonds. Les pays pauvres ont réagi favorablement à cette approche, et reconnaissent dans les DSRP des documents qui sont leurs et exposent leurs priorités. (Voir le chapitre 4, encadré 4.1).

Les crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté ont été conçus pour offrir un financement ciblé conforme aux priorités stratégiques des pays dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Les bailleurs de fonds bilatéraux et d'autres bailleurs multilatéraux sont de plus en plus favorables à l'idée d'aligner leurs programmes d'assistance sur des stratégies de réduction de la pauvreté établies par les pays. (Voir également le paragraphe intitulé « Assistance spéciale fournie pendant l'exercice 02 » au chapitre 2).

Pays à faible revenu en difficulté

La Banque a reconnu qu'il convenait de définir une stratégie plus efficace pour les pays à faible revenu dont les indicateurs de performance affichent une faiblesse chronique, qu'il s'agisse de pays dans lesquels son engagement a été limité au cours

d'un appui aux pays désireux de s'intégrer à l'économie mondiale est une mission importante pour le Groupe de la Banque mondiale.

Climat de l'investissement

Les études de la Banque sur la mondialisation ont dégagé deux axes d'intervention primordiaux qui permettraient à un plus grand nombre de pays pauvres de participer au processus de mondialisation et d'en tirer profit. Leurs conclusions ont permis de préciser l'orientation stratégique de l'institution. Le premier point concerne l'amélioration du climat de l'investissement. Nombre de pays en développement ont procédé à des réformes liminaires, notamment la libéralisation des politiques commerciales officielles. Les régions qui tirent les plus grands avantages de ces réformes sont celles où le climat de l'investissement est assez porteur : un environnement réglementaire permettant à des entreprises de se créer, d'accroître leur productivité et de développer leurs activités ; des services publics performants, tels que l'administration des douanes, et des services d'infrastructure complémentaires, comme l'alimentation en électricité, les équipements portuaires et les télécommunications — que le secteur privé peut assurer sous réserve que le cadre juridique et réglementaire le permette.

Conscient de l'importance que revêt un climat propice à l'investissement, le Groupe de la Banque mondiale a lancé un programme de grande envergure pour aider les pays en développement, au travers d'enquêtes auprès

(Encadré 1.1 Suite page suivante)

ENCADRÉ 1.1 (suite)

des entreprises privées, à évaluer les conditions qu'ils offrent à cet égard ainsi que l'incidence de contraintes particulières, et à analyser l'effet de divers obstacles sur la productivité. Le réseau Infrastructure et secteur privé et le Groupe de l'économie du développement de la Banque mondiale ont créé conjointement une unité chargée de coordonner les activités relatives au climat de l'investissement pour accroître l'appui fourni aux pays en ce domaine.

Protection sociale

Un autre problème important mis en relief par les travaux relatifs à la mondialisation a trait aux services sociaux et à la protection sociale. L'intégration à l'économie mondiale accélère la croissance des pays en développement car elle crée un environnement plus dynamique où la concurrence s'intensifie et où les entreprises naissent et disparaissent plus facilement. Or, ce dynamisme a un coût social évident : la rotation de la main-d'œuvre sur le marché du travail sera plus forte appelant ainsi la mise en place d'un régime efficace de protection sociale. Par ailleurs, les emplois créés dans les pays en développement grâce au commerce extérieur et à l'investissement étranger feront généralement appel à des qualifications plus poussées que la plupart des emplois actuels. Ce relèvement des niveaux de compétence peut fortement stimuler la croissance de la productivité globale, mais il est crucial qu'il soit étayé par un système d'éducation adapté et que les pauvres, en particulier, aient aisément accès à l'enseignement de base.

Ainsi, pour aller plus loin dans le débat sur la mondialisation, la Banque a une fonction importante à remplir sur le plan de la recherche et dans la mise en place de ces deux piliers fondamentaux — un climat d'investissement transparent et des services sociaux performants associés à un régime de protection sociale.

L'architecture mondiale du commerce

La Banque a un rôle notable à jouer, qui est de défendre l'ouverture des marchés aux pays en développement. Si il est vrai que la protection du commerce est modérée dans les pays développés, les secteurs où elle s'applique sont précisément ceux où les pays pauvres pourraient se révéler compétitifs, à savoir l'agriculture et les industries à forte intensité de main-d'œuvre. Ce sont dans ces secteurs que les barrières commerciales sont les plus élevées, ce qui porte tout particulièrement préjudice aux populations défavorisées. D'après les estimations publiées dans l'étude de la Banque *Global Economic Prospects 2002*, une personne pauvre qui vend ses produits sur les marchés mondiaux se heurte à des barrières en moyenne deux fois plus élevées que celles auxquelles est confronté un travailleur non pauvre. En général, les droits de douane dont les pays à revenu élevé frappent les importations en provenance des pays en développement, quoique faibles, sont quatre fois supérieurs aux droits perçus sur les produits en provenance des pays industrialisés. Les subventions et les autres formes d'aide octroyées par ces derniers pays à l'agriculture représentent aujourd'hui

1 milliard de dollars par jour environ, soit plus de six fois le montant total de l'aide au développement dans le monde.

L'étude de la Banque a révélé le coût que représentent pour les pays en développement la protection des textiles et des vêtements dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les subventions à l'agriculture. Elle note par ailleurs les coûts que l'ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) risque de représenter pour les pays en développement, ledit accord leur imposant de nouveaux frais juridiques et administratifs et disposant que la durée de la protection par brevet des produits pharmaceutiques est de vingt ans. La Banque a appelé à une plus grande ouverture des marchés aux pays pauvres et à une réforme de l'application de l'ADPIC afin d'assurer l'accès de ces pays aux médicaments essentiels.

Le problème de la protection ne se limite cependant pas aux pays à revenu élevé. Les pays en développement ont aussi érigé d'importantes barrières au commerce des produits agricoles, des produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre et d'autres produits et services. Les tarifs douaniers qu'ils appliquent aux produits manufacturés en provenance d'autres pays en développement sont, en moyenne, quatre fois supérieurs à ceux que les pays industriels imposent aux importations des pays en développement. De plus, les restrictions au commerce des services sont généralement plus répandues dans les pays en développement que dans les pays industriels.

Le rapport *Global Economic Prospects 2002* plaide en faveur d'une refonte de l'architecture du commerce mondial de manière à promouvoir le développement et la réduction de la pauvreté en privilégiant quatre lignes d'action consistant à : profiter de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour lancer un cycle de négociations commerciales en faveur du développement qui réduirait les obstacles au commerce mondial ; engager une action collective à l'échelle mondiale pour promouvoir le commerce en dehors du cadre de négociations de l'OMC, notamment par une augmentation de l'aide multilatérale à l'appui du commerce ; pour les pays à revenu élevé, adopter unilatéralement des politiques de développement favorables au commerce ; et pour les pays en développement, promulguer de nouvelles réformes du commerce. Quelque 2,8 milliards de personnes ont moins de deux dollars par jour pour vivre. Le taux de croissance de référence actuellement indiqué par les projections pourrait permettre de réduire de 600 millions le nombre de pauvres pour le ramener à 2,2 milliards d'ici à 2015. Le rapport fait valoir qu'une telle refonte de la structure du commerce mondial permettrait aux pays en développement d'atteindre des taux de croissance susceptibles de faire passer 300 millions de personnes supplémentaires au-dessus du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, et de ramener ainsi le nombre de pauvres à 1,9 milliard de personnes à l'horizon 2015.

de la décennie écoulée ou de pays dans lesquels ses instruments traditionnels se sont avérés inopérants. Durant l'exercice 02, un groupe de travail s'est attaché à dégager les caractéristiques qui distinguent ces pays et à proposer une combinaison judicieuse d'instruments auxquels la Banque pourrait recourir pour appuyer leurs priorités de développement.

Pays à revenu intermédiaire

Un pourcentage substantiel de la population pauvre vit dans les pays à revenu intermédiaire. La Banque remplit une fonction essentielle en aidant ces derniers à faire reculer la pauvreté et à se transformer progressivement en économies de marché développées. Ces pays ont généralement accès aux marchés financiers internationaux, quoique cet accès soit limité et souvent précaire. Pour eux, le développement et la réduction de la pauvreté passent par l'accroissement de l'investissement privé, l'amélioration du climat de l'investissement et la mise en place de programmes de dépenses sociales efficaces et équitables, orientés sur la valorisation du capital humain et assurant l'égalité d'accès aux opportunités économiques.

La Banque a pour missions fondamentales d'aider ces pays à mettre en œuvre les réformes structurelles, sociales et institutionnelles complexes qui leur permettront d'attirer l'investissement privé ; d'appuyer leur restructuration et de satisfaire à leurs besoins d'investissement tant qu'ils rencontreront des problèmes à obtenir des capitaux à long terme ; de les aider à résorber les poches de pauvreté persistantes ; de leur apporter une assistance pour atténuer leur vulnérabilité aux chocs économiques et amortir les retombées sociales des crises ; et d'appuyer l'application du programme concernant les biens publics mondiaux à l'échelon national.

Le recul rapide de la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire dépend pour une grande part de la croissance du secteur privé. La Banque continue d'aider les pays à parachever les réformes fondamentales nécessaires à l'ouverture des marchés tout en appuyant par ailleurs les réformes structurelles et sociales complexes qui leur font généralement suite. Plus les réformes deviennent réalité, plus les pays sont attrayants pour les investisseurs privés, intérieurs et étrangers. La Banque fait appel à divers instruments pour catalyser et démultiplier les investissements du secteur privé, et emploie notamment des garanties partielles de crédit et de risque pour mobiliser la participation financière du secteur privé au titre de projets particuliers. Son soutien au développement du secteur financier prend appui sur les rôles complémentaires de la BIRD, de la SFI et de la MIGA.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE

Étant donné l'ampleur et la complexité de la pauvreté mondiale, il est impératif que les différents acteurs du développement — administrations publiques, organismes

multilatéraux et bilatéraux, secteur privé et organisations de la société civile — unissent leurs efforts pour affronter l'un des problèmes les plus cruciaux et les plus délicats du développement. Ces dernières années, la Banque mondiale a forgé avec plusieurs de ces organisations des partenariats orientés sur des questions particulières ou sur des programmes d'ampleur mondiale. Les partenariats institutionnels ont été établis avec des organismes d'aide bilatéraux, les Nations Unies et leurs diverses institutions spécialisées, le FMI, d'autres banques multilatérales de développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), des organisations non gouvernementales et des fondations privées. Ils ont permis de poursuivre de manière fructueuse diverses initiatives d'envergure planétaire portant sur les biens publics mondiaux ; deux des plus importants sont décrits ci-après.

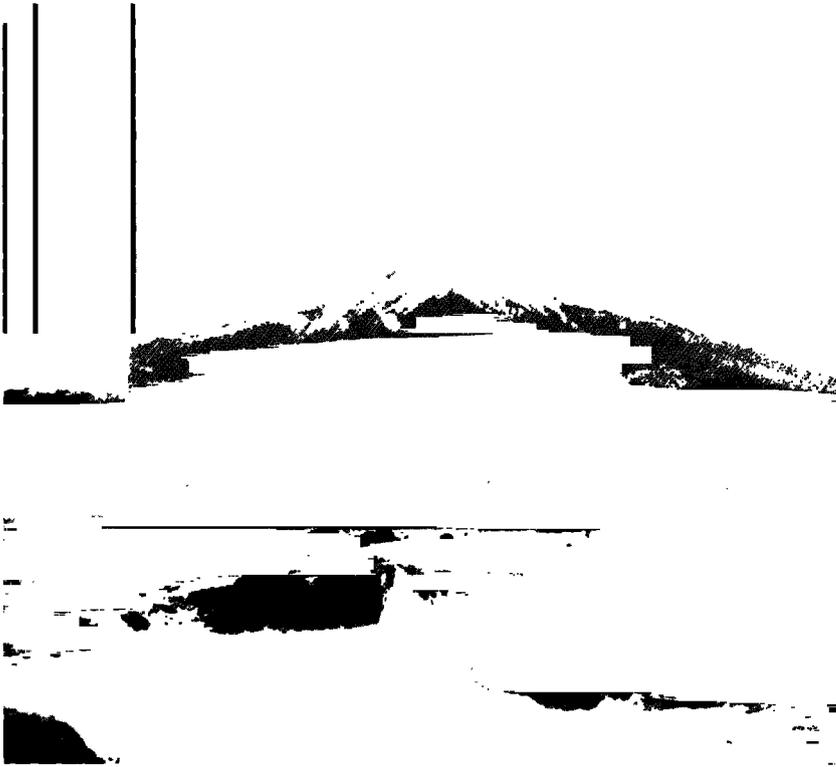
Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) est un partenariat diversifié qui réunit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international pour le développement agricole, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 22 pays en développement et 21 pays industrialisés, des fondations privées et des organismes régionaux. Depuis 1971, la Banque appuie résolument le CGIAR — et son réseau de 16 Centres de recherche agricole qui opèrent dans le cadre du programme *Future Harvest* et mobilise des techniques scientifiques de pointe pour réduire la faim et la pauvreté dans les pays en développement, améliorer la santé et protéger l'environnement.

Le CGIAR reconnaît que, même si elle est nécessaire pour nourrir une population mondiale de plus en plus nombreuse et atténuer la pauvreté, la croissance agricole doit être obtenue par des méthodes acceptables du point de vue social et viables sur le plan environnemental. La recherche est un outil stratégique dans la mise au point de nouvelles techniques agricoles. Les produits des travaux de recherche du CGIAR sont des biens publics librement accessibles à tous et ils ont des retombées d'une ampleur considérable. Ainsi, les scientifiques du CGIAR ont mis au point un maïs à forte teneur en protéine qui aide à combattre la malnutrition, et ont reçu à ce titre le Prix mondial de l'alimentation. Dans les régions humides d'Afrique de l'Ouest, le Nouveau riz pour l'Afrique (NERICA) dope aujourd'hui la production de riz ; en Guinée, le NERICA, planté sur 90 000 hectares, permet d'économiser 13 millions de dollars sur des factures d'importation exorbitantes.

Le Fonds pour l'environnement mondial

La Banque a forgé un partenariat stratégique avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), seule source nouvelle de financement issue du Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992. Le FEM, en association avec la Banque, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour



La Banque est l'un des trois Agents d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial. À ce titre, elle aide les pays membres à préserver et à utiliser de manière durable leurs ressources naturelles.

l'environnement, joue un rôle catalyseur dans la protection de l'environnement à l'échelle planétaire. Il encourage la coopération et finance des opérations destinées à préserver la diversité biologique, réduire les risques liés à l'évolution du climat, protéger la couche d'ozone, lutter contre la pollution des eaux internationales et la dégradation des sols, et éliminer les polluants organiques persistants. Le FEM est le mécanisme financier désigné des conventions sur la diversité biologique, sur les changements climatiques et sur les polluants organiques persistants.

Son partenariat avec la Banque a été un élément déterminant de la réussite du FEM. Par l'intermédiaire du Secrétariat du FEM, qui est assuré à la Banque, cette dernière joue un rôle essentiel dans la gestion des projets financés par le Fonds.

En sa qualité d'Agent d'exécution du FEM, la Banque aide les pays clients à élaborer et à superviser les projets du Fonds. Plus de 300 projets Banque-FEM, dont certains conduits en coopération avec d'autres Agents d'exécution, sont en cours dans 127 pays. Ils sont financés à hauteur de 1,5 milliard de dollars par des subventions du FEM et reçoivent en outre plus de 9 milliards de dollars de financements des partenaires publics et privés. La Banque est par ailleurs l'Administrateur de la Caisse du FEM et fournit un appui administratif au Secrétariat du FEM (Voir les sites www.gefweb.org ou www.worldbank.org/gef.)

PRODUITS ET SERVICES DU SAVOIR

La création, la diffusion et l'application du savoir par l'entremise de ses services d'analyse et de conseil ont toujours formé une composante substantielle de l'aide que la Banque

apporte aux pays clients pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté. Ces dernières années, elle a entrepris d'organiser de manière systématique ses activités dans ce domaine. Elle a adopté trois lignes d'action qui consistent à : utiliser à bon escient ses connaissances pour étayer la qualité de ses opérations ; partager son savoir avec ses clients et partenaires afin de mettre en place des activités de développement participatives complétées par un éventail de programmes reposant sur la technologie pour intensifier la diffusion des connaissances ; aider ses clients à développer leurs compétences pour produire des connaissances, accéder à toutes les sources de savoir, et les utiliser.

La Banque dispose de plusieurs programmes mondiaux de diffusion du savoir, notamment les programmes de formation de l'Institut de la Banque mondiale, qui distribue et diffuse le savoir local et mondial ; le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement (GDLN) ; le Portail du développement ; le programme World Links ; le Réseau mondial pour le développement ; l'Université virtuelle africaine et le programme InfoDev. (Voir le site www.worldbank.org/ks/initiatives.html.)

Toujours plus consciente de ce que l'utilisation judicieuse du savoir fait d'elle une institution plus performante, la Banque a été amenée à systématiquement intégrer le renforcement des capacités à ses opérations. Elle fait ainsi appel à un « outil d'évaluation de l'économie du savoir » pour aider les pays à établir un diagnostic de leurs stratégies et de leurs besoins en investissements afin d'accompagner leur insertion dans l'économie mondiale. Pendant l'exercice 02, des évaluations du savoir ont été réalisées pour la Chine et la République de Corée, et d'autres sont en cours dans la Fédération de Russie et dans les pays en phase d'adhésion à l'Union européenne.

Le renforcement des capacités, surtout en ce qui concerne la gestion du secteur public, revêt aussi une importance primordiale pour les pays à faible revenu en leur permettant de mettre en œuvre leurs stratégies de réduction de la pauvreté et d'offrir des services publics de base de meilleure qualité. Face à la demande grandissante des pays, l'Institut de la Banque mondiale s'appuie sur ses partenariats avec d'autres fournisseurs de contenu et d'autres bailleurs pour proposer, par exemple, des formations aux journalistes, des séminaires aux parlementaires, et des programmes d'apprentissage pratique portant sur la lutte contre la corruption et les réformes juridiques et judiciaires qui s'adressent aux fonctionnaires et aux responsables politiques.

Dans le cadre de son action d'urgence face à la crise en Afghanistan, la Banque met actuellement en place, à la requête de l'organisme gouvernemental de coordination de l'aide, un centre d'enseignement à distance à Kaboul, sous l'égide du GDLN.

ENCADRÉ 1.2 FINANCEMENTS AU TITRE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La Banque offre, au travers de la BIRD et de l'IDA, une gamme de services à la carte — financements, assistance technique et services de conseil — à ses pays membres en développement et en transition. Elle fait appel à deux types fondamentaux d'instruments de prêt : les prêts d'investissement et les prêts d'ajustement.

Prêts d'investissement

Les prêts d'investissement financent des fournitures, des travaux et des services à l'appui des projets de développement économique et social dans une large gamme de secteurs. Les prêts d'investissement de la Banque ont changé de nature au fil des années. Initialement axés sur les équipements, les services d'ingénierie et la construction, ils ont suivi l'évolution des priorités de la Banque pour s'orienter sur le renforcement des institutions, le développement social et l'infrastructure de l'action publique nécessaires à l'expansion des activités du secteur privé.

Prêts d'ajustement

Les prêts d'ajustement offrent un financement externe à décaissement rapide à l'appui des réformes politiques et institutionnelles. Ils étaient conçus à l'origine comme un appui de courte durée fourni au niveau de la balance des paiements pour faciliter la poursuite de réformes macroéconomiques, dans le domaine de la politique commerciale notamment. Leur cible s'est progressivement modifiée pour privilégier les réformes structurelles et institutionnelles à moyen terme dans les secteurs de la finance, de la politique sociale, et de la gestion des ressources du secteur public.

Ces deux catégories de financements sont utilisées avec souplesse pour satisfaire à des objectifs divers.

Le processus de prêt

La procédure de prêt comporte plusieurs phases. À partir d'études économiques et sectorielles, souvent financées avec l'aide de la Banque, l'emprunteur définit et prépare le projet, dont la Banque vérifie la viabilité. Pendant les négociations, la Banque et l'emprunteur conviennent de l'objectif de développement, des composantes du projet, de ses résultats, des indicateurs de performance, d'un programme d'exécution et d'un calendrier de décaissements des fonds prêtés. Une fois que la Banque approuve le prêt et qu'il entre en vigueur, l'emprunteur exécute le projet ou le programme conformément aux conditions convenues avec l'institution.

Tous les prêts sont régis par les politiques opérationnelles de la Banque mondiale, qui ont pour objet d'assurer la validité économique, financière, sociale et environnementale des opérations qu'elle finance. Des politiques et procédures fiduciaires régissent l'emploi des fonds associés aux projets, notamment en ce qui concerne la passation de marchés de fournitures et de services. Des mesures de sauvegarde contribuent à éviter les effets préjudiciables involontaires sur des tiers et sur l'environnement.

La Banque supervise l'exécution de chaque prêt et en évalue les résultats. Les trois quarts des prêts en cours sont gérés par des directeurs-pays opérant à partir des bureaux extérieurs et non pas du siège de la Banque à Washington. Près de 30 % des agents de la Banque sont en poste dans une centaine de bureaux extérieurs implantés dans le monde entier.

FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale est une institution coopérative qui mobilise des financements en utilisant les contributions directement versées par les pays membres les plus riches dans le cas de l'IDA, et en effectuant des emprunts sur les marchés financiers internationaux dans celui de la BIRD. Elle alloue ces ressources de manière à avoir un impact positif sur les pauvres dans les pays emprunteurs.

Les clients de l'IDA sont les pays les plus défavorisés, qui ne peuvent généralement se permettre d'emprunter aux conditions du marché. L'IDA leur consent des financements (ou crédits) concessionnels ne portant pas intérêt, remboursables sur 35 ou 40 ans avec un différé d'amortissement de 10 ans. Au cours de l'exercice 02, l'IDA a fourni 8,1 milliards de dollars au titre de 133 projets dans 62 pays à faible revenu.

Les clients de la BIRD, en revanche, sont généralement des pays à revenu intermédiaire mais comprennent aussi, en raison des ressources limitées de l'IDA, quelques-uns des plus grands pays à faible revenu jugés pouvoir emprunter. La BIRD consent des prêts à des conditions quasi-commerciales, bien qu'assortis d'échéances plus longues. Pendant l'exercice 02, elle a accordé des prêts totalisant 11,5 milliards de dollars à l'appui de 96 projets dans 40 pays.

La réduction de la pauvreté est au centre des opérations de l'IDA et de la BIRD, que ce soit dans le cadre des investissements destinés à soutenir la croissance ou dans celui des investissements dans les services d'utilité publique fondamentaux. (L'encadré 1.2 contient une description des instruments de prêt de la Banque et de la procédure d'approbation des prêts). Le chapitre 2 présente de manière détaillée les opérations de prêt de l'exercice.

Les partenariats avec d'autres organismes permettent par ailleurs de lever des ressources pour des projets par le biais d'opérations de cofinancement et de fonds fiduciaires.

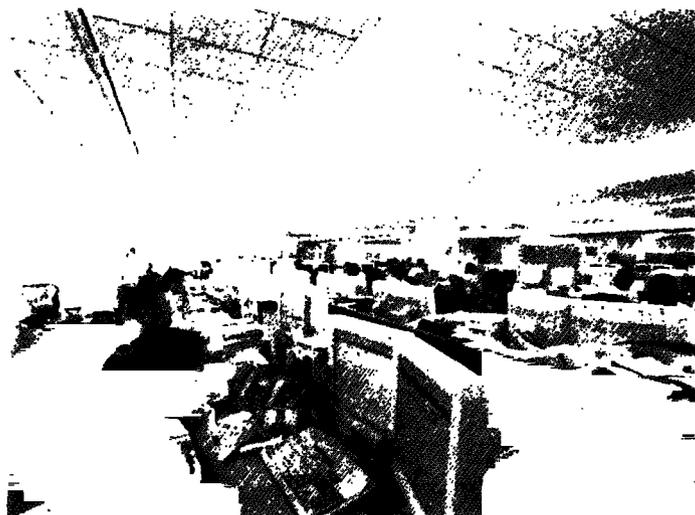
Le rôle de l'IDA

L'IDA, qui est la source d'aide financière concessionnelle la plus importante au monde pour les pays les plus pauvres, investit dans des projets de développement économique et humain fondamentaux. L'admissibilité d'un pays à bénéficier des ressources de l'IDA est régie par deux critères fondamentaux : sa pauvreté relative (mesurée par le revenu par habitant) et son manque de solvabilité. Le plafond opérationnel de revenus en dessous duquel un pays peut obtenir des crédits de l'IDA a été fixé à un revenu national brut par habitant de 885 dollars pour l'exercice 02. Pour être admis à bénéficier des ressources de l'Association, les pays doivent également appliquer des politiques saines visant à stimuler la croissance et à réduire la pauvreté. L'IDA alloue son aide sur la base d'évaluations annuelles des politiques et institutions nationales. Dans des circonstances exceptionnelles, elle consent des crédits aux pays dont le revenu est supérieur au plafond fixé mais qui ne sont pas suffisamment solvables pour pouvoir emprunter à la BIRD. De telles exceptions ont été faites pour les petites économies insulaires.

Les pays bénéficiaires de l'assistance de l'IDA se heurtent à des problèmes complexes dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour se rapprocher des Objectifs de développement pour le millénaire. L'Association soutient leurs projets de développement en encourageant l'application de politiques judicieuses de manière à fournir une assise solide à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Ses priorités stratégiques consistent notamment à relever la qualité de l'éducation de base et à élargir l'accès des pauvres à cette éducation, à renforcer la lutte contre la propagation des maladies infectieuses, dont le VIH/SIDA, et à créer un climat propice aux investissements. L'IDA est de tous les organismes de développement celui qui s'attache le plus à orienter son aide sur les pays qui poursuivent des politiques raisonnées, et elle a peaufiné son mécanisme d'affectation des ressources en fonction des résultats de manière à faire une place encore plus large à la bonne gouvernance.

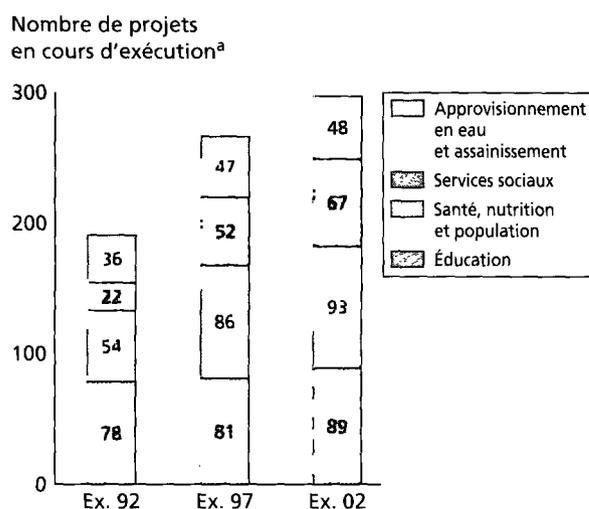
L'IDA est financée par un partenariat de bailleurs qui se réunissent tous les trois ans pour arrêter le montant des nouvelles ressources nécessaires au financement de son futur programme de prêts et pour discuter des politiques et priorités en matière de prêts.

L'exercice 02 a marqué la dernière année de la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources de l'IDA, qui a financé les engagements de la période comprise entre les exercices 00 et 02. Les bailleurs avaient apporté 8,7 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), tandis que 6,6 milliards de DTS provenaient des ressources internes, notamment des remboursements de crédits antérieurs,



La salle des marchés de la Trésorerie constitue le centre névralgique des transactions financières innovantes de la Banque. Pour répondre aux besoins de financement de ses clients, la Banque doit impérativement investir des actifs liquides, gérer ses risques de bilan et satisfaire les besoins des investisseurs obligataires.

Figure 1.1 L'IDA intensifie ses efforts dans les secteurs sociaux
297 projets en cours (contre 190 dix ans plus tôt)



a. Projets menés dans les pays exclusivement IDA et les pays à financement mixte.

Valeur des engagements de l'IDA au titre des projets en cours dans le secteur social

Exercice 92 : USD 8,1 milliards
Exercice 97 : USD 13,2 milliards
Exercice 02 : USD 13,7 milliards

des commissions de service, et du revenu net de la BIRD. (Les chiffres les plus récents sont donnés au chapitre 2). La figure 1.1 montre l'effort accru de l'IDA dans les secteurs sociaux.

Le rôle de la BIRD

Les pays dont le revenu par habitant est inférieur à 5 225 dollars et qui ne sont pas des pays exclusivement IDA sont admissibles à emprunter à la BIRD. Ceux qui disposent d'un revenu par habitant plus élevé peuvent emprunter à la BIRD dans des circonstances particulières ou dans le cadre d'une stratégie de reclassement. Il importe toutefois de noter que le montant que les pays sont autorisés à emprunter à la BIRD dépend de leur degré de solvabilité. Certains pays peuvent ainsi être admissibles à emprunter mais ne pas avoir accès aux ressources de la BIRD parce qu'ils ne sont pas solvables. Par ailleurs, l'encours des prêts consentis par la BIRD à un emprunteur donné, indépendamment de son degré de solvabilité, ne peut dépasser 13,5 milliards de dollars.

Soixante-quinze pour cent des personnes qui ont moins de un dollar par jour pour vivre se trouvent dans des pays pouvant emprunter à la BIRD. Ces derniers sont généralement des pays à revenu intermédiaire qui ont dans une certaine mesure accès aux marchés des capitaux privés. Certains pays sont admissibles à bénéficier des crédits de l'IDA du fait de la faiblesse de leur revenu par habitant, mais leur degré de solvabilité leur permet par ailleurs d'emprunter dans une certaine mesure à la BIRD. Ces emprunteurs sont qualifiés de pays à financement mixte. Même si l'on fait abstraction de ces derniers pays, 25 % des personnes qui ont moins de un dollar par jour pour vivre habitent dans des pays qui empruntent à la BIRD. Cette dernière contribue largement à la lutte contre la pauvreté en facilitant l'accès à des volumes de capitaux plus importants à des conditions intéressantes, assorties d'échéances plus longues et de manière plus durable que le marché.

La BIRD est une institution financière notée AAA — qui présente quelques caractéristiques inhabituelles. Ses actionnaires sont des États souverains. Les pays membres emprunteurs ont voix au chapitre lorsqu'il s'agit de définir ses politiques. Les prêts de la BIRD (comme les crédits de l'IDA) s'accompagnent généralement de services hors prêt afin d'assurer une utilisation plus efficace des fonds. En outre, à la différence des banques commerciales, la BIRD cherche à accroître son impact sur le développement et non à maximiser ses bénéfices.

Au cours de l'exercice 02, la BIRD a emprunté 23 milliards de dollars à moyen et long terme sur les marchés financiers internationaux, soit un montant supérieur aux 17 milliards de dollars levés au cours de l'exercice 01. Elle finance ses prêts et ses placements par des emprunts et sur ses fonds propres. Elle doit sa solidité financière au soutien de ses actionnaires et à ses politiques et pratiques financières, conçues pour lui assurer une cote de crédit très élevée sur les marchés internationaux.

Cofinancement

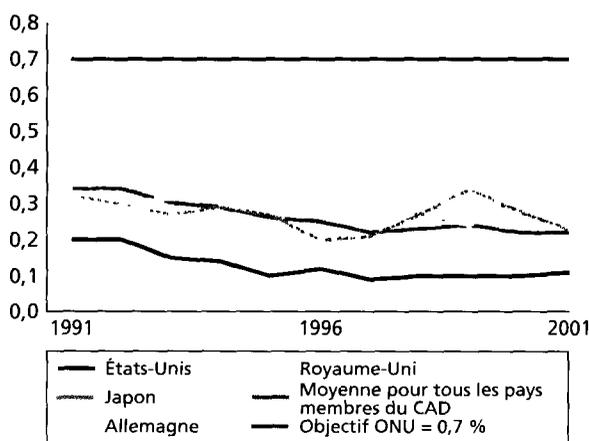
Le terme cofinancement désigne les fonds engagés par un partenaire bilatéral ou multilatéral public, un organisme

de crédit à l'exportation ou une source privée dans le cadre d'un projet financé par la Banque. Le cofinancement permet à la Banque mondiale de mobiliser des fonds qui viennent compléter ses propres ressources, souvent sous forme de prêts non rémunérés ou de dons, au profit du pays bénéficiaire. Les financements provenant de sources multiples à l'appui de projets donnés permettent en outre d'harmoniser les politiques et les procédures des différents bailleurs et, ce faisant, de réduire la charge administrative du pays bénéficiaire et d'accroître l'efficacité de l'opération. Pendant l'exercice 02, un montant de 19,5 milliards de dollars financé par la BIRD et l'IDA a été complété dans le cadre de cofinancements par un apport de 4,7 milliards de dollars. (Se reporter au chapitre 2 pour de plus amples détails sur les opérations de cofinancement).

Fonds fiduciaires

Plusieurs pays industrialisés, quelques-uns des principaux pays en développement, le secteur privé et des organisations non gouvernementales maintiennent des fonds fiduciaires administrés par la Banque mondiale qui peuvent être utilisés pour compléter les ressources de la Banque dans le cadre d'initiatives bien déterminées. Les fonds fiduciaires existants se rapportent à des domaines qui facilitent le financement, sous forme de dons, de besoins de développement hautement prioritaires, notamment l'assistance technique, les services de conseil, l'allègement de la dette et les efforts de réhabilitation à l'issue d'un conflit. Durant l'exercice 02, les actifs des fonds fiduciaires ont atteint 5,34 milliards de dollars. (Se reporter au chapitre 2 pour une présentation plus détaillée des fonds fiduciaires).

Figure 1.2 Montant net de l'aide publique au développement en pourcentage du revenu national brut



Notes : Les chiffres pour 2001 sont provisoires.

Source : Comité d'aide au développement (OCDE).

RENFORCER L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT : PLEIN FEUX SUR LES RÉSULTATS

L'expérience acquise dans le cadre des efforts de développement au cours des 50 dernières années a montré à quel point il est important de s'attacher aux résultats. Les bailleurs exigent que les fonds apportés par leurs contribuables soient productifs. Les citoyens des pays en développement souhaitent ardemment voir leurs conditions de vie s'améliorer de manière tangible dans un délai raisonnable. Les bailleurs comme les citoyens attendent de la Banque mondiale et des autres organismes de développement qu'ils fassent état de leurs accomplissements communs. L'élaboration de données plus précises, rapidement disponibles, sur les retombées sociales et économiques, et l'évaluation indépendante des projets et des programmes nationaux permettent de garantir la transparence de la gestion des fonds et, surtout, de dégager des enseignements de l'expérience. (La figure 1.2 indique le montant de l'aide publique au développement par pays).

Ces dernières années, la Banque s'est tout particulièrement souciée de s'assurer de la qualité de l'exécution des programmes qu'elle finance, de leur viabilité et de leurs effets en termes de développement. Elle a entrepris de renforcer ses dispositifs de suivi et d'évaluation afin, d'une part, d'appréhender de manière plus exhaustive l'impact sur la pauvreté de ses financements à l'appui de réformes, de ses prêts d'investissement et de ses services de conseil, et d'autre part, de s'assurer de plus près des progrès accomplis en direction des ODM. Le Département de l'évaluation des opérations (OED) de la Banque note que les améliorations se poursuivent puisqu'il a pu qualifier de satisfaisant 82 % des projets achevés, qui représentaient 78 % des financements. L'OED a également réalisé plus de 55 évaluations de l'aide-pays au cours de l'exercice 02. Les mécanismes mis en place permettent d'assurer un suivi systématique de la qualité des opérations.

La Banque mondiale procède à intervalles réguliers à un bilan de plus grande envergure de ses principaux programmes, qui va au-delà des évaluations de ses opérations particulières. Les opérations de financement réalisées par la BIRD et l'IDA

au cours des cinquante dernières années ont été évaluées pendant l'exercice 02. (On trouvera au chapitre 3 une analyse complète de l'efficacité du développement).

OUVERTURE ET TRANSPARENCE

L'information et la consultation des parties prenantes œuvrent en faveur d'un développement efficace et durable car elles permettent de stimuler le débat, de mieux faire comprendre les problèmes et de fortifier l'adhésion des pays aux programmes de développement. La révision par la Banque de sa politique de diffusion de l'information s'inscrit dans le prolongement des efforts antérieurement déployés pour mettre davantage d'informations à la disposition du public.

Les modifications apportées à cette politique ont été approuvées en août 2001, après la publication par la Banque de son projet de révision et à l'issue d'amples concertations organisées pour prendre l'avis de la société civile, des groupes sectoriels et des gouvernements de 21 pays. La Banque a aussi invité le public à formuler des observations par l'intermédiaire de son site web.

Aux termes de la politique révisée, la Banque publiera un plus grand nombre de documents ayant trait aux projets, et assurera une diffusion plus systématique, conviviale et rapide de ses informations et de ses archives. Elle prévoit par ailleurs d'améliorer substantiellement et progressivement l'accès à l'information par l'intermédiaire de ses bureaux dans les pays en développement. À l'échelon de la Banque, treize programmes pilotes permettront aux unités de gestion-pays de mettre au point et de tester des méthodes pour diffuser un nombre encore plus important d'informations, notamment dans le cadre des consultations associées aux stratégies nationales, à la préparation des opérations de prêt et à leur exécution.

Des groupes de travail ont élaboré des stratégies en vue de moderniser les services d'information du public dans le monde entier. (On trouvera sur le site www.worldbank.org/operations/disclosure/ le texte intégral de la politique révisée de diffusion de l'information et les nouvelles règles de procédure gouvernant son application).

Chapitre 2

Vue d'ensemble des activités de la Banque mondiale pendant l'exercice 02

Pendant l'exercice 02, la Banque a renforcé son action en faveur de la croissance dans le cadre d'un partenariat international avec les gouvernements pour étendre ses services de conseil aux pays en développement. Elle a également pris des mesures pour améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement. Elle a notamment financé des projets de développement des infrastructures publiques, notamment des routes, des ponts, des écoles et des hôpitaux. Elle a également financé des projets de développement des ressources humaines, notamment des programmes de formation et de recherche. Elle a également financé des projets de développement des services sociaux, notamment des programmes de santé et de nutrition. Elle a également financé des projets de développement des services financiers, notamment des programmes de microfinance et de crédit. Elle a également financé des projets de développement des services de conseil, notamment des programmes de conseil technique et de conseil en gestion. Elle a également financé des projets de développement des services de conseil, notamment des programmes de conseil technique et de conseil en gestion. Elle a également financé des projets de développement des services de conseil, notamment des programmes de conseil technique et de conseil en gestion.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 02

- **Les engagements de prêt de la BIRD et de l'IDA** sont passés à 19,5 milliards de dollars, en raison notamment de l'augmentation des crédits de l'Association, qui ont atteint le niveau record de 8,1 milliards de dollars pour 133 nouvelles opérations. Le volume important du programme de crédit de l'IDA s'explique en grande partie par l'importance des concours accordés à l'Afrique et à l'Asie du Sud, qui ont porté sur un montant global de 6,4 milliards de dollars.
- Pendant l'exercice 02, le soutien de la Banque aux projets de lutte contre le **VIH/SIDA** (virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficientaire acquis) s'est traduit par de nouveaux engagements portant sur plus de 300 millions de dollars. Des prêts ont été approuvés en faveur du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cap-Vert, de la Jamaïque, de Madagascar, du Nigéria, de la République centrafricaine, du Sénégal, et de la Sierra Leone ; plusieurs autres projets, nouveaux ou en cours, sont par ailleurs dotés d'une composante importante de lutte contre le VIH/SIDA. La Banque finance des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans plus de 64 pays. Ses interventions en ce domaine sont considérablement plus importantes en Afrique que dans les autres régions.

À ce jour, 16 programmes plurinationaux de lutte contre le VIH/SIDA (MAP), qui représentent un volume d'engagements de plus de 550 millions de dollars, ont été préparés en un temps record en Afrique, en raison de la progression dramatique de l'épidémie.

La démarche des MAP donne lieu à une collaboration très étroite entre la Banque et les gouvernements nationaux, les partenaires du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, les bailleurs de fonds bilatéraux, le Partenariat international contre le sida en Afrique, les principales organisations non gouvernementales, les personnes ayant contracté le VIH/SIDA et d'autres parties prenantes importantes.

Les Administrateurs de la Banque ont approuvé en février 2002 le lancement de MAP2, deuxième phase du programme au titre de laquelle 500 millions de dollars ont été spécialement affectés. Certains MAP, tels que le Programme lancé pendant l'exercice 01 dans les Caraïbes, transfèrent directement une proportion substantielle des ressources (de l'ordre de 50 % en général) aux communautés locales pour leur permettre de financer les activités de lutte contre le VIH/SIDA qu'elles ont elles-mêmes mises en place.
- La méthode d'approche des **Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)**, qui fait de la prise en charge du processus par les pays concernés grâce à une large participation des populations un élément central de la lutte contre la pauvreté, a obtenu l'adhésion des pays en développement, des bailleurs de fonds et des représentants de la société civile lors de la conférence organisée conjointement, en janvier 2002, par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international aux fins de l'examen des DSRP. Cette approche a été encore plus largement suivie pendant l'exercice 02, puisque neuf nouveaux pays ont achevé leur DSRP intérimaire et sept pays ont achevé leur premier DSRP complet.
- **La Banque a dressé le bilan des 50 dernières années de l'aide au développement** et exposé ses conclusions dans le rapport intitulé *The Role and Effectiveness of Development Assistance: Lessons from World Bank Experience*. L'étude présente une analyse générale des liens existants entre les résultats obtenus en matière de développement et l'aide publique au développement au cours des 50 dernières années, en mettant particulièrement l'accent sur l'expérience de la Banque mondiale au cours des dernières décennies. Elle conclut que les progrès accomplis au plan du bien-être ont été rapides bien qu'inégaux et que, malgré un certain nombre de carences et d'échecs importants, cette assistance a souvent permis de promouvoir et d'appuyer des résultats positifs. Les auteurs de l'étude constatent également que l'efficacité de l'aide au développement augmente sur les fronts de la croissance et de la pauvreté, dans une large mesure grâce aux enseignements que les bailleurs de fonds et les gouvernements ont su tirer des succès et des échecs de leurs opérations.
- En mars 2002, plus de 50 chefs d'État se sont réunis à Monterrey (Mexique) à l'occasion de la **Conférence sur le financement du développement**, et ils ont adopté le Consensus de Monterrey qui engage les parties concernées à libérer les échanges, accroître l'aide et ramener la dette extérieure à un niveau tolérable afin de fournir aux pays qui adoptent des politiques rationnelles et appliquent des principes de bonne gouvernance les moyens d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Lors de cette conférence, les pays bailleurs de fonds se sont engagés à fournir 12 milliards de dollars d'aide supplémentaire au cours des trois prochaines années.
- En avril 2002, la Banque a approuvé sa première opération en **Afghanistan** depuis 1979 et accordé un don de 10 millions de dollars pour aider l'Administration intérimaire à organiser les principaux services de la fonction publique afin qu'elle puisse utiliser efficacement les ressources publiques, et notamment les millions de dollars fournis par les bailleurs de fonds, à des fins de reconstruction et de développement. Les Administrateurs ont également approuvé la stratégie d'appui transitoire élaborée par la Banque pour soutenir l'Afghanistan pendant six à neuf mois.

En mai, la Banque a ouvert un bureau en Afghanistan et mis en place le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan afin d'aider l'Administration intérimaire à financer des projets de reconstruction et à payer les salaires des agents de la fonction publique. Elle a fourni au total 100 millions de dollars sous forme de dons pendant l'exercice 02 et proposé d'accorder 470 millions de dollars de plus pendant la durée de vie du Gouvernement transitoire élu par la Loya Jirga en juin.

Vue d'ensemble des activités de la Banque mondiale pendant l'exercice 02

Pendant l'exercice 02, la Banque mondiale a renforcé son action sur le front de la pauvreté et lancé de nouvelles initiatives pour faire face aux événements mondiaux. Elle a évalué l'impact des événements du 11 septembre sur les pays pauvres et offert une assistance spéciale aux pays touchés par différents chocs économiques. Ses opérations ont été temporairement perturbées durant l'exercice parce que les équipes chargées des pays ont dû adapter le calendrier de leurs déplacements et s'efforcer de replacer les activités prévues au niveau des pays dans le cadre d'un nombre plus réduit de missions.

Les pays riches et les pays pauvres ont permis à un nouveau partenariat pour le développement de se constituer lorsqu'ils se sont réunis à Monterrey pour participer à la Conférence sur le financement du développement en mars 2002 afin d'examiner les grands problèmes auxquels la communauté internationale se trouve confrontée. La Banque, d'autres organisations multilatérales et de nombreux pays se sont engagés à fournir des ressources financières et techniques supplémentaires pour lutter contre la pauvreté.

LE CONTEXTE MONDIAL

Le ralentissement de l'activité économique mondiale amorcé pendant l'exercice 01 a été aggravé par les prolongements économiques des événements de septembre 2001, ce qui a encore ajouté au climat d'incertitude et provoqué un nouveau ralentissement de la croissance dans le monde. Les pays les plus durement touchés ont été, d'une part, les pays en développement tributaires de leurs exportations de produits de base car les cours d'un grand nombre de ces produits ont chuté à un niveau très bas au regard de l'expérience passée et, d'autre part, les pays émergents lourdement endettés, car les investisseurs privés ont réduit leurs engagements sur ces marchés. Les secteurs de pointe ont été très touchés, de même que l'industrie du tourisme. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays en développement et des pays en transition est tombé du niveau record de 5,4 % enregistré pour l'année civile 2000 à 2,8 % pour l'année civile 2001, durant laquelle le taux de croissance par habitant s'est établi à 1,4 %.

La croissance du PIB a marqué le pas dans toutes les régions durant l'année 2001, sauf en Asie du Sud où elle a atteint 4,3 %, contre 4 % en 2000. Dans la Région Asie de l'Est et Pacifique, la croissance s'est ralentie pour s'établir à 4,6 % en 2001 contre 7,4 % l'année précédente ; cette région a souffert de l'effondrement de la demande mondiale de produits de haute technologie et du ralentissement du tourisme. Dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, le taux de croissance est tombé à 3,1 % en 2001, en grande partie sous l'effet de la baisse des cours du pétrole, alors qu'il avait atteint 4,2 %, soit un niveau supérieur à la moyenne, en 2000. Le taux de croissance de l'Afrique s'est établi à 2,6 %, contre 3,1 % l'année précédente. L'Europe et l'Asie centrale ont enregistré un taux de croissance de 2,2 %, contre 6,4 % en 2000 ; la région a subi le contrecoup de la contraction des exportations turques et de la baisse de croissance de la Russie. C'est en Amérique latine et aux Caraïbes que le taux de croissance a été le plus faible, avec 0,6 %, contre 3,8 % en 2000. Cette contre-performance s'explique par un contexte extérieur défavorable, la dégradation progressive de la situation politique et économique en Argentine et une chute brutale du tourisme. Même si l'on exclut l'Argentine, le PIB de la Région Amérique latine et Caraïbes n'a progressé que de 1,3 % en 2001.



Pour lutter contre la pauvreté, la Banque soutient des politiques et des projets visant à élargir l'accès à la terre et à accroître la productivité.

Comme toujours lorsque l'activité économique fléchit, ce sont les pauvres qui souffrent le plus. Faute de réserves ou de filet de protection pour amortir les chocs, c'est leur aptitude à satisfaire leurs besoins essentiels qui se trouve compromise lorsque leurs revenus baissent. La Banque a pu prendre des mesures face aux chocs mondiaux, ce qui témoigne du bien-fondé général de sa méthode d'approche dans ce genre de situation. Les instruments et les stratégies qu'elle propose lui permettent de définir un large éventail d'options et, ce faisant, de fournir une aide financière adaptée à ceux de ses clients qui sont affectés par le ralentissement de l'activité économique. Les guerres civiles, le terrorisme, le blanchiment des capitaux et la corruption sont de plus en plus au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Le ralentissement de la croissance économique, la forte contraction des flux de capitaux privés et la croissance démographique dans les pays en développement sont autant de facteurs qui rendent encore plus nécessaire l'aide publique au développement.

LES OPÉRATIONS DE PRÊT ET LES SERVICES DE CONSEIL DE LA BANQUE MONDIALE PENDANT L'EXERCICE 02

Les opérations de prêt et les services de conseil de la Banque sont centrés sur les opérations au niveau des pays et traduisent l'importance que la Banque accorde aux Objectifs de développement pour le millénaire, à ses priorités institutionnelles et aux priorités établies en ce qui concerne les biens publics mondiaux. La Banque adapte ses opérations de financement en fonction des besoins des pays tout en prenant en compte les objectifs plus larges qu'elle poursuit.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Les nouveaux prêts accordés par la BIRD pendant l'exercice 02 ont porté sur un montant total de 11,5 milliards de dollars, soit 1 milliard de dollars de plus que pour l'exercice précédent. Quatre-vingt-seize opérations ont été approuvées au cours de l'exercice, soit un nombre supérieur à celui de l'exercice précédent.

Les nouveaux prêts de la BIRD en faveur de l'Europe et de l'Asie centrale ont atteint le niveau record de 4,9 milliards de dollars, soit 43 % du volume des engagements de la BIRD. La Région Amérique latine et Caraïbes se place en deuxième position avec 4,2 milliards de dollars tandis que la Région Asie de l'Est arrive en troisième position avec 1 milliard de dollars.

Le secteur des administrations publiques est de loin le principal bénéficiaire des financements de la BIRD, qui lui a consacré 3,6 milliards de dollars sous forme de prêts, soit plus de 30 % du total. Le volume substantiel des prêts à ce secteur dénote le souci de la Banque d'aider ses clients à améliorer leurs stratégies de développement, à mettre en œuvre leurs programmes de réformes et à renforcer leurs capacités institutionnelles. Le secteur financier est le deuxième bénéficiaire des prêts de la Banque, puisque 2,1 milliards de dollars, soit environ 18 % du total lui ont été consacrés.

ENCADRÉ 2.1 NOUVEAU SYSTÈME DE CODAGE POUR LES PRÊTS DE LA BANQUE

Pour mieux suivre la distribution des programmes de travail de la Banque, un nouveau système de codage bi-dimensionnel a été mis en place pendant l'exercice 02. Toutes les données relatives aux financements contenues dans ce rapport reflètent le nouveau système de codage. Chaque prêt est assorti d'un code thématique et d'un code sectoriel qui permettent d'assurer son suivi. Les codes thématiques correspondent à la finalité et aux objectifs des activités de la Banque tandis que les codes sectoriels indiquent les branches d'activité de l'économie qui bénéficient directement du soutien de la Banque.

Le nouveau système de codage permet à la Banque de mieux gérer son portefeuille et de suivre les progrès accomplis dans la direction de ses objectifs, tels qu'ils ressortent de ses priorités institutionnelles et des ODM, tout en maintenant l'éclairage sur certains compartiments de l'économie. Il peut accepter jusqu'à cinq thèmes et cinq secteurs par intervention, ce qui permet de prendre en compte les multiples dimensions d'un grand nombre de projets de la Banque.

Le tableau qui se dégagera du nouveau système de codage diffèrera de nombreux égards de celui qui ressort de l'ancien système. L'adoption d'un nouveau système et, donc, de nouvelles données de référence fera nécessairement apparaître les changements importants qui sont intervenus dans le portefeuille de la Banque.

Avec le nouveau système par exemple, toute l'assistance technique fournie aux organismes gouvernementaux est imputée uniformément au secteur des administrations publiques, tandis que la finalité de cette assistance technique (telle que le développement du secteur privé ou la protection de l'environnement) détermine le choix du code thématique. Les services de conseil fournis à un ministère de l'Éducation, par exemple, sont imputés au secteur des administrations publiques et à la catégorie éducation sous le thème de la valorisation des ressources humaines. Ces différences dans les règles de codage expliquent pourquoi la part du secteur des administrations publiques est nettement plus importante avec le nouveau système qu'avec l'ancien.

(L'encadré 2.1 décrit le nouveau système de codage de la Banque pour ses opérations de prêt.)

On observe une corrélation entre la répartition sectorielle des prêts et les thèmes prédominants, une importance particulière étant accordée au renforcement du cadre réglementaire du secteur financier et du secteur privé et à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur public. La Banque a également apporté son appui à la valorisation des ressources humaines, à la gestion économique et au développement urbain.

La proportion des prêts d'ajustement a atteint le niveau record de 64 % pour l'exercice 02, contre 38 % pour l'exercice précédent, et respectivement 47 % et 63 % pour les exercices 98 et 99, qui ont été marqués par la crise de l'Asie de l'Est. L'Argentine, le Brésil, la Jamaïque, la Tunisie, la Turquie et l'Ukraine sont au nombre des pays où la Banque s'est efforcée d'atténuer les effets de la contraction de la demande portant sur leurs produits d'exportation, de la baisse des prix des produits de base et de la réduction de l'accès aux marchés financiers. Les figures 2.1 à 2.3 indiquent la répartition des prêts de la BIRD par région, par thème et par secteur pendant l'exercice 02. Le tableau 2.1 présente les données relatives aux prêts d'ajustement de la Banque pendant les exercices 00-02.

L'Association internationale de développement

Le montant des crédits accordés par l'IDA pendant l'exercice 02 a atteint le niveau record de 8,1 milliards de dollars pour 133 opérations, contre 6,8 milliards de dollars pour 134 opérations lors de l'exercice précédent. (Une garantie de l'IDA pour un montant de 115 millions de dollars a par ailleurs été approuvée en faveur de l'Ouganda pendant l'exercice 02 mais, au 30 juin 2002, cette garantie n'était pas entrée en vigueur.)

Le solide programme de crédit de l'IDA tient en partie au niveau record des concours accordés à l'Afrique et à l'Asie du Sud. Les financements en faveur de pays africains, soit 3,8 milliards de dollars au titre de 63 nouvelles opérations, ont représenté près de la moitié du montant du programme de crédit de l'Association pour l'exercice. Parmi les plus gros emprunteurs de la région figurent la République démocratique du Congo (500 millions de dollars), le Nigéria (427 millions de dollars) et la Tanzanie (402 millions de dollars). Les crédits à l'Asie du Sud ont atteint 2,6 milliards de dollars, soit environ un tiers du volume total des crédits de l'IDA. Les plus gros emprunteurs, dans cette région, ont été l'Inde, avec 1,3 milliard de dollars et le Pakistan, avec 800 millions de dollars.

Les crédits à l'investissement de l'IDA ont été importants, puisqu'ils se sont chiffrés à 5,6 milliards de dollars, soit 70 % des nouveaux engagements. Ce montant inclut un don de 100 millions de dollars accordé par l'Association à l'Afghanistan pour financer des opérations de reconstruction d'urgence, appuyer des activités dans les secteurs de l'éducation et des administrations publiques, et promouvoir le renforcement des capacités d'intervention des collectivités.

Une portion importante des crédits de l'IDA a servi à soutenir des opérations dans les secteurs sociaux.

Figure 2.1 Prêts de la BIRD par région, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 11,5 milliards)

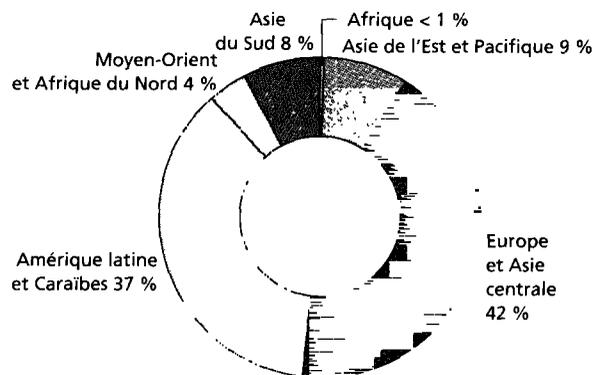
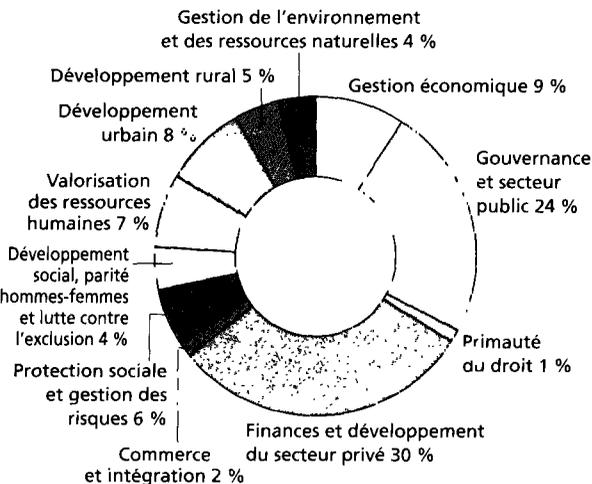
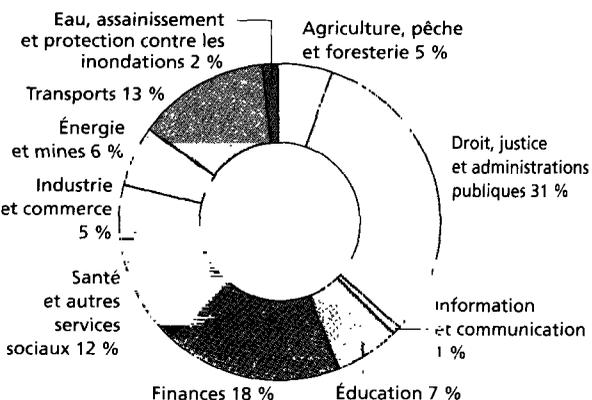


Figure 2.2 Prêts de la BIRD par thème, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 11,5 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2

Figure 2.3 Prêts de la BIRD par secteur, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 11,5 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2

Tableau 2.1 Engagements de la Banque mondiale à des fins d'ajustement, exercices 00–02

	Exercice 00		Exercice 01		Exercice 02	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Engagements par région						
Afrique	495	10	908	16	1 437	15
Amérique latine et Caraïbes	2 860	56	2 788	48	2 517	26
Asie de l'Est et Pacifique	552	11	250	4	17	0
Asie du Sud	251	5	500	9	850	9
Europe et Asie centrale	950	19	1 132	20	4 743	48
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	185	3	263	3
Engagements de la BIRD et de l'IDA						
BIRD	4 426	87	3 937	68	7 383	75
IDA	682	13	1 826	32	2 443	25
Total des prêts d'ajustement	5 108	100	5 763	100	9 826	100
Tous engagements de la BIRD et de l'IDA						
BIRD	10 919		10 487		11 452	
IDA	4 358		6 764		8 068	
Total BIRD + IDA	15 276		17 251		19 519	
Part des prêts d'ajustement		33		33		50

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

Les 2 milliards de dollars dont ces secteurs ont bénéficié ont permis de financer 44 projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux, de l'eau et de l'assainissement. Les administrations publiques ont également bénéficié de concours importants (1,6 milliard de dollars pour 34 opérations), l'IDA étant déterminée à appuyer les efforts déployés par ses clients afin de mettre en place les institutions publiques efficaces et responsables nécessaires pour promouvoir la croissance et faire reculer la pauvreté. Cette politique se reflète également dans la ventilation thématique, puisque les crédits au titre de la gouvernance dans le secteur public occupent une place importante ainsi que les crédits en faveur des finances et du développement du secteur privé. Les figures 2.4 à 2.6 décomposent les crédits de l'IDA par région, par thème et par secteur d'activité pour l'exercice 02 ; le tableau 2.2 indique le volume global des financements de la BIRD et de l'IDA par thème et par secteur d'activité pour les exercices 93 à 02 ; tandis que les figures 2.7 à 2.9 donnent la répartition du volume global des financements de la BIRD et de l'IDA par région, par thème et par secteur.

ASSISTANCE SPÉCIALE FOURNIE PENDANT L'EXERCICE 02

Allègement accéléré de la dette

D'importants progrès ont été réalisés pendant l'exercice 02 par suite des efforts déployés pour fournir un allègement de dette plus important à certains des pays les plus démunis du monde (dont beaucoup se trouvent en Afrique) dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE), qui a été proposée par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international (FMI) et approuvée par la communauté internationale en 1996. Cette Initiative est la première démarche intégrée mise en place pour réduire l'endettement extérieur des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés, et marque un progrès décisif car elle replace l'allègement de la dette dans un cadre global de lutte contre la pauvreté.

Les résultats encourageants obtenus dès le début ont permis de jeter les bases d'une stratégie encore plus dynamique et, en 1999, les organisations multilatérales, les créanciers bilatéraux, les gouvernements des PPTE et la société civile ont collaboré à la mise en place d'une initiative de plus vaste portée dans le but d'alléger plus rapidement et dans une plus large mesure la dette d'un plus grand nombre de pays.

Les progrès réalisés dans le cadre de l'exécution de l'Initiative PPTE se sont poursuivis durant l'exercice 02 :

Figure 2.4 Crédits de l'IDA par région, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 8,1 milliards)

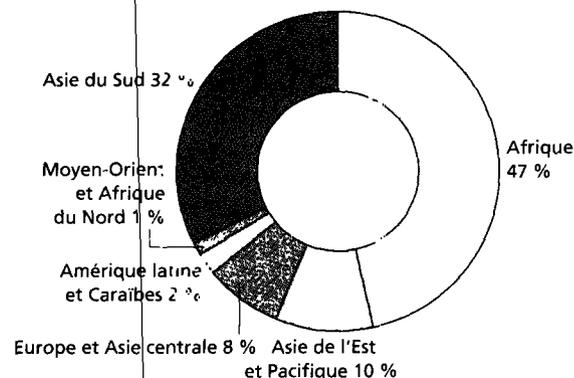
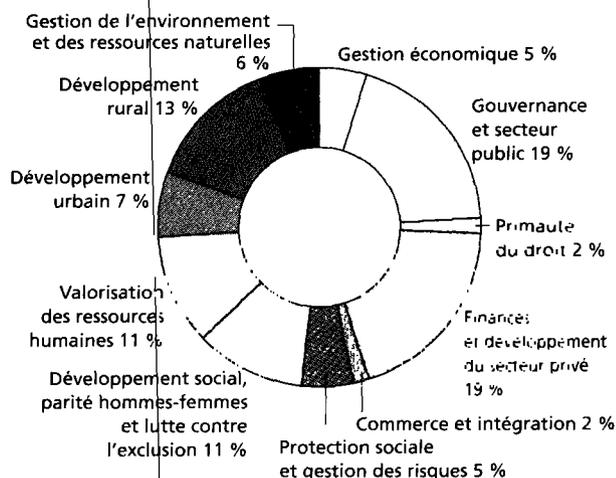
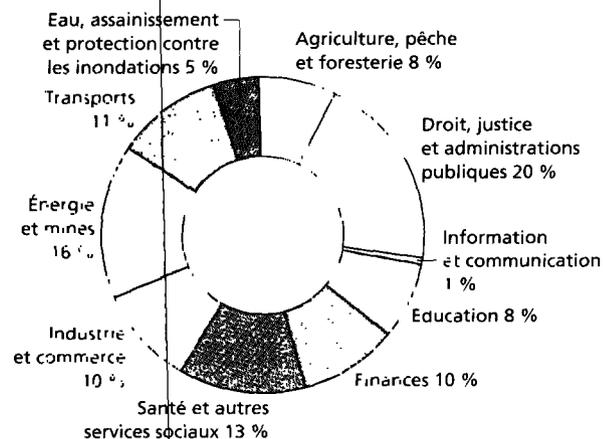


Figure 2.5 Crédits de l'IDA par thème, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 8,1 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2.

Figure 2.6 Crédits de l'IDA par secteur, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 8,1 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2.

quatre pays sont parvenus au terme du processus et trois nouveaux pays ont réuni les conditions requises pour obtenir une aide. À l'heure actuelle, 26 pays bénéficient d'un allègement du service de la dette au titre de l'Initiative qui, dans le cadre du programme actuel, et tous créanciers confondus, devrait se chiffrer à 41 milliards de dollars et contribuer à une réduction de près des deux tiers du stock de la dette.

Des progrès notables ont été accomplis dans l'action engagée pour étendre les mêmes avantages aux pays sortant d'un conflit. L'Éthiopie et la Sierra Leone ont obtenu un allègement du service de leur dette, et des travaux préparatoires ont été entrepris dans ce but pour la République démocratique du Congo et la République du Congo. Les efforts se poursuivent dans ce domaine car la plupart des PPTE qui n'ont pas encore réuni toutes les conditions requises pour bénéficier de l'Initiative sont affectés par un conflit.

Des efforts accrus sont par ailleurs déployés, au niveau des PPTE, pour aider ces derniers à maîtriser leur endettement extérieur et le maintenir à un niveau tolérable sur le long terme, compte tenu notamment de l'affaiblissement de l'économie mondiale et de la baisse des cours des produits de base. Outre la détermination des coûts potentiels du ralentissement de l'activité économique, des mesures ont été prises pour renforcer les capacités du secteur public dans des domaines tels que la gestion de la dette et l'administration des dépenses publiques. Ces derniers sont en effet jugés revêtir une importance cruciale pour la résolution du problème de la dette et l'instauration des conditions nécessaires au succès des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Lorsqu'elle aura été intégralement réalisée, l'Initiative PPTE renforcée devrait avoir permis d'annuler plus de 50 milliards de dollars au titre du service de la dette de 34 pays. Fait plus important, peut-être, elle a permis d'établir un lien solide et transparent entre l'allègement de la dette et la lutte contre la pauvreté en basant l'allègement de la dette des PPTE et l'octroi de financements concessionnels sur des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ayant l'adhésion des pays concernés. La figure 2.10 indique l'ampleur des allègements de dette tandis que la figure 2.11 illustre l'évolution des dépenses sociales avant et après les allègements de dette obtenus dans le cadre de l'Initiative PPTE.

Argentine

La Banque prélèvera 100 millions de dollars sur les montants non décaissés des prêts déjà approuvés pour faire face aux besoins sociaux pressants de l'Argentine dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement de proximité. Ces fonds permettront de financer des soins de santé primaires et des médicaments de première nécessité pour les mères et leurs nourrissons, des fournitures scolaires pour les écoles publiques. Ils permettront également de financer des activités sociales, des cantines communautaires, ainsi que les efforts menés avec les organisations non gouvernementales (ONG) pour gérer le programme.

Tableau 2.2 Financements de la Banque mondiale par thème et par secteur, exercices 93–02
(USD millions)

	Ex. 93–97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98–99 ^a (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈME					
Gestion économique	1 057,9	1 952,7	799,6	895,3	1 408,0
Gouvernance et secteur public	1 566,9	2 552,4	2 142,5	2 053,7	4 247,2
Primauté du droit	314,4	362,9	373,6	410,0	273,2
Finances et développement du secteur privé	6 191,7	9 486,0	3 368,4	3 940,9	5 055,4
Commerce et intégration	847,1	813,2	426,4	1 059,9	300,9
Protection sociale et gestion des risques	1 128,9	2 653,9	1 895,0	1 651,0	1 084,2
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	1 034,4	1 320,5	800,8	1 469,7	1 385,7
Valorisation des ressources humaines	1 900,4	2 484,8	1 190,3	1 134,7	1 756,1
Développement urbain	2 112,6	2 403,3	1 036,6	1 458,6	1 482,4
Développement rural	2 390,7	2 746,4	1 413,7	1 822,3	1 602,2
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	2 965,4	2 018,6	1 829,4	1 354,6	924,0
Thèmes, Total	21 510,5	28 794,8	15 276,2	17 250,6	19 519,4
SECTEUR					
Agriculture, pêche et foresterie	1 699,2	2 097,1	837,5	695,5	1 247,9
Droit, justice et administrations publiques	3 201,7	6 127,2	4 525,4	3 843,0	5 199,6
Information et communication	261,8	179,4	273,8	216,9	153,2
Éducation	1 700,1	2 154,3	728,1	1 094,7	1 384,6
Finances	1 962,1	5 167,1	1 580,9	2 253,4	2 862,4
Santé et autres services sociaux	1 897,6	3 114,5	1 491,7	2 521,2	2 366,1
Industrie et commerce	1 925,9	2 922,7	1 036,7	718,3	1 394,5
Énergie et mines	3 480,6	2 311,0	1 572,4	1 530,7	1 974,6
Transports	3 439,1	3 511,3	1 717,2	3 105,2	2 390,1
Eau, assainissement et protection contre les inondations	1 942,3	1 210,2	1 512,6	1 271,7	546,0
Secteurs, Total	21 510,5	28 794,8	15 276,2	17 250,6	19 519,4
dont BIRD	15 410,8	21 634,3	10 918,6	10 487,0	11 451,8
dont IDA	6 099,7	7 160,5	4 357,6	6 763,6	8 067,6 ^b

Note : Les opérations de prêt sont regroupées dans les 11 principales catégories thématiques et les 10 principales catégories sectorielles du nouveau système de codage thématique-sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Pour des indications détaillées sur les financements de la BIRD et de l'IDA par thème et par pays, se reporter à l'annexe 11 du volume 2 (en anglais).

a. Les financements de la Banque pour les exercices 98 et 99 ont été regroupés, ces deux exercices revêtant un caractère exceptionnel par suite de la crise financière de l'Asie de l'Est.

b. Non compris les dons aux PPTE.

Afghanistan

La Banque a approuvé un don de 10 millions de dollars à titre d'appui budgétaire direct en faveur de l'Administration intérimaire, et engagé un montant supplémentaire de 90 millions de dollars sous forme de dons pour l'exercice 02 afin de financer une série de projets de reconstruction et de renforcement des capacités. Elle a proposé d'apporter une

aide supplémentaire de 470 millions de dollars sur une période de deux ans à partir de l'exercice 03.

LE PARTAGE DU SAVOIR

Pendant l'exercice 02, la Banque a continué de mettre ses connaissances à profit pour conforter la qualité de ses

Figure 2.7 Financements BIRD-IDA par région, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 19,5 milliards)

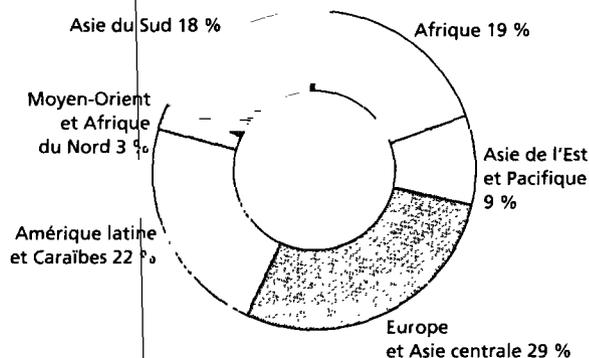
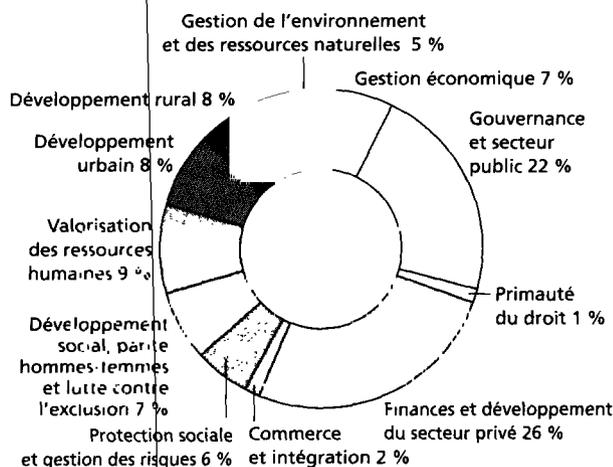
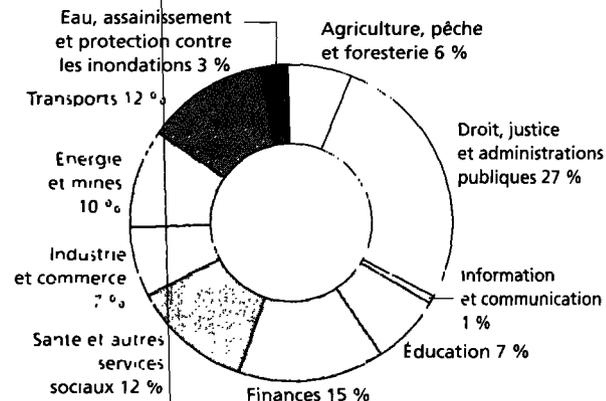


Figure 2.8 Financements BIRD-IDA par thème, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 19,5 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2.

Figure 2.9 Financements BIRD-IDA par secteur, Ex. 02
Pourcentage du total (USD 19,5 milliards)



Note : Voir le tableau 2.2.

opérations. Les unités thématiques techniques sont chargées de recueillir les données d'information que la Banque et d'autres institutions ont accumulées dans leurs domaines de spécialisation, et d'utiliser ces connaissances à l'appui des opérations menées par la Banque dans ses pays membres. Chaque groupe thématique a un site web qui donne accès à des études importantes et à des informations pertinentes, ainsi qu'à des documents sur les meilleures pratiques dans le but de diffuser les données d'expérience uniques accumulées par la Banque dans le cadre de l'appui qu'elle a fourni à des projets dans différents pays.

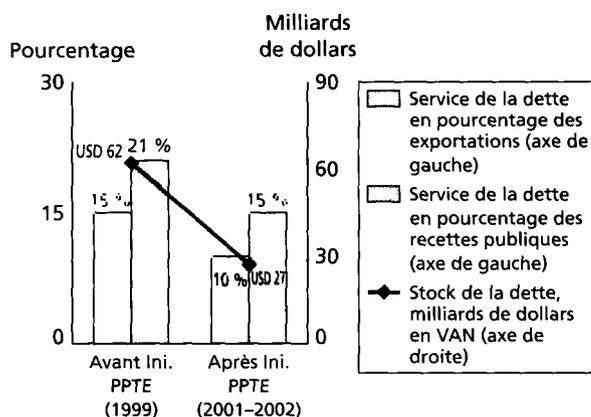
Le partage des connaissances avec les clients et les partenaires de la Banque a débouché sur le lancement d'activités participatives dans le cadre desquelles les représentants du gouvernement, d'ONG et du secteur privé, et ceux des pays bailleurs de fonds collaborent à l'élaboration de programmes qui ont réellement l'adhésion du gouvernement et que ce dernier est déterminé à mettre en œuvre. Le Cadre de développement intégré (CDI) et les DSRP sont les produits de cette nouvelle démarche.

En définitive, pour que leurs efforts de développement puissent aboutir, les pays doivent avoir des ressources humaines formées et des structures institutionnelles appropriées. La fourniture d'un appui aux pays clients pour leur permettre de renforcer leurs capacités à produire, obtenir et utiliser des connaissances de toutes origines est un aspect central de la mission de la Banque, qui est de faire reculer la pauvreté.

La politique de création, de partage et d'utilisation du savoir de la Banque permet de démultiplier l'efficacité des financements de la BIRD et de l'IDA et, ce faisant, d'accroître leur impact sur le développement. Les services classiques d'analyse et de conseil incluent les études économiques et sectorielles et la fourniture d'une assistance technique hors prêt. Les analyses économiques et sectorielles, qui sont les principaux produits d'analyse et de conseil, servent de base au dialogue entre la Banque et ses clients sur l'action à mener, la formulation de stratégies nationales et la conception et l'exécution de programmes de financement effectifs. L'assistance technique hors prêt englobe les interventions menées par la Banque en concertation avec ses clients pour renforcer les capacités. La Banque suit attentivement le programme d'études économiques et sectorielles car il est son principal outil d'analyse et de conseil.

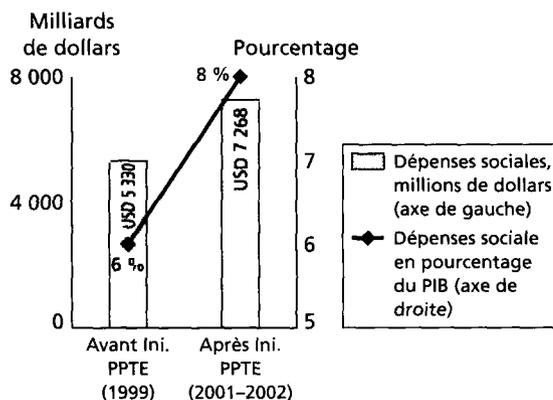
Pendant l'exercice 02, 457 produits ont été fournis aux pays clients, contre 335 pendant l'exercice 01. Sur ces 457 produits, 90 étaient des rapports diagnostics principaux tels que des évaluations de la pauvreté, des mémorandums économiques et des examens des politiques de développement, des examens des dépenses publiques, des évaluations de la responsabilité financière dans les pays ou des évaluations des mécanismes de passation des marchés dans les pays. Ces études servent à l'élaboration des stratégies d'aide-pays (CAS), des crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC), et d'autres opérations de prêt et crédit d'ajustement. Elles facilitent aussi le dialogue sur l'action à mener que la Banque poursuit avec ses pays clients.

Figure 2.10 Allègement de la dette des pays pauvres très endettés — réduction du stock de la dette et amélioration des ratios du service de la dette



Source : Banque mondiale. 2002. Initiative PPTE : Rapport d'avancement, Washington.

Figure 2.11 Dépenses sociales avant et après l'obtention d'un appui dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés



La gouvernance et le secteur public a été le principal thème des études économiques et sectorielles pendant l'exercice 02 (25 % du total). Viennent ensuite la gestion économique (15 %) et les finances et le développement du secteur privé (15 % également). Les rapports sur les finances et le développement du secteur privé, sur la protection sociale et la gestion des risques, et sur la valorisation des ressources humaines ont fourni les diagnostics fondamentaux servant de base à la conception de projets et à l'élaboration de programmes nationaux. Les activités en ce domaine sont imputables pour 26 % à la Région Europe et Asie centrale, pour 22 % à la Région Afrique, et pour 16 % à la Région Asie de l'Est et Pacifique. Les rapports sur les pays ont été complétés par des rapports régionaux portant sur des questions telles que le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis (VIH/SIDA), la pauvreté en milieu rural et urbain, la gestion des dépenses publiques, la parité hommes-femmes et la population active.

L'ampleur des engagements pris au titre de la gouvernance dans le secteur public reflète l'importance que la Banque attache à des questions comme la gestion des dépenses publiques, la gestion financière, la corruption, la passation des marchés, la réforme de la fonction publique et la décentralisation.

La Banque collabore avec des partenaires pour répartir le travail de réalisation de certaines études économiques et sectorielles au niveau des pays, et pour préparer conjointement des études diagnostiques dont la diffusion sera, par ailleurs, élargie. Pendant l'exercice 02, une place particulièrement importante a été accordée au commerce, au climat de l'investissement, aux ODM, à l'analyse comparative de la situation des différents pays, et à la fourniture des services de base (qui fera l'objet du « Rapport sur le développement dans le monde 2004 »). En ce qui concerne les programmes conjoints, le Réseau infrastructure et développement du secteur privé et le Groupe des données sur l'économie du développement (DECDG) consacrent leurs efforts aux échanges, le Réseau du développement humain et le DECDG ciblent leur action sur les Objectifs de développement pour le millénaire, tandis que le Réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique, l'Institut de la Banque mondiale (WBI) et le DECDG font porter leurs interventions sur les DSRP et d'autres questions plurisectorielles.

PROGRAMME D'ÉVALUATION DU SECTEUR FINANCIER

Le FMI et la Banque mondiale ont mis en place leur Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) à la suite de la crise qui a frappé l'Asie de l'Est à la fin des années 90, dans le but d'aider les pays à renforcer leur système financier et leur infrastructure institutionnelle. Le programme vise à accroître la capacité d'adaptation des marchés financiers nationaux et internationaux en procédant à une évaluation approfondie des points forts, des risques et des vulnérabilités des systèmes financiers des pays. La Banque centre son examen sur l'infrastructure institutionnelle du secteur financier et son aptitude à soutenir un développement plurisectoriel, fondé sur le principe de l'inclusion.

Durant l'exercice 02, 21 pays ont participé au programme d'évaluation du secteur financier, des rapports PESF ont été communiqués à 12 pays et les évaluations du secteur financier de sept pays ont été soumises aux Administrateurs de la Banque.

Au total, à la fin de l'exercice 02, 55 pays avaient participé au programme depuis son lancement en mai 1999. À la fin de janvier 2002, plus de 190 évaluations standards avaient été effectuées, avec le concours de 157 experts de 127 institutions publiques participantes.

LES RESSOURCES DE LA BANQUE MONDIALE

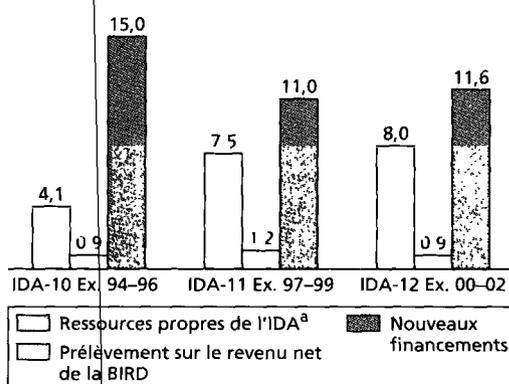
Les ressources de la Banque pour l'exercice 02 ont été constituées par ses fonds propres, qui proviennent des

souscriptions de ses pays membres, et par les fonds qu'elle a levés sur les marchés financiers internationaux.

L'Association internationale de développement

L'exercice 02 était le troisième de la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-12) qui a permis à l'Association de financer les crédits engagés entre le 1^{er} juillet 1999 et le 30 juin 2002. Quarante et un pays contribuent maintenant aux ressources de l'IDA. La contribution de ces pays étant généralement fonction de la solidité relative de leur économie et de leur détermination à aider les pays pauvres, les grandes nations industrialisées sont les plus importants bailleurs ; toutefois, le groupe des pays donateurs comprend aussi des pays en développement et des pays en transition, et notamment certains pays qui empruntaient autrefois à l'IDA mais empruntent maintenant à la BIRD — comme l'Argentine, le Brésil, la Hongrie, la Fédération de Russie, la République de Corée et la Turquie. (Pour une liste complète des bailleurs de fonds de l'IDA, voir le douzième appendice BIRD/IDA du deuxième volume du rapport (*World Bank Annual Report 2002: Volume 2 Financial Statements and Appendixes*, disponible uniquement en anglais). La solidité financière de l'IDA tient essentiellement au soutien ferme et constant de ses bailleurs de fonds et au produit des remboursements des crédits qu'elle a consentis. Les négociations relatives à IDA-13 se sont achevées durant l'exercice et ont permis aux représentants des pays donateurs de s'entendre sur les grandes orientations du programme envisagé pour la période couverte par la Treizième reconstitution et les besoins de financement qu'il implique. IDA-13 permettra à l'Association d'engager au cours des trois exercices couverts par la reconstitution 18 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS) (environ 23 milliards de dollars) en faveur de pays membres démunis, dont 10 milliards de DTS environ (environ 13 milliards de dollars) seront financés par de nouvelles contributions des bailleurs de fonds. Dans le cadre d'IDA-13, les représentants des bailleurs de fonds ont adopté un programme spécial qui permettra à l'Association

Figure 2.12 Sources de financement de l'IDA (USD milliards)



a. Les ressources propres de l'IDA incluent les remboursements au titre du principal de ses crédits, les commissions de service et les revenus des placements.

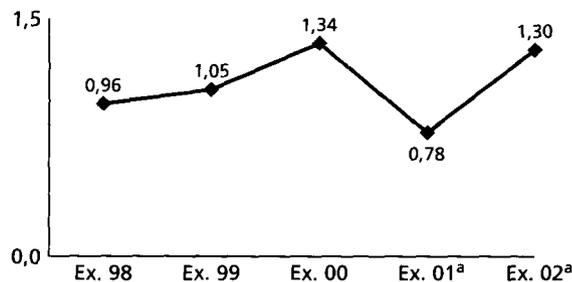
de recourir davantage à la formule du don face aux difficultés particulières auxquelles sont confrontés les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Le cadre prévoit aussi la mise en place d'un système d'évaluation basé sur les résultats qui permettra d'établir un lien entre les programmes de l'Association et les accomplissements observés dans les pays au plan du développement. Cette année, les délibérations relatives à la reconstitution des ressources de l'IDA ont été ouvertes aux représentants des emprunteurs et de la société civile, et les documents de référence ont été mis à la disposition du public sur le site web de la Banque. La figure 2.12 indique les sources de financement de l'IDA dans le cadre des trois dernières reconstitutions de ses ressources.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Durant l'exercice 02, la BIRD a emprunté 23 milliards de dollars à moyen ou long terme sur les marchés financiers internationaux, contre 17 milliards de dollars pendant l'exercice 01, dans le cadre de ses opérations de financement courantes. Elle a accordé des prêts en 10 monnaies, dotés d'échéances et de structures très variables. En diversifiant ses produits, la BIRD peut élargir sa base d'investisseurs et réduire les taux qu'elle perçoit au titre de ses prêts. Sa solidité financière tient à l'appui qu'elle reçoit de ses actionnaires et à l'ensemble de ses politiques et de ses pratiques financières.

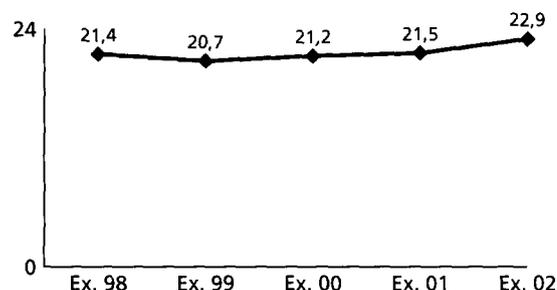
Solidité financière de la BIRD. Le résultat d'exploitation de la BIRD pour l'exercice 02 est de 1 924 millions de dollars. La BIRD a prélevé sur ce revenu un montant de 1 291 millions de dollars (contre 618 millions de dollars pour l'exercice précédent) qu'elle a versé à la réserve générale conformément à la stratégie qu'elle a adoptée pour préserver sa solidité financière à long terme et répondre à d'autres besoins de développement. Elle a maintenu durant l'exercice un niveau de liquidité suffisant pour disposer des fonds

Figure 2.13 Rendement net de l'actif (en pourcentage)



a. Durant l'exercice 01, la BIRD a adopté la norme comptable SFAS n° 133 et la norme comptable internationale IAS n° 39, aux termes desquelles les produits dérivés doivent être comptabilisés à leur juste valeur. Les rendements indiqués ci-dessus pour les exercices 01 et 02 ont été calculés sans tenir compte des ajustements à opérer en application de ces normes afin de faciliter la comparaison avec les exercices précédents. Lorsque ces ajustements sont pris en compte, les ratios s'établissent à 0,87 pour l'exercice 01 et à 1,87 pour l'exercice 02.

Figure 2.14 Ratio des fonds propres aux prêts au 30 juin 2002 (en pourcentage)



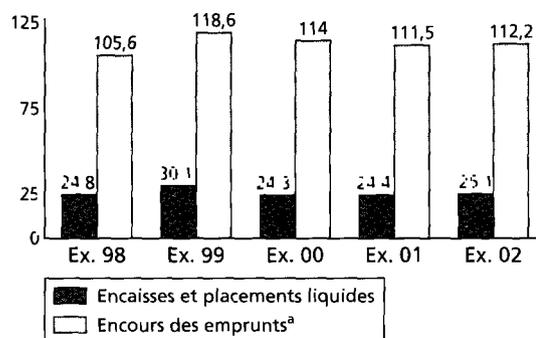
dont elle a eu besoin pour s'acquitter de ses obligations. Au 30 juin 2002, le portefeuille de liquidités se chiffrait à 25 milliards de dollars.

Rentabiliser l'actif pour préserver la solidité financière de l'institution. En tant qu'institution coopérative, la BIRD ne cherche pas à maximiser ses profits, mais à obtenir un rendement de l'actif suffisant pour préserver sa solidité financière et poursuivre de manière durable ses activités de développement. Le rendement net de l'actif de la BIRD est de l'ordre de 1 % par an. Après être tombé en dessous de 1 % pour l'exercice 01 par suite de l'augmentation de la provision pour pertes sur prêts, il est remonté à ce niveau pour l'exercice 02. La figure 2.13 illustre l'évolution du rendement net de l'actif sur la période 98-02.

Savoir gérer les risques. En raison de sa mission de développement, la BIRD est particulièrement exposée au risque de crédit associé à son portefeuille de prêts, dont elle suit très attentivement l'évolution. Elle s'expose, par ailleurs, le moins possible au risque de marché qui est lié aux mouvements de variables du marché comme les taux d'intérêt et les taux de change. Le ratio des fonds propres aux prêts de la BIRD est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. Ce ratio est géré en application de principes de prudence compte tenu de l'évolution probable de la situation financière de l'institution et des risques auxquels elle est exposée. La figure 2.14 illustre l'évolution du ratio des fonds propres aux prêts au 30 juin 2002.

Assurer une intermédiation efficace. La BIRD jouit d'une situation exceptionnelle sur les marchés financiers. En effet, les souscriptions des actionnaires souverains au capital de l'institution et le statut de créancier privilégié que lui accordent ses pays membres emprunteurs lui permettent de bénéficier d'une note de crédit élevée (AAA) et de contracter des emprunts à long terme à de bonnes conditions. De ce fait, le coût des ressources qu'elle emploie pour financer ses nouveaux prêts est relativement faible, le spread moyen est resté inférieur d'approximativement 34,6 points de base (1 point de base = 0,01 %) au taux interbancaire offert sur

Figure 2.15 Emprunts et placements au 30 juin 2002 (USD milliards)



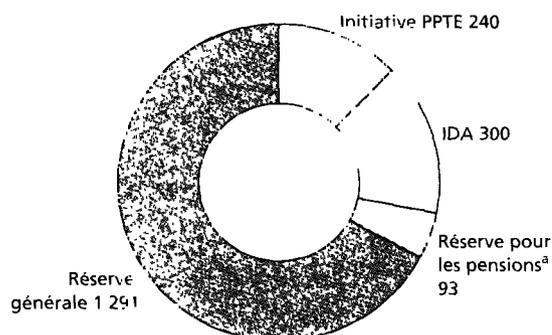
a. Net de swaps

la place de Londres (LIBOR) pendant l'exercice 02, et elle peut mobiliser un volume de financement élevé par rapport à son capital libéré et à ses bénéfices non distribués. Pendant l'exercice 02, l'encours des emprunts contractés par la Banque sur les marchés financiers a dépassé 110 milliards de dollars ; le montant total de ses prêts décaissés et non remboursés était de l'ordre de 122 milliards de dollars, soit un chiffre environ cinq fois plus élevé que le niveau de ses capitaux propres. La figure 2.15 indique le volume des emprunts et des placements de la Banque au 30 juin 2002. Le tableau 2.3 présente des données financières représentatives de la BIRD pour les exercices 01 et 02.

RÉPARTITION DU REVENU NET DE LA BIRD

Le revenu net de la BIRD sert plusieurs objectifs, qui sont liés à la mission de la Banque mondiale.

Figure 2.16 Proposition d'allocation du résultat net d'exploitation, Ex. 02 (1.9 milliards de dollars) (USD millions)



Note : Proposition soumise au Conseil des Gouverneurs.

a. La réserve pour les pensions est exclusivement alimentée par la différence entre le financement effectif et les charges comptables du Plan de retraite du personnel, conformément aux Principes comptables généralement admis. Les fonds correspondants ne peuvent pas être affectés à d'autres usages.

Tableau 2.3 **Données financières sur la BIRD**
(USD millions)

	Exercice 02	Exercice 01
Pour l'exercice^a		
Produit des prêts	6 861	8 143
Produit des placements	734	1 540
Frais liés aux emprunts	(4 903)	(7 152)
Frais de gestion	(876)	(881)
Divers	108	(506)
Revenu, avant ajustements au titre de la norme FAS n° 133	1 924	1 144
Engagements de prêts	11 452	10 487
Décaissements de prêts	11 256	11 784
À la clôture de l'exercice^a		
Encaisses et placements liquides	25 056	24 407
Encours des prêts	121 589	118 866
Encours des emprunts	(111 205) ^b	(111 482) ^b
Fonds propres	(32 313)	(29 570)

a. Extrait des états financiers certifiés qui figurent dans le volume 2 (uniquement en anglais) du présent « Rapport annuel ».

b. Encours des emprunts, hors swaps.

La BIRD met en réserve une partie du revenu net de chaque exercice afin de préserver sa solidité financière. La réserve générale lui permet d'assumer un risque de crédit lorsqu'elle effectue des prêts à ses États membres tout en maintenant ses coûts de financement au niveau le plus bas possible — ce qui profite aux emprunteurs. L'affectation à la réserve générale d'une part de son revenu lui a permis de maintenir sa solidité financière pendant des périodes caractérisées par une dégradation de la qualité de ses prêts et une forte augmentation de la demande de financement émanant de ses clients.

La BIRD a toujours accordé la priorité à la fourniture d'un appui à l'IDA. Au cours des cinq derniers exercices, elle a transféré à l'Association un montant de 1,622 milliard de dollars (soit environ 24 % de son revenu net).

La BIRD fournit par ailleurs un soutien financier important à l'Initiative PPTE. Les montants qu'elle a transférés au Fonds fiduciaire PPTE au cours des cinq derniers exercices se chiffrent à 890 millions de dollars, soit en moyenne à peu près 13 % de son revenu net annuel.

Le revenu net de la BIRD permet de financer d'autres besoins de développement de manière ponctuelle. Il permet à l'institution de faire face à des crises humanitaires imprévues et d'accorder des dons ou d'autres types d'aide dans des cas où une telle action est justifiée. La BIRD distribue aussi périodiquement une partie de son revenu aux pays membres emprunteurs en leur accordant des abattements sur les taux d'intérêt et les commissions d'engagement dont sont assortis ses prêts.

La solidité financière de la BIRD et le prestige dont elle jouit sur les marchés lui permettent de mobiliser cinq fois le volume de ses capitaux propres sur les marchés obligataires internationaux. Cet effet de levier accroît sa capacité à financer des activités de développement. La figure 2.16 décrit la manière dont il est proposé d'allouer le résultat net d'exploitation de la BIRD.

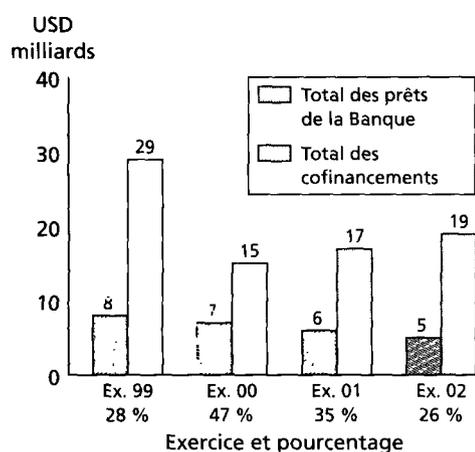
OPÉRATIONS DE COFINANCEMENT DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque participe à des opérations de cofinancement avec divers partenaires, et notamment des banques régionales de développement et des organisations du secteur public et du secteur privé. Les chiffres indiqués pour les opérations de cofinancement de la Banque sont les montants totaux engagés par la Banque et les autres bailleurs de fonds au titre de projets intéressant des régions et des secteurs spécifiques.

Pendant l'exercice 02, les cofinancements ont porté sur un total de 4,7 milliards de dollars. Les principaux partenaires ont été la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et la Japan Bank for International Cooperation.

C'est la Région Amérique latine et Caraïbes qui a obtenu la plus large part des cofinancements pendant l'exercice 02 (2,3 milliards de dollars), suivie par la Région Afrique (1,3 milliard de dollars) et la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (0,4 milliard de dollars).

Figure 2.17 **Ratio des cofinancements aux prêts de la Banque mondiale**



Note : Ratio de cofinancement = Total des cofinancements de l'exercice/total des prêts de l'exercice. Montant des cofinancements à la clôture de l'exercice 02.

Exemples d'opérations de cofinancement durant l'exercice 02

La Banque et ses partenaires ont cofinancé au total 109 projets pendant l'exercice 02. Parmi les projets qui ont fait l'objet d'importants cofinancements figurent :

- Le projet de développement du secteur des routes ghanéen, au titre duquel 745 millions de dollars ont été mobilisés auprès de 13 organismes bailleurs de fonds.
- Le prêt d'ajustement structurel pour les finances publiques en Colombie, qui a été cofinancé par la BID à hauteur de 400 millions de dollars.
- Le troisième prêt d'ajustement pour la compétitivité économique en Tunisie (ECAL III), qui a été cofinancé par la Banque africaine de développement à hauteur de 194 millions de dollars et la Commission européenne, par l'intermédiaire de l'Office de coopération EuropAid, à hauteur de 72 millions de dollars.

La figure 2.17 illustre l'évolution du ratio des cofinancements aux prêts de la Banque mondiale.

LES FONDS FIDUCIAIRES : POINTS MARQUANTS

Les fonds fiduciaires, qui font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des ressources propres de la Banque, sont des dispositifs administratifs et financiers mis en place avec des bailleurs de fonds extérieurs dans le but de financer par des dons des besoins de développement hautement prioritaires (assistance technique et services de conseil, allègement de la dette, période de transition à l'issue d'un conflit, cofinancements, etc.). Ces fonds permettent d'accroître l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté en finançant les activités d'évaluation des risques qui doivent être réalisées dans le cas d'opérations de

développement, en encourageant l'adoption d'approches novatrices pour les projets, en constituant des partenariats et en élargissant le champ de la coopération pour le développement. Les fonds fiduciaires permettent à la Banque de compléter et de renforcer les activités d'investissement en innovant sur la base des travaux d'études et recherches et en donnant accès à une large base de connaissances internationales.

Pendant l'exercice 02, la direction et les Administrateurs ont procédé à un examen de l'efficacité au plan des coûts et des risques associés à la gestion d'un portefeuille important et complexe de fonds fiduciaires. De nouveaux programmes de grande envergure ont été financés, une série d'audits et d'examen ciblés ont été effectués, et des initiatives ont été entreprises dans le but de rationaliser les circuits de l'aide, d'établir l'ordre de priorité des propositions et de renforcer les dispositifs de contrôle. On compte que, grâce à ces initiatives, le programme des fonds fiduciaires sera bien géré et restera dans le droit fil de la stratégie générale de la Banque.

Le programme des fonds fiduciaires de la Banque a pris de l'ampleur durant l'exercice 02. Le montant de leurs actifs est passé de 4,38 milliards à 5,34 milliards de dollars (ce qui représente une augmentation de 22 %). Les décaissements se sont chiffrés au total à 1,93 milliard de dollars, soit 0,08 milliard (5 %) de plus que pour l'exercice précédent. Les contributions des bailleurs de fonds se sont élevées à 2,61 milliards de dollars, ce qui marque une diminution de 0,11 milliard (4 %). Les cinq plus gros donateurs pour l'exercice sont les États-Unis (640 millions de dollars), le Japon (316 millions de dollars), les Pays-Bas (268 millions de dollars), le Groupe de la Banque mondiale (222 millions de dollars) et le Royaume-Uni (187 millions de dollars) dont la contribution globale représente 62 % du total. Les décaissements au titre des cinq principaux programmes — l'Initiative PPTE (758 millions de dollars), le FEM (225 millions de dollars), le Fonds spécial pour l'élaboration de politiques et le développement humain (85 millions de dollars), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (82 millions de dollars) et le Fonds fiduciaire sur l'ozone (50 millions de dollars) — se sont chiffrés au total à 1,20 milliard de dollars et ont représenté 62 % du total.

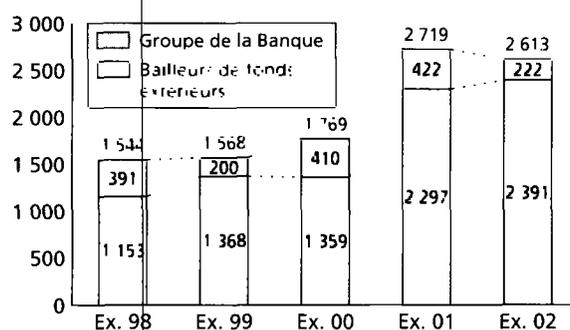
Règles et méthodes comptables

Les données financières sur les contributions aux fonds fiduciaires présentées au paragraphe précédent sont comptabilisées sur la base des engagements pour le Fonds fiduciaire PPTE et sur la base des encaissements pour tous les autres fonds. Les données relatives aux décaissements de tous les fonds fiduciaires, y compris le Fonds fiduciaire PPTE, sont comptabilisées sur la base des décaissements effectifs.

Nouveaux programmes

Pour faire face aux nouveaux problèmes qui se posent, la communauté des bailleurs de fonds a décidé dans le courant de l'exercice 02 de créer plusieurs nouveaux grands programmes de fonds fiduciaires et d'en confier la gestion à la Banque. Il s'agit notamment du Fonds mondial de lutte

Figure 2.18 Contributions aux fonds fiduciaires administrés par la Banque, Ex. 98-02 (USD millions)



contre le sida, la tuberculose et le paludisme, du Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan, du Fonds fiduciaire pour le bassin du Nil, du Fonds fiduciaire pour la région orientale des États des grands lacs, du Fonds fiduciaire du Savoir au service du changement, du Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités pour l'exécution des stratégies de réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, et de l'Initiative pour le renforcement et la réforme du secteur financier.

Consultations des bailleurs de fonds au sujet des réformes des politiques de la Banque

La Banque a lancé une série de consultations tenues avec les donateurs des fonds fiduciaires pour examiner les résultats des audits, proposer une uniformisation des conditions des accords relatifs aux fonds fiduciaires et débattre des réformes à mener pour s'assurer que les priorités cadrent bien avec les objectifs. Les réformes concernent pour l'essentiel les fonds fiduciaires pour les services de consultants et les fonds fiduciaires à finalité unique qui appuient le développement des activités de prêt de la Banque et ses travaux analytiques.

Réformes des fonds fiduciaires

La Banque a aussi engagé une série de réformes internes afin d'améliorer l'organisation des systèmes de contrôle interne et d'établissement de rapports. Ces réformes ont donné lieu à des changements organisationnels, tels que le renforcement de la fonction de maintien des relations avec les bailleurs de fonds et la création d'une unité distincte chargée de vérifier la conformité aux règles des fonds fiduciaires. Elles ont aussi apporté des améliorations complémentaires au système de comptabilité financière et de présentation d'informations le concernant.

La mise en place d'un centre virtuel des bailleurs de fonds sur le web, qui donne accès en temps réel à des informations sur les fonds fiduciaires est une autre initiative visant à renforcer les relations avec les donateurs. En outre, la Banque a lancé une campagne de sensibilisation portant sur les fonds fiduciaires qui a touché un millier d'agents et de cadres de la Banque, et elle a entrepris de mettre au point un programme

d'apprentissage et d'accréditation des fonds fiduciaires afin de s'assurer que les services de l'institution reçoivent une formation couvrant tous les aspects de la gestion de ces fonds. La figure 2.18 indique les contributions aux fonds fiduciaires administrés par la Banque pendant la période couvrant les exercices 98-02.

UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE

Durant l'exercice, la Banque a entrepris de mettre en place son cadre stratégique dans le monde entier. Elle a défini et communiqué sa stratégie, ses méthodes d'approche et ses priorités, et adopté un grand nombre de procédures et d'instruments nécessaires pour traduire ses grands principes directeurs en actions concrètes au niveau des pays et au niveau mondial. Le document d'actualisation du cadre de la stratégie pour les exercices 03 à 05 (*Strategy Update Paper*, mars 2002) examine le passage du stade de la formulation à celui de l'exécution et des résultats. Grâce au nouveau système d'identification et de codage des opérations de financement de la Banque, il est désormais possible de suivre avec plus de précision les activités menées à l'appui des priorités de l'institution.

Sélectivité et alignement des ressources

Le processus de gestion des priorités prend en compte la nécessité de faire preuve de sélectivité au niveau des programmes qui peuvent être poursuivis au sein d'un pays donné, dans des pays différents, et à l'échelon régional ou mondial. La sélectivité au sein d'un pays se fonde à la fois sur une analyse globale de la situation et sur un sous-ensemble de programmes identifiés sur la base des priorités des clients, de l'avantage comparatif dont jouit la Banque et de celui dont jouissent ses partenaires. Les documents de stratégie sectorielle sont étroitement liés aux DSRP et aux CAS et peuvent être élaborés plus avant pour mettre davantage l'accent sur les résultats.

La Banque se fonde principalement sur les critères de pauvreté et de performance pour opérer des choix entre les pays, et cible ses financements sur ceux où le cadre de l'action publique permet à l'aide d'être efficace et où la présence de la Banque aura un impact important. L'institution examine la possibilité d'adapter ses instruments de manière à pouvoir répondre aux besoins spécifiques de pays dont le cadre institutionnel et le contexte de l'action publique ne sont pas adéquats et où l'aide au développement, pour aussi nécessaire qu'elle soit, aura sans doute peu d'impact. Les priorités que définissent sa mission aident la Banque à incorporer les deux piliers de sa stratégie de développement dans ses interventions au niveau des pays. La sélectivité dont elle fait preuve à l'échelle mondiale est déterminée par les biens publics mondiaux qu'elle juge prioritaires, à savoir : la lutte contre les maladies transmissibles, l'environnement, le commerce et l'intégration, l'information et le savoir, et l'architecture financière internationale. Le Fonds pour les biens publics mondiaux, constitué par la Banque en 2001, a permis d'établir un lien plus étroit entre les programmes de

ENCADRÉ 2.2 RENFORCER LE MODÈLE DE PLAN D'ACTION AU NIVEAU NATIONAL : LE CADRE DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ

Le Cadre de développement intégré (CDI) reflète la stratégie que la Banque a arrêtée pour ses opérations au niveau des pays. Il permet de mener une action plus efficace et plus durable sur le front de la pauvreté en basant les activités sur quatre principes interdépendants : le caractère holistique du programme de développement à long terme ; l'adhésion généralisée des parties prenantes du pays aux priorités identifiées ; le travail en partenariat de la Banque et du pays ; et l'acceptation de la responsabilité des résultats obtenus au plan du développement. Le Cadre de développement intégré permet à chaque pays de prendre en charge son processus de développement de manière à refléter un large consensus des différentes parties prenantes et non pas l'adhésion uniquement du gouvernement. La société civile commence à participer davantage aux débats sur l'action publique, et l'on observe un réel élargissement de la gamme des partenaires extérieurs et intérieurs inclus dans les efforts axés sur la formulation de la stratégie d'un pays.

Cette méthode d'approche a été largement acceptée par les pays en développement et par les principaux partenaires de développement — le système des Nations Unies, les banques multilatérales de développement (BMD), la Commission européenne et les bailleurs de fonds bilatéraux. Ces importants partenaires prennent des mesures concrètes pour mieux aligner leur programme d'aide sur les stratégies qui ont l'adhésion des pays.

portée mondiale et les programmes de portée nationale. L'encadré 2.2 décrit le Cadre de développement intégré (CDI) de la Banque.

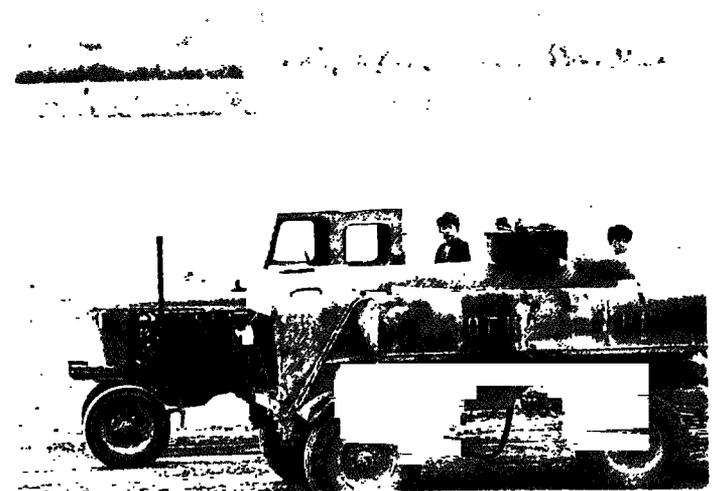
LES STRATÉGIES D'AIDE-PAYS

La Banque mondiale élabore une stratégie d'aide-pays (CAS) pour chacun de ses pays membres emprunteurs en consultation avec le gouvernement du pays concerné, des organisations de la société civile telles que des organisations privées sans but lucratif, et d'autres organismes de développement. Une CAS permet au Groupe de la Banque de mettre au point un programme de financements et de services de conseil lié à la stratégie de développement définie par le pays lui-même. La Banque replace sa stratégie d'aide dans le contexte général de processus tels que le DSRP, le CDI ou tout autre processus mené et mis en place par le pays. Elle compte que, à partir de l'exercice 03, les nouvelles CAS établies pour les pays empruntant à l'IDA seront en règle générale basées sur un DSRP. Pour faciliter cet alignement en attendant l'achèvement d'un DSRP, la Banque a pour principe d'actualiser sa stratégie dans un rapport d'avancement de la CAS.

Durant l'exercice 02, les Administrateurs ont examiné 34 CAS, dont une première stratégie d'assistance intégrée à l'échelle régionale qui couvre 15 pays d'Afrique de l'Ouest, et cinq stratégies d'appui transitoire pour des pays

Les principes du Cadre de développement intégré forment la base des DSRP, et près de 50 pays à faible revenu du monde entier ont explicitement adopté l'approche du CDI par le biais de leur DSRP. De nombreux pays à revenu intermédiaire ont aussi décidé de replacer leur action dans ce cadre. Pour faciliter sa mise en place, les services de la Banque, et d'autres partenaires extérieurs, se fondent sur les priorités établies par les pays et constituent des partenariats dans le but de maximiser l'impact des activités de développement.

À l'avenir les clients de la Banque devront s'attaquer à deux problèmes particuliers : comment améliorer encore des approches participatives de manière à assurer un engagement réel des principales parties prenantes, c'est-à-dire les pauvres, les ministères techniques, le secteur privé, les organes législatifs, etc., et comment se doter des capacités nationales et institutionnelles nécessaires pour suivre et évaluer les réformes et leur impact au regard des objectifs fixes pour chaque pays sur la base des Objectifs de développement pour le millénaire. L'harmonisation des stratégies, des politiques et des procédures des partenaires extérieurs, tant au niveau institutionnel qu'au niveau des pays, est une autre gageure pour tous les partenaires (consulter www.worldbank.org/cdf pour de plus amples détails sur le dernier rapport d'activité concernant le CDI).



Le projet des entreprises rurales de la Banque en Ouzbékistan fournira un appui à de nouvelles initiatives agricoles lancées par le secteur privé et permettra d'accroître la productivité et la rentabilité des exploitations.

sortant d'un conflit, dont l'Afghanistan, le Burundi et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Pendant l'exercice, 18 CAS ont été préparées en concertation avec la SFI, ce qui témoigne de l'importance que revêt l'investissement privé pour les économies de ces pays.

Des progrès notables ont été faits en ce qui concerne la diffusion des CAS dans le public. Tous les textes des CAS de l'exercice 02 (sauf dans un cas, en suspens) ont été

rendus publics ou sont en voie de l'être. (Voir www.worldbank.org/cas.) Par ailleurs, durant l'année civile 2002, il a été décidé de divulguer les conclusions du Président du Conseil à l'issue de l'examen des CAS par les Administrateurs en même temps que les textes des stratégies qui sont rendues publiques. La Banque a aussi lancé une opération pilote qui consiste à communiquer des informations sur les CAS en cours de préparation.

Durant l'exercice 02, un avant-projet d'examen rétrospectif des CAS a été présenté, selon lequel la qualité de ces documents continue de s'améliorer et des progrès sensibles ont été réalisés dans la prise en compte des questions relatives à la pauvreté, la parité hommes-femmes, la gouvernance, le secteur privé et le secteur financier. Toutefois, des progrès restent à faire dans certains domaines. L'élaboration de cadres pratiques d'évaluation et de suivi des performances continue de poser un problème majeur.

APPUI AUX PAYS À FAIBLE REVENU

La méthode d'approche des DSRP offre une nouvelle possibilité de fonder la stratégie de développement — et l'aide au développement — sur un processus largement ouvert et ayant l'adhésion des pays concernés. Les crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) sont conçus pour soutenir cette approche dans les pays qui poursuivent des politiques judicieuses et ont des institutions publiques performantes. Des PRSC ont été approuvés durant l'exercice en faveur de l'Albanie et du Burkina Faso. Les récentes discussions avec des représentants des pays qui ont un DRSP, les partenaires de développement et les organisations de la société civile ont confirmé qu'il est important d'adapter le processus du DSRP en fonction de la situation de chaque pays, d'inclure dans les DSRP qui ont l'adhésion des pays des objectifs et des priorités réalistes, et de faciliter la mise en œuvre des Documents en harmonisant davantage les politiques des bailleurs de fonds.

APPUI AUX PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

Les pays à revenu intermédiaire, qui sont confrontés à des problèmes de développement différents, continuent de solliciter les services de la Banque afin de pouvoir gérer avec plus de souplesse leur endettement et leurs risques, et renforcer les moyens institutionnels dont ils disposent pour élaborer et mettre en œuvre des réformes économiques et sectorielles. Conformément à la recommandation formulée en 2001 par le groupe de travail pour les pays à revenu intermédiaire, la Banque met désormais l'accent sur le rôle complémentaire de ses services de conseil et elle a amélioré ses instruments de prêts pour faire face à l'évolution des besoins des pays à revenu intermédiaire. Par exemple, les Administrateurs ont approuvé une option de tirage différé sur les prêts d'ajustement, dont l'instrument a été mis à la disposition des pays clients durant l'exercice. La Banque offre par ailleurs de nouveaux produits financiers, et notamment des prêts en devise unique à spread variable, des prêts à spread fixe et des prêts en monnaie nationale, qui offrent plus

de flexibilité aux pays à faible revenu comme aux pays à revenu intermédiaire.

LES DOCUMENTS DE STRATÉGIE SECTORIELLE

Les documents de stratégie sectorielle permettent de structurer les interventions de la Banque dans des domaines prioritaires à l'échelle mondiale comme l'éradication de maladies et l'environnement. Ils permettent aussi de promouvoir l'action publique au niveau mondial en favorisant l'établissement de programmes et de partenariats internationaux et en incitant les pays clients à passer à l'action. De façon plus générale, les documents de stratégie sectorielle permettent à la Banque de moduler sa démarche et ses activités dans un secteur ou un domaine d'action donné afin d'accroître l'impact des interventions sur la croissance et sur la pauvreté. Ils présentent également les options stratégiques au niveau sectoriel et thématique en identifiant les domaines dans lesquels les pays obtiennent des résultats relativement médiocres et sur lesquels l'attention doit se porter en priorité. Ils sont préparés en consultation avec un large éventail de parties prenantes et leur mise en application fait l'objet d'un suivi régulier.

Au cours de l'exercice 02, la Banque a examiné quatre documents de stratégie sectorielle, qui couvrent l'environnement, la parité hommes-femmes, l'information et les communications, et le développement du secteur privé : *Making Sustainable Commitments: An Environmental Strategy for the World Bank Group* ; *Integrating Gender into the World Bank's Work—A Strategy for Action* ; *Sector Strategy Paper: Information and Communications Technologies* ; et « Stratégies de développement du secteur privé : Orientations pour le Groupe de la Banque mondiale. »

PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les partenariats qui, pour la Banque, sont un mode de travail, se sont multipliés au cours des dix dernières années. La Banque sait qu'il est important de ne pas perdre de vue leur nombre, le volume des charges administratives qu'ils engendrent, et le flux des fonds administrés au travers des partenariats. Consciente des risques qui peuvent se poser, elle a donc fixé des critères bien définis en ce domaine durant l'exercice 01, et un système d'approbation et de suivi des partenariats a été adopté durant l'exercice 02, qui centralise les informations sur les partenariats régionaux et internationaux de l'institution. L'encadré 2.3 décrit le partenariat formé par la Banque avec la Fondation du portail du développement.

L'Institut de la Banque mondiale : Un partenariat pour le savoir et l'apprentissage

L'Institut de la Banque mondiale (WBI), dont les activités ont pour objet de promouvoir le programme d'apprentissage et de savoir de la Banque, appuie un large éventail de partenariats institutionnels auxquels participent 20 bailleurs de fonds bilatéraux, plus de 100 partenaires spécialistes de la formation et des contenus, plus de 40 partenaires du secteur

ENCADRÉ 2.3 LA FONDATION DU PORTAIL DU DÉVELOPPEMENT

La Banque a joué un rôle majeur dans le lancement de la Fondation du portail du développement, organisme indépendant sans but lucratif qui associe le secteur public et le secteur privé à un ensemble de projets visant à réduire la fracture numérique. La Fondation a pour mission fondamentale de lutter contre la pauvreté et de promouvoir un développement durable grâce à l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC).

Ses membres fondateurs sont, outre la Banque mondiale, l'Allemagne, l'Australie, la Chine, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Mali (sous l'égide des Pays-Bas), le Pakistan, la République de Corée et le Rwanda. Les contributions des membres fondateurs représentent au moins 5 millions de dollars (en espèces ou en nature) sur une période de trois ans.

La Fondation est active dans quatre grands domaines : le Portail du développement, site interactif qui vise à favoriser le partage des informations et du savoir sur le développement durable et la réduction de la pauvreté ; le Réseau de centres de recherche et de formation et ses centres de liaison dans les pays en développement, qui a pour mission de faciliter les échanges d'idées et de tester des applications informatiques et technologiques qui bénéficieront aux pauvres ; un Forum de développement TIC pour échanger des opinions et des informations sur des questions cruciales, et promouvoir les partenariats entre la société civile et les secteurs public et privé ; et le Programme de dons et d'investissements, qui a pour but de soutenir les projets et les programmes novateurs conçus pour réduire la fracture numérique aux niveaux local, national, régional et mondial.

La Fondation a tenu sa réunion inaugurale en décembre 2001 et sa deuxième réunion en avril 2002. (voir www.dgfoundation.org.)

privé ou fondations privées et 16 institutions internationales, régionales et nationales.

Au cours de l'exercice écoulé, l'Institut a accru l'envergure de ses partenariats avec le FMI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a collaboré avec le FMI à des activités de formation consacrées aux DSRP et à d'autres programmes dans le cadre de deux instituts régionaux : l'Institut multilatéral africain (Abidjan, Côte d'Ivoire) et l'Institut multilatéral de Vienne (Autriche). Il a aussi travaillé en étroite collaboration avec le PNUD en vue de l'élaboration de principes et des stratégies de renforcement des capacités, et il a contribué dans une

mesure significative à l'important ouvrage consacré par le PNUD à la formulation de solutions nouvelles face au problème posé par la constitution des capacités nécessaires au développement (*Capacity for Development—New Solutions to Old Problems*), présenté à l'occasion de la Conférence sur le financement du développement, tenue à Monterrey, (Mexique) en mars 2002.

Le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement (GDLN), réseau de centres de télé-enseignement en pleine expansion, utilise la vidéoconférence et d'autres technologies pour diffuser des programmes d'apprentissage dans le monde entier. Il compte actuellement 37 sites opérationnels et 42 sites en construction. En Chine, le centre d'apprentissage à distance de Beijing, qui sert de centre de liaison, est relié au centre régional de Ningxia via un réseau rapide en fibre optique : le réseau chinois de l'éducation et de la recherche a entrepris de mettre en place un réseau de réseaux relié aux universités dans tout le pays. Le partenariat du WBI avec le TEC de Monterrey (Mexique) permet, quant à lui, de donner accès à plus de 500 points de liaisons descendantes en Amérique latine et aux Caraïbes.

L'action de certains partenariats du WBI est centrée sur des questions spécifiques. Par exemple, l'Initiative sur la qualité de l'air, qui propose des solutions novatrices pour améliorer la qualité de l'air dans les villes du monde entier, fait intervenir un grand nombre de partenaires, et notamment des administrations municipales, des constructeurs automobiles et des bailleurs de fonds. Un cours d'enseignement à distance sur la protection de l'air a été assuré par l'intermédiaire des 500 stations affiliées que compte le réseau interaméricain de télévision pédagogique en Amérique latine.

Plusieurs partenariats — comme l'Université virtuelle africaine (UVA), dont le siège est situé à Nairobi — visent spécifiquement à renforcer les capacités des organismes régionaux d'apprentissage. Pendant l'exercice 02, l'UVA a renforcé les capacités dans le domaine des technologies de l'information de ses 31 universités partenaires qui sont réparties dans toute l'Afrique et a pris des dispositions pour pouvoir offrir des diplômes et des programmes du troisième cycle homologués avant la fin de l'année civile 2002. L'encadré 2.4 donne une liste des sites web consacrés au partage des connaissances et aux partenariats.

Nations Unies

Les relations entre la Banque et les Nations Unies se sont progressivement transformées en un véritable partenariat opérationnel au cours de l'exercice écoulé. Le champ d'action commun, basé sur un programme de développement global et les Objectifs de développement pour le millénaire, a été redéfini en 2001-2002 dans le cadre du processus de préparation de la Conférence internationale sur le financement du développement ainsi que des efforts déployés pour établir des liens entre les questions économiques, sociales et environnementales lors du Sommet sur le développement durable. Ces solides fondements ont favorisé la mise en place des programmes d'action plus solides pour soutenir l'action engagée par les pays pour élaborer des

stratégies de réduction de la pauvreté et harmoniser les procédures opérationnelles avec le Groupe des Nations Unies pour le développement. Il a par ailleurs été décidé de donner une nouvelle impulsion aux efforts concertés consacrés à la prévention des conflits et à la reconstruction, deux domaines où la Banque, les Nations Unies et d'autres partenaires se heurtent à la même gageure, qui consiste à aider des pays confrontés aux besoins particuliers qu'implique un conflit.

Au niveau international, des modes de collaboration novateurs ont résulté de la poursuite d'initiatives conjointes comme celles qui visent les maladies transmissibles (Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose et la Commission Macroéconomie et santé de l'Organisation mondiale de la santé), de l'examen conjoint des liens entre le développement économique et les droits de l'homme, et des efforts concertés pour accélérer le déroulement du programme Éducation pour tous.

La Banque participe à des groupes interorganisations, et notamment au Conseil des directeurs des différentes institutions, dans le cadre desquels les problèmes de cohérence, de coordination et de stratégie que pose la collaboration avec l'ensemble des institutions du Système des Nations Unies se sont manifestés.

La direction et les membres du personnel continuent de participer aux processus intergouvernementaux et de travailler avec les organes directeurs des différentes institutions pour former des partenariats résolus, proactifs et ouverts sur l'avenir dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Les banques multilatérales de développement

La collaboration avec des banques multilatérales de développement (BMD) telles que la Banque africaine de développement (voir www.AfDB.org), la Banque asiatique de développement (voir www.ADB.org), la Banque interaméricaine de développement (voir www.IADB.org) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (voir www.EBRD.com) s'est notablement renforcée, en particulier à la suite des événements du 11 septembre.

Les présidents des BMD ont tenu des consultations périodiques dans le but de coordonner leur action face au ralentissement de l'économie mondiale et aux problèmes particuliers des différents pays, et ils ont présenté une déclaration conjointe le 5 octobre 2001. Faisant fond sur la coopération opérationnelle existant dans les faits, qui est maintenant entérinée par les protocoles d'accord conclus entre la Banque et la plupart des banques régionales de développement, ainsi que sur les dispositions prises pour harmoniser leurs procédures et politiques opérationnelles, les BMD se sont engagées dans une entreprise majeure, qui consiste à collaborer à l'adoption d'un système de gestion basé sur les résultats, et notamment à la mise au point d'indicateurs de résultats pour les opérations conduites au niveau des pays.

Une table ronde organisée conjointement par les BMD sur le thème « Pour mieux mesurer, suivre et gérer les résultats du développement » a réuni les représentants

ENCADRÉ 2.4 SITES INTERNET : PARTAGE DU SAVOIR ET PARTENARIATS

Partage du savoir

Alliance mondiale pour le savoir :

www.globalknowledge.org

Forum du développement :

www.worldbank.org/devforum

Liaisons mondiales pour le développement

(technologie de l'éducation) :

www.worldbank.org/worldlinks

Lutter contre la pauvreté :

www.worldbank.org/wbi/attackingpoverty

Partage du savoir : www.worldbank.org/ks

Portail du développement (axé sur la lutte contre la pauvreté) : www.developmentgateway.org

Programme Information au service du développement :

www.infodev.org

Rapports analytiques sur les pays :

www.countryanalyticwork.net

Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement : www.gdin.org

Partenariats thématiques

Initiative sur la qualité de l'air :

www.worldbank.org/wbi/cleanair

www.worldbank.org/wbi/airelimpio

www.worldbank.org/wbi/arlimpo

Programme prototype sur la santé :

www.worldbank.org/wbi/healthflagship

Université virtuelle du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable : www.wbcsd.ch

VIH/SIDA : www.worldbank.org/wbi/aidsleadership

Partenariats pour le renforcement des capacités à l'échelle régionale

Fondation pour le renforcement des capacités en

Afrique : www.acbf-pact.org

Forum méditerranéen pour le développement :

www.worldbank.org/wbi/mdf

Institut multilatéral africain : www.ima-jai.org

Institut multilatéral de Vienne : www.jvi.org

Université virtuelle africaine : www.avu.org

des pays en développement et des pays industrialisés, des institutions bilatérales et multilatérales et des milieux universitaires pour examiner les problèmes que posent les méthodes d'approche basées sur les résultats et les mesures qui doivent être prises conjointement. Une déclaration conjointe a été présentée le 19 mars 2002 à Monterrey. Dans leurs rapports conjoints, les BMD ont explicité leur rôle dans le domaine de la fourniture de biens publics mondiaux,

présenté une analyse de la pauvreté dans le monde et fait le point sur les progrès réalisés en direction des Objectifs de développement pour le millénaire, en insistant particulièrement sur le cas de l'Afrique. Les travaux concernant l'harmonisation des politiques et des procédures, auxquels participent les BMD et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) progressent conformément au plan d'action convenu qui a été entériné par le Comité de développement de la Banque.

L'Organisation de coopération et de développement économiques

La Banque et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont nettement développé et intensifié leur partenariat au cours des dernières années dans le but d'exploiter au maximum les activités complémentaires et les synergies et d'éviter le plus possible les double-emplois. La collaboration avec le CAD de l'OCDE est un aspect particulièrement important de ce partenariat. Le CAD fournit aux membres de l'OCDE, en leur qualité de bailleurs de fonds bilatéraux, un cadre de rencontre pour améliorer la cohérence et la convergence de leurs programmes de développement respectifs. Grâce aux Principes directeurs du CAD sur la réduction de la pauvreté, les bailleurs de fonds bilatéraux peuvent se féliciter de la convergence remarquable de leurs programmes et du vaste consensus auquel ils sont parvenus sur l'approche du CDI-DSRP ; les bailleurs ont exprimé leur intention d'aligner leurs programmes d'aide dans le contexte du DSRP et de délier l'aide qu'ils fournissent aux pays les moins avancés. Outre la fourniture d'un appui aux pays à faible revenu, la Banque collabore avec l'OCDE à un vaste programme d'action qui couvre le commerce, l'environnement, le gouvernement d'entreprise, la lutte contre la corruption et la fracture numérique. Un Dialogue fiscal international a été lancé dans le cadre d'un partenariat formé par l'OCDE, la Banque et le FMI pour faciliter les discussions et le partage des données d'expérience entre les responsables gouvernementaux de la politique et de l'administration fiscales, qui profitera aussi bien aux pays en développement qu'aux pays industrialisés.

Le Fonds monétaire international

La coopération entre la Banque mondiale et le FMI s'est renforcée pendant l'exercice 02. Les deux institutions ont réalisé d'importants progrès dans le domaine de l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de l'Initiative PPTE. Les Administrateurs des deux institutions ont approuvé des programmes de réduction de la dette en faveur de 16 pays et examiné les stratégies de réduction de la pauvreté de 29 autres pays. Dans le cadre de leur coopération, le FMI et la Banque interviennent, chacun, dans les domaines dans lesquels ils disposent d'un avantage comparatif : le FMI poursuit le dialogue avec les autorités nationales sur les problèmes macroéconomiques et leurs ramifications structurelles, tandis que la Banque mondiale se charge des questions sociales et structurelles.

En août 2001, les Administrateurs de la Banque et du FMI ont décidé de renforcer la coopération entre les deux institutions au niveau des programmes relatifs aux pays et de la conditionnalité. Cette stratégie vise à intensifier cette collaboration tout au long du cycle des programmes en encourageant les deux institutions à collaborer dès le départ, en définissant clairement les responsabilités grâce à l'identification de l'organisme qui jouera le rôle de chef de file, et en exposant de manière transparente les opinions de chaque institution dans les documents soumis à leurs Administrateurs respectifs. Chaque institution n'en demeure pas moins responsable en dernier ressort de ses décisions de financement et de la protection de ses ressources. Dans le contexte des DSRP établis pour les pays à faible revenu qui bénéficient d'un appui du FMI par le biais de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, la Banque et le FMI doivent travailler en étroite coopération pour soutenir la mise en œuvre d'une stratégie commune dans les pays concernés tout en ciblant leur action sur les domaines qui relèvent de leurs compétences respectives. Les deux institutions devront faire preuve d'une plus grande souplesse dans le cas des pays à revenu intermédiaire qui se trouvent dans des situations très diverses mais qui devraient néanmoins bénéficier de l'amélioration de la coordination et des échanges d'information entre la Banque et le FMI.

Chapitre 3

Efficacité du développement

At the heart of the debate is the question of the effectiveness of aid for development and particularly of the aid provided in a narrow technical sense. Effectiveness of Development Loans from World Bank. Elle y retrace les progrès réalisés par les pays en développement en matière d'espérance de vie, accès à l'éducation, d'alphabetisation des adultes, de réduction de la pauvreté -- grâce aux efforts que ces pays ont apportés à leur profit, grâce à des institutions, mais aussi à l'aide internationale d'analyse et aux appuis financiers des bailleurs de fonds. Ces progrès réalisés par les pays et régions du monde en matière de prêts d'être suffisants. Elle examine aussi les leçons des réussites et des échecs et la Banque est fermement résolue à continuer à contribuer au développement par ses opérations et par ses services techniques et d'évaluation.

Efficacité du développement

Les 50 dernières années du XX^e siècle ont été marquées dans le monde entier par des améliorations sans précédent des conditions de vie. De meilleures technologies, politiques et institutions ont non seulement favorisé une croissance rapide dans les économies avancées, mais aussi ouvert la voie à de substantielles améliorations de la vie des pauvres dans une grande partie du monde en développement. De nombreux pays ont beaucoup progressé sur la voie du développement, mais d'autres restent handicapés par des conflits armés, des épidémies ou le grave affaiblissement du tissu social et des structures politiques.

L'étude publiée en 2002 par la Banque mondiale sous le titre *The Role and Effectiveness of Development Assistance: Lessons from World Bank Experience* dresse le bilan d'un demi-siècle d'aide au développement. Préparée en vue de la Conférence sur le financement du développement tenue en mars 2002 à Monterrey, elle constate que les pays qui ont rapidement progressé le doivent avant tout à leurs propres politiques, gouvernance et institutions. L'aide au développement ne peut remplacer l'engagement du pays lui-même, mais là où elle a soutenu les efforts de gouvernements résolus à promouvoir le développement, elle a nettement contribué aux progrès réalisés.

Les remarquables transformations constatées dans les pays en développement témoignent de ces avancées : durant les quatre dernières décennies, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 20 ans, progrès sans précédent ; durant les trois dernières décennies, le taux d'analphabétisme des adultes a diminué de près de moitié, tombant de 47 % à 25 % ; durant les deux dernières décennies, le nombre des victimes d'une extrême pauvreté (ceux qui doivent survivre avec moins d'un dollar par jour) a enfin commencé de diminuer, de 200 millions peut-être, après avoir augmenté pendant la majeure partie des XIX^e et XX^e siècles. (La figure 3.1 indique, pour chaque région du monde, la part de la population ayant un revenu inférieur à un ou deux dollars par jour.)

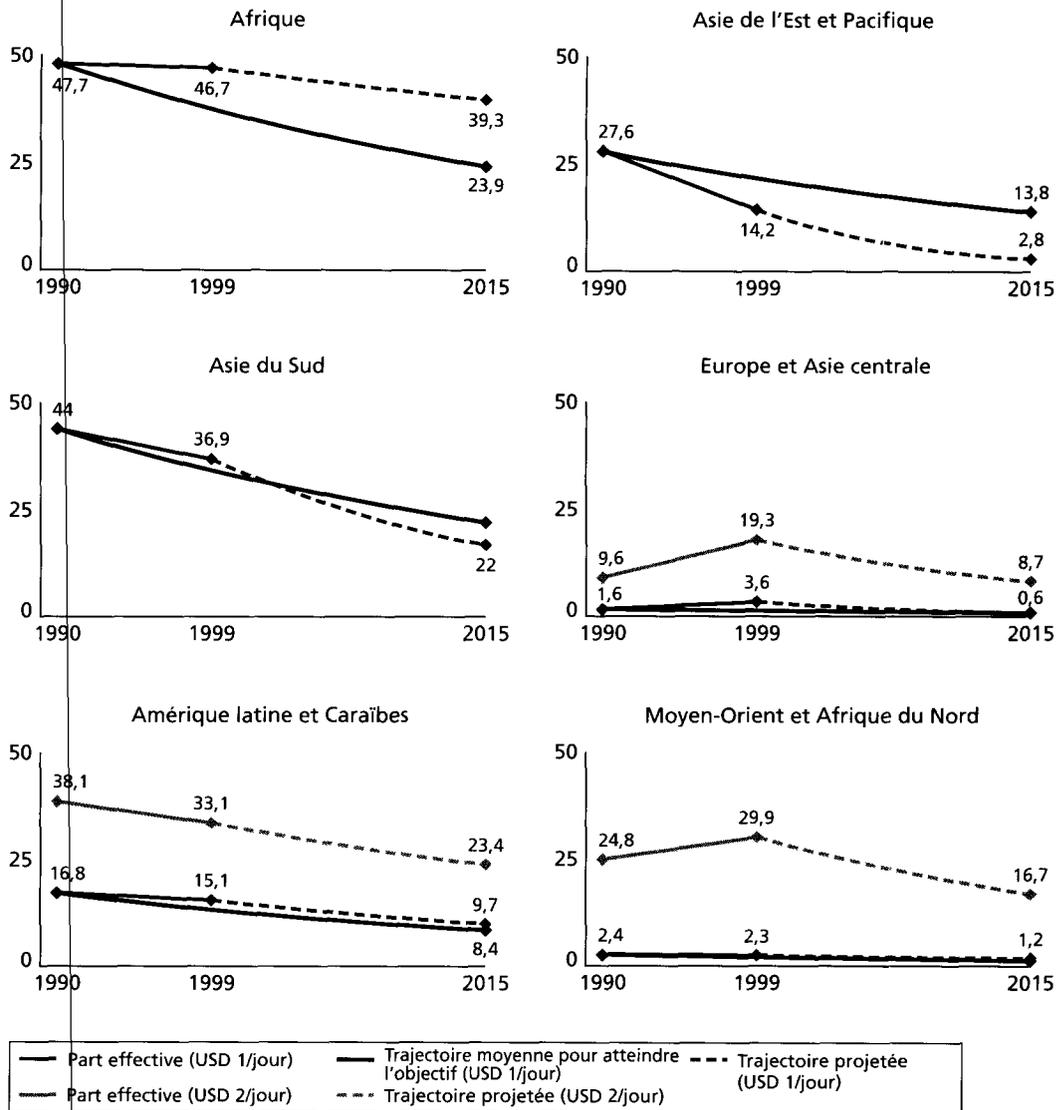
Les pays en développement sont eux-mêmes les principaux auteurs de ces progrès. Ils ont pris un grand nombre de mesures difficiles pour améliorer leurs politiques et institutions – réduisant par exemple leur taux d'inflation médian de 15 % en 1982 à environ 7 % en 1997. Ils se sont

employés à accélérer leur intégration à l'économie mondiale et cet effort a souvent été profitable. Dans les 24 pays qui se sont intégrés le plus vite depuis 1980 – lesquels comptent au total quelque trois milliards de personnes – la croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) par habitant est passée de moins de 3 % dans les années 70 à 5 % dans les années 90.

L'aide extérieure au développement a joué un rôle dans ces résultats et sa contribution à la réduction de la pauvreté s'est même progressivement renforcée. Dans beaucoup de pays, les apports internationaux d'aide et de conseils ont favorisé la mise en place de conditions favorables au développement social et à l'émergence d'un secteur privé florissant. Ayant de plus en plus de preuves que cet appui était le plus efficace lorsqu'il allait à des pays dont les politiques, gouvernance et institutions étaient raisonnablement satisfaisantes, la communauté internationale a amélioré l'affectation de son aide, ce qui a fortement accru sa contribution à la réduction de la pauvreté.

Cependant, les progrès ont été inégaux. Ainsi, la région Afrique n'a enregistré aucune augmentation de son revenu par habitant entre 1965 et 1999, malgré de sensibles améliorations de certains indicateurs sociaux. Dans d'autres régions aussi, trop de pays ont connu de longues périodes de dégradation de leur situation économique et sociale. Les défis sont d'ordre économique et technique, mais aussi politique, social, institutionnel et financier. Même dans de nombreux pays qui ont résolument cherché à réformer leurs politiques (par exemple, en stabilisant leur situation macroéconomique, en s'ouvrant davantage et en intensifiant la concurrence), l'inachèvement des réformes de la gouvernance et des institutions entrave la croissance économique et limite la réduction de la pauvreté. Des facteurs externes – obstacles au commerce et subventionnements de l'agriculture dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – ont contrarié les efforts engagés par les pays en développement pour promouvoir leur intégration et leur développement. Les erreurs commises par les bailleurs de fonds – comme la place faite à des considérations politiques dans l'affectation de leur aide à l'époque de la guerre froide – ont aussi porté préjudice au développement de certains pays. Il est essentiel de poursuivre l'effort d'analyse et d'évaluation pour

Figure 3.1 Part de la population vivant avec moins de un ou de deux dollars par jour (en pourcentage)



Note : Pour les Régions Afrique, Asie de l'Est et Pacifique, et Asie du Sud, les graphiques n'indiquent ni le pourcentage effectif, ni le pourcentage projeté de la population vivant avec moins de deux dollars par jour.
 Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.

que la Banque et la communauté du développement puissent tirer les leçons des échecs comme des réussites des 50 dernières années.

VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

Pour mesurer les progrès du développement, la Banque mondiale se réfère notamment aux objectifs de développement fixés dans la Déclaration du Millénaire

(ODM). Elle a présenté son analyse des résultats des pays et des changements nécessaires dans le « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : Combattre la pauvreté ». En mars 2002, les services du Secteur de la lutte contre la pauvreté ont fait le point de la situation dans un rapport intitulé *Poverty Reduction and the World Bank*. Les observations qui suivent sont basées sur cette étude et sur les statistiques publiées dans les Indicateurs du développement dans le monde (2002). Il importe cependant de souligner que les données laissent souvent à désirer,

problème examiné en détail dans le numéro du *World Bank Research Observer* publié à l'automne 2001.

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim

La part de la population mondiale ayant moins d'un dollar par jour pour survivre est tombée de 29 % en 1990 à 23 % en 1999. Cependant, cette réduction tient en quasi-totalité à la Région Asie de l'Est et Pacifique, où la Chine a rapidement progressé. Dans la Région Europe et Asie centrale, le nombre absolu et relatif des victimes d'une extrême pauvreté a augmenté. Ailleurs, la part de la population vivant dans une grande pauvreté a diminué, mais le nombre des pauvres s'est accru. En définitive, le nombre des pauvres n'a pratiquement pas changé à l'échelle mondiale et reste d'environ 1,2 milliard. Et le nombre de ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour, seuil de pauvreté plus réaliste pour beaucoup de pays, est passé de 2,7 milliards en 1990 à 2,8 milliards en 1999.

Dans son étude *Global Economic Prospects 2002*, la Banque mondiale estime que la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté pourrait diminuer de moitié d'ici à la date butoir des ODM (2015) si les pays en développement portaient la croissance moyenne de leur PIB par habitant à 3,6 % par an durant les 15 prochaines années, soit le double du résultat effectif des années 90. En Afrique, pour laquelle on prévoit une croissance inférieure à la moitié de la moyenne mondiale, le nombre des pauvres augmentera.

Il sera impossible de réduire de moitié l'emprise de la sous-alimentation et de la malnutrition d'ici à 2015 sans action concertée des pays concernés et de la communauté internationale. Durant les 30 dernières années, beaucoup de pays en développement ont déjà fortement réduit la proportion des enfants d'un poids inférieur à la normale (l'un des indicateurs de la malnutrition), mais les progrès se sont ralentis. En 2002, le nombre des enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition était estimé à 150 millions. Au rythme actuel des améliorations, les enfants d'un poids inférieur à la normale seront encore 140 millions en 2020.

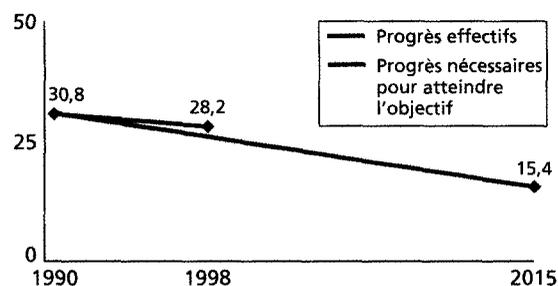
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Les participants à la Conférence sur l'éducation pour tous, tenue en 1990 à Jomtien (Thaïlande), s'étaient engagés à généraliser l'enseignement primaire avant l'an 2000. Mais 120 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire, dont les trois quarts en Afrique et en Asie du Sud, n'étaient toujours pas scolarisés en 1999. L'objectif fixé dans la Déclaration du Millénaire est ambitieux, puisqu'il s'agit de faire en sorte que, d'ici à 2015, tous les enfants puissent aller à l'école et y rester jusqu'à la fin du cycle primaire, mais la communauté internationale est déterminée à l'atteindre. Dans bien des cas, les écoles ne remplissent ni l'une ni l'autre de ces missions : on constate de fortes différences entre les taux de scolarisation, de fréquentation effective de l'école et d'achèvement du cycle d'études. Quelque 80 pays en développement ont construit assez d'écoles pour accueillir



Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Figure 3.2 Prévalence de la malnutrition infantile dans les économies à revenu faible ou intermédiaire
Rapport poids/âge (en pourcentage des enfants de moins de cinq ans)



Note : Hormis la Région Europe et Asie centrale.

Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.

tous les enfants d'âge scolaire, mais ils ne sont qu'environ 27 à scolariser la plupart de ces enfants jusqu'à la fin du cycle primaire. Depuis 1990, les taux d'achèvement stagnent ou baissent dans 17 pays.

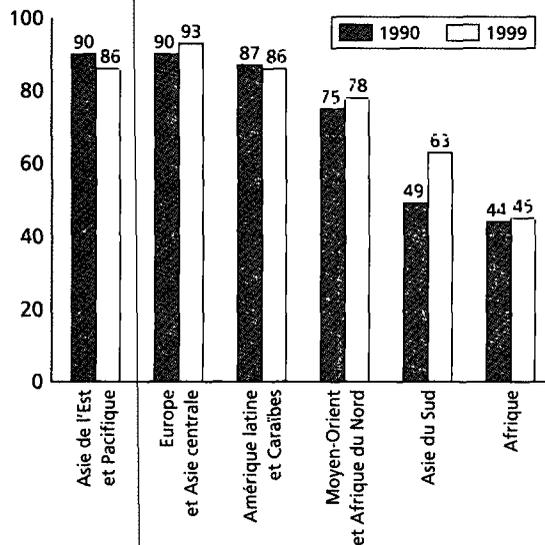
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Dans la plupart des pays à faible revenu, les filles ont moins de chances que les garçons d'aller à l'école. Pour cette raison, les taux d'alphabétisme des jeunes femmes sont partout inférieurs à ceux des jeunes hommes, sauf dans la Région Amérique latine et Caraïbes. L'objectif est de faire en sorte que garçons et filles aient également accès à l'éducation d'ici à 2005 pour l'enseignement primaire et secondaire et d'ici à 2015 pour l'ensemble du système éducatif. Bien que les disparités se soient atténuées dans les années 90, beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie du Sud ne parviendront pas à respecter la première échéance.



Assurer l'éducation primaire pour tous

Figure 3.3 Taux d'achèvement du cycle primaire (en pourcentage des enfants restant à l'école jusqu'à la fin du primaire)



Source : Équipe Éducation, Réseau du développement humain, 2002. *Achieving Education for all in 2015: Simulation Results for 47 Low-Income Countries*, Banque mondiale, Washington.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

L'objectif est de réduire des deux tiers les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015. Le nombre de décès parmi les nouveau-nés et les enfants a rapidement diminué, passant de 15 millions par an en 1980 à environ 11 millions en 1990. Malheureusement, les progrès se sont ralentis presque partout durant les années 90 et, dans certaines régions d'Afrique, les taux de mortalité infantile ont augmenté. À la fin du XX^e siècle, 37 seulement des pays en développement progressaient assez vite pour que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ne soit plus

en 2015 qu'un tiers de ce qu'il était en 1990. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus des deux tiers des décès sont dus à la malnutrition combinée à des maladies qui sont facilement évitables dans les pays à revenu élevé. L'administration de vaccins est d'une importance essentielle pour réduire la mortalité infantile, mais, dans certaines parties du monde, les taux de vaccination ont baissé. En 1999, 55 pays vaccinaient encore moins de 80 % des enfants de moins de un an contre la rougeole, et 48 autres pays n'ont communiqué aucun chiffre.

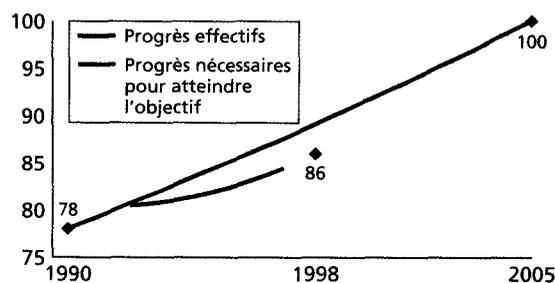
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

L'objectif est de réduire le taux de mortalité maternelle de trois quarts entre 1990 et 2015. Dans bien des cas, on ne dispose d'aucune donnée sur la mortalité maternelle ou les chiffres disponibles ne sont pas fiables. L'OMS estime qu'en 1995 plus de 500 000 femmes, dont plus de la moitié en Afrique, sont mortes de complications de leur grossesse



Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Figure 3.4 Rapport filles/garçons parmi les élèves du primaire et du secondaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (en pourcentage)



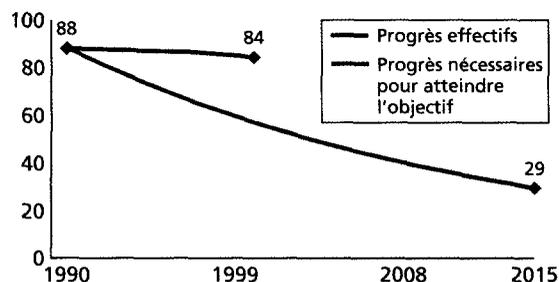
Note : La rupture de la série entre 1997 et 1998 est due au passage de la CITE76 à la CITE97.

Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.



Objectif 4 Réduire la mortalité infantile

Figure 3.5 Taux de mortalité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire
Enfants de moins de cinq ans
(pour mille)



Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.

ou accouchement. Au Rwanda, par exemple, la mortalité maternelle était de 2 300 pour 100 000 naissances. Dans les pays à revenu élevé, elle est généralement inférieure à dix. Parmi tout ce qu'il y a à faire dans ce domaine, il s'agit notamment de réduire le nombre des naissances rapprochées et d'améliorer la nutrition des femmes enceintes, les soins disponibles pendant leur grossesse, et leur accès à du personnel de santé qualifié et à des services de soins d'urgence lors de l'accouchement.

Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

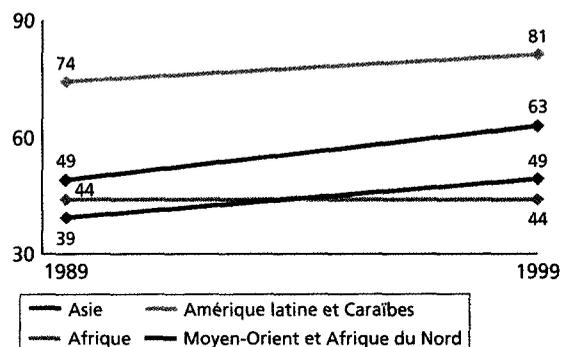
Les signataires de la Déclaration du Millénaire ont affirmé leur volonté d'enrayer la propagation du virus de l'immunodéficience humaine et du syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA), du paludisme et d'autres maladies et de commencer à réduire leur incidence d'ici à 2015. Le VIH/SIDA a des effets dévastateurs dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.

Il faudra de considérables progrès au niveau de la prévention dans les prochaines années pour qu'il soit permis d'espérer stabiliser, sans même parler de réduire, l'épidémie d'ici à 2015. Le nombre des personnes vivant avec le VIH/SIDA est d'environ 40 millions et le nombre des décès est déjà de quelque 20 millions. Le paludisme sévit à l'état endémique dans plus de 100 pays et touche environ 300 millions de personnes chaque année. Aucun agent infectieux ne tue plus d'adultes dans les pays en développement que celui de la tuberculose. L'incidence de cette maladie a rapidement augmenté dans plusieurs régions au cours des dix dernières années et, sauf modification des tendances actuelles, le nombre des nouveaux cas sera d'environ 10 millions en 2005. Le protocole DOTS (traitement de courte durée sous observation directe) a fait la preuve de son efficacité, mais,



Objectif 5 Améliorer la santé maternelle

Figure 3.6 Accouchements assistés par des agents de santé qualifiés
(en pourcentage du total)



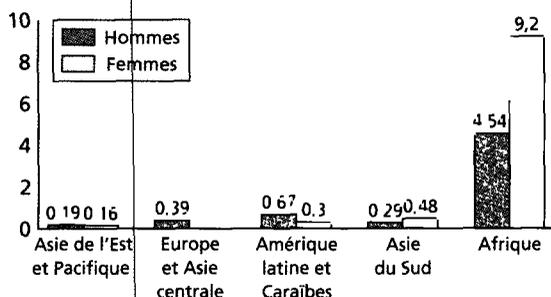
Note : Régions telles que définies par les Nations Unies.

Source : Estimations de l'Organisation mondiale de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Fonds des Nations Unies pour la population.



Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

Figure 3.7 Prévalence du VIH/SIDA parmi les jeunes de 15 à 24 ans, 1999 (en pourcentage)



Note : Pas de données disponibles pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ni pour les femmes dans la Région Europe et Asie centrale.

Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.

en 1999, il n'était accessible qu'à moins de la moitié de la population des 23 pays les plus touchés.

Objectif 7 : Assurer un développement écologiquement viable

Les ODM enjoignent tous les pays du monde d'inverser l'appauvrissement des ressources environnementales, de réduire de moitié la part de la population n'ayant pas accès à de l'eau potable salubre, et d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'au moins 100 millions des habitants de bidonvilles. S'il importe d'assurer la pérennité de l'environnement, c'est que ses ressources, et les biens qu'il fournit, sont indispensables au développement humain.

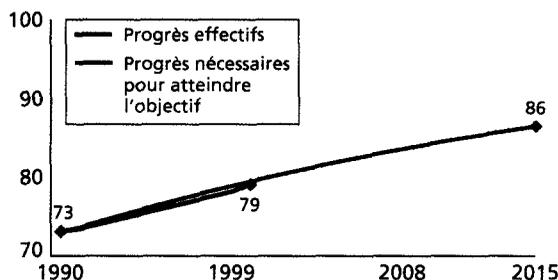
Une meilleure gestion des ressources naturelles peut accroître le revenu et le bien-être des pauvres. Elle peut aussi atténuer

les risques de catastrophes naturelles comme les cyclones et les inondations. L'accès à de l'eau salubre joue un rôle important dans la lutte contre les maladies diarrhéiques, de même qu'un meilleur drainage contribue à réduire le paludisme, toutes maladies qui comptent parmi les principales causes de la mortalité infantile. Le Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en août 2002 devrait aboutir à l'élaboration de cadres d'action reflétant les ODM et l'échéancier des engagements des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. Basé sur les avancées de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, le Sommet de Johannesburg vise des actions concrètes dans des domaines d'une importance essentielle pour la réalisation des ODM – développement de l'agriculture, énergies durables, santé et environnement, et gestion durable des ressources naturelles. Le « Rapport sur le développement dans le monde 2003 », qui a pour thème la pérennité de l'environnement dans un monde dynamique, traite de toutes ces questions.

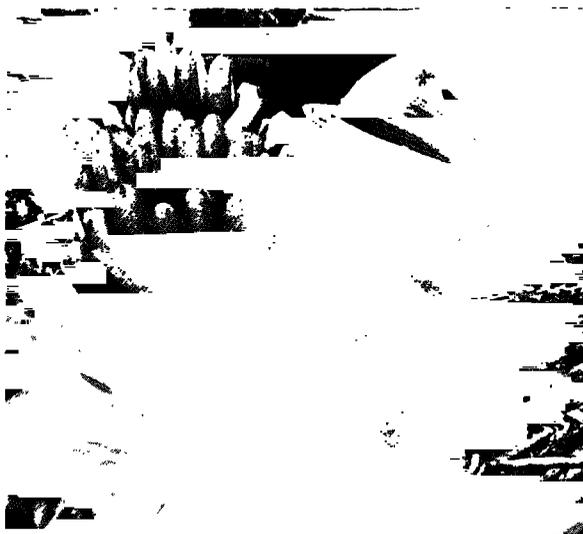


Assurer un développement écologiquement viable

Figure 3.8 Accès à une eau de meilleure qualité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (pourcentage de la population ayant accès)

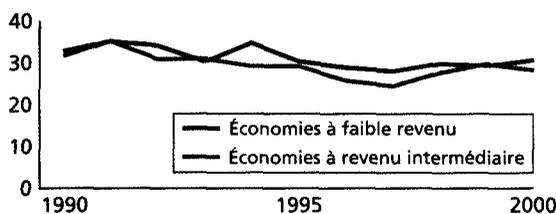


Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.



Mettre en place un partenariat mondial à l'appui du développement

Figure 3.9 Aide aux économies à revenu faible ou intermédiaire (USD milliards)



Note : Dollars de 1999. Total cumulé de l'aide publique au développement et de l'aide publique. Les montants non spécifiquement affectés à un pays sont répartis proportionnellement entre les totaux respectifs des économies à faible revenu et des économies à revenu intermédiaire.

Source : Banque mondiale 2002, *World Development Indicators 2002*, Washington.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial à l'appui du développement

Cet objectif a trait aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre les sept premiers ODM ; il s'agit pour les pays à revenu élevé d'allier leurs efforts à ceux des pays en développement pour faire en sorte que les systèmes financiers et commerciaux soient ouverts et équitables, améliorer l'accès au marché pour les pays les moins avancés, ramener l'endettement à un niveau tolérable, et accroître l'aide au développement. Il est évident que si rien ne devait changer, il n'y aurait guère de chances d'atteindre les ODM d'ici à 2015. La Banque mondiale a exhorté les pays riches à augmenter leur aide, à ouvrir leurs marchés et à réduire les subventions versées à leurs producteurs agricoles. Elle s'est simultanément engagée à aider les pays en développement à remédier aux

déficiences de leurs politiques, institutions et gouvernance. Tel est en effet le thème essentiel du Consensus de Monterrey : les pays en développement assument la responsabilité de leurs propres programmes de développement et mettent en place les politiques qui ouvriront la voie à la réalisation des ODM, tandis que les organisations bilatérales et multilatérales chercheront ensemble à soutenir leurs efforts et à créer un environnement mondial propice à la croissance et à la réduction de la pauvreté.

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

Impact de la Banque mondiale

Pour évaluer l'efficacité de l'action de la Banque, il importe de reconnaître que l'une de ses missions les plus importantes est de catalyser le changement, par son travail d'analyse et de conseil comme par ses opérations de prêt. Pour bien des pays, les apports de la Banque mondiale – et même l'aide publique au développement (APD) dans son ensemble – ne sont pas suffisants pour que ces seules ressources financières fassent une différence majeure face à l'ampleur du défi. En l'an 2000, l'APD a totalisé quelque 54 milliards de dollars, soit un tiers seulement des investissements étrangers directs privés dans les pays en développement, lesquels n'ont eux-mêmes représenté qu'environ un dixième de l'investissement total estimé à près de 1,5 billion de dollars. De même, le montant des prêts de la Banque directement affectés au secteur de l'éducation est habituellement d'environ un milliard de dollars par an (à quoi s'ajoute l'aide apportée dans le cadre des prêts programmatiques assortis de conditions relatives à l'éducation), alors que les dépenses publiques d'éducation des pays en développement dépassent 250 milliards de dollars par an. Lorsque les institutions financières internationales et d'autres bailleurs de fonds ont eu un impact majeur sur le développement, c'est donc parce qu'ils n'ont pas limité leur appui au transfert de ressources et qu'ils ont aidé les pays à procéder à des changements fondamentaux – par exemple, en contribuant au renforcement des institutions ou en soutenant des projets de démonstration qui ont servi d'exemple pour bien d'autres opérations.

Il est généralement plus difficile d'attribuer ces changements d'une grande portée et d'une importance fondamentale à telle ou telle action ou opération des bailleurs de fonds que ce n'est le cas pour les résultats des projets traditionnels, surtout lorsque les gouvernements sont les principaux auteurs et moteurs de la réforme. Néanmoins, la nécessité de nouvelles améliorations rend indispensable un bon travail d'évaluation et de gestion axée sur les résultats. La Banque mondiale a récemment lancé une initiative visant à accentuer l'orientation de ses activités sur l'obtention de résultats. En collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et Banque interaméricaine de développement) et avec

le Comité d'aide au développement de l'OCDE, elle a organisé une table ronde internationale sur la contribution d'un meilleur travail de mesure, de suivi et de gestion à l'efficacité du développement. Les participants à cette réunion, qui a eu lieu les 5 et 6 juin 2002, ont examiné le contexte stratégique d'un développement basé sur l'obtention de résultats, les défis qu'implique un mode de gestion axé sur les résultats et la contribution d'évaluations indépendantes à la responsabilisation et à l'apprentissage des institutions. La Banque et les organisations partenaires poursuivront ce travail conformément au programme établi par les participants.

La Banque a élargi le cercle des partenaires associés à ses travaux sur le développement du savoir, faisant notamment appel aux experts d'établissements de recherche et d'enseignement, au secteur privé et aux organisations non gouvernementales (voir *Drive to Partnership: Aid Coordination and the World Bank*, avril 2001). Par l'organisation d'ateliers et d'études externes, et par d'autres moyens encore, elle cherche à mettre à profit l'expertise et l'expérience de ses partenaires et de leur personnel pour l'élaboration de ses stratégies et activités.

En donnant largement accès à ses documents, la Banque ajoute beaucoup aux ressources intellectuelles de la communauté du développement. Selon les examens auxquels a récemment procédé le Groupe de travail sur la coopération internationale pour l'évaluation, composé des responsables des services d'évaluation des principales banques multilatérales de développement, c'est généralement la Banque mondiale qui donne l'exemple des meilleures pratiques d'évaluation.

Le travail d'analyse et de conseil est l'une des activités fondamentales de la Banque mondiale, comme en témoignent les solides capacités analytiques dont disposent ses services opérationnels. Les économistes et autres spécialistes des services-pays, par exemple, jouent un rôle vital dans le travail d'analyse, aux côtés des experts des réseaux thématiques. Les multiples éléments de son programme de recherche servent de base à des publications telles que la série des « Rapports sur le développement dans le monde » et des Indicateurs du développement dans le monde. La Banque a aussi mis en place des services spécialisés dans l'évaluation de l'efficacité et des risques, par exemple :

- Le Département de l'évaluation des opérations (OED), qui est indépendant de la direction et relève directement du Conseil des Administrateurs, entreprend quatre types principaux d'évaluation : examens thématiques et sectoriels, évaluations de l'aide-pays, examens de projets et examens de processus. Chaque année, il regroupe les éléments d'information tirés de ces divers travaux dans un rapport de synthèse (« Examen annuel de l'efficacité du développement – ARDE »). Il rend compte au Conseil de toutes les activités d'évaluation du Groupe de la Banque en lui soumettant un « Rapport annuel sur l'évaluation des opérations », et suit l'action entreprise

par la direction en réponse aux principales recommandations issues des travaux d'évaluation.

Il aide aussi les pays clients à développer leurs propres capacités d'évaluation.

- Le Groupe d'assurance de la qualité (QAG) contrôle la qualité des activités de la Banque au cours de leur mise en œuvre pour faciliter une meilleure gestion. Il examine la qualité des projets, qu'il s'agisse de prêts (peu après leur approbation par le Conseil) ou de services de conseil (après leur fourniture aux pays clients). Il suit aussi la qualité de la supervision des projets et rend compte au Conseil de la santé globale du portefeuille des projets en cours en lui soumettant un « Rapport annuel sur la performance du portefeuille ». Les travaux du QAG s'ajoutent à ceux des équipes d'assurance de la qualité créées au sein de chaque vice-présidence opérationnelle. Le QAG a travaillé en 2002 à deux évaluations expérimentales : une étude de la pertinence et de la cohérence de l'ensemble des activités de conseil et d'apprentissage dans un même pays ; et une étude pilote de l'efficacité des travaux des commissions techniques de la Banque. Les conclusions de ces recherches permettront de décider s'il convient de les généraliser durant l'exercice 03.

- Le Département de l'audit interne aide la direction de la Banque à organiser et à assurer le fonctionnement de systèmes appropriés de contrôle interne et de gestion des risques. Le service d'audit intégré mis en place à cet effet lui permet de donner à la direction des indications objectives sur l'adéquation et l'efficacité des contrôles internes et de la gestion des risques et sur les améliorations jugées nécessaires, et de lui fournir aussi des conseils sur l'identification, la prévention et la gestion des risques, notamment en ce qui concerne la conception, la mise en place et le fonctionnement des systèmes de contrôle interne. Il procède à une analyse annuelle des risques opérationnels et arrête le programme détaillé des activités de l'année dans le cadre d'un plan triennal pour les domaines comportant des risques particulièrement élevés. Ce plan triennal est révisé et approuvé par le Président de la Banque et avalisé par le Comité de l'audit chaque année. Le Département s'acquitte de sa mission conformément aux normes de l'Institut des auditeurs internes.

- Durant l'exercice 01, la Banque a doté la Vice-présidence Développement écologiquement et socialement durable d'une unité d'assurance et de contrôle de la qualité chargée de garantir l'application cohérente des politiques de sauvegarde, comme celles qui visent les populations autochtones ou les réinstallations forcées, et de fournir des conseils sur l'application de ces principes dans le cadre des projets. Des coordonnateurs, qui disposent de leur propre budget, ont été nommés à cet effet pour chaque région. Les politiques de sauvegarde sont actuellement mises à jour.

- Créé en novembre 2000, le Comité institutionnel des politiques de lutte contre la fraude et la corruption a pour mission de veiller à l'adoption par le Groupe de la Banque de politiques et stratégies de lutte contre la corruption propres à contribuer efficacement à la réalisation de ses objectifs de réduction de la pauvreté. Le Service de déontologie institutionnelle étudie toutes allégations de fraude ou de corruption au sein du Groupe de la Banque ou en liaison avec les marchés financés par la Banque, de même que toutes allégations de comportement abusif de la part d'agents de la Banque. En outre, le Bureau des questions d'éthique professionnelle, qui rend compte directement au Président de la Banque, est responsable de toutes les activités de communication et de diffusion relatives aux questions de déontologie.

Autoévaluation

La Banque fait fond sur le travail d'autoévaluation de ses services, validé par des évaluations indépendantes. Les rapports de fin d'exécution que les chefs d'équipe de projet doivent établir pour chaque opération constituent le principal instrument d'autoévaluation et d'apprentissage de l'institution. La Banque procède aussi à des examens de la performance de ses portefeuilles-pays, que les équipes de direction régionales utilisent pour discuter avec les emprunteurs de la performance de l'ensemble des opérations financées par la Banque dans leur pays. Ces échanges de vues portent à la fois sur les questions de responsabilisation qui affectent la performance des diverses opérations et sur celles qui ont un caractère systémique. La performance de l'ensemble du portefeuille de la Banque est évaluée dans le rapport « Examen annuel de la performance du portefeuille ».

La Banque a sensiblement renforcé l'autoévaluation de ses produits et services depuis quelques années. La Vice-présidence Politique opérationnelle et services aux pays, en collaboration avec d'autres vice-présidences responsables de réseaux, évalue périodiquement certains des produits et services fournis aux clients et aide les vice-présidences régionales à donner suite aux améliorations recommandées. La Vice-présidence Stratégie et gestion des ressources évalue l'efficacité de l'emploi des ressources. L'évaluation du Pacte stratégique (*Assessment of the Strategic Compact*) qu'elle a menée à bien durant l'exercice 01 recense les réalisations et indique les déficiences qui nécessitent de nouveaux efforts. Chaque année, elle produit une mise à jour stratégique faisant le point des progrès par rapport aux objectifs, priorités et engagements de la Banque.

Évaluation indépendante

Le Département de l'évaluation des opérations (OED) examine chacun des rapports de fin d'exécution. En outre, il procède à l'évaluation sur le terrain d'un quart des projets achevés au cours de l'année et à un petit nombre d'études

de l'impact de projets achevés de cinq à dix ans auparavant. Les données ainsi réunies sur les résultats des projets contribuent aussi à ses évaluations d'un pays, secteur ou thème particulier. L'OED présente au Conseil un rapport (*ARDE*) sur la performance des projets achevés et les défis que la Banque devra relever dans son effort de développement. Le rapport *ARDE* pour l'exercice 01 avait pour thème l'importance que revêt le choix de l'instrument d'intervention le mieux adapté aux circonstances particulières du pays et à ses objectifs de développement.

Les évaluations de l'aide-pays portent sur l'ensemble du programme d'aide de la Banque pour un pays donné afin de déterminer l'efficacité de sa contribution au développement. L'OED évalue à ce titre les divers services de prêt et de conseil composant la stratégie d'aide-pays. Neuf de ces évaluations ont été réalisées durant l'exercice 02. L'une de leurs principales conclusions est que l'impact global de l'aide de la Banque à un pays est souvent supérieur à la simple somme des résultats respectifs de chaque projet.

Les évaluations thématiques et sectorielles de l'OED ont une plus vaste portée et visent des questions intéressant l'ensemble des opérations de la Banque, comme l'efficacité du dialogue entre les emprunteurs et l'institution sur les politiques et sur le choix, la conception et l'exécution des projets. Dans bien des cas, le champ de l'étude est étendu à plusieurs pays.

L'OED entreprend des études spéciales pour examiner la performance et l'expérience de la Banque dans un secteur ou un domaine particulier au cours des cinq à dix années précédentes et déterminer dans quelle mesure les activités réalisées ont contribué au développement et respecté les politiques de l'institution. Pour maximiser l'impact de ses évaluations thématiques et sectorielles, il s'efforce de programmer ces études avant que ne soit révisé le document de stratégie sectorielle correspondant. Les évaluations produites durant les exercices 01 et 02 ont notamment porté sur l'action de la Banque à l'appui de la parité hommes/femmes (*The Gender Dimension of Bank Assistance: An Evaluation of Results*), de la viabilité environnementale de l'effort de développement (*Promoting Environmental Sustainability in Development: An Evaluation of the World Bank's Performance*) et des fonds sociaux (*Social Funds: A Review of World Bank Experience*).

Achevée durant l'exercice 02, l'évaluation thématique intitulée *The Gender Dimension of Bank Assistance: An Evaluation of Results* a porté sur 12 pays. Elle constate que l'aide de la Banque a été satisfaisante pour les secteurs de la santé et de l'éducation, mais qu'elle a insuffisamment contribué à encourager la participation des femmes à la vie économique et à rendre le cadre institutionnel plus favorable à un traitement équitable des deux sexes. Elle recommande à la Banque de mieux intégrer la problématique hommes/femmes à ses stratégies d'aide-pays et à la conception de ses projets, de manière que leurs avantages soient également accessibles aux hommes et aux femmes,

spécialement dans le cas des pays où existent de fortes disparités dans la situation respective des deux sexes. Ces leçons ont été prises en compte dans le document de stratégie sectorielle *Integrating Gender into the World Bank's Work: A Strategy for Action*. Entre autres interventions, cette stratégie recommande l'intégration progressive d'une évaluation de la problématique hommes/femmes au processus d'élaboration des stratégies d'aide-pays et des projets pour tous les emprunteurs actifs.

L'étude *Promoting Environmental Sustainability in Development: An Evaluation of the World Bank's Performance* juge appréciable la contribution de la Banque à la promotion de la viabilité environnementale. La Banque a joué un rôle de premier plan dans le traitement des problèmes mondiaux, aidé beaucoup de gouvernements à se doter d'institutions et de programmes environnementaux, atténué les effets négatifs de ses propres actions de développement, produit des analyses programmatiques et des études sectorielles et économiques de grande qualité, et appelé l'attention sur les liens entre l'environnement et le développement. Cependant, l'étude conclut aussi que la Banque n'a pas fait une place suffisante à la viabilité de l'environnement parmi ses objectifs fondamentaux ni dans ses stratégies nationales ou sectorielles. Elle n'a pas fait ressortir de manière suffisamment explicite les liens entre les politiques macroéconomiques, la réduction de la pauvreté et la viabilité environnementale. En réponse aux recommandations de cette étude sectorielle de l'OED, le nouveau document de stratégie du Groupe de la Banque pour le secteur de l'environnement (*Making Sustainable Commitments*) expose la vaste série de mesures que l'institution compte prendre pour intégrer systématiquement la prise en compte de l'environnement aux stratégies d'aide-pays.

La deuxième évaluation thématique (*Social Funds: A Review of World Bank Experience*) a porté sur les projets de fonds sociaux. Ces projets visent la création d'organismes d'exécution autonomes pour financer de petites interventions basées sur les propositions de groupes locaux. La plupart de ces organismes sont établis pour une durée déterminée en vue du transfert de ressources à des communautés frappées par une crise. Cependant, pratiquement tous les fonds sociaux mis en place avec l'aide de la Banque fonctionnent toujours, ont reçu l'appui de nouveaux prêts de la Banque ou de dons d'autres bailleurs de fonds et se sont vu assigner des objectifs à plus long terme. Selon l'évaluation de l'OED, ces fonds se sont révélés un moyen efficace de réagir à des situations d'urgence ; ils ont mobilisé des ressources non gouvernementales et souvent contribué de manière efficace au lancement de petites initiatives dans des communautés pauvres (quoique les résultats des projets aient été très variables). L'OED note aussi que les projets ont moins bien réussi à promouvoir des améliorations durables ou le développement des institutions. Il recommande de mieux intégrer ce type d'interventions aux stratégies de réduction de la pauvreté, de porter une attention accrue aux

implications à long terme, et de fonder la décision de soutenir la création de fonds sociaux sur des critères plus clairement définis. Les conclusions de cette évaluation sont intégrées à la conception des futurs projets et seront prises en compte dans le document de stratégie dont le secteur du développement social fera l'objet durant l'exercice 04.

L'OED a entrepris une évaluation des politiques et programmes mis en place à l'échelle mondiale pour lutter contre des problèmes critiques qui pèsent sur le développement de nombreux pays (dégradation de l'environnement, propagation des maladies transmissibles, fracture numérique, etc.). À l'appui de ces travaux, l'OED et les partenaires de la Banque ont tenu en juillet 2000 une conférence internationale sur l'évaluation des politiques et programmes publics mondiaux. Il a été décidé lors de cette réunion d'entreprendre la première évaluation jamais faite des politiques publiques mondiales ; ces travaux sont en cours.

QUALITÉ DES OPÉRATIONS

Dans son quatrième rapport annuel d'évaluation de la qualité des projets à l'entrée dans le portefeuille (*Quality-at-Entry Assessment*) diffusé durant l'exercice 02, le Groupe d'assurance de la qualité de la Banque mondiale (QAG) juge satisfaisantes ou plus que satisfaisantes 94 % des opérations, pourcentage supérieur de 12 points à celui de son premier rapport annuel, et note des améliorations par rapport à l'année précédente pour six des huit éléments d'appréciation de la qualité. La part des projets jugés satisfaisants ne reste inférieure à 85 % que pour deux éléments : l'évaluation et la gestion des risques ; et les modalités d'exécution. Néanmoins, le rapport relève quelques incohérences dans la conception des opérations, de même qu'une certaine rigidité dans l'application des règles fiduciaires et une tendance à éviter l'incorporation de composantes risquant de déclencher un examen en vertu des politiques de sauvegarde de la Banque. Globalement, le rapport conclut à de nets progrès de la qualité des opérations de la Banque.

Le QAG note en outre que la part des engagements à risques et des projets à risques est tombée à environ 12 % durant l'exercice 01, soit une diminution de plus de la moitié par rapport au niveau constaté cinq ans auparavant. Cependant, selon l'« Examen annuel de la performance des projets », il se pourrait que le système de notation actuel sous-estime l'ampleur effective des risques et il faudrait faire en sorte que les rapports de supervision comme les notations soient plus réalistes. Dans le rapport qu'il a achevé en avril 2002 sur la qualité de la supervision des projets à risques (*Supervision Quality of Risky Projects*), le QAG conclut que près d'un quart des projets classés à risques n'ont pas fait l'objet d'une supervision satisfaisante, proportion nettement plus élevée que pour l'ensemble du portefeuille, et que la notation courante de ces projets n'est pas toujours réaliste. La direction a entrepris de renforcer la supervision

des projets à risques conformément aux recommandations du QAG. En collaboration avec les vice-présidences régionales, le QAG cherche à améliorer les indicateurs du portefeuille afin de rendre la notation des projets plus réaliste. (Les figures 3.10 à 3.12 décrivent le portefeuille de la Banque par région, thème et secteur.)

Le quatrième rapport annuel sur la qualité des études économiques et sectorielles de l'exercice 01 (*Quality of Economic and Sector Work Fiscal 2001*) souligne que la qualité est jugée globalement satisfaisante, ou mieux encore, pour 91 % des tâches et que, si cet excellent résultat tient en partie à la poursuite de l'assainissement du portefeuille, il témoigne aussi d'une solide amélioration générale du travail accompli par la Banque en collaboration avec ses clients. Cependant, les progrès sont inégaux. Par exemple, alors que la proportion des notes satisfaisantes est de 97 % pour la pertinence

stratégique, elle n'est que de 76 % pour l'impact probable. Les processus de la Banque (66 % seulement de notes satisfaisantes) et les procédures d'examen par les pairs ont besoin d'être renforcés. Les résultats se sont améliorés (82 % de notes satisfaisantes) en ce qui concerne le traitement des questions relatives à la réduction de la pauvreté. Fort de quatre années d'expérience de l'évaluation de la qualité des études économiques et sectorielles, le QAG a récemment étudié les méthodes, les coûts et les avantages de ses évaluations. Cet examen a débouché sur la conclusion qu'il serait opportun d'évaluer aussi, à partir de l'exercice 04, les programmes nationaux et thématiques d'analyse et de conseil.

RÉSULTATS

Les résultats des projets de la Banque achevés durant l'exercice 01 comptent parmi les meilleurs des deux dernières décennies. À la dégradation de la performance de 1977 à 1989 a fait suite un net redressement qui ne s'est pas démenti depuis. L'objectif fixé en 1995 dans le Pacte stratégique (résultats satisfaisants pour 75 % des projets) est atteint. Pour les projets achevés durant le premier semestre de l'exercice 01, les résultats ont été jugés satisfaisants dans 82 % des cas, pourcentage inférieur de peu au record de 84 % enregistré en 1999. La figure 3.13 retrace l'évolution de la part des projets ayant donné des résultats satisfaisants de 1974 à 2001.

Dans le rapport *ARDE 2001*, l'OECD souligne le rôle primordial du dosage et de l'enchaînement des activités dans la réussite ou l'échec d'un projet. Le choix de l'instrument est chose complexe en raison de la diversité des pays membres et des objectifs, et en raison aussi de la multiplicité des instruments de la Banque et des partenaires potentiels.

Figure 3.10 Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par région
Part du total des prêts (USD 102,1 milliards)

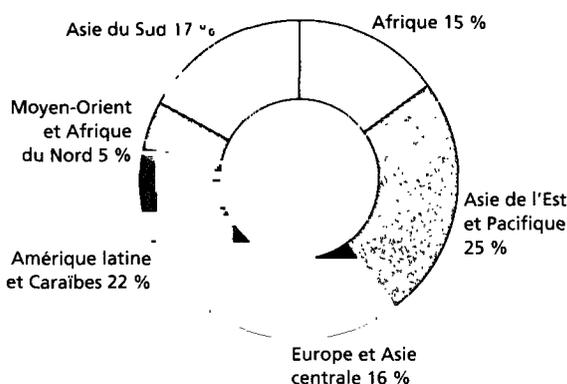


Figure 3.11 Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par thème
Part du total des prêts (USD 102,1 milliards)

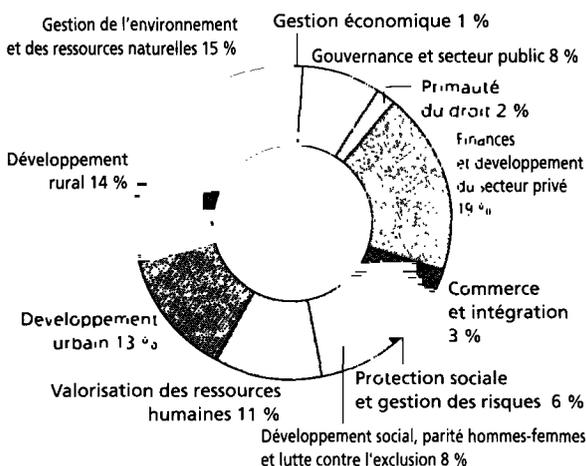


Figure 3.12 Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par secteur
Part du total des prêts (USD 102,1 milliards)

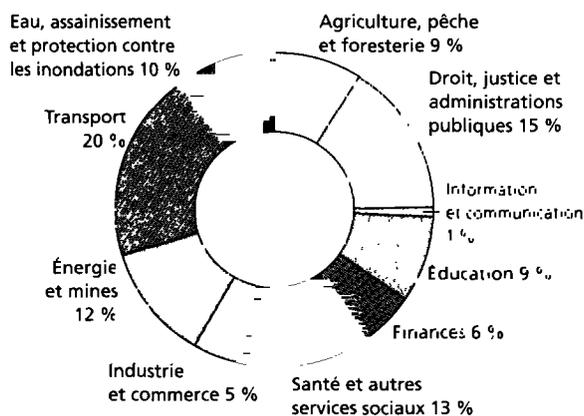
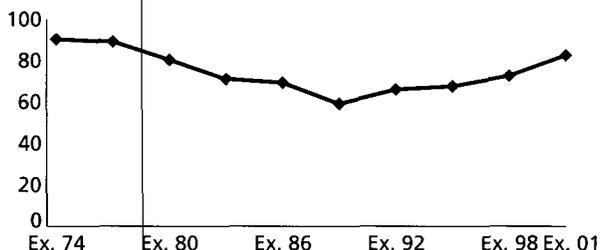
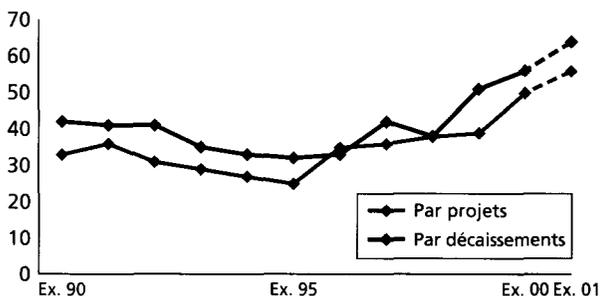


Figure 3.13 Projets ayant eu des résultats satisfaisants, 1974-2001 (en pourcentage)



Note : Opérations de prêt uniquement.
Source : Calculs de l'OED.

Figure 3.14 Tendances de l'impact sur le développement des institutions (au moins substantiel, en pourcentage)



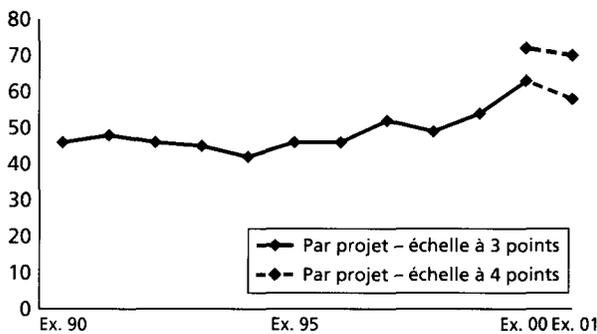
Note : Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

Il importe au plus haut point de savoir faire preuve de jugement et de sélectivité.

L'impact sur le développement des institutions a été jugé substantiel, ou mieux encore, pour 52 % des projets achevés durant l'exercice 01, pourcentage supérieur de 15 points à la moyenne des exercices 96 à 99. Ce résultat est le meilleur jamais enregistré, qu'on le pondère par le nombre de projets ou le montant des décaissements. La figure 3.14 retrace l'évolution de l'impact institutionnel des projets.

Parmi les projets achevés durant l'exercice 01, la proportion de ceux que l'on juge probablement ou très probablement capables de résister à de futurs risques est chiffrée à 71 % sur la base de l'échelle à quatre points récemment introduite. Cependant, le contexte opérationnel est devenu plus risqué et on peut se demander si les progrès seront durables. La figure 3.15 retrace l'évolution de la viabilité à long terme des projets.

Figure 3.15 Tendances de la viabilité à long terme (au moins probable, en pourcentage)



Note : Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

PERFORMANCE DES PROJETS ET DES PRÊTS

Performance des projets, par région

L'amélioration de la performance se poursuit dans toutes les régions. C'est pour l'Afrique qu'elle est la plus forte, la part des résultats satisfaisants atteignant 71 % pour l'exercice 01, soit un gain de 19 points par rapport à 1999. Cependant, il n'est pas exclu de voir la notation moyenne baisser au cours des prochaines années pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, dans la mesure où les évaluations du QAG témoignent de risques supérieurs à la normale pour les projets en cours d'exécution. La figure 3.16 retrace l'évolution des résultats des projets exécutés en Afrique et dans les autres régions.

Performance des projets, par secteur

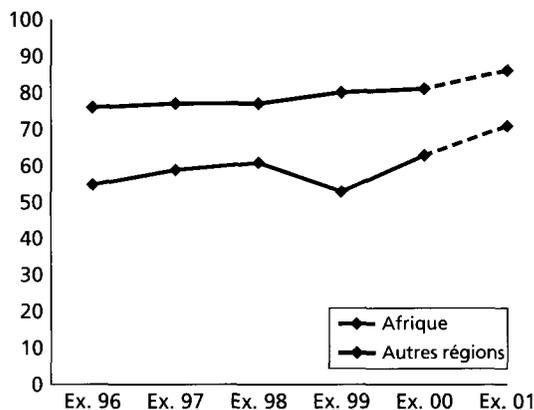
Pour les projets achevés durant les exercices 00 et 01, les meilleures performances sont celles des secteurs des

transports, de l'éducation et de la gestion du secteur public, tandis que le secteur de l'énergie reste à la traîne. Les bons résultats du secteur des transports tiennent en partie au renforcement des ressources financières des emprunteurs, ainsi qu'à la plus grande place faite à l'entretien dans l'affectation des crédits budgétaires. La figure 3.17 retrace l'évolution des résultats des projets par secteur.

Performance des prêts d'ajustement et d'investissement

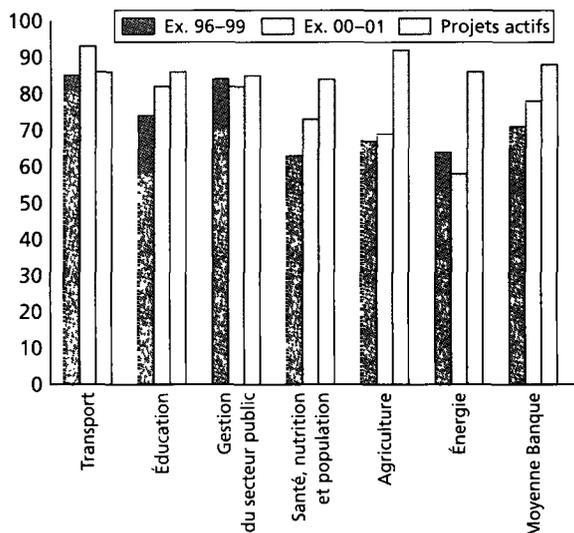
Pondérée par le nombre des projets, la part des résultats satisfaisants est passée de 82 % pour les opérations d'ajustement sorties du portefeuille durant les exercices 96-99 à 79 % pour les exercices 00-01 ; pondérée par le montant des décaissements, elle est tombée de 87 % à 70 %. En notant l'instabilité de la performance pondérée par le volume

Figure 3.16 Tendances des résultats : Afrique et autres régions
(en pourcentage des projets classés satisfaisants)



Note : Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

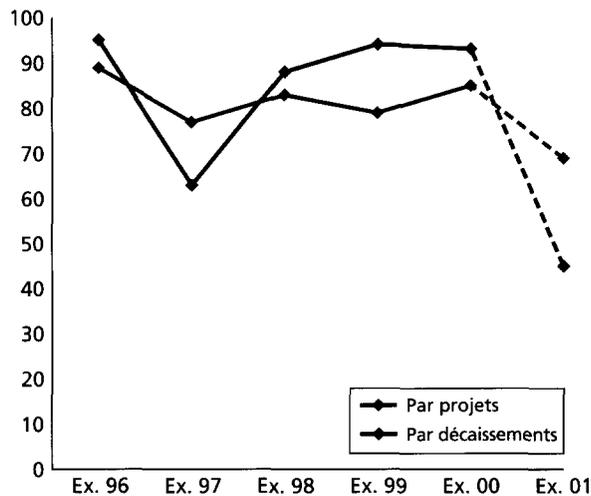
Figure 3.17 Tendances des résultats par secteur, certains secteurs
(en pourcentage)



Note : La dénomination des secteurs dans le présent tableau ne correspond pas au nouveau classement introduit durant l'exercice 02. Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

des décaissements, il importe de ne pas perdre de vue que les résultats d'un exercice donné peuvent être fortement influencés par l'achèvement au cours de cet exercice d'un seul prêt d'un montant très élevé. Par exemple, l'incidence d'un

Figure 3.18 Tous prêts d'ajustement
(en pourcentage des résultats satisfaisants)



Note : Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

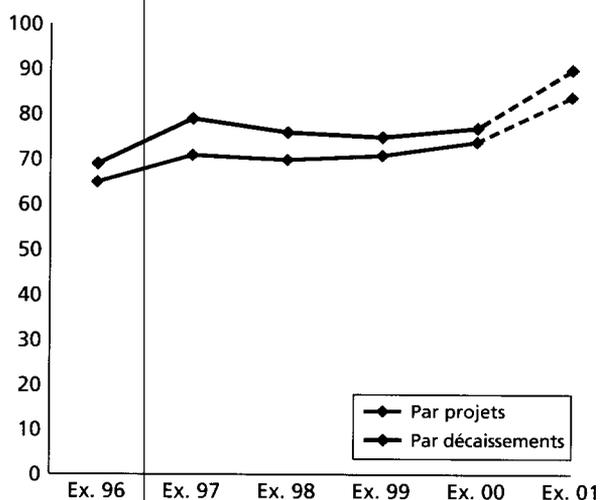
prêt d'un milliard de dollars sur les résultats de l'exercice pour l'ensemble des opérations de la Banque peut aller jusqu'à quatre points de pourcentage. Ainsi, la piètre performance de deux prêts d'ajustement à la Russie a lourdement pesé sur le résultat global de l'exercice 01. Du fait du nombre des gros prêts d'ajustement parmi les opérations en cours, on peut s'attendre à ce que la performance reste instable. La Banque ayant entrepris de renforcer l'attention portée à la gestion des risques, de nouveaux dispositifs d'assurance de la qualité sont à l'étude pour ces grosses opérations. La figure 3.18 retrace l'évolution de la performance globale des prêts d'ajustement.

La performance des prêts d'investissement, qui était restée stationnaire à la fin des années 90, s'est récemment beaucoup améliorée. De 69 % pour l'exercice 99, la part des résultats satisfaisants est passée à 78 % pour l'exercice 01. La figure 3.19 retrace l'évolution de la performance globale des prêts d'investissement.

SÉLECTIVITÉ DE LA BANQUE, ENGAGEMENT ET CAPACITÉ DES EMPRUNTEURS

L'expérience donne à penser que le degré d'engagement de l'emprunteur et les moyens dont il dispose jouent un rôle crucial dans l'efficacité du développement. La Banque se montre donc sélective en tenant dûment compte des capacités et des politiques du pays pour décider du type d'aide le mieux approprié. Elle n'aide pas de la même manière les pays qui nécessitent et peuvent absorber de gros prêts et ceux pour lesquels il serait contre-productif

Figure 3.19 Tous prêts d'investissement
(en pourcentage des résultats satisfaisants)



Note : Les données se réfèrent aux évaluations indépendantes réalisées par l'OED pour les projets qui, financés par des prêts entièrement décaissés, ne font plus partie du portefeuille des projets actifs. Basés sur toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles, les pourcentages indiqués pour l'exercice 01 sont ceux qui figurent dans « l'Examen annuel de l'efficacité du développement 2001 ».

de prévoir un vaste programme de prêt ; pour ce second groupe, elle donne la priorité au renforcement des capacités, à la fourniture de services de conseil et à l'attribution de dons soigneusement ciblés. Malgré les progrès constatés depuis une dizaine d'années, de nouvelles améliorations de la performance restent possibles par le renforcement de la sélectivité à tous les niveaux de l'aide de la Banque : choix de l'instrument d'intervention, composition du programme d'aide pour chaque pays, priorités globales, sectorielles et thématiques. Qu'il s'agisse de l'analyse d'un projet, d'un secteur ou d'un pays, le rapport *ARDE 2001* formule trois observations similaires au sujet de la sélectivité :

- Un bon diagnostic, grâce à des études économiques et sectorielles de haute qualité, est indispensable à la définition d'objectifs de développement réalistes. Les stratégies d'aide-pays, les stratégies sectorielles et les directives opérationnelles sont autant de moyens de guider le choix des instruments d'intervention adaptés aux objectifs à la lumière des caractéristiques du secteur et du pays.
- Pour choisir l'instrument d'intervention, il importe de tenir compte non seulement des objectifs de l'opération envisagée, mais aussi de la performance antérieure du pays et du contexte sectoriel. Les résultats sont meilleurs si l'action est correctement échelonnée et si l'on sait exploiter la complémentarité de divers instruments.
- Lorsque les politiques et le cadre institutionnel laissent à désirer, ces déficiences compromettent l'efficacité

de toute opération de prêt ou hors prêt et le choix des instruments doit être soigneusement pesé. On constate une étroite corrélation entre les résultats des projets et les conclusions des évaluations de la politique et des institutions nationales (CPIA), et il en va de même pour le degré de réussite des divers instruments. Lorsque le contexte est peu satisfaisant, c'est-à-dire lorsque le pays est mal noté à la suite d'une CPIA, des projets d'une conception simple – ou une série d'interventions simples – donneront de meilleurs résultats que des opérations complexes regroupant de multiples composantes. Même si une piètre performance limite l'attribution de prêts, il peut être utile d'engager des activités hors prêt rigoureusement sélectionnées, en particulier pour que la Banque reste prête à reprendre le cours de ses opérations de prêt lorsque cela sera possible.

IMPLICATIONS POUR LA DIRECTION

Pour contribuer à de nouvelles améliorations de l'impact de l'aide au développement sur la croissance et la réduction de la pauvreté, le rapport *ARDE 2001* signale plusieurs domaines dans lesquels la Banque pourrait faire mieux en choisissant bien ses activités.

Le rapport *ARDE* note que la Banque devrait, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, normaliser les pratiques optimales applicables à chaque instrument. La mise à jour en cours pour les prêts d'ajustement et celle qui sera entreprise ensuite pour les prêts d'investissement seront une bonne occasion de le faire.

La Banque porte une attention accrue à l'amélioration des résultats dans les pays dont les politiques et les institutions laissent à désirer, en mettant actuellement l'accent sur la fourniture d'aides hors projet. Les conclusions des évaluations présentées dans l'*ARDE 2001* peuvent être utiles pour cette tâche difficile. Il faut d'abord, et c'est un premier pas important, reconnaître que la performance est loin d'être la même pour tous les instruments. En outre, il vaut mieux s'en tenir à des projets simples pour les pays dont les capacités sont limitées. Activités non financières et projets pilotes peuvent jouer un rôle utile dans les pays dont la performance est déficiente, même pour les clients qui ne comptent pas parmi les emprunteurs actifs.

La mise en œuvre des stratégies sectorielles dans les pays clients doit reposer sur une bonne connaissance des objectifs de développement du pays et une bonne compréhension aussi de sa situation particulière. Les prêts d'ajustement, accompagnés au besoin d'une aide au renforcement des capacités, sont plus efficaces lorsque le pays souscrit pleinement aux réformes sectorielles et qu'ont été prises les mesures nécessaires pour en assurer le suivi et l'évaluation. Lorsque ces conditions préalables ne sont pas remplies, il peut être préférable de choisir l'instrument de prêts programmatiques d'investissement axés sur le renforcement

des capacités et soutenus par des prêts au développement des connaissances et à l'innovation.

En revanche, la réalisation des objectifs thématiques transsectoriels dépend moins du choix d'instruments particuliers que d'une véritable prise en compte de ces objectifs pour tous les instruments de prêt, de l'application stratégique des politiques de sauvegarde, et du recours au partenariat.

Lors du Forum stratégique de 2002, les équipes de direction du Groupe de la Banque ont sélectionné les six thèmes clés de l'action de la Banque dans les années à venir : focaliser l'effort sur les ODM ; aider les clients à créer des conditions favorables à l'investissement ; trouver des moyens de venir en aide aux pays à faible revenu en difficulté ; améliorer les services liés au savoir en complément des opérations de prêt ; adapter les compétences du personnel aux besoins stratégiques de l'institution ; et améliorer la mesure des résultats.

La réalisation des ODM pose un défi d'une ampleur redoutable et sera rendue plus difficile encore par l'accroissement (estimé à deux milliards d'habitants supplémentaires) de la population des pays en développement au cours des 30 prochaines années. Le nouvel engagement de la communauté internationale et une meilleure connaissance des moyens propres à assurer l'efficacité du développement permettent d'espérer que la riposte sera à la hauteur du défi. L'action à entreprendre, telle que la définit le Consensus de Monterrey, implique des réformes dans les pays en développement eux-mêmes comme dans l'économie internationale, particulièrement dans les domaines du commerce et de l'aide.

Pour les organismes de financement extérieurs comme la Banque, l'impérieuse nécessité de promouvoir le changement impose de recourir davantage au partenariat, parallèlement à leurs travaux d'analyse et aides financières.

Chapitre 4

Les experts sont organisés en réseau de manière à mieux partager les enseignements tirés des projets de développement et à mettre à la disposition des équipes et des clients de la Banque mondiale les connaissances et les idées les plus pertinentes qui existent à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution. Ces réseaux permettent aux spécialistes de différents services — intervenant dans le même domaine — de coopérer en ignorant le cloisonnement administratif et de travailler avec les partenaires de la Banque.

Les experts affectés aux pays des six Régions travaillent en étroite collaboration avec les spécialistes sectoriels et thématiques sur les opérations menées au niveau des réseaux.

Perspectives thématiques

Prise en compte des dimensions sociales, institutionnelles et économiques de la pauvreté	60
Valorisation des ressources humaines	63
Promouvoir un développement écologiquement et socialement durable	67
Développement du secteur privé et infrastructure	70
Renforcement des systèmes financiers	74
Promotion de l'état de droit	77

Prise en compte des dimensions sociales, institutionnelles et économiques de la pauvreté

Pendant l'exercice 02, la Banque mondiale a redoublé d'efforts pour aider les pays à combattre la pauvreté au plan social, structurel et économique. Elle a notamment veillé à ce que l'aide fournie à cette fin corresponde bien aux priorités des pays en développement et s'est employée à accroître l'impact de son action dans ce domaine.

STRATÉGIE

Une croissance économique soutenue reste un facteur essentiel du recul de la pauvreté. Sans elle, l'amélioration des opportunités, des possibilités d'insertion et de la sécurité matérielle des pauvres, composantes fondamentales de la stratégie de lutte contre la pauvreté décrite dans le « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 », sera plus difficile à réaliser. La croissance est donc une condition nécessaire, mais non suffisante. Les activités de la Banque ne se bornent donc pas à soutenir la croissance dans les pays membres, elles visent à faire jouer aux pays pauvres un rôle plus central dans l'élaboration des stratégies de lutte, à résorber les inégalités entre hommes et femmes, à financer des investissements en faveur des pauvres, à favoriser les mesures indispensables à une bonne gouvernance et aux réformes institutionnelles, et à aider les pays à participer véritablement au système d'échanges mondial. Plusieurs opérations ont été conduites en ce sens pendant l'exercice 02, notamment la réalisation (conjointement avec le Fonds monétaire international (FMI)) d'un examen global de la formule des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), le lancement d'une stratégie visant à intégrer systématiquement la parité hommes-femmes dans les opérations de prêt et hors prêt de la Banque, et l'élaboration d'un cadre pour les stratégies d'insertion. Dans le même temps, relevant le défi de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha, au Qatar, la Banque a accentué ses efforts pour aider les pays en développement à tirer profit du système d'échanges mondial.

DOCUMENTS DE STRATÉGIE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET ACTIVITÉS CONNEXES

La dynamique des DSRP s'est poursuivie au cours de l'année écoulée. Neuf pays ont préparé un DSRP intérimaire, et sept autres ont élaboré leur premier DSRP complet. Un projet de grande envergure, consistant à dresser un bilan global des deux premières années d'application de cette politique, a été réalisé (voir l'encadré 4.1).

La Banque a conduit d'autres activités associées aux DSRP durant l'exercice, notamment l'élargissement d'un programme de renforcement des connaissances destiné à ses



La pauvreté est un appel à l'action, à changer le monde pour permettre à un bien plus grand nombre d'êtres humains de se nourrir à leur faim, de se loger convenablement, d'avoir accès à l'école et aux services de santé, d'être à l'abri de la violence et d'avoir voix au chapitre au sein de leur communauté

clients (comportant de grands forums au niveau régional en Afrique, en Europe centrale et en Asie de l'Est, complétées d'ateliers à l'échelon national) et à ses propres services (dont la première d'une série de formations nouvelles résultant des conclusions de l'examen de la formule de DSRP portant sur la mise en place et le soutien de ces dispositifs) ; l'achèvement et la publication d'un guide sur les DSRP, en deux volumes, qui fournit aux intervenants des renseignements sur les questions macroéconomiques, sectorielles, et transsectorielles et présente les techniques fondamentales d'élaboration d'un DSRP ; et des interventions axées sur différents thèmes utiles aux pays à revenu intermédiaire ou préparant un DSRP, tels que la rédaction d'un guide sur les PSIA (*User Guide to Poverty and Social Impact Analysis*), la mise au point d'indicateurs et le suivi des progrès de la lutte contre la pauvreté, la promotion d'une croissance qui profite aux pauvres, et la préparation de guides pour aider ses services à intégrer ces dimensions à leurs travaux.

PARITÉ HOMMES-FEMMES

Pendant l'année, la Banque a également lancé une nouvelle stratégie en vue d'intégrer systématiquement les questions liées à la parité des sexes dans ses projets (*Integrating Gender into the World Bank's Work—A Strategy for Action*). Cette stratégie a pour objet d'aider les pays à définir et piloter des actions visant à modifier les comportements qui, dans ce

ENCADRÉ 4.1 EXAMEN DE LA FORMULE DES DOCUMENTS DE STRATÉGIE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Cet examen dresse le bilan des deux premières années d'application de la politique des DSRP. Basé sur une large consultation des pays préparant un DSRP et des partenaires multilatéraux, bilatéraux, et non gouvernementaux, il s'est conclu par une conférence internationale en janvier 2002. L'examen a porté sur de nombreux aspects de la formule mise en œuvre ; il n'a pas recommandé de modifications de fond, mais recense plusieurs séries de méthodes performantes qu'il propose aux pays et à la communauté du développement, dont la Banque et le Fonds. S'agissant de l'impact de cette politique, il présente les grandes conclusions suivantes : l'appropriation du DSRP par le pays a été et demeure un principe essentiel pour la réussite des DSRP ; les pays à faible revenu ont très bien et très largement accepté la formule des DSRP, qui stimule le dialogue à l'échelon national et aide à faire de la pauvreté l'enjeu central des stratégies de développement des pays ; les DSRP ouvrent par ailleurs la voie à des décisions plus éclairées et à un emploi judicieux des ressources publiques ; et la communauté du développement a largement souscrit à cette approche et s'emploie à mieux faire correspondre son aide aux DSRP profondément ancrés dans les pays.

L'examen a par ailleurs défini un certain nombre de problèmes et d'améliorations à apporter au fil de l'évolution de cette formule. Il s'agira notamment d'établir des projections de croissance réalistes, de hiérarchiser et de programmer efficacement les opérations stratégiques clés, d'institutionnaliser la participation en ce qui concerne l'exécution et le suivi des stratégies, ainsi que leur élaboration, de veiller à donner aux parlements nationaux le rôle qui leur revient et de coupler clairement et solidement les DSRP aux programmes de dépenses publiques et aux plans de cadrage des dépenses à moyen terme des pays.

domaine, font obstacle à la croissance, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie. Elle demande également à la Banque de veiller à ce que la place réservée aux femmes soit évaluée dans tous les pays emprunteurs, à partir d'études et de consultations sans exclusive, afin de recenser les problèmes cruciaux et les priorités fondamentales et d'aider les pays à les prendre en compte.

La Banque a financé plusieurs opérations visant à promouvoir l'égalité des sexes pendant l'exercice 02, notamment un projet sur les femmes et la justice en Argentine, un projet de démarginalisation dans les villages du Timor oriental et un projet d'alimentation en eau et d'assainissement au Ghana. Dans le cadre de son Marché du développement, la Banque a également encouragé plusieurs projets novateurs consistant notamment à financer un institut d'artisanat au Pérou, à lutter contre la mutilation génitale des femmes en Afrique et à aider les femmes et les jeunes filles pauvres d'Égypte à se faire établir des cartes d'identité et des certificats de naissance pour avoir accès au microcrédit et à des services de base.

Par ailleurs, la Banque s'attache à promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre d'opérations hors prêt, telles que celles sur les femmes et le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise, et sur des problèmes nouveaux tels que les femmes et le fossé numérique. Un nouveau programme sur les femmes et la politique macroéconomique va définir des mesures efficaces pour intégrer cette dimension dans les analyses nationales et les dialogues sur les politiques avec les pays.

DÉMARGINALISATION DES PAUVRES

La démarginalisation des pauvres est au cœur du combat contre la pauvreté que mène la Banque. Le rapport *Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook*, publié durant l'exercice 02, devrait lui permettre de mieux appréhender ce problème et ses implications pour les opérations en cours. Il cite des données qui montrent que l'insertion des pauvres est notamment liée à l'amélioration des résultats des projets et de la gouvernance d'une part, et à une croissance profitant davantage aux plus démunis d'autre part. Il résulte d'une large consultation au sein de la Banque et avec les représentants des gouvernements, d'autres bailleurs de fonds et de la société civile.

Les cadres institutionnels variant selon les lieux et les circonstances, il n'existe pas de modèle universel de démarginalisation. Le rapport précité propose un cadre pour l'élaboration de stratégies de lutte contre l'exclusion axées sur quatre axes : information, insertion et participation, éthique de responsabilité et capacité d'organisation locale. Ces axes peuvent eux-mêmes être rapprochés de cinq domaines d'action prioritaires de la Banque, à savoir l'accès aux services de base, la bonne gouvernance au niveau national et à l'échelon local, le développement d'un marché qui profite aux pauvres et l'accès à la justice et à l'aide judiciaire. Le prêt-programme à l'appui des réformes sociales au Pérou, par exemple, prévoit de nombreux mécanismes rendant les pouvoirs publics comptables de leur action devant le citoyen, à commencer par les *mesas de concertación* — des tables rondes de dialogue et de collaboration réunissant des représentants des populations locales, de la société civile, de l'administration centrale, des collectivités locales et de la

communauté des bailleurs de fonds — qui sont chargées de surveiller l'utilisation de tous les fonds publics alloués à la lutte contre la pauvreté.

GOVERNANCE ET RÉFORME DU SECTEUR PUBLIC

Consciente que le développement et le recul de la pauvreté passent nécessairement par une bonne gouvernance et des institutions publiques solides, la Banque accorde une place de plus en plus grande à la gestion publique et à la réforme des institutions dans l'aide qu'elle fournit à ses pays clients. Pendant l'exercice 02, elle a approfondi son action en ce sens et fait le bilan de l'expérience acquise à ce stade.

Beaucoup de programmes sont entrés dans leur deuxième phase cette année. D'abord, le Programme d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière, destiné à coordonner et à intégrer les efforts dans ce domaine au sein de la Banque et entre les différents bailleurs, a été institutionnalisé. Ensuite, les services de la Banque et du FMI ont préparé un rapport, *Actions to Strengthen the Tracking of Poverty-Reducing Public Spending in Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)*, qui fait suite à l'étude de suivi des dépenses dans les PPTÉ réalisée l'an dernier. Enfin, une proposition commune de la Banque, du FMI, et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour la mise en place d'un mécanisme de dialogue fiscal international.

COMMERCE

L'ouverture au commerce est certes un moteur important de la croissance, mais la seule libéralisation des échanges ne peut entraîner un accroissement largement réparti des revenus. Par ses activités dans ce domaine, la Banque cherche à mieux comprendre dans quelles conditions l'ouverture sur l'extérieur conduit à la croissance et au recul de la pauvreté, et à faire prendre en compte le développement dans les actions multilatérales sur le commerce tout en intégrant les échanges aux stratégies de développement (voir l'encadré 4.2).

À l'échelon national, la Banque a pour ambition d'aider les pays en développement à exploiter les nouveaux débouchés commerciaux. La gageure consiste à intégrer les réformes commerciales à des stratégies nationales de développement qui favorisent la croissance et le recul de la pauvreté. La Banque fournit également des services de conseil et de renforcement des capacités, notamment dans le cadre des négociations en vue de l'accession à l'OMC. En juin 2002, elle a publié le manuel *Development, Trade, and the WTO: A Handbook*.

ENCADRÉ 4.2 INTÉGRATION DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

La Banque a continué d'animer la réalisation des diagnostics d'intégration des économies aux échanges par le biais du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, un partenariat avec d'autres institutions multilatérales et des bailleurs d'aide bilatérale. Des diagnostics ont été réalisés pour trois pays pilotes — le Cambodge, Madagascar et la Mauritanie — et sont en préparation pour quatre autres — le Lesotho, le Malawi, la République du Yémen et le Sénégal. Ce travail est actuellement étendu à certains pays à faible revenu ne faisant pas partie des pays les moins avancés. Ces diagnostics de situation recensent les obstacles majeurs à l'insertion d'un pays dans le système d'échanges multilatéral et dans l'économie mondiale, et définit les besoins qui en résultent en matière de réformes et d'assistance technique. Donnant suite à la déclaration de Doha, la Banque et ses partenaires au sein du Cadre intégré s'emploient activement à mobiliser des aides liées au commerce pour les pays pauvres.

À l'échelle mondiale, la Banque s'est surtout employée à renforcer la dimension du développement dans les négociations mondiales sur le commerce. Ainsi, les « Perspectives économiques mondiales 2002 », publiées en novembre 2001, et le rapport sur les politiques de développement « Mondialisation, croissance et pauvreté : Bâtir une économie mondiale ouverte à tous » ont influencé le débat sur les échanges et le programme établi à la réunion ministérielle de l'OMC à Doha (Qatar). Les interventions dans le domaine du commerce s'articulent sur un programme renforcé de recherche technique qui cherche à mieux définir en quoi les réformes institutionnelles et réglementaires favorisent la libéralisation des échanges et l'investissement ; sur la définition d'un cadre analytique pour aider les pays en développement à établir des priorités en termes de réformes et de négociations multilatérales sur le commerce ; sur une étude de la manière dont les réformes de la politique commerciale et les institutions nationales peuvent, ensemble, aider à faire reculer la pauvreté ; et sur des opérations visant à faire du système mondial d'échanges un dispositif plus transparent et mieux adapté aux besoins des pays en développement.

Valorisation des ressources humaines

Les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) font souscrire la communauté internationale à une conception du développement qui fait résolument du développement humain un élément fondateur du progrès social et économique dans tous les pays. Les couches pauvres de la population sont privées de soins de santé de base, d'éducation et de protection sociale. Chaque année, plus de 13 millions de personnes meurent des suites du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA) et d'autres maladies infectieuses telles que la tuberculose, la lèpre, le paludisme, et les infections respiratoires aiguës. D'autres ne disposent que de faibles revenus ou de maigres économies, et beaucoup sont vulnérables aux situations critiques. La Banque mondiale reste déterminée à redoubler d'efforts pour aider les pays à atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle, à combattre les maladies transmissibles, à réduire la mortalité infantile, à améliorer la santé maternelle et à protéger les personnes vulnérables des crises.

La Banque mondiale demeure la plus importante source de financements extérieurs pour les programmes de développement humain. Pendant l'exercice 02, les nouveaux engagements destinés à l'éducation, à la santé, la nutrition et la population, et à la protection sociale se sont élevés à 4,26 milliards de dollars. Outre les opérations de prêt, ses programmes de développement humain comportent des études analytiques, une participation active aux stratégies nationales de réduction de l'incidence de la pauvreté et un vaste effort de communication et de collaboration avec ses partenaires en vue de bâtir des alliances solides pour aider les pays en développement à atteindre l'objectif du programme Éducation pour tous, c'est-à-dire à scolariser chaque enfant, fille ou garçon, d'ici à 2015, et à lui permettre d'achever le cycle d'études primaires. Une autre alliance s'est formée pour intensifier la lutte contre les maladies infectieuses. Pour indiquer les retombées dévastatrices de ces maladies sur l'éducation et les systèmes de santé, et accroître les chances de faire reculer la pauvreté dans de nombreux pays, la Banque a joint ses efforts à ceux des pouvoirs publics, des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour créer le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme.

ÉDUCATION : OUVRIR À TOUS LES PORTES DE L'ÉCOLE

La Banque a beaucoup accru son aide à l'éducation pendant l'exercice 02, tirant parti de la convergence de facteurs favorables, tels que la dynamique mondiale d'adhésion aux Objectifs de développement pour le millénaire,



Éducation : Créer des possibilités d'apprendre toute la vie durant.

l'adoption d'un nombre grandissant de Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), qui aident parfois à préciser la place de l'éducation dans l'effort global de développement d'un pays ; et l'augmentation des ressources accordées dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). La Banque s'est particulièrement attachée à aider les pays à atteindre les principaux objectifs d'Éducation pour tous — établis en 1990 et réaffirmés en 2000 dans le cadre des Objectifs de développement pour le millénaire — et à mesurer le chemin parcouru d'après les taux d'achèvement des études primaires plutôt que par la méthode traditionnelle du taux brut de scolarisation. Cet important recadrage est nécessaire pour que tous les effets positifs d'Éducation pour tous se fassent sentir sur le développement. Un autre acte stratégique de la Banque est d'aider les pays à se doter du capital humain nécessaire pour mettre en place une économie compétitive ayant le savoir pour moteur. L'accès à l'école, l'équité entre les sexes et la qualité de l'enseignement sont des problèmes à traiter de toute urgence : en effet, 113 millions d'enfants, dont deux-tiers de filles, ne sont pas scolarisés, et un milliard d'adultes sont analphabètes. Tout aussi cruciaux sont les défis du XXI^e siècle soulevés par le VIH/SIDA, les conflits armés, les disparités dans le domaine du savoir et le fossé numérique (voir l'encadré 4.3).

Durant l'exercice 02, la Banque a proposé, en concertation avec ses partenaires, un Plan d'action pour progresser plus rapidement vers les objectifs d'Éducation pour tous. Ce Plan a été entériné par le Comité du développement de la Banque en avril 2002. Il énonce des

ENCADRÉ 4.3 AIDE AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION FACE AU VIH/SIDA

La Banque a été parmi les premières à préconiser des mesures contre le VIH/SIDA et déploie d'importants efforts pour aider les pays à faire face aux conséquences de l'épidémie sur l'éducation.

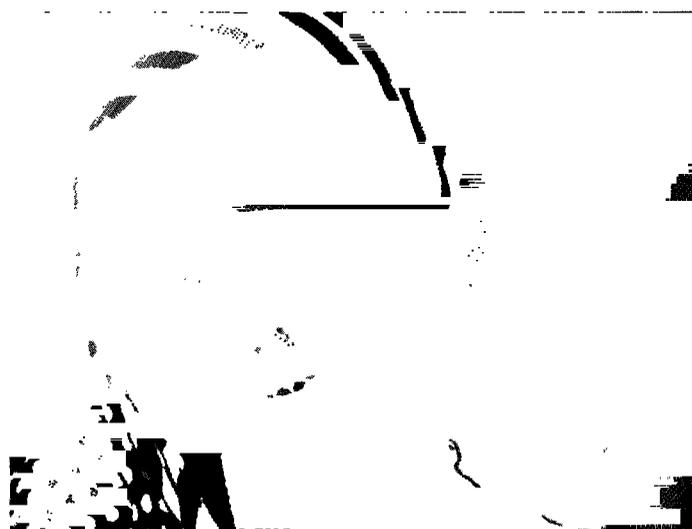
Le rapport *Education and HIV/AIDS: A Window of Hope*, publié par la Banque durant l'exercice 02, montre avant tout que l'éducation des enfants et des jeunes mérite la plus haute priorité dans un monde frappé par l'épidémie. L'éducation est à la fois un mode de prévention qui a fait ses preuves face au VIH et un secteur dont l'existence même est menacée par l'épidémie. Le sida altère l'offre et la qualité de l'enseignement car il diminue la demande et l'accès, épuise le capital humain et augmente les coûts sectoriels.

Le rapport appelle à des mesures urgentes et innovantes afin de protéger les élèves de 5 à 14 ans, le groupe le moins exposé, et les jeunes sexuellement actifs, souvent le groupe le plus vulnérable (près de 60 % des nouveaux cas d'infection). Il exhorte les pays à :

- Faire de l'éducation une priorité nationale urgente
- Se livrer à une planification sectorielle systématique
- Collaborer étroitement avec les autres secteurs
- Mettre en place des politiques qui fassent des écoles des lieux sûrs pour les enfants
- Développer les programmes éducatifs de prévention
- Prendre en compte les besoins des filles et des enfants orphelins.

mesures destinées à pallier les lacunes, en termes de données, de politiques, de moyens et de financements, de 88 pays qui risquent de ne pas satisfaire à l'objectif d'éducation primaire universelle à l'horizon 2015. La Banque a alors proposé à 18 pays de participer à un programme d'application accélérée et travaille avec cinq autres afin qu'ils puissent être admis à y prendre part. Le programme a pour ambition d'aider les pays en développement à atteindre l'objectif d'éducation d'ici à 2015. Beaucoup d'autres pays devraient en bénéficier dans les mois et années à venir. Grâce à la constitution de la toute première base de données sur les taux d'achèvement des études primaires, on a pu déterminer que le déficit de financement extérieur d'Éducation pour tous devrait être compris entre 2,5 et 5 milliards de dollars.

La réalisation des objectifs poursuivis exigera de solides politiques macroéconomiques et éducatives mettant l'accent sur l'efficacité et la qualité (une rémunération raisonnable



Santé, nutrition et population : Mettre les populations à l'abri des maladies infectieuses, des affections et de la malnutrition.

des enseignants et des coûts de construction modérés pour les écoles, par exemple), ainsi que des ressources nationales — et extérieures — suffisantes. Il faudra également résoudre les obstacles qui pourront surgir en dehors du secteur éducatif traditionnel. Pendant l'exercice 02, la Banque a aidé les pays à mobiliser les ressources nationales nécessaires à l'éducation par un soutien actif au processus de DSRP.

Les prêts de la Banque dans le secteur de l'éducation se sont élevés à 1,4 milliard de dollars au cours de l'exercice. L'Afrique accueille la plupart des projets, qui intéressent l'enseignement primaire, l'enseignement à distance et l'enseignement supérieur. Priorité a été donnée aux aspects qualitatifs, comme dans le cas du Deuxième projet d'aide à l'éducation secondaire des filles au Bangladesh, qui tire parti des progrès spectaculaires de la scolarisation. L'aide à la Région Amérique latine et Caraïbes (560,4 millions de dollars) permettra également de relever la qualité de l'éducation de base et d'élargir sa couverture aux régions les plus pauvres du Mexique, et d'assurer un apprentissage « tout au long de la vie » aux jeunes chômeurs et aux couches défavorisées de la population au Chili.

FAIRE PLUS POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DE TOUS

Santé, nutrition et population

Pendant l'exercice 02, les prêts accordés par la Banque pour aider les pays à obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, de nutrition et de population ont atteint 1,4 milliard de dollars. Cette année, la Banque a dressé un bilan de la réalisation des objectifs définis en 1997 dans la stratégie de ce secteur. Si des progrès notables ont été accomplis — une action plus ciblée sur la santé et la pauvreté, et les prémices

d'un régime de protection financière lorsque la maladie devient un facteur d'appauvrissement — de nombreux problèmes persistent. Aujourd'hui, les interventions pour aider les pays à atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire, la lutte contre les inégalités concernant l'accès aux services de santé et leur qualité, et l'allègement du fardeau croissant que les maladies non transmissibles représentent pour les pauvres sont au centre des préoccupations. Ainsi, dans le domaine de la nutrition, un prêt à des programmes évolutifs a été approuvé au Sénégal cette année afin d'aider les mères à prévenir, plutôt qu'à traiter, la malnutrition des enfants. Dans le domaine de la santé génésique, la prévention des infections sexuellement transmissibles conserve une place de premier plan. Enfin, le renforcement des systèmes de santé est plus que jamais la clé de voûte d'une plus grande efficacité des actions en matière de santé, de nutrition et de population.

Maladies transmissibles

L'an dernier, un effort financier important (320 millions de dollars) a été fait en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies transmissibles. Un deuxième Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA pour l'Afrique a été approuvé pendant l'exercice 02. Il représente un complément de financement de 500 millions de dollars, prélevé sur les ressources de l'IDA, et contribue à l'expansion des programmes nationaux de prévention et de soins. Durant l'exercice, la Banque a nommé son premier conseiller à la lutte contre le VIH/SIDA dans le monde. La titulaire de ce poste sera chargée de développer les opérations de la Banque dans ce domaine et de la représenter au sein de la communauté mondiale de gouvernements, de collectivités, d'entreprises privées, d'organismes de développement et de groupes de la société civile déterminés à renverser le cours de l'épidémie.

Plus de 30 pays bénéficient des financements de la Banque à l'appui de l'adoption et de l'élargissement de la stratégie de lutte contre la tuberculose connue par son sigle DOTS (traitement de brève durée sous surveillance directe). Plus précisément, en Chine, le deuxième projet de lutte contre la tuberculose se situe dans le prolongement d'une opération antérieure qui a démontré que l'application à grande échelle de la stratégie DOTS produisait de bons résultats. Ce projet est en outre novateur car il fait intervenir un cofinancement du ministère britannique du développement international pour réduire le poids des intérêts à supporter par le Gouvernement chinois. Par ailleurs, la Banque soutient le programme Faire reculer le paludisme dans le cadre de quelque 45 projets en cours, et elle veille à ce que cette maladie soit une priorité de ses travaux dans le cadre de ses approches pansectorielles, des DSRP, du Cadre de développement intégré et de l'Initiative PPTE.

La Banque joue un rôle de premier plan au sein de partenariats établis de longue date pour lutter contre

les maladies transmissibles (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA — ONUSIDA —, Faire reculer le paludisme, Halte à la tuberculose, par exemple), alliances auxquelles on doit d'avoir suscité un intérêt durable pour ces problèmes au niveau mondial. D'autres partenariats dans ce domaine restent une priorité pour la Banque, notamment sa collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des organismes des Nations Unies tels que ONUSIDA, les bailleurs d'aide bilatérale et le secteur privé, dont des fondations. Au travers de son Mécanisme d'octroi de dons pour le développement, la Banque contribue résolument à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida, une action déterminante pour la mise au point et le test de vaccins contre le sida dans les pays en développement, et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation, un partenariat stratégique public-privé qui facilite l'accès aux vaccins existants contre les maladies infantiles et la mise au point de nouveaux vaccins (voir l'encadré 4.4).



Protection sociale. Rendre les jeunes et les personnes âgées moins vulnérables

ENCADRÉ 4.4 PARTENARIAT POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Seule une action concertée permettra au monde de vaincre le VIH/SIDA. Il reste beaucoup à faire mais il existe des raisons d'espérer :

- Au cours de l'année écoulée, les gouvernements ont été plus nombreux que jamais à prendre publiquement fait et cause pour la lutte contre le VIH/SIDA, jouant un rôle moteur, engageant des ressources sans précédent et prenant différentes mesures.
- À l'échelle mondiale, la création du Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, l'engagement de nouvelles ressources de la part des organisations bilatérales, multilatérales, privées et philanthropiques, et les résolutions adoptées en la matière par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies montrent que la mobilisation s'est intensifiée.
- La Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, en juin 2001, a marqué un tournant. Elle a réaffirmé la volonté de coopération de tous les pays et leur a fait davantage prendre conscience de la nécessité d'un fort accroissement des financements de toutes sources pour endiguer la propagation du VIH/SIDA d'ici à 2015.
- À la suite de négociations avec les cofondateurs d'ONUSIDA – dont la Banque – dans le cadre de l'initiative Accélérer l'accès, plusieurs fabricants de médicaments contre le VIH/SIDA ont diminué leurs prix de 90 %.
- L'initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) encourage la mise au point de vaccins contre le VIH/SIDA pour les pays en développement. La Banque est l'un des membres fondateurs de l'IAVI, à laquelle elle contribue financièrement au travers du Mécanisme d'octroi de dons pour le développement.
- La Banque unit ses efforts à ceux d'ONUSIDA et du Partenariat international contre le sida en Afrique pour apporter une aide à 16 pays africains dans le cadre du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique, qui mobilise 1 milliard de dollars. Quinze autres pays préparent actuellement des demandes de financement à ce titre. La collaboration avec ONUSIDA, l'Organisation sanitaire panaméricaine, l'OMS, et d'autres partenaires régionaux permet de fournir une aide similaire aux pays des Caraïbes. La Banque travaille aussi en étroite collaboration avec le FMI et ONUSIDA pour aider les pays à intégrer le soutien à la lutte contre le VIH/SIDA à l'Initiative PPTTE et aux DSRP.
- Le Réseau international sur l'économie du sida – un partenariat qui réunit la Banque, ONUSIDA, l'Agence américaine pour le développement international et l'Union européenne – fournit des données, des outils et des analyses à des milliers de chercheurs et professionnels, partout dans le monde, pour apporter des réponses humanitaires et économiques à l'épidémie.

PROTÉGER LES PLUS VULNÉRABLES

Les situations de crise, qu'elles aient des causes naturelles ou soient provoquées par l'homme, peuvent avoir des effets dévastateurs sur les familles défavorisées, les privant de sécurité, de revenus et de leur capacité de production. Une protection sociale, par la réduction et l'atténuation des risques, par exemple, et des mesures palliatives sont indispensables pour protéger les personnes vulnérables. Ces mécanismes ont pour but d'aider les particuliers, les ménages et les collectivités à mieux gérer les risques, et d'offrir une assistance aux plus démunis. Pendant l'exercice 02, ils ont permis aux pays d'instaurer des régimes d'assurance vieillesse viables, de créer un marché du travail équitable et ouvert à tous, de supprimer le travail des enfants et d'offrir des dispositifs de protection sociale et des fonds d'aide sociale aux plus vulnérables. Les prêts destinés aux autres prestations sociales et aux retraites se sont élevés à 1,44 milliard de dollars. Ils ont augmenté dans plusieurs Régions (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Europe et Asie

centrale), mais diminué dans d'autres (Asie du Sud, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie de l'Est et Pacifique).

La Banque consacre une part importante de son travail à la façon de mieux protéger des risques les ménages non insérés à l'économie moderne. La Banque a mis en œuvre la stratégie de protection sociale adoptée en septembre 2000. Il s'agissait notamment d'évaluer les risques dans huit pays d'Amérique latine en faisant ressortir les dangers auxquels les pauvres sont exposés, les instruments à leurs dispositions et les mesures nécessaires pour réduire leur vulnérabilité. Trois catégories particulièrement vulnérables ont été ciblées : les enfants qui travaillent, les orphelins et autres enfants vulnérables, et les handicapés. Les opérations destinées à aider ces trois groupes sont déjà en cours dans d'autres régions sous forme d'études pilotes sur le travail des enfants (Guatemala, Maroc et République du Yémen), d'un atelier sur les orphelins (surtout ceux d'Afrique) et d'un Fonds fiduciaire norvégien pour l'aide aux handicapés et le développement.

Promouvoir un développement écologiquement et socialement durable

Pendant l'exercice 02, la lutte contre la pauvreté est plus que jamais devenue un élément incontournable des perspectives de paix et de stabilité dans le monde. Le développement durable – par une croissance soutenue, une bonne gouvernance, l'insertion sociale, une gestion responsable de l'environnement et l'offre d'opportunités aux pauvres – est le meilleur gage d'une sécurité matérielle durable.

Dans cet esprit, la Banque s'est attachée, au cours de l'année écoulée, à élaborer des stratégies adaptées aux besoins de ses clients dans les secteurs de l'environnement, du développement rural, des forêts, des ressources en eau et du développement social, tout en appliquant sa stratégie environnementale et en élargissant ses activités de prévention des conflits et de reconstruction dans les pays sortant d'un conflit (www.worldbank.org/sustainabledevelopment).

Elle s'est également préparée au Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud), du 26 août au 4 septembre 2002, y contribuant plus particulièrement par son Rapport sur le développement dans le monde 2003. Enfin, les Objectifs de développement pour le millénaire offrent un cadre de coopération pour la promotion d'un développement durable et servent de fondement au travail de la Banque dans le cadre du Sommet (voir l'encadré 4.5).

DÉVELOPPEMENT ÉCOLOGIQUEMENT VIABLE

Durant l'exercice 02, la Banque a lancé une nouvelle stratégie environnementale destinée à avoir des effets qualitatifs sur les conditions de vie, la croissance, et le patrimoine commun

ENCADRÉ 4.5 SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Premier promoteur du développement durable par ses prêts, la Banque mondiale, souscrit pleinement aux objectifs du Sommet mondial de Johannesburg (Afrique du Sud) qui s'est déroulé du 26 août au 4 septembre 2002. Pendant l'exercice 02, elle a participé au travail préparatoire du Sommet. S'inscrivant dans le cadre commun de la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire, cette manifestation était une occasion unique de promouvoir l'application de la politique de développement durable, dans le droit fil des acquis de la Conférence sur le financement du développement de Monterrey (Mexique) et de la Conférence sur le commerce et le développement de Doha (Qatar).



Le développement est un processus qui s'inscrit dans la durée et qui, à terme, transforme des sociétés entières. Le développement durable ne vise pas seulement le monde actuel, il tend à faire de notre planète un monde meilleur pour nos enfants et petits-enfants.

de l'humanité. Axée sur la santé, les moyens de subsistance et l'atténuation de la vulnérabilité, elle tire part des synergies entre lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement. En cours d'application, elle cherche à intégrer la dimension environnementale aux décisions relatives au développement par des instruments tels que les bilans environnementaux, les études pauvreté-environnement et les évaluations stratégiques de l'environnement. Un fonds finance les activités régionales qui font appel à cette approche globale (voir le site www.worldbank.org/environmentstrategy).

La promotion d'un développement écologiquement viable est l'objectif du Millénaire qui sert plus particulièrement d'axe aux travaux du Réseau Environnement. La Banque cherche à déterminer comment les pays peuvent se procurer les ressources dont ils ont besoin au travers de partenariats avec le secteur privé, les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds et les populations locales. Dans les pays où la situation est critique, les travaux sur divers indicateurs (approvisionnement en eau, assainissement, gestion des forêts et taux de mortalité infantile) se poursuivent.

En sa qualité d'Agent d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal, la Banque a aidé les pays à satisfaire à leurs obligations aux termes des conventions mondiales

sur la biodiversité, la dégradation des sols, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les polluants organiques persistants et les changements climatiques. Elle contribue à la mise en place de mécanismes commerciaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Avec son Fonds prototype pour le carbone, les transactions sur les droits d'émission deviennent une réalité. La Banque facilite aussi l'accès des pays à ces marchés et à d'autres sources de financement pour la vente de droits à émettre des GES.

PRIORITÉ À LA CROISSANCE AGRICOLE

L'orientation future des activités de la Banque dans le domaine du développement rural et de la lutte contre la pauvreté a été définie pendant l'exercice 02, la croissance agricole étant retenue comme vecteur principal du recul de la pauvreté. Le caractère multidimensionnel des activités et des travaux dans l'ensemble du secteur rural a joué un rôle déterminant dans ce choix. L'accent est mis sur une approche du développement rural plus globale et profitant davantage aux pauvres, qui améliorera le rendement du travail et de la terre, et l'efficacité des investissements dans l'agriculture. La nouvelle orientation intéresse l'espace rural dans sa globalité, et notamment les aspects sociaux, économiques et écologiques du développement rural. Elle encourage la participation de l'ensemble des parties intéressées à l'élaboration et à l'exécution des projets, et n'est plus exclusivement axée sur le travail avec l'administration centrale. Un projet de stratégie sur ces questions sera soumis à l'examen du Conseil pendant l'exercice 03.

Du fait de la crise sur les marchés des produits de base qui a touché de nombreux pays en développement pendant l'exercice 02, plusieurs pays clients ont demandé à la Banque de continuer à rechercher de nouvelles méthodes et de nouveaux instruments de gestion des risques associés à ces produits. Le Groupe de travail international sur la gestion des risques associés aux produits de base, dont la Banque accueille le secrétariat, travaille sur la possibilité de gérer les risques associés aux cours des produits de base en utilisant des instruments fondés sur le jeu du marché – une sorte d'assurance sur les prix qui permettra de diminuer les risques liés à l'instabilité des cours pour les producteurs des pays en développement et d'amortir les effets négatifs de la volatilité des prix. Par ailleurs, la Banque aide ses clients à accroître leur compétitivité et à devenir mieux à même d'intervenir efficacement au sein de l'OMC, et elle préconise la réduction des subventions agricoles dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

La Banque prête également son appui au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) (www.cgiar.org), un vaste partenariat qui réunit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement, 22 pays en développement et 21 pays

industriels, des fondations privées et des organismes régionaux. Pendant l'exercice, le CGIAR a lancé un programme de réforme de grande envergure qui vise à mieux adapter ses recherches aux besoins et à en renforcer l'impact grâce à des activités innovantes et à de nouveaux mécanismes qui garantiront que les aspects scientifiques obéissent aux normes internationales les plus rigoureuses. Les travaux de recherche conduits dans les centres financés par le CGIAR – les centres du programme *Future Harvest* – contribuent à une véritable révolution rizicole en Afrique de l'Ouest en lançant le riz « NERICA » (Nouveau riz pour l'Afrique), et 20 pays plantent actuellement une variété de maïs à forte teneur en protéine sur 1 million d'hectares. Per Pinstrup-Andersen, le Directeur général de l'Institut international de recherche sur la politique alimentaire, l'un des centres de recherche du programme *Future Harvest*, a remporté le Prix mondial de l'alimentation pour ses travaux sur l'amélioration des politiques alimentaires, une première pour un agroéconomiste. Le FIDA a marqué sa confiance dans le système en acceptant de coparrainer le CGIAR.

DIMENSIONS SOCIALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise au point de plusieurs méthodes participatives de gestion des dépenses publiques (élaboration interactive des budgets, examen et analyse budgétaires, suivi des dépenses, évaluation de la performance au moyen de fiches remplies par l'utilisateur, par exemple) permet de mieux rendre compte de l'action publique et de ses résultats aux citoyens : avec l'instauration des DSRP, les pays clients et les services de la Banque s'efforcent de mieux saisir les effets redistributifs des réformes sur les conditions de vie des différentes catégories de personnes. Un guide a donc été préparé pendant l'exercice pour faciliter l'analyse de l'impact des réformes sur le bien-être social et la pauvreté (voir le site <http://www.worldbank.org/poverty/>).

Le développement orienté par ses bénéficiaires, une approche qui tend à confier la maîtrise des décisions et des ressources à des groupes de proximité, occupe aujourd'hui une place de choix dans les opérations de la Banque.

Pendant l'exercice 02, les services de la Banque ont commencé à travailler sur une stratégie devant permettre d'examiner et de définir la politique de développement social de l'institution, et d'adopter un train de mesures visant à renforcer l'impact des projets et programmes sur le recul de la pauvreté.

Les événements du 11 septembre ont davantage mis en relief les travaux de la Banque sur la prévention des conflits et la reconstruction dans les pays sortant d'un conflit. La demande d'aide à ce titre est restée forte dans les pays des Régions Europe et Asie centrale et Afrique. Durant l'exercice 02, le Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit a approuvé l'octroi de plus de 13 millions de dollars,

notamment, à l'appui de la stratégie de reconstruction de l'Afghanistan et de l'Administration intérimaire afghane.

POLITIQUES DE SAUVEGARDE

Les politiques de sauvegarde, qui comportent une dimension environnementale, visent à protéger les intérêts des tiers des effets négatifs des projets financés par la Banque. Elles sont devenues l'un des fondements des programmes de lutte contre la pauvreté. Pendant l'exercice 02, la Banque a continué d'améliorer ses dispositifs de sauvegarde grâce à plusieurs mesures nouvelles. En décembre 2001, la Politique relative aux réinstallations forcées a été révisée ; elle prévoit dorénavant des sauvegardes qui prennent en compte et corrigent les facteurs d'appauvrissement. Une annexe est consacrée au plan de réinstallation et au mode opératoire applicables. Les politiques sur la foresterie, les populations autochtones et le patrimoine culturel ont également

été révisées à l'issue de consultations publiques approfondies, et devraient être présentées au Conseil des Administrateurs au cours de l'exercice 03 (voir www.worldbank.org/safeguards).

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Une note d'orientation stratégique, *Science and technology in development*, a été réalisée. Elle passe en revue les principales actions envisageables pour améliorer la situation des pays en développement dans le domaine de la science et de la technologie, prônant notamment une coordination accrue des programmes existants. La Banque a également participé à des évaluations scientifiques internationales, dans le cadre des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et des Évaluations des écosystèmes pour le nouveau millénaire, par exemple.

Développement du secteur privé et infrastructure

L'initiative privée joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Même si les flux de financements privés à destination des marchés émergents demeurent nettement supérieurs à l'aide publique au développement, les entrées nettes de capitaux privés à long terme dans les pays en développement marquent un fléchissement en raison, notamment, des crises qui ont secoué les marchés émergents et du ralentissement général de l'activité économique.

La Banque mondiale encourage l'initiative privée par l'intermédiaire de son Réseau Développement du secteur privé et infrastructure qui aide l'institution à concrétiser son engagement envers les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM). Les activités du Réseau s'inscrivent pour l'essentiel dans la stratégie définie par le Groupe de la Banque en vue d'atteindre ces objectifs, et s'articulent selon deux axes : améliorer le climat de l'investissement et donner aux pauvres les moyens d'agir.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ : MOBILISER L'INITIATIVE PRIVÉE

Cette approche s'inscrit pour l'essentiel dans le droit fil de la stratégie de développement du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, qui vise à exploiter l'initiative privée pour promouvoir la croissance et lutter contre la pauvreté. Cette stratégie a reçu l'aval des Administrateurs du Groupe de la Banque en février 2002, à l'issue d'une année durant laquelle les observations et les réactions d'un large éventail de parties prenantes ont été recueillies dans le cadre des consultations et du dialogue engagé. La pauvreté recule quand le climat de l'investissement s'améliore et que l'accroissement des débouchés offre aux segments défavorisés de la population des perspectives d'emploi et de revenu plus favorables.

La Banque reconnaît, dans sa stratégie, le rôle central que joue l'infrastructure dans la lutte contre la pauvreté, et elle encourage le secteur privé à poursuivre ses activités dans ce domaine tout en prônant un renforcement des cadres réglementaires. Près de 3 000 représentants d'organes de réglementation de 115 pays ont suivi les programmes de formation consacrés aux questions de réglementation parrainés par le Réseau Développement du secteur privé et infrastructure, l'Institut de la Banque mondiale et différents partenaires extérieurs. Ces programmes contribuent à la mise en place de réglementations plus efficaces des infrastructures dans les pays clients et ont des retombées favorables sur les flux d'investissements privés destinés à améliorer les services d'infrastructure essentiels. Les approches réglementaires préconisées ont un impact positif notable sur le programme d'action plus général mené pour lutter contre la pauvreté et promouvoir une bonne gouvernance. Elles font aussi



Les nouveaux instruments proposés par la Banque, tels que les garanties accordées au secteur privé dans les pays emprunteurs à l'IDA, encouragent l'investissement privé.

clairement ressortir le rôle crucial que joue le secteur public aux fins de l'instauration d'un climat propice au développement du secteur privé, et la responsabilité qui lui incombe de fournir des services de base comme la santé et l'éducation à un prix abordable.

PRINCIPAUX INSTRUMENTS

La Banque a mis au point une série d'instruments et de programmes à l'appui d'objectifs définis en fonction de la stratégie de développement du secteur privé. Les évaluations du climat de l'investissement, qui devraient avoir un effet de catalyseur sur les flux privés et stimuler l'initiative du secteur privé en faveur des plus démunis, en sont un exemple. Une évaluation a déjà été réalisée pour l'Inde, et quinze autres sont en cours.

La Banque a recours à d'autres instruments importants, tels que les projets d'aide basée sur les résultats qui sont actuellement menés à titre d'opérations pilotes. Les contrats conclus dans ce cadre transfèrent la responsabilité de la prestation des services à des exploitants privés en liant le décaissement de l'aide aux prestations effectives. La Banque a participé à la conception de projets pilotes dans nombre de régions et de secteurs, parmi lesquels un projet d'approvisionnement en eau au Cambodge, un projet d'alimentation en électricité au Mozambique, des projets routiers en Inde, des projets de télécommunications au Népal, et des projets plurisectoriels dans les zones rurales du Bangladesh et de Mauritanie.

À la Banque même, des innovations organisationnelles, telles que la création de plusieurs départements conjoints Banque mondiale-SFI (groupes sectoriels mondiaux) permettent d'accroître l'impact des opérations du Groupe de la Banque mondiale dans des branches d'activité où le secteur privé est très présent. Ces départements conjoints couvrent plusieurs domaines : hydrocarbures et mines ; technologies de l'information et des communications ; petites et moyennes entreprises ; et services de conseil pour le développement du secteur privé. Une évaluation de ce mode d'organisation conjointe doit être réalisée prochainement.

INTÉGRATION DES NOUVELLES APPROCHES AU NIVEAU NATIONAL

L'intégration de ces nouvelles approches dans les opérations conduites par la Banque à l'échelon national dans le cadre des stratégies d'aide-pays (CAS) et des crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) recueille une attention considérable. Les questions associées au développement du secteur privé et à l'infrastructure trouvent manifestement leur place dans les opérations intersectorielles des différents services de la Banque. Les membres du Réseau Développement du secteur privé et infrastructure sont intégrés dans des équipes plurisectorielles.

En Ouganda, par exemple, un PRSC couvre les routes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement ainsi que la santé, l'éducation et la gouvernance dans le secteur public, par suite de l'approche nouvelle, plurisectorielle ou élargie adoptée pour les projets. Cette initiative, et de nombreux autres programmes similaires, font apparaître le lien direct entre les initiatives menées dans le domaine des infrastructures et la réduction de la pauvreté qu'appelle les ODM.

Un Fonds d'amorçage a également été créé pour encourager la poursuite d'activités intersectorielles. Le Réseau a établi des partenariats avec plusieurs équipes chargées de pays pour renforcer l'appui qu'il fournit à la préparation de Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, et collabore ainsi à la formulation de stratégies de réduction de la pauvreté pour la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Nigeria et la République démocratique du Congo. Il coordonne par ailleurs les interventions réalisées en amont au titre de CAS de première importance en Chine, en Colombie, en Fédération de Russie, au Mexique, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande.

OBTENIR DES RÉSULTATS PAR LE BIAIS DE L'INFRASTRUCTURE

Les Objectifs de développement pour le millénaire ne mentionnent pas explicitement les infrastructures fondamentales que sont les réseaux d'électricité, de transports et de télécommunications, bien que ces infrastructures demeurent essentielles à leur réalisation.



Jeune garçon allant chercher de l'eau à un robinet municipal à Hetosa (Éthiopie)

La fourniture de services d'infrastructures est aussi essentielle à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement et à la démarginalisation des groupes défavorisés de la population à qui ces services donnent les moyens de valoriser leur capital humain et de participer au développement. La Banque intensifie ses efforts dans le cadre de diverses initiatives concernant les infrastructures.

Le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique est un programme technique de portée mondiale financé, entre autres, par la Banque et le Programme des Nations Unies pour le développement dans le but de forger des consensus et de fournir aux pouvoirs publics des conseils sur l'action à mener pour promouvoir un programme énergétique durable.

Le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement, partenariat international formé pour donner aux populations pauvres des pays en développement accès à de l'eau potable et à des services d'assainissement, oriente ses efforts sur la réforme des politiques publiques et la transformation des institutions de ce secteur. Il a lancé une initiative mondiale de partenariats public-privé pour répondre à un besoin criant dans le domaine de la santé en encourageant les communautés défavorisées des pays en développement à se laver les mains avec du savon.

De nombreux progrès dépendent des transports car les routes permettent d'accéder aux marchés, aux écoles, aux installations sanitaires, et à une multitude d'autres services. En mars 2002, la Banque a approuvé un financement de 315 millions de dollars à l'appui de l'amélioration

de l'équipement et de la gestion des réseaux de transports en Inde. Le Projet routier de l'État de Mizoram et le Projet de transports de l'État du Kerala auront pour effet de développer et de réhabiliter les systèmes de transports, et contribueront à renforcer les capacités des organismes responsables de chaque État à gérer et à fournir des services routiers de qualité. Le Gouvernement indien est déterminé à donner la priorité

à la fourniture d'une infrastructure de base pour stimuler la croissance économique à long terme et, ce faisant, réduire la pauvreté et créer des débouchés et des ouvertures aux communautés. Au Brésil, un prêt de 209 millions de dollars de la Banque mondiale, approuvé en janvier 2002 pour financer le projet de ligne 4 du métro de São Paulo, profite aux populations urbaines défavorisées.

Figure 4.1 Répartition thématique des nouveaux engagements au titre de l'infrastructure, Ex. 02 Pourcentage du total (5,7 milliards de dollars)

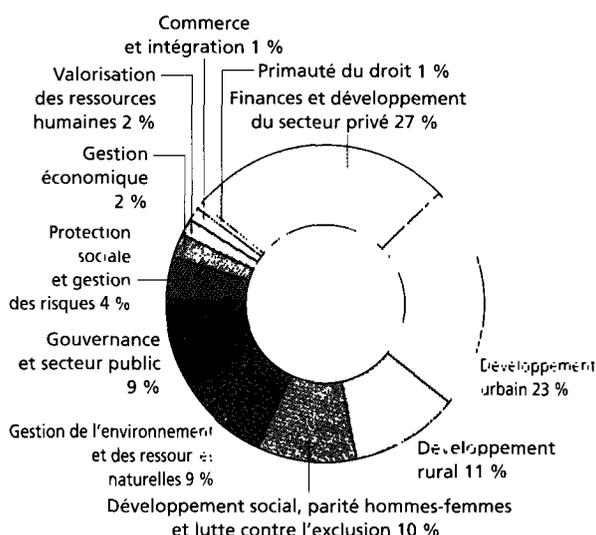
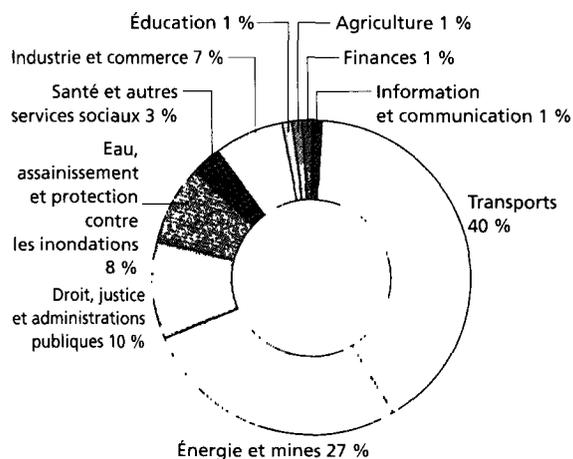


Figure 4.2 Répartition sectorielle des nouveaux engagements au titre de l'infrastructure, Ex. 02 Pourcentage du total (5,7 milliards de dollars)

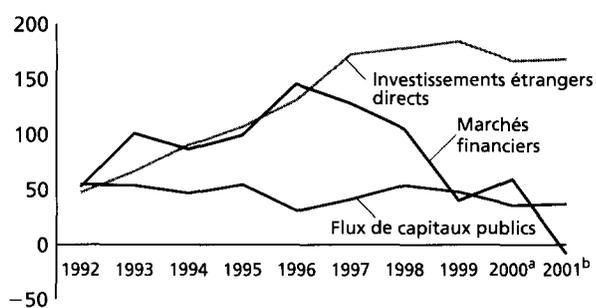


Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme n'est pas toujours égale à 100 %.

Pendant l'exercice 02, la Banque a adopté une stratégie des technologies de l'information et des communications qui guide la formulation de sa politique des télécommunications. En décembre 2001, elle a approuvé un crédit de 22,6 millions de dollars en faveur du Népal au titre du Projet de réforme du secteur des télécommunications. Ce projet cible tout particulièrement les habitants des zones rurales, les ménages à faible revenu et d'autres segments de population défavorisés, à qui il fournira des services d'information et des télécommunications, souvent pour la première fois. Il est un bon exemple de l'application du principe de l'aide basée sur les résultats décrit plus haut.

Les garanties de la Banque mondiale contribuent par ailleurs largement à attirer des investissements privés dans plusieurs grands projets d'infrastructure réalisés dans des pays en développement. Le projet de centrale électrique de Haripur (Bangladesh), au titre duquel une garantie partielle de risque a été accordée et qui a coûté au total 176,5 millions de dollars, est devenu opérationnel en décembre 2001 et a accru de 360 mégawatts la puissance installée dans le pays. En atténuant les risques liés à l'action gouvernementale,

Figure 4.3 Flux nets de financements à long terme vers les pays en développement, 1992-2001 (USD milliards)



a. Données provisoires. Les flux nets de financements à long terme représentent le montant net des transactions génératrices de dettes ayant une échéance initiale supérieure à un an.

b. Estimations

Source : Banque mondiale 2002. *Global Development Finance 2002*. Washington.

la garantie partielle a permis au Bangladesh de mobiliser des financements privés d'un montant supérieur à 115,6 millions de dollars sur 14 ans aux fins de cette opération.

Enfin, la Banque continue de prêter la plus grande attention à l'efficacité de l'aide au développement comme en témoignent les efforts qu'elle déploie pour élargir l'accès aux services financiers. Le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP), consortium de 29 organismes bailleurs bilatéraux et multilatéraux qui appuient les opérations de microfinancement dans les pays en développement, mène

actuellement une initiative pour évaluer l'efficacité de l'aide en se basant sur le cas du microcrédit. Au cours de l'exercice à venir, le CGAP coordonnera, sous la direction des bailleurs, des examens par les pairs des politiques, pratiques et procédures institutionnelles de 17 organismes bailleurs multilatéraux et bilatéraux, dans le but d'améliorer les opérations de microfinancement et les communications. Ces examens stratégiques devraient permettre de dégager des enseignements sur la façon de rehausser l'efficacité des actions dans tous les domaines de l'aide au développement.

Renforcement des systèmes financiers

L'existence d'un système financier solide est un préalable indispensable à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Le montant des pertes entraînées dans les pays en développement par les crises bancaires des années 80 et 90, soit plus de mille milliards de dollars, équivaut à la somme des apports d'aide publique au développement dont ces pays ont bénéficié depuis 1950. Cela montre combien il importe d'aider ces pays à mettre en place des systèmes financiers stables et à les renforcer en se conformant aux normes internationales et en recourant à toute une gamme d'institutions et d'instruments.

Sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale, que les événements du 11 septembre et leurs retombées ont encore aggravé, les flux de capitaux à destination des marchés émergents ont chuté brutalement et n'ont amorcé un redressement qu'avec la reprise du début de 2002 impulsée par les États-Unis. L'atonie de la croissance à l'échelon mondial et la crise financière en Argentine ont incité de nombreux pays à prendre de nouvelles mesures pour améliorer le climat de l'investissement, restructurer le secteur des entreprises et le secteur bancaire, et renforcer les autorités de surveillance financière.

LES PRIORITÉS DE LA BANQUE

Partout où la crise financière a frappé des pays clients, la Banque est intervenue : ainsi, lorsque la Turquie a été confrontée à une double crise bancaire et monétaire, l'institution a continué d'aider le gouvernement à restructurer le système bancaire en renforçant le cadre de traitement des faillites bancaires ; en améliorant le cadre juridique régissant les droits des créanciers, les faillites, et la renégociation de la dette des entreprises ; et en mettant à exécution un programme complet de restructuration et de privatisation des banques publiques.

L'apport le plus important de la Banque concerne le développement du secteur financier : la Banque s'emploie en effet à jeter les fondements d'un système qui soit non seulement plus stable, mais aussi mieux à même d'affecter le crédit aux meilleurs usages, de manière à contribuer le plus possible à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Les programmes de la Banque visent également à aider les petites et moyennes entreprises à avoir plus facilement accès aux services financiers, par exemple. Le Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) permet à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI) de détecter les vulnérabilités, de définir les priorités de développement dans le secteur financier, et de voir dans quelle mesure un certain nombre de normes et de codes



File d'attente à Banco Postal, coentreprise de la Poste et de la plus importante banque privée du Brésil (Bradesco). Depuis mars 2002, cette nouvelle institution assure des services bancaires (et de paiement) par l'intermédiaire des bureaux de poste dans les zones reculées et déshéritées du pays.

de réglementation et de contrôle sont respectés. Ce type d'évaluation a été conduit dans 21 pays durant l'exercice 02, ce qui porte à 55 le nombre total d'évaluations-pays réalisées depuis le lancement du programme en mai 1999. Vingt-quatre autres pays devraient se soumettre au même exercice pendant l'exercice 03. Ces évaluations fournissent des informations précieuses aux autorités nationales et recommandent les mesures à prendre pour assurer le suivi des opérations. Aussi les pays sollicitent-ils de plus en plus l'assistance technique de la Banque pour renforcer leur secteur financier. (Voir le site www.worldbank.org/finance/html/fsap.html.)

La demande d'aide émanant des pays pour préparer les PESF et les Rapports sur l'observation des normes et codes (ROSC) et assurer le suivi des activités en découlant est trop importante pour être satisfaite par les ressources et l'expertise qu'une seule institution est à même de fournir. Devant ce constat, la Banque, en partenariat avec le FMI, le Canada, les Pays-Bas, la Suisse, et le Royaume-Uni, a lancé l'Initiative pour le renforcement et la réforme du secteur financier. Ce nouveau mécanisme, qui a fait l'objet d'un engagement de 51 millions de dollars sur quatre ans, permettra de satisfaire de façon plus systématique les besoins des pays en matière d'assistance technique, de renforcement des capacités et d'information, et offrira à la communauté internationale le moyen de coordonner plus efficacement ses interventions.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre, la communauté internationale attache une importance accrue à la lutte contre le blanchiment des capitaux et l'utilisation abusive du système financier pour soutenir le terrorisme. Les menaces qui pèsent sur l'intégrité du système financier compromettent le développement des pays clients, la croissance n'étant possible que si les mécanismes financiers servent les besoins légitimes du plus grand nombre et non les besoins de quelques corrompus.

La Banque, en étroite collaboration avec le FMI, a redoublé d'efforts pour aider les pays membres à repérer les lacunes de leur cadre juridique et institutionnel dans ce domaine et à y remédier par le biais d'une assistance technique. Elle a aidé plus de 20 pays à examiner l'arsenal législatif et réglementaire dont ils disposent pour lutter contre le terrorisme et le blanchiment des capitaux et à se donner les moyens institutionnels d'appliquer des programmes qui se traduisent par des avancées concrètes sur ce front. La Banque joue également un rôle moteur dans la mise en place d'un mécanisme de coordination de l'assistance technique à l'échelon international qui aidera à mieux cerner les besoins et à améliorer la prestation de services dans ce domaine, en coopération avec le FMI, le Groupe d'action financière, les Nations Unies, le Groupe Egmont (qui rassemble de manière informelle les cellules de renseignement financier constituant la pierre angulaire des programmes de lutte contre le blanchiment), les banques régionales de développement et d'autres partenaires.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT ET DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

Un système financier qui oriente bien le crédit vers le secteur privé peut faciliter l'accès des pauvres aux services financiers. Les pays qui sauront affecter judicieusement leurs ressources seront les plus prospères. En Jordanie, la Banque a contribué à la création d'un marché hypothécaire secondaire qui a dopé la croissance et mis les prêts hypothécaires à la portée d'un plus grand nombre de candidats à l'emprunt immobilier. Un crédit de la Banque à la République fédérale de Yougoslavie a permis au gouvernement d'entreprendre la liquidation de 60 % des établissements bancaires, dont quatre des plus grandes banques du pays. L'opération aura pour effet d'assainir le climat dans lequel les banques opèrent et, partant, de dynamiser l'intermédiation financière, d'encourager l'épargne nationale et de générer les fonds de roulement et les investissements nécessaires pour développer le secteur privé et créer des emplois. En Colombie, la Banque a entrepris de mettre en place un système efficace de restructuration de la dette des entreprises, ouvrant ainsi la voie au règlement des problèmes liés aux actifs bancaires et à l'instauration d'un climat plus favorable aux investissements (voir encadré 4.6).

ENCADRÉ 4.6 RÉFORME DU SYSTÈME DE PAIEMENT

La réforme des systèmes de paiement (mécanismes permettant de transférer des fonds, des paiements et des capitaux entre les institutions financières de différents pays) dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes est engagée depuis deux ans dans le cadre du Programme latino-américain de compensation et de règlement des paiements et des opérations sur titres dans l'hémisphère occidental. Ce programme piloté par la Banque a été lancé par l'institution en 1999 en partenariat avec le Centre latino-américain d'études monétaires à la suite d'une demande des ministres des Finances de l'hémisphère occidental. Il a pour objet de décrire et d'évaluer les systèmes de paiement en vigueur dans l'hémisphère afin d'en accroître la sécurité, l'efficacité et l'intégrité.

Plusieurs actions ont été menées dans le cadre de cette initiative pour renforcer les systèmes de paiement en Amérique latine et dans les Caraïbes : des rapports décrivant ces systèmes (« livres jaunes ») et une méthode permettant d'évaluer simultanément les systèmes de paiement et les dispositifs de compensation et de règlement des opérations sur titre ont été rédigés ; des recommandations ont été formulées à l'intention des autorités nationales ; et un site web a été créé pour informer tous les gouvernements de la région (voir le site www.ipho.whpi.org). Conséquence directe de ces travaux, les systèmes de paiement ont été améliorés en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Pérou, et des programmes de réforme ambitieux ont été entrepris aux Bahamas, à la Barbade, en El Salvador, en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

Pour aider les pays à pallier les carences de l'intermédiation – le système financier n'assurant de services qu'aux grandes entreprises et ne faisant qu'une petite place aux PME – la Banque exploite le potentiel des technologies de l'information. C'est ainsi qu'en Inde, elle s'est associée à la Poste pour trouver le moyen de mettre ces technologies au service de la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales isolées ; il s'agit, dans le cadre d'un partenariat entre secteur public et secteur privé, d'exploiter le vaste réseau de bureaux dont dispose la Poste dans le pays pour distribuer des produits et des services financiers de base : fourniture de services de microcrédit bon marché, aide aux PME pour obtenir des financements et solliciter les marchés, et offre de produits de retraite et d'assurance aux pauvres pour les aider à gérer les risques. La formule devrait également couvrir les activités non financières, par exemple la diffusion d'informations sur les tarifs, entre autres, et les services publics en ligne. Le recours aux technologies

de l'information et des communications doit en effet permettre de renforcer l'efficacité, l'efficience, la transparence et la responsabilité.

Outre ses évaluations dans le cadre du PESF et des ROSC, la Banque travaille à l'échelon régional et national pour resserrer la surveillance financière et le cadre réglementaire.

Au Brésil, par exemple, elle aide les autorités à améliorer le cadre juridique et le système d'incitations régissant la prestation de services financiers, en s'employant plus particulièrement à renforcer les fonctions de la banque centrale, le gouvernement d'entreprise et l'exécution des contrats financiers.

Promotion de l'état de droit

Sans état de droit, il ne peut y avoir de développement économique équitable ni de recul durable de la pauvreté. Le mauvais fonctionnement du système juridique et du système judiciaire nuit à la lutte contre la pauvreté sur de nombreux fronts. Il détourne l'investissement vers des marchés où l'environnement réglementaire est plus prévisible, prive des secteurs importants d'actifs productifs et empêche le citoyen de se faire entendre dans les mécanismes de décision. Face à la violence et aux autres formes d'exploitation qui aggravent les disparités économiques, il laisse sans protection les personnes vulnérables, à commencer par les femmes et les enfants. L'application inefficace de la loi ouvre la voie à la dégradation de l'environnement, à la corruption, au blanchiment de l'argent, et à d'autres problèmes dont pâtissent les populations et les économies dans le monde entier.

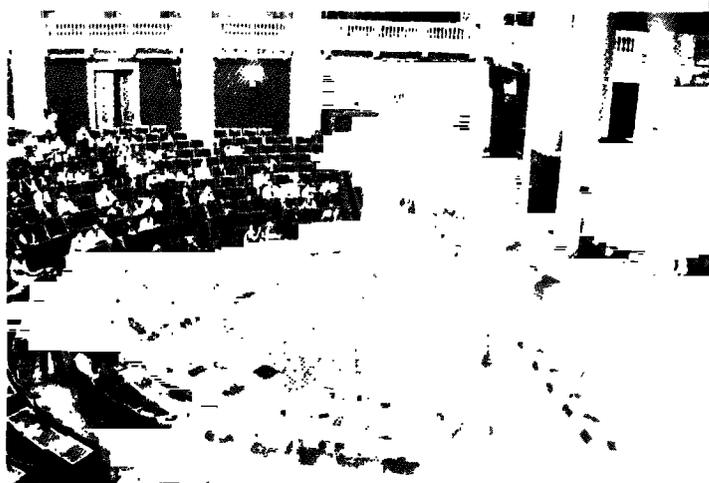
Compte tenu de la diversité des cultures, des traditions et des systèmes politiques, il n'existe pas de recette unique pour réformer la justice. Les besoins de chaque pays doivent être évalués séparément, avec la participation des principaux acteurs publics et privés. Grâce à des réformes globales, adaptées aux besoins et bien échelonnées, la Banque peut aider ses pays membres à renforcer méthodiquement le régime de droit.

L'année dernière, les secteurs juridiques et judiciaires ont été évalués avec l'aide de la Banque en Mongolie, en Roumanie, au Viet Nam et en République fédérale de Yougoslavie. Plusieurs autres évaluations sont en cours ou prévues. Le nombre de projets financés par la Banque dans ce domaine continue de progresser, contribuant à la réforme du droit, à la modernisation des tribunaux, à la formation des juges et du personnel des tribunaux, et à l'enseignement du droit. Des centres de médiation commerciale et des tribunaux pilotes ont été créés dans plusieurs pays, dont l'Argentine, l'Équateur, la Mongolie et le Sri Lanka.

Pendant l'exercice 02, 10 millions de dollars ont été accordés à des projets entièrement consacrés à la réforme de la justice en Colombie et en Mongolie dans le cadre de prêts à l'apprentissage et à l'innovation, 104 millions supplémentaires étant prévus pour des projets destinés à l'Argentine, au Cambodge, au El Salvador, à la Guinée, au Pérou et aux Philippines au cours de l'exercice 03.

AMÉLIORER LE CONTEXTE JURIDIQUE DE L'INVESTISSEMENT

L'amélioration du climat de l'investissement d'un pays passe par le renforcement du régime juridique et des institutions connexes au service d'une économie de marché. La Banque s'est employée à améliorer la capacité des secteurs financiers



En juillet 2001, la Vice-présidence juridique a organisé sa deuxième conférence mondiale sur le droit et la justice à Saint-Petersbourg, en Russie. Des juges, des juristes, et d'autres participants venant de plus de 75 pays ont débattu sur le thème « Insertion, sécurité matérielle et opportunités dans un cadre régi par la primauté du droit et la justice »

et privés de plusieurs pays – Géorgie, Indonésie, Lituanie, Ouganda, Philippines, Sri Lanka et Tunisie – par le biais de nouvelles lois sur les banques centrales et les banques commerciales, de mesures relatives aux marchés des capitaux, et d'une législation sur les entreprises et le commerce. Elle a favorisé l'émergence et l'expansion de sociétés privées et la liquidation efficace d'entreprises insolvables et non viables, et facilité l'adoption d'une réglementation appropriée de la prestation privée de services publics. Ces opérations prennent appui sur le travail d'analyse qu'elle effectue pour mettre en évidence l'incidence des lois, du cadre réglementaire et de la capacité institutionnelle sur le climat de l'investissement. Elles s'appuient aussi sur ses évaluations approfondies des secteurs financier, juridique et judiciaire, du régime de traitement de l'insolvabilité et de protection des droits des créanciers, du gouvernement d'entreprise et du marché des titres dans chaque pays.

L'existence de mécanismes juridiques justes et efficaces de règlement de la dette est déterminante pour susciter la confiance des entrepreneurs et permettre aux marchés de mieux évaluer, gérer et surmonter le risque de défaillance, tout en favorisant le redressement des entreprises, la protection de l'emploi, et le transfert des actifs à des opérateurs du marché plus performants. À la suite des crises financières qui ont frappé les marchés émergents en 1997 et 1998, la Banque a pris la tête d'une alliance internationale pour élaborer les Principes et directives régissant le traitement de l'insolvabilité et la protection des droits

des créanciers. Ces principes, arrêtés sous leur forme finale en avril 2001, marquent une étape importante dans la recherche d'un consensus international sur la définition d'un cadre uniforme servant à évaluer l'efficacité du régime de traitement de l'insolvabilité et de protection des droits des créanciers et à orienter la réforme et l'analyse comparative de ces régimes dans les pays en développement. En 2002, dans le cadre du programme conjoint Banque/FMI d'élaboration de Rapports sur l'observation de normes et codes (ROSC), la Banque a appliqué ces principes pour réaliser toute une série d'évaluations nationales pilotes en Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil, en Lituanie, aux Philippines, en République slovaque, en République tchèque et en Turquie. Une évaluation est quasiment terminée en Fédération de Russie et d'autres ont débuté en Croatie, en Inde, au Maroc, en Thaïlande et en Ukraine.

UNE JUSTICE PLUS ACCESSIBLE AUX PAUVRES

L'accès à la justice est au cœur des opérations de la Banque dans le domaine du droit et de la justice. L'offre de services juridiques aux pauvres est un moyen d'éliminer les entraves à la justice. L'an passé, des dons octroyés au titre du Fonds japonais de développement social administré par la Banque ont financé des services d'aide judiciaire et d'autres prestations à des femmes pauvres en Équateur, en Jordanie et au Sri Lanka.

L'accès à la justice a aussi été un thème important de certaines manifestations organisées par la Banque l'an dernier. Aussi, la deuxième conférence mondiale mise sur pied par la Vice-présidence juridique, qui s'est tenue à Saint-Pétersbourg (Russie), en juillet 2001, avait pour

thème « Insertion, sécurité matérielle et opportunités dans un cadre régi par la primauté du droit et la justice ».

Le Forum de la Région Europe et Asie centrale a été consacré aux problèmes juridiques et judiciaires propres aux pays en transition. En mars 2002, une conférence régionale, coorganisée par la Vice-présidence juridique et le Programme des Nations Unies pour le développement, s'est déroulée à Marrakech (Maroc) sur le thème « Stratégies de modernisation du secteur judiciaire dans le monde arabe ». Plus récemment, à Washington, la Banque a accueilli une deuxième réunion du Conseil consultatif international sur le droit et la justice. Ce conseil qui regroupe des experts juridiques et des juristes de réputation internationale, donne des avis à la Banque sur les stratégies de réforme des secteurs juridique et judiciaire, notamment pour assurer l'insertion des pauvres. (Voir le site "<http://www.worldbank.org/ljr/>")

DROIT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Élément moteur de la mobilisation des ressources pour la protection du patrimoine mondial, la Banque continue d'innover par la mise en place de nouveaux instruments juridiques, d'encourager l'adoption de modèles législatifs mieux adaptés et de favoriser le partage d'informations juridiques pour promouvoir un développement durable (voir l'encadré 4.7).

La Banque a fait naître des instruments juridiques internationaux innovants dans le cadre des Protocoles de Montréal et de Kyoto. En 2002, le Fonds multilatéral du Protocole de Montréal a entrepris de financer l'élimination complète de la production et de la consommation de chlorofluorocarbones (CFC) dans certains pays.

Un financement de 35,8 millions de dollars a été approuvé à cette fin aux Bahamas, en Malaisie, en Thaïlande et en Turquie. Un nouveau mécanisme de décaissement faisant intervenir des coupons permet à la Banque, en tant qu'agent d'exécution, de financer efficacement par des dons les projets de petite envergure réalisés dans le cadre de ce nouveau système.

Le Fonds prototype pour le carbone est entré dans sa phase opérationnelle en 2002. Il a pour but d'acheter des unités certifiées de réduction des émissions (URE certifiées) en contrepartie de projets qui réduisent les émissions de gaz à effets de serre. De leur côté, ceux qui contribuent à ce fonds comptent utiliser les URE certifiées ainsi acquises pour compenser leur excédent d'émissions par rapport aux objectifs fixés par le Protocole de Kyoto. En 2002, des accords d'achat inédits ont été passés avec le Chili et l'Ouganda, deux pays entrant dans le champ d'application du mécanisme pour un développement propre du Protocole. Ces accords servent de modèle à d'autres organisations et entités pour satisfaire aux conditions du Protocole de Kyoto.

Juridiquement, la disponibilité durable des ressources halieutiques suscite de plus en plus d'inquiétude au plan



Des employés du greffe du Tribunal de district de Galle (Sri Lanka) mettent en œuvre des réformes types de l'administration des tribunaux dans le cadre du projet de réforme juridique et judiciaire.

ENCADRÉ 4.7 DIFFUSION DU SAVOIR JURIDIQUE SUR LE WEB

La Banque contribue au partage de l'information sur le droit matériel et l'actualité juridique sur plusieurs sites web.

La base de données Global Insolvency Law (www.worldbank.org/gild) est une plate-forme majeure de recherche comparative et de dialogue sur les questions relatives au régime de traitement de l'insolvabilité des entreprises et de protection des droits des créanciers, notamment à travers les réformes du cadre législatif et réglementaire, le renforcement des capacités institutionnelles publiques voulues et diverses questions de fond connexes.

La base de données Global Banking Law (GBLD) (www.gblid.org), un projet conjoint de la Banque et du Fonds, est consultable par pays et par thème, les thèmes retenus correspondant aux principes de base d'un contrôle bancaire efficace, qui ont été élaborés par le Comité de

international. Travaillant en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque a rédigé un manuel, *Legislating for Sustainable Fisheries* qui présente l'essentiel des objectifs et dispositions de deux grandes conventions internationales visant à promouvoir une pêche durable, et qui comporte un jeu d'outils rédactionnels utilisables par les pays pour reprendre ces dispositions dans leur législation nationale. Le manuel est le premier de la nouvelle série Études et monographies, Droit, Justice et Développement, que la Vice-présidence juridique a récemment lancée.

Bâle. La GBLD est le premier recueil électronique de lois sur les banques commerciales, banques centrales, et les assurances-dépôts de pays du monde entier.

La page consacrée aux réformes juridiques et judiciaires sur le site de la Banque (www.worldbank.org/ljr/) permet des discussions en ligne sur les grands thèmes de ces réformes et présente des informations sur les projets de la Banque, une base de données des indicateurs judiciaires, une base de données des experts-conseils, et des liens vers des sites connexes.

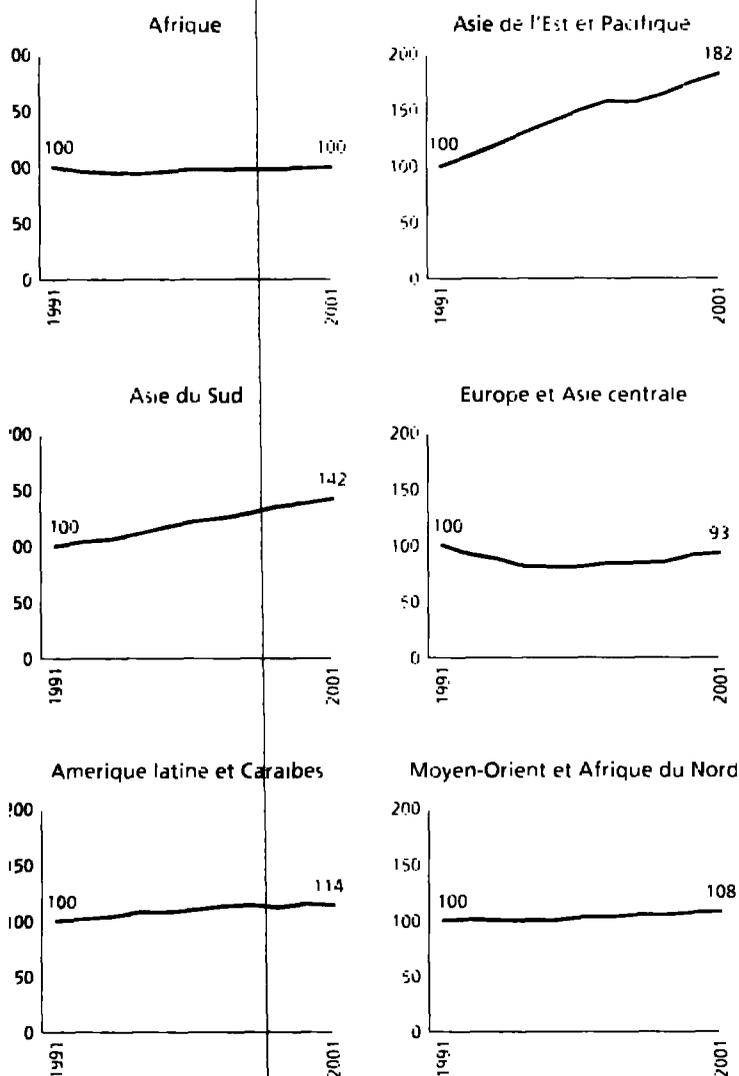
Le Portail du développement (www.developmentgateway.org), carrefour virtuel et interactif des savoirs sur les grands thèmes, projets et programmes de développement, bénéficie de l'appui résolu de la Banque qui fournit un riche contenu, notamment à travers les pages sur le droit de l'environnement, et les réformes judiciaires et juridiques.

En juin, la Vice-présidence juridique de la Banque, en association avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, a coorganisé une conférence qui s'est tenue à Montréal sur le thème du développement durable : « Justice – Application du droit International du développement durable – 2002 ». Les recommandations de la conférence seront présentées au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg.



Chapitre 5

Indice du produit intérieur brut par habitant 1991–2001



Source : Base de données des World Development Indicators.

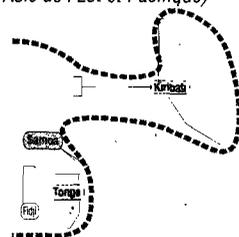
Perspectives régionales

Carte des représentations de la Banque à l'étranger et pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale	82
Afrique	84
Asie de l'Est et Pacifique	89
Asie du Sud	93
Europe et Asie centrale	98
Amérique latine et Caraïbes	103
Moyen-Orient et Afrique du Nord	108

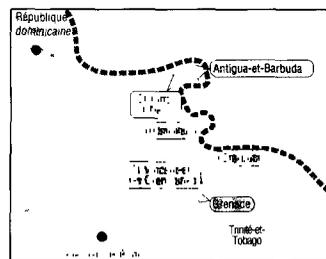
Les données relatives au nombre des individus porteurs du VIH/SIDA qui figurent dans les encadrés « La région en bref » de ce chapitre correspondent aux estimations d'ONUSIDA pour décembre 2001 et sont fondées sur les définitions régionales de cet organisme, qui diffèrent quelque peu de celles utilisées par la Banque mondiale. Pour plus de détails, consulter le site www.unaids.org.

La Banque mondiale
 œuvre avec
 certains de
 représentants
 monde. Ces
 plus importants
 des pays client
 permet de mieux
 comprendre
 travailler en
 plus étroit
 de leur fourn
 rapidement
 dont ils ont besoin
 Les trois quarts
 prêts en cours
 administrés par
 directeurs-pays
 à l'extérieur du siège
 de la Banque, situé à
 Washington. Plus de
 30 % des agents de la
 Banque sont également
 basés dans les bureaux
 extérieurs.

(partie de la Région
Asie de l'Est et Pacifique)



**Amérique latine
et Caraïbes**
 Engagements de l'exercice 02
 Total BIRD : USD 4 188,1 millions
 Total IDA : USD 177,8 millions
 Portefeuille de projets : USD 22,4 milliards



- Pays ayant accès exclusivement aux financements de la BIRD
- Pays ayant accès à un financement mixte BIRD/IDA
- Pays ayant accès exclusivement aux financements de l'IDA
- Pays admis à emprunter à l'IDA mais n'ayant pas d'emprunt en cours
- Représentations de la Banque mondiale
- Représentations où le directeur-pays est en poste sur place

Afrique

Une nouvelle dynamique se dessine sur le continent. De plus en plus, en effet, les populations d'Afrique et leurs dirigeants prennent leur développement en mains. Malgré un environnement économique difficile, la croissance a atteint un niveau moyen de 3 % environ pendant l'exercice, et les pays bien gérés, qui ont engagé un solide programme de réformes et qui ont su instaurer un climat de stabilité et une bonne gouvernance, affichent un taux moyen de croissance de 4 %. Ce résultat est encore très en deçà des 7 % nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire, qui prévoient notamment de réduire le nombre de pauvres de moitié d'ici à 2015. Plusieurs États de la région connaissent toujours de graves problèmes de gouvernance, et la lenteur ou l'absence de progrès sur les fronts politique et économique dans certains pays clés altère aussi le jugement que les investisseurs portent sur le continent. Si les chances qu'a l'Afrique d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire demeurent incertaines, le tableau qui ressort de l'analyse n'en est pas moins nuancé. L'augmentation des taux de scolarisation primaire ouvre des perspectives d'amélioration du secteur de l'éducation, mais le bilan n'est pas aussi positif pour celui de la santé. La propagation du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis (VIH/SIDA) pénalise la croissance et les revenus et menace de réduire à néant les progrès importants réalisés en ce qui concerne l'espérance de vie.

Le ralentissement de l'économie mondiale pèse aussi sur le développement de l'Afrique. L'expansion des marchés d'exportation de plusieurs pays africains s'est ralentie, en particulier pour les exportations non traditionnelles, notamment des produits de l'horticulture. La situation est particulièrement difficile pour les pays tributaires de produits de base autres que le pétrole, comme la Zambie, qui produit du cuivre, et les pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest. Les subventions agricoles versées par les pays industrialisés ont aussi pour effet de tirer les prix de certains produits vers le bas ou de les fausser,

réduisant les possibilités pour les paysans des pays en développement d'échapper à la pauvreté. Ce constat fait ressortir encore davantage la nécessité de diversifier les exportations, diversification qui a permis à plusieurs pays d'amortir les chocs économiques. Les apports d'aide à l'Afrique ne cessent de diminuer : rapportés au nombre d'habitants, ils ont baissé d'environ 40 % ces dix dernières années. Les engagements pris récemment lors de la conférence de Monterrey permettent néanmoins d'espérer un retournement de tendance.

Des progrès ont été accomplis vers l'instauration de la paix et de la stabilité dans des régions clés du continent. En Éthiopie et en Érythrée, le processus de paix progresse peu à peu, faisant naître de nouveaux espoirs pour le développement de l'une des régions les plus déshéritées d'Afrique. Dans la sous-région des Grands lacs, le processus de stabilisation de la République démocratique du Congo est en bonne voie et pourrait faire de ce pays, en proie au chaos et à la guerre depuis dix ans, un moteur de croissance pour la sous-région. La Sierra Leone s'engage résolument dans la voie d'une paix durable et, en Angola, un traité de paix a été signé entre le gouvernement et les rebelles, qui mettra peut-être fin à la guerre civile la plus longue qu'ait connue le continent. Les conflits violents qui ont secoué les pays d'Afrique ont coûté à la région de 1 à 2 points de pourcentage de croissance au cours de la dernière décennie.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Les concours de l'IDA à l'Afrique ont augmenté de façon substantielle pendant l'exercice 02, pour atteindre 2,6 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé sur 10 ans, et les engagements pour l'exercice 02 ont atteint 3,7 milliards de dollars. Cette progression tient à la fois à la meilleure gestion du portefeuille des projets de la Région Afrique et au fait que le contexte global de l'action des pouvoirs publics est nettement plus satisfaisant dans la majorité des pays africains.

L'assistance de l'IDA devrait continuer à augmenter au cours des années à venir, puisque l'objectif de l'Association est d'orienter 50 % de ses ressources vers

Afrique : La région en bref

Population totale : 0,7 milliard

Croissance démographique : 2,3 %

Espérance de vie à la naissance : 47 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 91

Analphabetisme chez les filles : 27 %

RNB 2001 par habitant : USD 470

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 28,5 millions

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabetisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).

l'Afrique. Les nouveaux engagements ont concerné à la fois des opérations d'ajustement et des opérations d'investissement, mais si les premières sont restées au niveau de celles couvertes par la Onzième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-11), les secondes devraient progresser de plus de 60 % durant la période couverte par l'IDA-12 (Ex. 00-02). Les décaissements devraient augmenter progressivement (ils se sont élevés à 2,25 milliards de dollars pendant l'exercice 01).

Dans le même temps, la Banque a continué à élaborer de nouveaux instruments pour pouvoir acheminer directement les ressources vers les communautés et les organisations locales, traiter les problèmes d'ampleur régionale et préparer l'introduction d'éléments de dons dans les projets qu'elle finance. Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), une part plus importante des ressources ira à des prêts programmatiques, lesquels devraient représenter 22 % des crédits de l'Association pendant la période d'IDA-12, contre 6 % pour l'IDA-11. Parallèlement, la qualité des projets financés par la Banque s'est beaucoup améliorée. Soixante-quatre pour cent des opérations achevées pendant l'exercice 00 ont été jugées satisfaisantes par le Département de l'évaluation des opérations, soit un niveau record sur les 10 dernières années. La proportion des projets et engagements à risque, qui était respectivement de 40 % et 42 % pour l'exercice 97, a été ramenée à 15 % pour les projets et à 17 % pour les engagements.

Afin de maximiser l'impact de son aide, l'IDA répartit ses ressources entre les pays en fonction de la qualité des politiques qu'ils appliquent et des institutions dont ils se dotent. Plusieurs pays, dont le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal et la Tanzanie, ont ainsi bénéficié d'une assistance accrue. En outre, la Banque a décidé de s'engager à nouveau dans des pays tels que la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée et l'Éthiopie, qui sortent d'une période de conflit ou d'instabilité politique.

La Banque a poursuivi l'action engagée pour permettre aux pays africains de tirer pleinement parti des possibilités d'allègement de dette offertes par l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et pour s'assurer que les ressources ainsi libérées seront utilisées de façon efficace pour lutter contre la pauvreté. Grâce à cette Initiative, 26 pays (dont 22 situés en Afrique) ont ainsi bénéficié d'un allègement du service de leur dette représentant un montant total de 41 milliards de dollars (tous créanciers confondus), soit les deux-tiers environ de la dette, qui permettra d'augmenter les dépenses sociales de quelque 830 millions de dollars par an.

PRIORITÉS RÉGIONALES

La stratégie de la Banque en Afrique consiste à accélérer les progrès dans la direction des Objectifs de développement pour le millénaire. Les objectifs stratégiques de l'institution

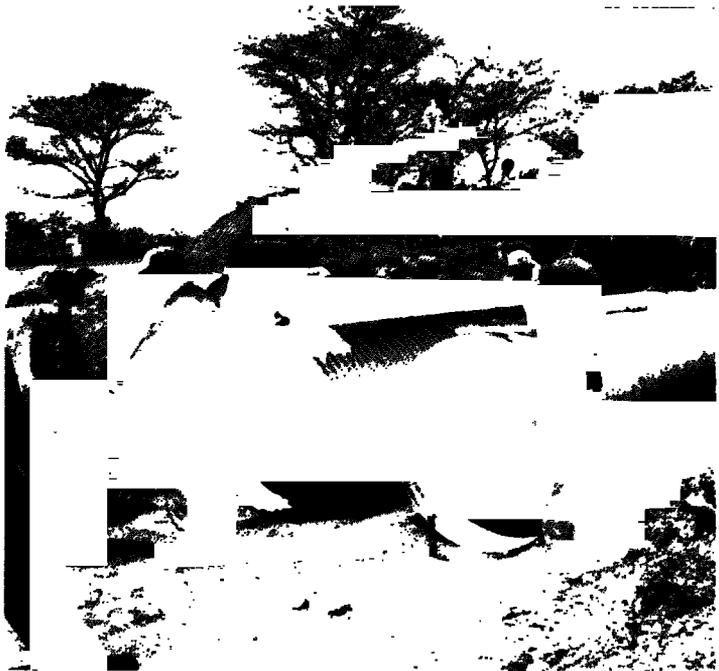


Décaissements de l'exercice 02

BIRD : USD 87,3 millions

IDA : USD 2 563,9 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution
au 30 juin 2002 : USD 15,3 milliards



Les routes doivent être busées pour rester accessibles. Chantier d'installation de conduites dans le cadre d'un projet de pistes rurales financé par l'IDA en Zambie.

sont compatibles avec ceux que se sont fixés les chefs d'État africains dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et ils sont basés sur l'analyse de fond réalisée en 2000 sur le thème, « L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le XXI^e siècle ? » (voir encadré 5.1). Cette stratégie s'articule autour de quatre grands thèmes : a) améliorer la gouvernance et résoudre les conflits ; b) valoriser l'immense potentiel de l'Afrique au plan des ressources humaines ; c) diversifier la production et accroître la compétitivité ; et d) réduire la dette

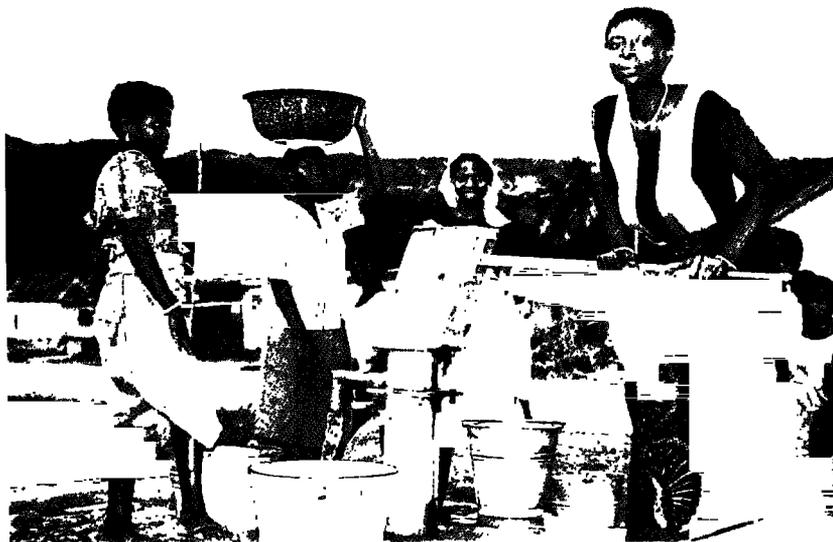
ENCADRÉ 5.1 UN PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Les pays d'Afrique comme les bailleurs de fonds reconnaissent de plus en plus qu'il est indispensable de rééquilibrer les pouvoirs et les responsabilités entre l'État, le secteur privé et la société civile, et de redistribuer la donne entre les pays de la région et les bailleurs de fonds. C'est cette nouvelle optique du développement qui sous-tend le processus du DSRP et du NEPAD.

Le NEPAD confère une nouvelle dimension à la formule imaginée par les Africains pour lutter contre la pauvreté. Le cadre d'action adopté par les chefs d'État africains en juillet 2001 présente les gouvernements et les populations d'Afrique comme responsables au premier chef du succès de l'entreprise, et il souligne l'importance de la gouvernance, de la participation, de l'élargissement des marchés et de l'initiative privée pour le développement. À l'occasion d'une réunion organisée en mars 2002 les délégations de 21 pays ont soumis huit projets de codes de comportement et mis au point un mécanisme d'examen collégial. La question du financement du développement par des organismes privés a été examinée lors d'une autre réunion, tenue en avril 2002. Bien que de création récente le NEPAD marque un

progrès important dans la mise en place des moyens nécessaires pour que les Africains assument la responsabilité première des stratégies de développement.

Le NEPAD reprend nombre des principes de la formule du DSRP mise en place à l'échelon national. Au cours des deux dernières années, 39 pays ont achevé leur DSRP intérimaire et huit ont terminé leur DSRP complet. Plusieurs enseignements importants ont déjà pu être tirés de l'expérience. Premièrement, les principes qui sous-tendent l'approche du DSRP sont rapidement assimilés. Si le degré de participation effective varie d'un pays à l'autre, le processus du DSRP établit une présomption en faveur de l'ouverture, de la transparence et de la participation. Deuxièmement, les interventions de la société civile permettent souvent d'améliorer le contenu des DSRP, en particulier en attirant l'attention sur les problèmes d'exclusion sociale et de mauvaise gestion des affaires publiques. Une analyse de l'évolution des budgets dans 32 pays à faible revenu tend à montrer que les pays ayant élaboré un DSRP complet ont aussi consacré des ressources bien plus importantes aux services sociaux de base entre 1999 et 2001.



Des millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Des femmes ghanéennes se ravitaillent à un point d'eau.

et la dépendance à l'égard de l'aide, et renforcer la collaboration avec la communauté des bailleurs de fonds.

La Banque continue de centrer son action sur quelques priorités régionales importantes, notamment le soutien aux pays sortant d'un conflit, le renforcement des capacités, l'aide pour la lutte contre les maladies transmissibles, la poursuite de l'allègement de la dette, les débouchés pour les produits africains, et l'intégration régionale.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

La Banque a augmenté le soutien apporté aux pays sortant d'un conflit et tiré parti du programme de dons mis en place dans le cadre d'IDA-12 pour fournir une aide aux pays qui ont pris des mesures crédibles de redressement économique et social. C'est ainsi que la République démocratique du Congo a obtenu un don de 50 millions de dollars pour l'aider à stabiliser son économie et à s'attaquer à des problèmes pressants comme le VIH/SIDA. La Banque a par ailleurs mis en place un programme opérationnel pour traiter plus efficacement les problèmes des pays qui sortent d'un conflit.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

La Banque continue d'aider les pays africains à renforcer leurs capacités et leurs institutions. Elle agit pour cela par l'intermédiaire de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, basée à Harare, dont elle soutient les activités au moyen d'un engagement pluriannuel de 150 millions de dollars. Elle aide également les cadres africains à mettre en commun leurs connaissances et leurs données d'expérience.

Figure 5.1 Afrique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total : USD 3,8 milliards

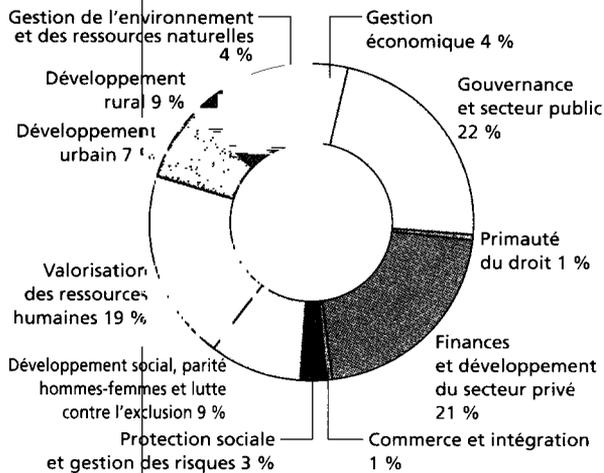
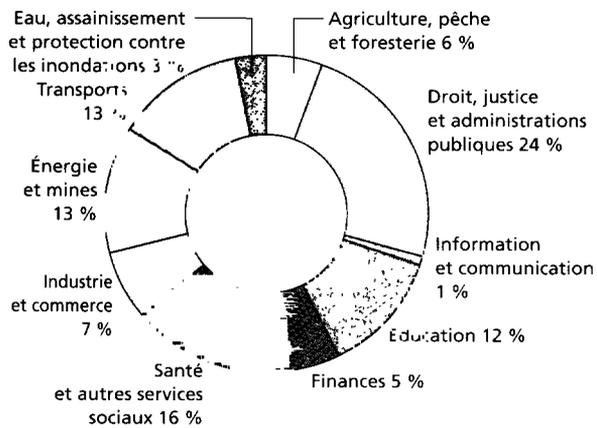


Figure 5.2 Afrique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total : USD 3,8 milliards



PRIORITÉS MONDIALES

Maladies transmissibles

Les questions de santé, et en particulier les maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA, constituent de sérieux obstacles au développement de l'Afrique. La Banque a approuvé un financement de 1 milliard de dollars pour lutter contre cette pandémie en Afrique. Un montant de 552,5 millions de dollars a déjà été engagé en faveur de 16 pays ; des projets sont en cours de préparation dans 15 autres pays. La progression ininterrompue du VIH/SIDA est en passe de réduire à néant les importants gains de longévité obtenus dans la région. La maladie a déjà fait plus de 18 millions de victimes en Afrique. Cette année, l'aide de la Banque mondiale est allée à un plus grand nombre de pays et de programmes sous-régionaux de lutte contre le VIH/SIDA. Pour la première fois, la Banque a soutenu des programmes couvrant plusieurs pays et ciblant des axes de transport comme le corridor Abidjan-Lagos, qui traverse la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, et le Nigéria. Elle participe aussi à des opérations régionales telles que le Programme de lutte contre l'onchocercose et la Campagne d'éradication du paludisme.

Commerce et intégration

L'intégration régionale en Afrique est considérée comme un moyen d'élargir l'espace économique et l'éventail des possibilités qui s'offrent aux investisseurs et aux entrepreneurs. La Banque soutient les initiatives régionales engagées pour créer des marchés intégrés, ainsi que les projets visant à resserrer les liens de coopération pour traiter à l'échelon régional de problèmes communs à plusieurs pays, comme l'Initiative pour le Bassin du Nil. Deux opérations d'envergure régionale de l'IDA sont entrées en vigueur au cours de l'exercice 02 : un projet de 9,4 millions de dollars visant à renforcer les systèmes de paiement au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, et un projet de facilitation des échanges de 5 millions de dollars en Afrique de l'Est.

La Banque est un fervent partisan de l'instauration d'un système commercial plus équitable après Doha, et elle exhorte les pays industrialisés à ouvrir davantage leurs marchés aux produits africains. Elle fournit aussi une assistance technique aux pays africains pour les aider à aborder les négociations commerciales dans de meilleures conditions.

Tableau 5.1 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Afrique, par thème et par secteur, exercices 93–02
(USD millions)

	Ex. 93–97 (moyenne annuelle)	Ex. 98–99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	165,9	165,0	78,2	138,5	138,7
Gouvernance et secteur public	317,6	291,7	495,3	429,6	851,9
Primauté du droit	42,1	21,0	26,7	34,0	22,5
Finances et développement du secteur privé	564,6	509,0	466,7	625,8	780,7
Commerce et intégration	158,4	120,5	53,7	261,5	46,4
Protection sociale et gestion des risques	67,4	117,2	140,5	376,4	98,3
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	145,9	167,6	210,5	491,8	347,4
Valorisation des ressources humaines	256,3	267,7	208,5	399,4	739,0
Développement urbain	319,1	253,8	154,9	206,1	279,6
Développement rural	237,9	393,6	151,8	296,3	329,2
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	201,0	156,0	172,4	110,0	159,9
Total	2 476,0	2 463,2	2 159,1	3 369,6	3 793,5
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	164,1	170,0	111,5	212,0	210,4
Droit, justice et administrations publiques	551,4	610,9	834,9	880,8	906,9
Information et communication	19,2	36,7	17,3	21,1	33,8
Éducation	223,5	304,4	189,8	209,5	472,6
Finances	172,0	53,7	121,7	200,1	192,8
Santé et autres services sociaux	240,1	273,6	183,1	889,9	616,6
Industrie et commerce	317,1	94,3	104,7	170,6	266,7
Énergie et mines	269,3	244,0	176,3	198,0	490,3
Transports	376,1	533,5	263,9	229,8	491,1
Eau, assainissement et protection contre les inondations	143,1	142,0	155,9	357,8	112,2
Total	2 476,0	2 463,2	2 159,1	3 369,6	3 793,5
Dont BIRD	62,3	31,2	97,6	0,0	41,8
Dont IDA	2 413,7	2 432,0	2 061,5	3 369,6	3 751,6

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Au cours de l'exercice 02, la Banque a approuvé neuf opérations représentant 262,3 millions de dollars de nouveaux engagements de l'IDA au titre de la phase I (dotation de 500 millions de dollars pour l'exercice 01) et de la phase II (dotation de 500 millions de dollars pour l'exercice 02) du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique.



Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :

Asie de l'Est et Pacifique

La Région Asie de l'Est et Pacifique a été durement touchée par le ralentissement de l'économie mondiale en 2001. Le taux de croissance est tombé de plus de 7 % à moins de 5 %. Mais une reprise plus rapide et plus vigoureuse de la région s'est amorcée au début de 2002, soutenue par le redressement plus marqué que prévu des principaux marchés d'exportation tels que les États-Unis et par le dynamisme de la consommation privée locale. Une reprise plus équilibrée reposant sur l'expansion des exportations et de la demande intérieure était envisageable. La stabilité politique s'est renforcée à mesure que les nouvelles équipes gouvernementales d'Indonésie, des Philippines et de la Thaïlande asseyaient leur autorité et leur crédibilité auprès du public. L'économie de la Chine a bien résisté, en absorbant les importations à un rythme proche de 10 % durant les premiers mois de 2002. La position phare que ce pays a continué d'occuper dans le tableau des exportations et le paysage économique de la région a été renforcée par l'impact escompté de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'accélération de son programme de réformes institutionnelles et le nouveau rôle de plaque tournante des flux d'investissement et des échanges régionaux qui lui est dévolu.

L'impact du ralentissement économique de 2001 sur les pauvres vivant dans la Région Asie de l'Est et Pacifique a été amorti par le fait que c'est dans les pays comptant le moins de pauvres que la croissance a le plus faibli. La croissance vigoureuse de la Chine et d'autres pays en transition, où vivent la grande majorité des pauvres de la région, a aidé à compenser le creusement des inégalités de revenu là où il a pu se produire. Il n'en demeure pas moins qu'une reprise régionale soutenue est un préalable important si l'on veut accélérer les lents progrès marqués sur le front de la pauvreté depuis le milieu des années 90 et faire en sorte que les pays de l'Asie de l'Est restent en bonne position pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

L'un des principaux objectifs de la Banque est de soutenir la lutte contre la pauvreté dans les pays clients par la mise

en œuvre de stratégies d'assistance axées sur les besoins de développement des pays concernés. La mise en place d'alliances et de partenariats stratégiques est pour beaucoup dans l'efficacité de la formule. Durant l'exercice écoulé, la Banque a complété ses activités de conseils de politique économique et d'assistance technique par l'octroi de nouveaux prêts totalisant près de 1,8 milliard de dollars destinés à financer 27 projets. Les axes stratégiques qui guident son action demeurent l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, l'amélioration de la gouvernance et du secteur public, l'investissement dans le capital

ENCADRÉ 5.2 STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN ASIE DE L'EST AUX NIVEAUX RÉGIONAL, NATIONAL ET LOCAL

Des programmes ont été engagés au Cambodge, au Timor oriental, dans la République démocratique populaire lao, en Indonésie, en Mongolie et au Viet Nam pour aider ces pays à élaborer des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Les gouvernements concernés ont entrepris de définir une stratégie globale qui s'appuie sur les évaluations participatives de la pauvreté, les consultations avec la société civile et la coordination avec les partenaires bailleurs de fonds. Les équipes chargées des DSRP dans ces pays se sont récemment réunies à Hanoi à l'occasion d'une conférence organisée conjointement par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de tirer les enseignements de l'expérience des uns et des autres. Une session de suivi a permis de mettre en commun les connaissances acquises sur la prise en compte des questions de parité entre les sexes dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Au Viet Nam, les administrations et les communautés locales ont entrepris de définir leurs propres objectifs et leurs propres plans d'action pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire avec le soutien de la Banque et du ministère britannique du développement international (DFID). En Mongolie et dans la République populaire démocratique lao, la Banque a entrepris des examens des dépenses publiques, de la gestion financière et de la passation des marchés afin d'aider les autorités à établir un budget qui prenne davantage en ligne de compte les besoins des pauvres.

Asie de l'Est et Pacifique : La région en bref

Population totale : 1,8 milliard

Croissance démographique : 1 %

Espérance de vie à la naissance : 69 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 36

Analphabétisme chez les filles : 4 %

RNB 2001 par habitant : USD 900

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 1 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données de World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).

Décaissements de l'exercice 02

BIRD : USD 2 846,4 millions

IDA : USD 745,1 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution
au 30 juin 2002 : USD 25,9 milliards



Dans la province de Ningxia, en Chine, une écolière étudie dans une école bénéficiant du Projet de lutte contre la pauvreté dans les montagnes Qinba, qui aide les autorités à améliorer l'accès à une éducation de base de meilleure qualité.

humain des pauvres pour leur permettre de se prendre en charge et la protection de l'environnement (voir encadré 5.2).

Le fait que près de la moitié des agents et tous les directeurs des opérations sont basés dans les pays dont ils s'occupent permet d'améliorer l'efficacité des services de la région. La Banque met aussi de plus en plus l'accent sur les opérations au niveau infranational. Cette nouvelle politique permet d'approfondir l'impact des réformes à l'échelon national et dénote la tendance croissante à déplacer au niveau infranational les activités de prestation de services et de financement intéressant la région. On estime que 40 %

des dépenses aux Philippines, 35 % en Thaïlande (d'ici à 2006) et 25 % en Indonésie sont financées de la sorte.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

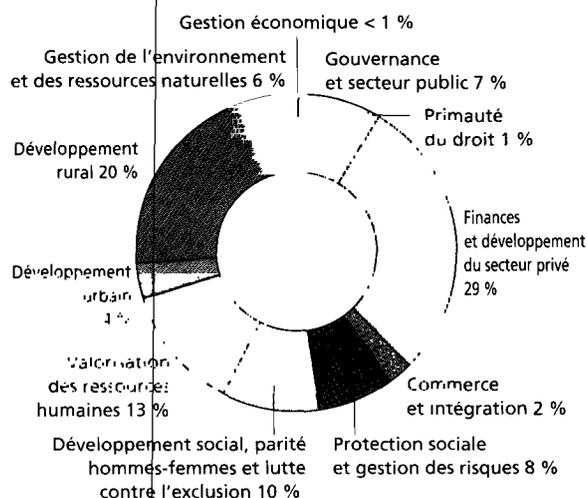
Si l'on veut revitaliser les entreprises locales et attirer à nouveau les capitaux privés, il faut s'employer davantage à mettre en place un climat plus favorable à l'investissement. La Banque prépare un prêt à l'appui de la réforme du cadre juridique en Mongolie, et elle a entrepris d'évaluer les besoins en la matière de plusieurs pays, dont le Viet Nam. Elle fournit une assistance technique à la Chine dans des domaines tels que la réforme du secteur financier, l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers, le développement du marché obligataire public et la réglementation du marché des valeurs mobilières — réformes que l'adhésion de ce pays à l'OMC rend d'autant plus urgentes.

Pour aider la région à renforcer sa compétitivité et suivre l'évolution des technologies de pointe, la Banque investit dans l'infrastructure de l'information, l'innovation technologique et l'adaptation des outils, ainsi que dans le relèvement des compétences. Elle parraine les Journées nationales de l'innovation dans le cadre du Marché mondial du développement. Ce concours encourage l'innovation et la formation de partenariats créatifs entre organisations non gouvernementales, entreprises et pouvoirs publics. En Thaïlande, il finance 16 projets visant à combler la fracture numérique entre les villes et les campagnes en facilitant l'accès des communautés rurales aux services d'information. Un nouveau rapport analyse ce qui a été fait en République de Corée pour aider les entreprises à innover et ce qui en découle pour la politique gouvernementale. La Banque a effectué des évaluations des transports et de la logistique au Cambodge, ainsi que dans les régions reculées de la Chine, de la République démocratique populaire lao, de la Mongolie et du Viet Nam, afin de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'accès des régions à faible revenu aux marchés.

AMÉLIORER LES SERVICES PUBLICS ET LA GOUVERNANCE

Le travail de la Banque dans le domaine de la gouvernance est axé sur la décentralisation, la mise en place de capacités au niveau infranational, le renforcement de la transparence et de la responsabilité financière dans le secteur public, et la promotion de la participation des parties prenantes à la conception et à l'exécution des projets. En Chine et en Indonésie, des examens des dépenses publiques sont entrepris au niveau des collectivités locales. En Thaïlande, le Partenariat pour le développement du pays soutient l'action engagée par les autorités pour améliorer la fourniture des services publics, renforcer le processus de prise de décisions gouvernementales et promouvoir la responsabilité et la transparence.

Figure 5.3 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02. Total : USD 1,8 milliard



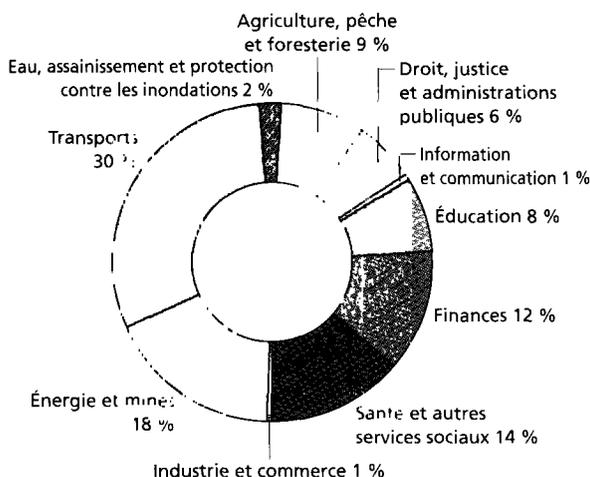
En Chine, la Banque travaille avec les autorités pour actualiser les directives du ministère des Finances concernant les appels d'offres en y introduisant des dispositions de lutte contre la fraude et la corruption. Elle aide aussi les autorités à améliorer la transparence de la passation des marchés en établissant des principes de sauvegarde pour les projets de la Banque et en instituant de nouvelles procédures de passation des marchés, qui doivent être régies par une nouvelle loi sur les appels d'offres. Fonctionnaires et agents chargés du projet ont suivi une formation pour se familiariser avec le nouveau système de passation des marchés. La Banque a effectué environ 30 examens ex post des marchés passés après l'entrée en vigueur des nouvelles directives. Elle a aussi eu recours au Réseau mondial pour l'enseignement à distance pour organiser des ateliers sur les méthodes de lutte contre la corruption ailleurs dans la région, avec la participation des pouvoirs publics et de la société civile à Bangkok, Jakarta, Manille et Singapour.

Au Timor oriental, un projet visant à démarginaliser les communautés locales et à renforcer leurs moyens de gestion a permis d'instituer 400 conseils de développement villageois et de financer plus de 800 projets d'envergure plus modeste. Au Viet Nam, deux accords de crédit ont été approuvés cette année pour financer des projets participatifs décentralisés visant à faire reculer la pauvreté dans 979 communautés défavorisées et à aider 3,4 millions de pauvres en finançant des investissements dans différents domaines (routes et marchés ruraux, irrigation et adduction d'eau, santé et éducation de base, et budgets de développement communautaire). Toutes ces opérations sont conçues à partir des besoins exprimés par les ménages et les communautés pauvres.

Réduire la vulnérabilité et faire profiter les pauvres de la croissance

La stratégie de la Banque, qui visait jusque-là à soutenir la mise en place de filets de protection et l'évaluation de la crise,

Figure 5.4 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02. Total : USD 1,8 milliard



est désormais centrée sur l'élaboration d'un cadre de politique sociale qui permette aux ménages pauvres de gérer les risques sociaux et aux groupes défavorisés de profiter des fruits de la croissance. Les programmes sociaux mettent l'accent sur l'autonomisation des communautés et la mise en place de moyens adaptés à la demande pour promouvoir l'efficacité, la transparence et l'efficacité. En Chine, la Banque a forgé un partenariat unique avec le ministère britannique du développement international (DFID) pour financer un projet de lutte contre la tuberculose. L'opération, qui vise à étendre le traitement de brève durée sous surveillance directe (DOTS) à 90 % de la population du pays et à entreprendre le dépistage et le traitement de 2 millions de tuberculeux, aidera la Chine à atteindre globalement les objectifs qu'elle s'est fixés dans son combat contre la tuberculose d'ici à 2005.

La Banque a aussi apporté son aide à des régions où la pauvreté est extrême. C'est ainsi qu'en Indonésie elle a lancé un projet régional de transport pour améliorer le réseau routier dans 15 provinces reculées de l'est du pays. Au Viet Nam, le projet d'électrification rurale permettra de raccorder au réseau 2 millions de personnes dans 32 provinces et 671 communautés vivant, pour un tiers d'entre elles, dans des conditions d'extrême pauvreté. Le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement a ouvert un centre dans la province de Ningxia qui permettra à cette région, qui est l'une des plus pauvres de la Chine, de bénéficier d'un transfert de connaissances.

Protéger l'environnement

La Banque finance des études sur les liens entre la pauvreté et l'environnement au Cambodge, dans la République démocratique populaire lao et au Viet Nam. En partenariat avec le Fonds pour l'environnement mondial, elle finance également un projet de préservation du patrimoine forestier en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme la moitié de la population de la région vit dans les principales

Tableau 5.2 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Asie de l'Est et Pacifique, par thème et par secteur, exercices 93-02
(USD millions)

	Ex. 93-97 (moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	40,6	280,0	0,0	0,0	4,8
Gouvernance et secteur public	239,9	543,1	556,2	65,1	127,4
Primauté du droit	85,2	19,2	9,3	3,8	20,3
Finances et développement du secteur privé	1 476,8	4 441,8	627,6	310,9	512,8
Commerce et intégration	193,3	333,2	36,2	40,0	43,3
Protection sociale et gestion des risques	165,0	708,4	55,2	239,4	136,6
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	163,1	273,5	72,1	248,0	173,0
Valorisation des ressources humaines	420,9	406,1	81,1	52,6	226,4
Développement urbain	702,9	900,8	230,6	433,1	63,6
Développement rural	851,6	855,6	430,3	341,6	363,1
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1 177,6	932,4	880,4	399,3	102,3
Total	5 516,8	9 694,2	2 979,1	2 133,8	1 773,6
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	472,4	803,8	118,4	109,7	151,2
Droit, justice et administrations publiques	398,9	1 066,5	590,3	255,3	115,2
Information et communication	150,9	51,9	20,0	12,5	11,1
Éducation	426,4	411,6	84,4	14,8	134,6
Finances	253,2	3 180,8	36,3	89,6	219,2
Santé et autres services sociaux	248,3	581,6	118,4	217,3	243,8
Industrie et commerce	274,2	1 569,8	28,8	151,8	9,4
Énergie & mines	1 502,5	517,0	640,5	142,2	314,5
Transports	1 162,8	1 133,3	584,4	729,7	540,2
Eau, assainissement et protection contre les inondations	627,1	377,9	757,7	410,8	34,4
Total	5 516,8	9 694,2	2 979,1	2 133,8	1 773,6
Dont BIRD	4 389,6	8 800,9	2 495,3	1 136,1	982,4
Dont IDA	1 127,3	893,3	483,8	997,7	791,2

Note . Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

agglomérations urbaines, la pollution de l'air et de l'eau des villes est un problème extrêmement grave que la Banque s'efforce de maîtriser en finançant des investissements dans l'infrastructure environnementale et en conseillant les autorités sur les mesures à prendre. Dans le domaine de l'assainissement, la Banque encourage la création de sociétés autonomes de distribution d'eau et de traitement des eaux usées, ainsi que l'application d'une tarification et de redevances de pollution, non seulement pour réduire les émissions, mais aussi pour pouvoir financer l'exploitation

et l'entretien des investissements et garantir ainsi leur pérennité à long terme. La plus grande partie des investissements effectués par la Banque pour réduire la pollution concerne l'eau. La Banque s'attache aussi à promouvoir le développement rural et l'aménagement du territoire. Un projet de gestion des terres au Cambodge, approuvé pendant l'exercice 02, a pour but d'aider les autorités à élaborer des politiques et des réglementations appropriées et à organiser des programmes d'attribution de titres fonciers (environ 1 million de titres vont ainsi être délivrés).

Asie du Sud

L'Asie du Sud est d'une extrême diversité politique, religieuse, ethnique et linguistique. Avec une population de 1,4 milliard d'habitants, elle abrite la plus forte concentration de pauvres du monde. C'est aussi dans cette région que certains des indicateurs de développement humains sont les plus bas du monde, en particulier pour ce qui concerne les femmes. Les progrès économiques et sociaux de l'Asie du Sud sont importants pour le monde entier et pour la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire. Si les taux de croissance sont restés honorables — autour de 5 à 6 % sur la décennie et 5,4 % en 2001 —, ils demeurent en deçà du potentiel de la région. Le taux global masque aussi d'importantes disparités entre les pays, tous confrontés aux mêmes problèmes, qui sont d'accélérer la croissance et la valorisation des ressources humaines en améliorant la compétitivité de leur économie et en s'intégrant davantage à l'économie mondiale, tout en élargissant la couverture des services de santé et d'éducation, en particulier pour les pauvres.

Les événements survenus au cours de l'exercice 02 ont eu des répercussions profondes sur l'Asie du Sud, qu'il s'agisse de l'ouverture de l'Afghanistan ou de l'augmentation des tensions entre l'Inde et le Pakistan, ou encore des espoirs renouvelés de paix au Sri Lanka avec l'enclenchement espéré d'un processus de paix. Au Bangladesh, une élection nationale a porté une nouvelle équipe au pouvoir, et ce vote a largement été interprété comme un appel pressant en faveur du changement et d'une meilleure gestion des affaires publiques. Au Népal, la montée en puissance de la révolte maoïste a balayé les espoirs antérieurs de dialogue, et l'incertitude qui plane sur l'ensemble de la région a des effets négatifs sur l'investissement étranger.

La pauvreté en Asie du Sud (et la façon de la mesurer) fait l'objet d'un intense débat au sein de la région (voir encadré 5.3). La proportion de pauvres a régulièrement régressé, passant de plus de 40 % de la population au milieu des années 80 à 25 % environ en Inde, et un peu plus de 30 % au Bangladesh, au Népal et au Pakistan

selon les dernières estimations. Mais certains indices donnent à penser que la pauvreté a stagné ou même augmenté au Népal et au Pakistan au cours de la dernière décennie. Les indicateurs de la santé et de l'éducation, qui sont tout aussi importants dans la lutte contre la pauvreté, restent faibles dans la région, particulièrement pour ce qui concerne les femmes.

ENCADRÉ 5.3 LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

L'Inde abrite le tiers des pauvres recensés à l'échelon mondial, si bien que faire reculer la pauvreté dans ce pays qui compte plus d'un milliard d'habitants est un enjeu de portée planétaire. La stratégie (CAS) actuellement appliquée par la Banque pour aider ce pays vise essentiellement à créer un climat plus favorable à la croissance et à faire en sorte que ses interventions dans des domaines tels que la santé et l'éducation, le développement rural et l'accès aux opportunités économiques répondent plus particulièrement aux besoins des pauvres.

Un programme d'études sur la pauvreté a été lancé en vue de soutenir les interventions dans ces domaines. Il est notamment prévu d'effectuer des évaluations de la pauvreté au niveau national et au niveau des États, et de fournir une assistance technique pour suivre à la fois l'accès aux services sociaux et l'évolution de la pauvreté. En janvier 2002, la Commission indienne du Plan et la Banque mondiale ont réuni des experts nationaux et internationaux pour discuter des moyens de mesurer la pauvreté et des dispositions à prendre pour améliorer la précision des données d'information recueillies dans le cadre des enquêtes sur les ménages. Le Gouvernement indien a par ailleurs demandé à la Banque d'élaborer un projet axé sur l'application de tout un ensemble de recommandations formulées par la Commission nationale des statistiques afin de moderniser le système statistique du pays.

Asie du Sud : La région en bref

Population totale : 1,4 milliard

Croissance démographique : 1,8 %

Espérance de vie à la naissance : 62 ans

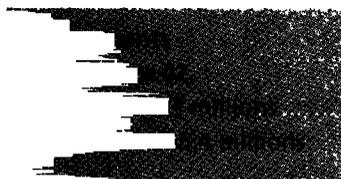
Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 73

Analphabetisme chez les filles : 40 %

RNB 2001 par habitant : USD 450

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 5,6 millions

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabetisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données de World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).



Décaissements de l'exercice 02

BIRD : USD 908,7 millions

IDA : USD 2 483,6 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution
au 30 juin 2002 : USD 17,2 milliards



Approuvé en juin 2002, le Projet de réorganisation et de développement d'urgence du secteur de l'éducation est centré sur la mise en œuvre d'un plan national pour l'acquisition et le renforcement des compétences

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

L'action de la Banque en Asie du Sud reste centrée sur trois objectifs : soutenir des réformes durables (assainissement des finances publiques, privatisation, libéralisation des échanges et réforme du système bancaire) ; promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans les institutions publiques ; et faciliter le développement des services aux pauvres. Les prêts de la Banque sont basés sur un vaste programme d'études — rapports analytiques, ateliers, notes sur la politique économique — ainsi que sur une concertation permanente avec les autorités sur l'action à mener.

Les prêts accordés pendant l'exercice 02 (3,5 milliards de dollars au total) ont pour l'essentiel visé à soutenir les réformes et les investissements dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de l'infrastructure.

Au Bangladesh et au Sri Lanka, la Banque a surtout cherché à poursuivre le dialogue engagé sur les mesures à prendre.

En Afghanistan, le passage rapide d'une situation de conflit à une réactivation complète des relations de ce pays avec la Banque a exigé une forte mobilisation des services de l'institution (voir encadré 5.4).

Les prêts à l'Inde se fondent toujours sur des rapports analytiques, dans tous les secteurs d'activité. Pendant l'exercice 02, la Banque a effectué des rapports sur les transports et le secteur de la santé, et en a discuté avec les autorités nationales et celles des États. S'agissant d'examiner les réformes du secteur de l'électricité, qui continuent de soulever beaucoup de difficultés, la Banque s'est inspirée de l'expérience de plusieurs États, notamment celui d'Orissa, ainsi que des données d'expérience d'autres pays.

Le Pakistan a entamé la troisième année d'un programme global de réformes visant à relancer une économie qui se dégrade et à restaurer l'intégrité des institutions du pays.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

L'une des grandes priorités de la Banque dans toute la région est d'instaurer un climat porteur pour l'investissement. En Inde et au Pakistan, des enquêtes menées auprès des entreprises dans le cadre d'examens de l'environnement de l'investissement ont permis d'identifier les principales contraintes qui, selon les opérateurs, entravent l'investissement privé. Les prêts d'ajustement consentis au Pakistan et à l'Inde au niveau des États (Karnataka et Andhra Pradesh) avaient explicitement pour objet d'appuyer des réformes visant le rétablissement de l'équilibre budgétaire, la gestion des dépenses publiques et l'amélioration du fonctionnement général de l'administration, afin de permettre une utilisation plus efficace des ressources publiques et une meilleure organisation des services sociaux.

La construction de routes représente un volet essentiel de l'action entreprise par la Banque pour lutter contre la pauvreté, en ce sens qu'elle permet d'améliorer la productivité de l'économie et d'ouvrir aux pauvres l'accès aux marchés et aux services de base. Les projets d'infrastructure réalisés en Inde et au Népal visaient à réaliser les investissements dont ces pays avaient le plus grand besoin pour réduire le coût des transports et des télécommunications. Ces opérations incluent trois projets en Inde : le projet de transport de l'État du Kerala (BIRD, 255 millions de dollars) ; le projet de transport routier du Mizoram (IDA, 60 millions de dollars) ; et le projet de transports urbains du Mumbai (BIRD, 463 millions de dollars et IDA, 79 millions de dollars) ; ainsi qu'un projet de réforme du secteur des télécommunications au Népal (USD 22,6 millions de dollars). En Inde, le rapport concernant le secteur des transports vient compléter l'action entreprise par la Banque en faveur des grands axes routiers, et fait le point sur les dispositions qu'il faudra prendre dans un second temps.

La réforme du secteur de l'électricité est particulièrement importante en Asie du Sud. Dans presque tous les pays, et en particulier au Bangladesh, en Inde et au Pakistan, les subventions importantes accordées à ce secteur sont devenues la principale cause des déséquilibres budgétaires. Il est indispensable de réduire ces subventions pour rééquilibrer les budgets nationaux et infranationaux, et libérer des ressources pour les investissements dans les équipements d'infrastructure et les services sociaux dont ces pays ont grand besoin. En outre, les problèmes qui se posent au niveau de la distribution de l'électricité sont la principale contrainte qui entrave les investissements et les activités du secteur privé. De plus, ces problèmes réduisent les possibilités d'emploi et brident la croissance dans les zones rurales.

Au Pakistan, la Banque a récemment mis en place un programme d'appui aux réformes institutionnelles. Ce programme en expansion recouvre la réalisation d'études, la fourniture de conseils, une concertation avec les autorités et l'octroi de 800 millions de dollars de prêts pour l'exercice 02, dont un crédit de 300 millions de dollars au secteur bancaire. Les réformes institutionnelles sont centrées sur la gestion financière, la décentralisation, la réforme fiscale, la réorganisation de la banque centrale et la corruption. Elles sont toutes incluses dans la CAS qui a été soumise au Conseil en juin 2002 et qui est conçue pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté au cours des trois années à venir.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

Permettre aux pauvres de maîtriser leur destin est un objectif central de la Banque en Asie du Sud. Pour ce faire, l'institution, là encore, effectue des études, fournit des services de conseil et accorde des financements. Les évaluations de la pauvreté au Bangladesh, en Inde et au Pakistan permettent de mieux comprendre l'évolution récente de la pauvreté et les facteurs qui expliquent cette évolution. En Inde, les conclusions du rapport sur la santé guideront les futures interventions de la Banque, comme c'est déjà le cas pour le projet de développement des systèmes de santé en cours de préparation pour le Rajasthan.

Pour aider à organiser les communautés, accroître les opportunités économiques offertes aux pauvres et élargir leurs possibilités d'accès aux services sociaux et aux équipements d'infrastructure, la Banque finance des projets de proximité en Inde, comme les projets de restructuration du secteur de l'eau au Karnataka (gestion des citernes) (IDA 99 millions de dollars), au Rajasthan (IDA 140 millions de dollars) et dans l'Uttar Pradesh (IDA 149,2 millions de dollars), et le deuxième projet d'hydraulique rurale et d'assainissement du Karnataka (IDA 151,6 millions de dollars).

Dans le secteur de l'éducation, un programme de bourses scolaires a permis d'accroître la scolarisation des filles au Bangladesh dans le cadre de la deuxième phase d'un crédit de l'IDA de 120,9 millions de dollars approuvé en mars.

ENCADRÉ 5.4 L'AFGHANISTAN EN TRANSITION

Depuis l'effondrement du régime des talibans et la mise en place de l'administration intérimaire sous les auspices des Nations Unies, le plus urgent était d'instaurer un climat de sécurité durable et de créer des opportunités économiques pour engager les hommes et les femmes du pays dans le processus de redressement économique et de développement social de l'Afghanistan.

En novembre 2001, une conférence préparatoire pour les opérations de reconstruction en Afghanistan a été organisée à Islamabad par la Banque et ses partenaires, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque asiatique de développement. Cette rencontre a permis de préparer dans la foulée une première évaluation conjointe des besoins du pays en vue d'une conférence internationale des bailleurs de fonds à Tokyo, conférence au cours de laquelle les bailleurs de fonds ont annoncé plus de 4,5 milliards de dollars de contributions pour reconstruire le pays ravagé par la guerre. Depuis lors, fidèle au principe selon lequel le redressement de l'Afghanistan est d'abord et avant tout l'affaire des Afghans eux-mêmes, le Conseil de la Banque a approuvé quatre projets d'urgence, qui mettent l'accent sur la nécessité d'une gestion transparente et comptable des fonds fournis, ainsi qu'une série d'opérations conçues pour obtenir des résultats rapides dans des domaines tels que l'éducation, l'infrastructure et la participation des communautés.

L'IDA a fourni au total 100 millions de dollars sous forme de dons. Le réengagement de la Banque est guidé par la Stratégie de soutien transitoire approuvée par le Conseil le 4 avril 2002. La Banque est en outre chargée d'administrer le Fonds pour la reconstruction de l'Afghanistan. Les bailleurs de fonds et les organismes internationaux se sont réunis en avril à Kaboul sous la présidence du ministre afghan des Finances pour examiner l'administration du cadre national de développement, ainsi que les besoins de financement pour le budget de fonctionnement de l'exercice 02.

En outre, l'Afghanistan a bénéficié d'un don de 15 millions de dollars pour financer des programmes de formation féminine visant plus particulièrement les veuves de guerre et les jeunes femmes illettrées.

Au Pakistan, l'évaluation de la pauvreté et la version intérimaire du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP intérimaire) élaboré par les autorités ont été les premiers documents de fond définissant les priorités stratégiques pour la réduction de la pauvreté produits dans ce pays depuis cinq ans. L'évaluation de la pauvreté présente



En Inde, les maladies d'origine hydrique sont un problème de santé majeur. Pour les femmes et les enfants, la corvée d'eau est une tâche quotidienne pénible et qui prend du temps. L'IDA a prêté à l'Inde plus de 450 millions de dollars sans intérêt pour financer quatre projets dans le secteur de l'eau durant l'exercice écoulé

une analyse approfondie de l'évolution de la pauvreté pendant les années 90, et le DSRP intérimaire a été salué par le Conseil de la Banque comme un modèle de planification de la lutte contre la pauvreté.

UNE PRIORITÉ MONDIALE : LES MALADIES TRANSMISSIBLES

Avec 4,2 millions d'habitants porteurs du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis (VIH/SIDA), l'Asie du Sud est une région où la prévalence de la pandémie est faible, mais les risques élevés. Les gouvernements de la région ont pris conscience de la nécessité de réagir rapidement — à commencer par l'Inde en 1992 — et ils adaptent en conséquence leurs politiques de santé en mettant l'accent sur la prévention, la promotion de la santé parmi les populations à haut risque, les mesures destinées à atténuer l'impact du sida et, avec quelque réticence, les traitements. La Banque soutient ce processus en fournissant des conseils, en effectuant des analyses et en accordant des prêts. L'aide fournie au titre de la lutte contre le VIH/SIDA atteint 326,7 millions de dollars pour les projets en cours, et de nouveaux projets sont envisagés pour le Pakistan et le Sri Lanka. Tous les pays ont maintenant mis en place des programmes nationaux solides, sauf le Népal, dont le programme est peu convaincant et mal financé, et l'Afghanistan, où une évaluation de la situation s'impose. La Banque finance des projets VIH/SIDA en Inde, où le Deuxième projet national de lutte contre le VIH/SIDA (191 millions de dollars) est en cours d'exécution, et au Bangladesh, où se déroule le Projet de prévention du VIH/SIDA financé par un crédit de 40 millions de dollars de l'IDA et un prêt de 10 millions de dollars du ministère britannique du développement international.

Le Pakistan s'est doté depuis 1989 d'un modeste programme national de lutte contre le sida en partie appuyé par la Banque. Conscient de l'ampleur grandissante

Figure 5.5 Asie du Sud : Répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total : USD 3,5 milliards

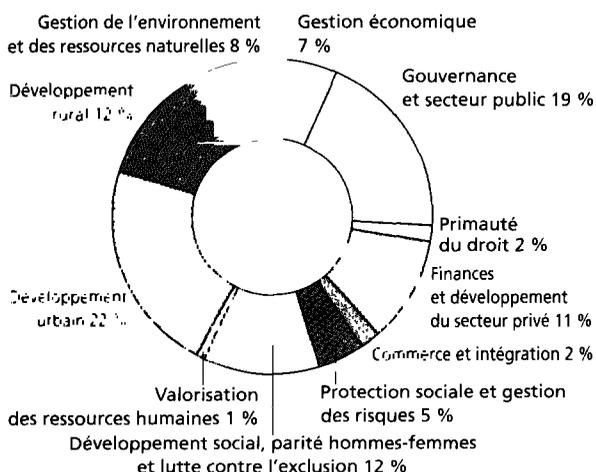


Figure 5.6 Asie du Sud : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total : USD 3,5 milliards

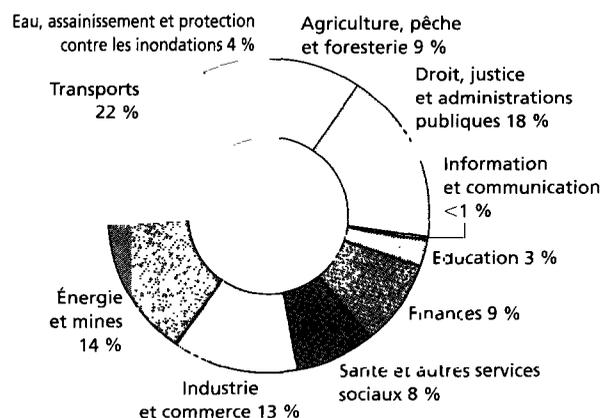


Tableau 5.3 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Asie du Sud, par thème et par secteur, exercices 93-02
(USD millions)

	Ex. 93-97 (moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	45,2	85,3	35,2	47,4	232,5
Gouvernance et secteur public	40,0	254,9	212,7	261,0	678,0
Primauté du droit	33,5	89,1	56,5	36,1	59,3
Finances et développement du secteur privé	735,4	639,2	265,4	865,9	381,6
Commerce et intégration	25,6	84,5	29,4	398,3	70,0
Protection sociale et gestion des risques	166,1	162,8	168,0	118,4	164,0
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	360,1	328,9	261,5	240,5	414,2
Valorisation des ressources humaines	385,3	627,5	276,2	124,8	30,2
Développement urbain	181,6	297,1	300,7	186,8	766,2
Développement rural	354,6	377,0	426,1	379,5	417,2
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	419,7	266,8	80,8	587,8	295,2
Total	2 747,2	3 213,2	2 112,4	3 246,6	3 508,4
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	305,2	534,4	65,0	116,1	328,1
Droit, justice et administrations publiques	247,9	436,3	407,0	377,4	632,5
Information et communication	4,7	35,3	54,6	17,7	12,4
Éducation	280,8	385,1	171,4	206,4	95,9
Finances	205,3	168,2	46,0	209,7	310,0
Santé et autres services sociaux	489,5	589,3	393,3	188,1	278,7
Industrie et commerce	173,1	68,3	85,3	34,0	443,1
Énergie et mines	482,5	545,9	277,8	746,2	504,8
Transports	269,4	354,1	590,6	1 294,3	758,1
Eau, assainissement et protection contre les inondations	288,9	96,4	21,4	56,8	144,9
Total	2 747,2	3 213,3	2 112,4	3 246,5	3 508,4
Dont BIRD	998,4	1 034,0	934,3	2 035,0	893,0
Dont IDA	1 748,8	2 179,3	1 178,1	1 211,5	2 615,4

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

du problème, le gouvernement cherche maintenant à élargir ce programme, qui est basé sur le cadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA. Un projet a été mis en chantier

durant l'exercice 02, la Banque apportant son concours sous forme de travaux d'analyse. Le Sri Lanka élabore un programme en s'inspirant de principes analogues.



**Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :**

Europe et Asie centrale

Toutes les économies d'Europe et d'Asie centrale — sauf la Turquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine — ont enregistré des taux de croissance positifs durant l'exercice. Les taux de croissance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, les dernières économies à sortir d'une longue « récession de transformation », se sont établis respectivement à 5 % et 9,1 %. Globalement, les économies de la Communauté des États indépendants (CEI) ont progressé au rythme de 6,6 %. Dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, les taux de croissance atteignent une moyenne de 3,5 %. En Turquie toutefois, les marchés ont réagi un peu plus lentement aux réformes, de sorte que la production a baissé de 6,5 %.

Malgré cette croissance largement répartie, la Région Europe et Asie centrale offre un tableau très contrasté, tant sur le plan du revenu par habitant que sur le plan de l'intégration à l'économie mondiale. Le revenu par habitant varie entre 10 070 dollars en Slovaquie et 170 dollars au Tadjikistan. Si la prévalence de la pauvreté tend à diminuer grâce au dynamisme de l'économie régionale, la proportion de pauvres oscille entre moins de 5 % et plus de 50 % de la population. Certes, de nombreux pays, notamment ceux d'Europe centrale et de la Baltique, sont résolument engagés dans la voie de l'intégration à l'Europe et à l'économie mondiale et ne devraient pas tarder à pouvoir se passer des prêts de la Banque, mais d'autres se débattent toujours dans des problèmes de longue date dus aux tensions latentes ou aux contraintes de la géographie.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

La diversité des pays d'Europe et d'Asie centrale se reflète dans l'évolution du programme d'assistance de la Banque. Pour s'adapter à l'évolution rapide des relations qui la lient aux pays près d'intégrer l'Union européenne (UE), la région a défini le cadre d'un partenariat qui permettra au Groupe de la Banque mondiale de fournir à ces pays un soutien progressif en fonction des priorités établies en vue

de leur adhésion à l'UE. Dans les pays d'Europe du Sud-Est, la stratégie de la région continue d'évoluer, passant du stade de la stabilisation et de la reconstruction post-conflit aux réformes structurelles et au renforcement des institutions. La République fédérale de Yougoslavie remplit de nouveau les conditions requises pour obtenir des prêts de la Banque, et un important programme de prêts d'ajustement et d'investissement a été lancé, avec de bons résultats. Le programme d'assistance post-conflit de la Banque au Kosovo se poursuit. Les sept pays de la CEI admis à emprunter à l'IDA — l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ouzbékistan, la République kirghize et le Tadjikistan, appelés la CEI-7 — ont lancé, en collaboration avec des bailleurs de fonds bilatéraux, des pays voisins et quatre institutions (la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque asiatique de développement), une action concertée pour intensifier les efforts de développement et de réforme et obtenir une participation plus active de la communauté internationale afin d'accélérer la croissance et la résorption de la pauvreté. Enfin, l'approfondissement des réformes dans les économies les plus importantes de la région se traduit par une évolution de la demande de ces pays : la Turquie et l'Ukraine, par exemple, ont besoin d'une aide financière accrue de la Banque, alors que d'autres, comme la Russie, sollicitent maintenant davantage l'institution pour ses activités d'analyse et de conseil.

Pendant l'exercice 02, les opérations de la Banque dans la Région Europe et Asie centrale sont restées principalement axées sur les investissements, les réformes et la mise en place des institutions nécessaires pour faciliter l'instauration d'une croissance durable et le recul de la pauvreté dans les pays en transition ou sortant d'un conflit. En Turquie, où les autorités ont été confrontées à une crise, la Banque a lancé un programme accéléré de réformes structurelles (voir encadré 5.5). Les prêts accordés à la région au cours de l'exercice (y compris quatre opérations de financement spéciales) ont atteint un montant de 5,5 milliards de dollars (dont 0,6 milliard de dollars fournis par l'IDA et 4,9 milliards de dollars fournis par la BIRD). Le portefeuille régional de projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

a sensiblement augmenté, avec sept nouvelles opérations portant sur un montant total de 31 millions de dollars. Du côté des services hors prêts, plusieurs activités importantes ont été achevées, notamment un rapport rétrospectif sur la transition en Europe et en Asie centrale, une enquête pour déterminer l'impact de la transition sur les femmes dans l'ensemble de la région, et une analyse de l'incidence que pourrait avoir sur le budget des pays candidats leur adhésion à l'Union européenne.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Compte tenu de leur niveau de revenu, la plupart des pays d'Europe et d'Asie centrale sont relativement bien dotés en capital physique et humain. Les contraintes qui brident le plus la croissance et les avancées sur le front de la pauvreté proviennent des politiques et des institutions qui faussent les prises de décision économiques. C'est ce qui ressort de la comparaison des indicateurs reflétant la qualité de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises dans les différentes régions, les indicateurs pour les pays d'Europe et d'Asie centrale laissant généralement à désirer. La Banque s'attache à lever les contraintes liées à l'action gouvernementale et aux institutions en aidant d'une part les autorités à engager des réformes systémiques — portant notamment sur le maintien de la stabilité macroéconomique, la réforme du cadre juridique et l'amélioration du gouvernement d'entreprise — et des réformes sectorielles, telles que la réglementation et la tarification des services d'utilité publique et l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et du marché financier ; et en finançant d'autre part des investissements sélectifs pour faciliter la reconstruction industrielle et améliorer l'infrastructure. Pour mieux suivre les résultats obtenus sur le terrain, la Banque finance avec la BERD des enquêtes systématiques (*Business Environment and Enterprise Performance Survey*) auprès des entreprises, afin de suivre les changements intervenus dans l'environnement dans lequel elles opèrent au niveau des pays (en Bosnie, en Moldavie, en Russie et en Ukraine) et à l'échelon régional.

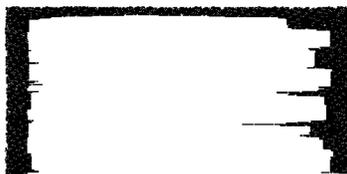
AMÉLIORER LES SERVICES PUBLICS ET LA GOUVERNANCE

Dans les pays d'Europe et d'Asie centrale, et dans la CEI en particulier, les indicateurs de gouvernance sont relativement faibles. Pour améliorer le fonctionnement du secteur public, la Banque soutient les réformes qui visent à donner aux populations les moyens de se faire entendre et à promouvoir la transparence et la responsabilité par la décentralisation en Russie, en Ukraine, en Europe centrale et en Europe du Sud-Est. En Albanie et en Macédoine, elle appuie aussi les réformes destinées à rendre la fourniture de services publics plus participative et concurrentielle et à organiser les données de manière à pouvoir suivre les résultats des enquêtes sur

Europe et Asie centrale : La région en bref

Population totale : 0,5 milliard
 Croissance démographique : 0,1 %
 Espérance de vie à la naissance : 69 ans
 Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 20
 Analphabétisme chez les filles : 1 %
 RNB 2001 par habitant : USD 1 960
 Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 1 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données de World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).



Décaissements de l'exercice 2002
 BIRD : USD 3 393,9 millions
 IDA : USD 429,8 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2002 : USD 16 milliards



Un projet d'appui aux entreprises rurales en Ouzbékistan permet de fournir des services de vulgarisation de meilleure qualité à ces femmes ouzbèques qui vivent de l'agriculture.

le suivi des dépenses. Elle appuie le renforcement des institutions gouvernementales par des réformes fiscales et douanières au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine, et par des évaluations de la responsabilité financière en Albanie et Azerbaïdjan. Elle encourage l'adoption de nouvelles technologies en apportant un soutien aux services publics en ligne (via l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour améliorer le fonctionnement de l'appareil de l'État) en Russie et en Ukraine. Enfin, elle apporte son concours à l'organisation de programmes de lutte contre la corruption en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, au Kazakhstan, en République kirghize, en République slovaque et en Roumanie.

ENCADRÉ 5.5 AIDER LES PAUVRES À SURMONTER LA CRISE ÉCONOMIQUE — LE PROJET TURC D'ATTÉNUATION DES RISQUES SOCIAUX

Grâce à l'élément d'action rapide (100 millions de dollars) du prêt hybride de 500 millions de dollars qu'elle a obtenu de la Banque, la Turquie, au cours de l'année 2001, a pu venir en aide à 1,6 million de pauvres affectés par la crise économique qui a frappé le pays en février de la même année. Plus d'un million d'enfants d'âge préscolaire ont ainsi bénéficié d'une assistance en espèces et en nature, évaluée à 35 dollars par personne environ. Cette aide financière a servi à financer des frais accessoires tels qu'achats de vêtements, de livres de classes et de fournitures — l'objectif étant d'aider les familles pauvres et, chose plus importante, d'éviter que les enfants n'abandonnent leurs études. C'est ainsi que quelque 100 000 jeunes ont pu rester à l'école.

Une assistance alimentaire a également été fournie pendant la période du festival religieux à approximativement 400 000 ménages pauvres affectés par le ralentissement de l'activité économique. Étant donné l'ampleur de la crise, la plupart des bénéficiaires ont besoin d'une aide continue pendant toute l'année, et ils préfèrent une aide en espèces plutôt qu'en nature.

Un autre groupe de 200 000 ménages indigents a bénéficié d'une assistance en espèces et en nature devant leur permettre de se procurer du charbon et de se chauffer pour affronter la rigueur de l'hiver.

Ces activités ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements qui ont servi à clarifier les priorités pour renforcer et améliorer le filet de protection sociale en Turquie. Les transferts conditionnels en espèces pour répondre aux besoins essentiels de la population sont d'une importance capitale, ainsi que l'aide sociale en espèces fournie aux 8 % les plus déshérités du pays, à condition que les bénéficiaires maintiennent leurs enfants à l'école et qu'ils amènent régulièrement leurs enfants d'âge préscolaire aux dispensaires.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

L'autonomisation des populations pose un problème d'une importance particulière dans la plupart des pays d'Europe et d'Asie centrale, où l'idée de donner la parole aux individus et la notion de responsabilité sont, en règle générale, encore très nouvelles. Les opérations que la Banque soutient pour améliorer le climat de l'investissement et la gestion du secteur public comportent un volet important d'autonomisation des populations. La Banque œuvre aussi dans ce domaine en insistant sur la nécessité d'associer le plus grand nombre à l'élaboration des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Trois pays ont achevé leur DSRP intérimaire au cours de l'exercice 02 : l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine et la République kirghize. En outre,

l'Albanie a mené à terme l'élaboration de son DSRP complet, une première pour la Région Europe et Asie centrale. Au total, neuf pays ont élaboré des DSRP intérimaires ou complets (voir <http://poverty.worldbank.org>). La Banque aide les pays à mettre leur DSRP en œuvre en utilisant une combinaison d'instruments spécialement adaptés à chaque cas. Les prêts accordés spécifiquement pour combattre la pauvreté visent à améliorer la capacité des pauvres à gérer les risques dans les pays sortant d'un conflit, comme la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie, et dans les pays en proie à une crise économique, comme la Turquie. Beaucoup de nouvelles opérations utiliseront la formule du projet de développement de proximité pour traiter les risques économiques et sociaux d'une manière qui n'exclue personne. C'est le cas notamment des fonds sociaux plurisectoriels mis en place dans des pays comme la Bulgarie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Tadjikistan et l'Ukraine. Ces opérations visent de plus en plus à résorber les poches de pauvreté persistante que forment les chômeurs de longue durée et les minorités ethniques.

PRIORITÉS MONDIALES

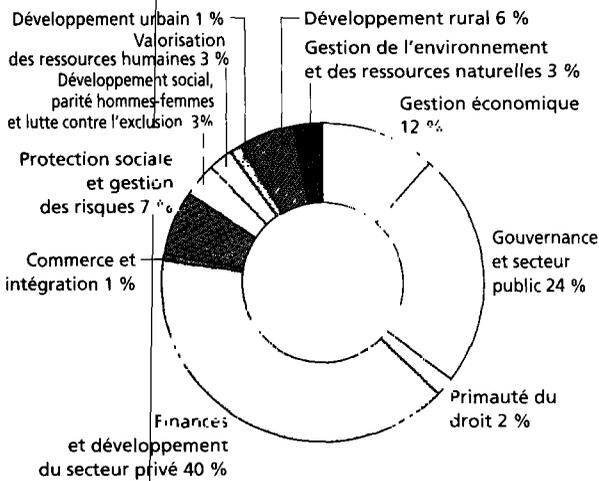
Lutter contre les maladies transmissibles

Le nombre d'individus porteurs du virus de l'immuno-déficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis (VIH/SIDA) dans les pays d'Europe et d'Asie centrale a augmenté de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie pour atteindre 1 million de personnes, dont un quart ont été infectées au cours des trois dernières années. La tuberculose gagne également du terrain, avec approximativement 250 000 nouveaux cas décelés chaque année, dont beaucoup sont polypharmacorésistants. Compte tenu du lien qui existe entre les deux affections, la Banque fournit un soutien technique et financier pour la mise au point de projets autonomes en Europe et en Asie centrale afin d'enrayer les épidémies au Bélarus, en Moldavie, en Russie et en Ukraine. Elle fournira en outre un soutien aux activités de lutte contre la tuberculose et le sida dans le cadre des projets intéressant le secteur de la santé dans d'autres pays de la région.

Protéger l'environnement

Le programme d'élimination progressive des substances nocives pour l'ozone a été achevé en Russie dans le cadre d'une opération du FEM lancée à la fin des années 90. Des projets concernant la Croatie, la Roumanie et l'Ukraine sont venus s'ajouter au portefeuille FEM de la Banque, et un projet de foresterie a été lancé en Russie. La Banque a apporté son concours pour que les opérateurs du secteur public et du secteur privé collaborent efficacement afin de mieux protéger l'environnement en Bulgarie ; de traiter des problèmes d'environnement hérités du passé en Albanie et en Turquie ; de manipuler les leviers économiques et de gérer les finances publiques de manière à mieux protéger l'environnement en Serbie, dans la République fédérale

Figure 5.7 Europe et Asie centrale : Répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total USD 5,5 milliards de dollars



de Yougoslavie et en Ukraine ; et d'aider les candidats à l'accèsion à l'Union européenne à définir des stratégies d'investissement efficaces par rapport aux coûts pour se mettre en conformité avec les normes environnementales de l'UE.

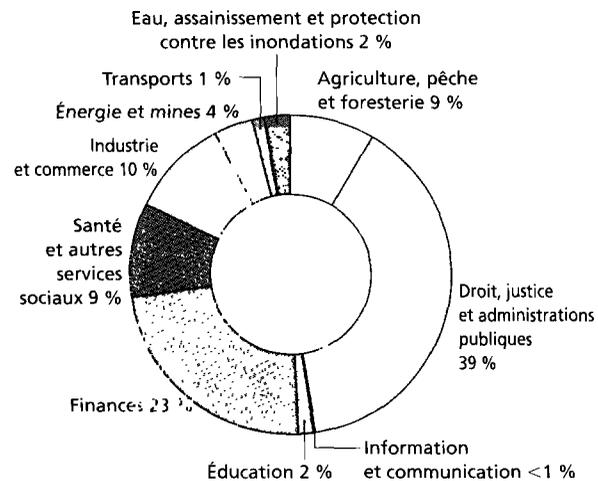
Soutenir le commerce et l'intégration

Il existe un nombre substantiel de possibilités de coopération inexploitées dans beaucoup de sous régions d'Europe et d'Asie centrale. Avec la Commission européenne, la Banque a mis en place des programmes spéciaux pour aider les candidats à l'adhésion à l'UE dans le cadre de nombreuses activités infrarégionales, en particulier dans les domaines des transports, de l'environnement et de l'énergie, ainsi que pour l'élaboration de stratégies concernant l'économie du savoir. Elle a par ailleurs effectué des travaux d'analyse sur les questions commerciales intéressant les pays de l'Europe du Sud-Est qui ne sont pas des candidats à l'intégration de l'UE. Elle a en particulier réalisé des études sur cinq pays, entrepris une étude régionale sur les télécommunications et fourni des services d'assistance technique. Dans la CEI-7, elle a effectué des études sur le commerce, les transports et les télécommunications. Le soutien apporté par la Banque à la Russie et à l'Ukraine prend essentiellement la forme d'une assistance technique pour l'adhésion à l'OMC.

Améliorer l'information et les connaissances

La Banque a engagé un dialogue avec les candidats à l'intégration de l'UE afin de les aider à définir des stratégies pour améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux par une meilleure utilisation des

Figure 5.8 Europe et Asie centrale : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total USD 5,5 milliards de dollars



connaissances et de la technologie dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les formules appliquées dans ces pays pourraient fournir des enseignements et des données de référence pour l'ensemble de la région. La Banque a par ailleurs lancé un programme de grande portée pour mettre en place un réseau mondial d'échange du savoir au service du développement (GDLN). Outre le centre d'enseignement à distance créé en Ukraine l'an dernier, quatre nouveaux centres se sont affiliés au GDLN au cours de l'exercice 02 : deux en Turquie, un en Russie et un dans la République fédérale de Yougoslavie. Des travaux ont également été entrepris pour créer 10 à 12 centres supplémentaires dans huit pays de la région.

Architecture financière internationale

La Banque participe activement au Programme d'évaluation du secteur financier. Pendant l'exercice, des évaluations du secteur financier ont été effectuées en Croatie, en Géorgie et en Lettonie ; six autres évaluations concernant la Bulgarie, la Lituanie, la République kirghize, la République slovaque, la Russie, et l'Ukraine, devraient être achevées dans le courant des exercices 03 et 04. Dans le cadre des examens des normes et des codes que comprennent ces évaluations, il a été décidé d'inclure désormais dans l'analyse une évaluation du cadre juridique et institutionnel afin de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes. La Banque a par ailleurs accueilli, avec l'Institut de la Banque mondiale, le premier échange de vues régional — qui rassemble cinq pays de la région — sur les questions liées à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes.

Tableau 5.4 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Europe et Asie centrale, par thème et par secteur, exercices 93-02
(USD millions)

	Ex. 93-97 (moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	328,5	723,2	98,6	127,4	636,1
Gouvernance et secteur public	384,8	547,7	227,8	95,6	1 313,7
Primauté du droit	67,5	80,1	160,2	77,4	106,6
Finances et développement du secteur privé	1 769,1	1 908,0	890,7	1 074,0	2 210,8
Commerce et intégration	319,9	91,6	143,5	138,4	32,5
Protection sociale et gestion des risques	247,1	575,6	530,1	381,2	363,9
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	42,9	126,9	43,6	65,1	188,8
Valorisation des ressources humaines	177,9	217,6	278,9	51,1	138,3
Développement urbain	287,8	248,9	153,6	383,9	65,4
Développement rural	269,7	331,5	213,4	137,6	309,9
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	374,9	404,3	301,7	161,3	157,5
Total	4 270,2	5 255,1	3 042,2	2 693,1	5 523,6
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	237,5	114,5	317,8	139,0	470,4
Droit, justice et administrations publiques	774,8	1 568,5	796,4	445,2	2 170,9
Information et communication	55,3	4,5	151,9	8,7	9,6
Éducation	70,7	299,2	22,7	62,5	83,2
Finances	461,7	484,0	176,6	803,6	1 295,9
Santé et autres services sociaux	306,9	359,7	277,8	281,9	524,7
Industrie et commerce	835,7	817,4	604,7	296,5	552,1
Énergie et mines	889,6	849,2	398,6	336,6	218,0
Transports	496,2	533,1	207,1	118,3	67,1
Eau, assainissement et protection contre les inondations	141,6	225,0	88,5	200,7	131,7
Total	4 270,2	5 255,2	3 042,1	2 693,1	5 523,6
dont BIRD	3 907,6	4 406,3	2 733,0	2 154,0	4 894,7
dont IDA	362,6	848,9	309,1	539,0	628,9

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.



Amérique latine et Caraïbes

L'économie de la Région Amérique latine et Caraïbes s'est redressée à la suite des chocs déclenchés par les crises qui ont frappé l'Asie et la Russie en 1998-1999, mais la reprise a été de courte durée. Après être passé de 0,1 % en 1999 à 3,9 % en 2000, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région est tombé à 0,4 % en 2001. Il devrait baisser légèrement en 2002 sous les effets conjugués de l'atonie de l'économie mondiale, de la forte contraction de l'activité en Argentine et de la sécheresse au Brésil et en Amérique centrale.

Le ralentissement de l'expansion des échanges mondiaux et la chute des prix des produits de base exportés ont fortement pesé sur les recettes d'exportation de la région, qui n'ont progressé que de 1,4 % en 2001, alors qu'elles avaient augmenté de 19 % en 2000. L'excédent commercial des exportateurs de pétrole a diminué, mais les soldes commerciaux ont augmenté dans les autres pays de la région qui ont réduit leurs importations par suite du ralentissement de la croissance du PIB. Globalement, l'excédent commercial de la région a augmenté de 17 milliards de dollars, mais le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé de 5 milliards de dollars en raison de la baisse des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs expatriés.

La région s'est rapprochée des Objectifs de développement pour le millénaire. Les statistiques montrent en effet que la proportion des individus vivant avec moins de 1 dollar par jour a été ramenée de 16,8 % en 1990 à 15,1 % en 1999. Le terrain gagné a sans doute été en partie perdu en 2001 à cause du tassement de la croissance du PIB par habitant, en particulier dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes qui ont été affectés par la sécheresse, la chute des cours du café, la diminution du nombre de touristes après les événements du 11 septembre et la réduction des envois de fonds des travailleurs expatriés consécutive au ralentissement de l'activité économique aux États-Unis. Compte tenu de l'évolution escomptée du PIB par habitant, la pauvreté

va sans doute gagner du terrain en 2002 mais peut-être diminuer légèrement en 2003. C'est en Argentine et dans les pays voisins affectés par la crise que traverse ce pays que la pauvreté augmentera le plus.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Pendant l'exercice 02, la Banque a continué de centrer sa stratégie pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la lutte contre la pauvreté, en procédant toutefois à quelques ajustements afin de pouvoir répondre rapidement aux besoins sociaux créés par des événements tels que la crise économique en Argentine, le marasme du tourisme dans les Caraïbes et l'effort de reconstruction d'El Salvador, frappé par deux tremblements de terre au début de 2001. La Banque a accordé un prêt de 75 millions de dollars à la Jamaïque et un prêt de 20,9 millions de dollars à l'Organisation des États des Antilles orientales, ces pays souffrant énormément de la chute du nombre de touristes empruntant les lignes aériennes à la suite des attaques terroristes, pour leur permettre de préserver leurs programmes sociaux et renforcer la sécurité des aéroports. La nouvelle stratégie d'assistance de la Banque pour El Salvador a coïncidé avec l'effort de reconstruction de ce pays. La Banque a en particulier accordé un prêt de 142,6 millions de dollars pour aider à la réorganisation des services de santé mis à mal par les tremblements de terre de 2001 qui ont gravement endommagé les hôpitaux et les installations de santé. La Banque a donné la preuve de sa détermination à lutter contre les maladies transmissibles en Amérique latine et dans les Caraïbes, en appuyant les activités de prévention et de traitement du syndrome immunodéficient acquis (SIDA) à la Barbade, au Brésil, en Jamaïque et en République dominicaine.

Lorsque la situation de l'Argentine s'est dégradée au cours de 2001, la Banque lui a accordé un prêt d'ajustement structurel de 400 millions de dollars afin de soutenir l'action engagée par le gouvernement pour restaurer la confiance d'un marché de plus en plus pessimiste. À la fin de l'année toutefois, une grave crise économique et politique a provoqué un changement brutal d'équipe gouvernementale et de politique économique. La Banque a fait face à la situation en proposant des conseils et une assistance technique

**Pays admis
à emprunter
à la Banque
Mondiale :**

Amérique latine et Caraïbes : La région en bref

Population totale : 0,5 milliard

Croissance démographique : 1,5 %

Espérance de vie à la naissance : 70 ans

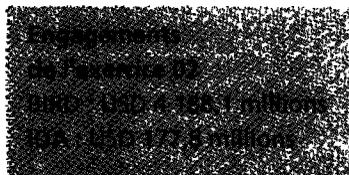
Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 29

Analphabétisme chez les filles : 6 %

RNB 2001 par habitant : USD 3 560

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 1,9 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données de World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).



Décaissements de l'exercice 02

BIRD : USD 3 505,1 millions

IDA : USD 272,5 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution
au 30 juin 2002 : USD 22,4 milliards



L'aide apportée par la Banque mondiale pour la construction de plus de 11 000 km de routes a contribué à faire reculer la pauvreté dans la Sierra péruvienne en désenclavant des agglomérations rurales et en créant 4 700 emplois dans des microentreprises d'entretien routier

dans des domaines clés tels que le secteur bancaire, la restructuration de la dette des entreprises, la renégociation des tarifs des services d'utilité publique et les finances des provinces, et en prélevant un montant de 100 millions

de dollars sur les opérations en cours dans le secteur social pour organiser un programme social d'urgence. Ce dernier a permis de financer des vaccins, des soins de santé aux femmes et aux enfants, des banques du sang, des soins de santé publique, des médicaments pour les personnes ayant contracté le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et les malades du sida, des cantines populaires et des fournitures scolaires pour les écoles dans une situation très précaire. Un autre programme social a été lancé en parallèle, qui vise à fournir un complément de revenu aux chômeurs ayant des personnes à charge et à pourvoir aux besoins d'un nombre croissant de familles démunies.

Étant donné que, sur les 510 millions d'habitants que compte la région, 170 millions environ ont moins de 2 dollars par jour pour vivre et que parmi ces derniers, 70 millions doivent subsister avec moins de 1 dollar par jour, la Banque s'attache, tant dans le cadre de son programme de prêts que de son programme d'études, à améliorer le climat de l'investissement tout en soutenant l'action engagée au niveau local pour donner aux populations, aux communautés et aux gouvernements les moyens de se prendre en charge. Plus précisément, les priorités de la Banque dans la région sont l'éducation, le renforcement du secteur financier, la protection sociale, la réforme institutionnelle et la gouvernance, l'autonomisation et l'inclusion des groupes marginalisés, et la viabilité écologique.

Au cours de l'exercice 02, la Banque a approuvé des financements pour accroître la productivité des communautés rurales en apportant une aide dans des domaines comme les petites entreprises, les intrants agricoles et la gestion des terres. Elle a aussi contribué à faciliter l'extension des services de santé et d'éducation de base aux communautés à faible revenu, et elle a aidé les pays de la région qui entreprenaient des réformes économiques et des investissements d'infrastructure à maintenir l'équilibre budgétaire.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

L'investissement est essentiel à la croissance économique. Au cours des cinq années à venir, l'Amérique latine et les Caraïbes auront besoin de 70 milliards de dollars par an environ — soit l'équivalent du volume total des investissements étrangers directs dans la région en 2000 — pour construire et améliorer les réseaux routiers ainsi que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, d'alimentation en électricité et de transports. Les besoins d'équipements d'infrastructure ne cessent d'augmenter en raison de la rapidité de la croissance démographique et notamment de l'augmentation du nombre de pauvres dans des villes en pleine expansion où vivent maintenant 75 % de la population de la région. La Banque s'efforce de pourvoir à cette demande en finançant 82 projets d'infrastructure (d'une valeur totale de 8 milliards de dollars) en cours d'exécution. Il est aussi nécessaire que le secteur privé participe à ces

activités, dans le cadre d'un système réglementaire rationnel, pour que les pauvres puissent avoir accès à des services vitaux à des prix abordables. La Banque a accordé un prêt de 40 millions de dollars à la Colombie pour soutenir la réforme des services d'eau municipaux dans la région côtière des Caraïbes de manière à permettre au secteur privé d'effectuer les investissements nécessaires pour étendre les services d'eau aux ménages pauvres. L'idée est de reproduire une série de projets lancés en 1995 à Cartagena, qui ont permis à une cinquantaine de compagnies des eaux de servir plusieurs grandes agglomérations du nord de la Colombie à la plus grande satisfaction des clients.

Sachant que les investisseurs accordent leur confiance aux pays gouvernés par des équipes efficaces qui refusent la corruption, la Banque travaille en partenariat avec le Chili, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua et le Panama pour encourager les autorités à moderniser les méthodes de gestion financière et à adopter des méthodes de passation des marchés publics en ligne qui simplifient les formalités administratives et qui sont un gage d'impartialité et de transparence plus grandes. Dans bien des cas, les actions engagées dans ce domaine complètent l'aide apportée par la Banque pour soutenir les réformes budgétaires et la décentralisation comme c'est le cas en Argentine, en Colombie et au Mexique ou des réformes judiciaires comme en El Salvador et au Guatemala. Elles donnent aussi lieu à l'utilisation des nouvelles technologies du savoir et de l'information, qui sont d'une importance cruciale pour renforcer la compétitivité des économies de la région.

AIDER LES PAUVRES À SE PRENDRE EN CHARGE

La Banque travaille de concert avec les neuf États du nord-est du Brésil et dans le Minas Gerais pour combattre la pauvreté dans les régions rurales par des méthodes d'approche décentralisées, fondées sur des projets de développement de proximité. Au cours de l'exercice 02 par exemple, elle a approuvé un projet dans l'État du Sergipe, qui doit fournir des subventions parallèles à des groupes communautaires des régions rurales. Ces subventions contribueront à financer un millier de petits projets qui permettront de créer des emplois et d'améliorer la santé et le bien-être de quelque 52 000 familles. Cette politique d'investissement social ne permet pas seulement d'offrir des services d'eau, de soins de santé et de vulgarisation, elle permet aussi de former du capital social et de s'assurer que ce sont les communautés elles-mêmes qui choisissent les projets à mettre en œuvre et qui se chargent de leur exécution. Des projets de développement communautaire similaires sont en cours en Colombie, en Équateur, au Honduras, au Nicaragua et au Paraguay, et d'autres seront entrepris dans la région de l'Amazone.

L'action menée pour aider les pauvres à se prendre en charge comprend aussi des initiatives pour atteindre les populations autochtones de la région, dont 80 % environ vivent dans une pauvreté extrême, ainsi que les communautés composées en grande partie de populations



Ces Indiens Achuar, qui vivent sur les rives de l'Amazone équatorienne, participent au projet de développement des populations autochtones et afro-équatoriennes. Ce projet, qui bénéficie d'un concours de la Banque, fournit des fonds à plus de 4 000 communautés pour financer la régularisation des droits fonciers, des intrants agricoles, des programmes de microcrédits et la construction d'écoles et de postes de santé.

d'origine africaine. Au Brésil, en Équateur, et au Pérou, la Banque soutient des projets destinés à aider les communautés autochtones à régulariser les droits sur les terres communales et à promouvoir l'utilisation du savoir indigène pour adopter des méthodes de gestion des terres plus respectueuses de l'environnement, et renforcer les capacités en matière de gestion des projets.

La reconnaissance d'un titre de propriété juridique sur la terre est une condition essentielle pour permettre aux paysans pauvres, quelle que soit leur origine ethnique, d'améliorer leur situation économique. La Banque soutient une opération lancée en Colombie, dans le cadre de laquelle 58 conseils communautaires afro-colombiens de la région du Chocó, sur la côte pacifique, se sont vus attribuer des droits de propriété sur près de 2,4 millions d'hectares de la forêt tropicale humide, dont ils dépendent pour la chasse, la pêche et l'agriculture traditionnelle. La Banque soutient des initiatives de délivrance de titres de propriété de ce genre dans une dizaine de pays, dont la Bolivie, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama.

Cette approche axée sur les communautés et les populations locales repose sur un élément crucial, qui est l'effort déployé par la Banque pour faire participer la société civile à la conception de ses instruments de prêt et de ses produits du savoir, en particulier dans les secteurs du développement rural, de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, mais de plus en plus aussi des projets qui concernent la réforme juridique et les équipements d'infrastructure. Dans le cadre d'une nouvelle

ENCADRÉ 5.6 LES EXPORTATIONS DE RESSOURCES NATURELLES OFFRENT UN MOYEN DE CRÉER DES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

Une étude de la Banque mondiale montre que les ressources naturelles sont un actif pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui cherchent à créer des emplois de haute qualité dans l'économie du savoir. Malgré la stagnation récente des prix d'un grand nombre de produits primaires et l'évolution inquiétante observée tant dans la qualité des emplois offerts que sur le front du chômage dans la région, l'étude intitulée *From Natural Resources to the Knowledge Economy—Trade and Job Quality* montre, sur la base de faits concrets, qu'une « riche dotation en ressources naturelles, conjuguée à une politique volontariste de recherche et d'adoption de technologies productives, sont des ingrédients confirmés de la croissance ».

Citant les expériences telles que celle de l'Australie, du Canada, de la Finlande et de certains pays d'Amérique latine, le rapport fait valoir que ce n'est pas tant ce qui est produit qui compte, que la façon dont on produit. Un niveau élevé de capital humain et des réseaux du savoir qui génèrent l'innovation et favorisent l'adoption de technologies étrangères sont les ingrédients complémentaires qui sont indispensables. Selon le rapport, les pays de la région devraient poursuivre une politique d'ouverture des échanges, de valorisation du capital humain et de constitution de réseaux du savoir et non pas « tourner le dos à leurs richesses naturelles ».

Figure 5.9 Amérique latine et Caraïbes : Répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total USD 4,4 milliards

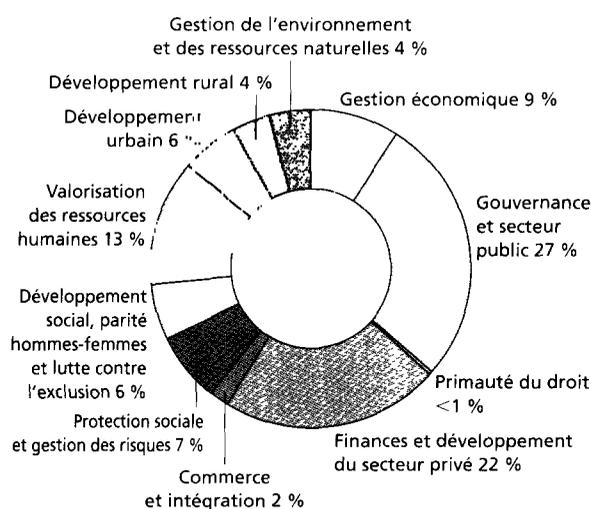
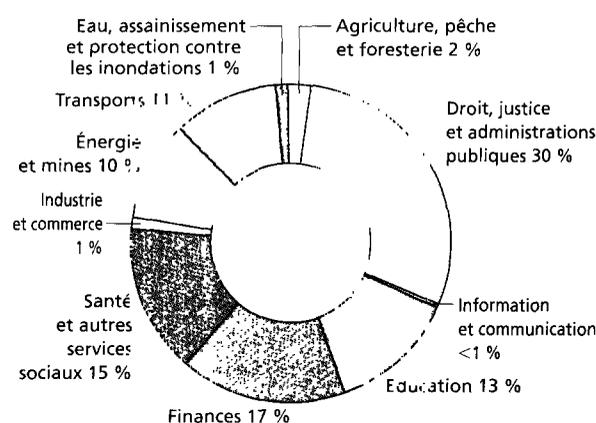


Figure 5.10 Amérique latine et Caraïbes : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02
Total USD 4,4 milliards



initiative (voir www.worldbank.org/laccs), la Région Amérique latine et Caraïbes commence aussi à engager la société civile dans le cadre des prêts d'ajustement et des prêts-programmes afin de fournir aux communautés des informations sur les projets de la Banque pour qu'elles puissent évaluer leur impact et leur exécution. Au Pérou par exemple, la Banque soutient une action engagée par les

autorités pour fournir à la population des renseignements sur les programmes, les dépenses et les statistiques du secteur social afin qu'elle puisse participer à la planification des services et des budgets au niveau local et au niveau national, et pour lui donner les moyens de suivre et d'évaluer les services publics (voir encadré 5.6).

Tableau 5.5 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Amérique latine et Caraïbes, par thème et par secteur, exercices 93–02
(USD millions)

	Ex. 93–97 (moyenne annuelle)	Ex. 98–99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	437,3	694,0	587,6	570,1	391,0
Gouvernance et secteur public	505,2	825,2	519,9	1 099,7	1 182,8
Primauté du droit	70,0	94,1	111,7	202,2	15,5
Finances et développement du secteur privé	1 295,4	1 626,9	1 056,1	985,4	965,4
Commerce et intégration	121,7	144,6	160,7	218,3	83,9
Protection sociale et gestion des risques	415,2	1 002,4	901,2	530,0	310,4
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	253,4	359,1	141,5	371,7	248,9
Valorisation des ressources humaines	565,9	786,9	157,7	471,2	560,4
Développement urbain	480,3	576,9	53,3	202,0	251,9
Développement rural	462,6	613,3	103,0	580,8	168,3
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	588,1	164,8	270,8	68,8	187,4
Total	5 195,2	6 888,3	4 063,5	5 300,1	4 365,8
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	285,3	326,4	104,1	72,3	85,0
Droit, justice et administrations publiques	1 101,3	2 208,9	1 787,8	1 722,9	1 299,5
Information et communication	20,6	17,2	28,7	97,8	16,5
Éducation	601,4	659,8	62,8	529,1	560,4
Finances	708,2	1 089,5	1 195,1	950,5	734,1
Santé et autres services sociaux	514,6	1 150,5	360,2	904,7	660,5
Industrie et commerce	154,9	204,2	165,3	38,3	51,4
Énergie et mines	254,5	98,1	79,3	107,6	445,6
Transports	988,1	875,6	11,6	650,3	463,1
Eau, assainissement et protection contre les inondations	566,3	258,0	268,7	226,6	49,8
Total	5 195,2	6 888,3	4 063,5	5 300,1	4 365,8
Dont BIRD	4 897,2	6 406,4	3 898,1	4 806,7	4 188,1
Dont IDA	297,9	481,9	165,4	493,4	177,8

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Au cours de l'exercice 02, 15 millions de dollars de nouveaux engagements de la BIRD ont été approuvés pour un projet jamaïcain dans le cadre du projet plurinational de prévention et de lutte contre le VIH/SIDA pour les Caraïbes (une enveloppe de 155 millions de dollars a été affectée à ce projet au cours de l'exercice 01).

Pays admis à
emprunter
à la Banque
mondiale :

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les pays de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont été très affectés par les retombées des événements du 11 septembre, et notamment la chute brutale des exportations vers l'Europe, leur principal partenaire commercial. En outre, le climat de violence persistant au Moyen-Orient a conduit les investisseurs à réévaluer les risques à la hausse, et les investissements étrangers directs, déjà limités dans la région, ont encore diminué. En 2001, la croissance économique s'est ralentie pour s'établir à 3,1 % sur l'année (contre 4,2 % l'année précédente) ; la baisse de régime a été très nette pour les pays exportateurs de pétrole (de 3,6 % à 2,5 %) mais moins marquée pour les pays ayant une plus large gamme d'exportations (0,5 point de pourcentage).

En l'absence d'une croissance forte et soutenue dans l'ensemble de la région, le grand problème auquel celle-ci est confrontée — trouver des possibilités d'emploi pour une main-d'œuvre qui augmente rapidement — devient une véritable gageure. Si la proportion de la population qui doit subsister avec moins de 1 dollar par jour n'est que de 2,3 %, le problème de la pauvreté n'en est pas moins très préoccupant puisque 30 % des habitants environ ont moins de 2 dollars par jour pour vivre.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Les objectifs primordiaux de la Banque dans la région sont de renforcer l'action engagée afin d'instaurer un climat porteur pour l'investissement, promouvoir la création d'emplois et créer les conditions d'une croissance durable, et donner aux pauvres les moyens de participer activement au processus de développement. Pendant l'exercice 02, la Banque s'est attachée à identifier de façon plus précise les principaux facteurs de croissance et les principaux obstacles à cette dernière, en particulier dans les pays suivants : Algérie, Jordanie, Liban, République arabe d'Égypte, République arabe syrienne, République islamique d'Iran et Cisjordanie et Gaza (voir encadré 5.7). Le développement du secteur privé devenant une source

majeure de nouveaux emplois, la Banque a déployé d'importants efforts pour améliorer le climat de l'investissement dans la région. À titre d'exemple, citons les projets et les services de conseil portant sur le renforcement du secteur financier en Algérie et dans la République du Yémen ; le commerce et la compétitivité en Tunisie ; le développement du secteur privé en Algérie ; et la technologie de l'information en Cisjordanie et à Gaza, en Tunisie et dans la République du Yémen. Le poids du secteur public et les problèmes de gouvernance sont aussi des obstacles sérieux à une croissance rapide. Au cours de l'exercice, les opérations de la Banque ont porté pour l'essentiel sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques et de la gestion du secteur public en Algérie, à Djibouti, en Jordanie et au Maroc, et sur la décentralisation en Algérie, en Jordanie, en Tunisie et dans la République du Yémen.

Les évaluations de la pauvreté effectuées pour Djibouti, l'Égypte, la République islamique d'Iran et la République

ENCADRÉ 5.7 CISJORDANIE ET GAZA — LE SOUTIEN APPORTÉ À UNE RÉGION EN PROIE À UN CONFLIT

En Cisjordanie et à Gaza, le projet de soutien d'urgence au secteur des services vise à enrayer la dégradation des services d'éducation, de santé et de protection sociale face à l'incapacité croissante des institutions centrales à faire face aux coûts de fonctionnement autres que les salaires. Le projet est centré sur les principaux organismes sociaux et les principales municipalités, l'objectif étant de leur permettre de venir en aide aux groupes les plus durement touchés par le conflit actuel.

Le Programme d'intervention d'urgence, achevé depuis peu, visait à remédier à l'augmentation du chômage et de la pauvreté en offrant des possibilités d'emploi aux plus démunis par le biais de micro-projets à fort coefficient de main-d'œuvre réalisés au niveau des communautés. Les deux programmes ont permis de mobiliser des ressources importantes auprès des bailleurs de fonds.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : La région en bref

Population totale : 0,3 milliard

Croissance démographique : 2 %

Espérance de vie à la naissance : 68 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 43

Analphabetisme chez les filles : 24 %

RNB 2001 par habitant : USD 2 000

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 0,5 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabetisme des filles sont celles de l'an 2000 ; les autres indicateurs se rapportent à 2001 et sont tirés de la base de données de World Development Indicators. Le concept du « revenu national brut » (RNB) remplace maintenant celui de produit national brut (PNB).

du Yémen, et les analyses de la protection sociale effectuées pour le Liban, le Maroc et l'ensemble de la région, permettent de mieux cerner les problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dans le contexte des études économiques et sectorielles effectuées pour préparer des programmes d'action, la politique d'engagement des acteurs de la société civile permet à plus de 200 organisations de la société civile de participer à l'identification des problèmes que soulève le processus de développement pour la population et à la formulation d'une solution. Les opérations entreprises pour renforcer les systèmes d'éducation et de santé à Djibouti, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en République islamique d'Iran, en République du Yémen et dans la région considérée dans son ensemble comportent d'importants volets pour protéger les pauvres. Enfin, la région a lancé une série d'études pour analyser les différents aspects de l'intégration régionale et mondiale et fournir des conseils aux autorités concernées sur ces questions.

Pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour l'ensemble de ces pays, la région intensifie ses efforts en vue de former des partenariats, partager le savoir et mener des actions de vulgarisation, tant au niveau stratégique qu'au niveau de l'exécution. Au niveau régional, elle travaille en coordination avec la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement. Le Processus du Luxembourg prévoit l'organisation de réunions de coordination semestrielles entre l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement, le Fonds monétaire international et la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En Cisjordanie et à Gaza, où le partenariat des bailleurs de fonds est d'une importance capitale, 13 organismes bilatéraux et multilatéraux ont collaboré avec des spécialistes de la Banque et de la Palestine pour préparer une évaluation détaillée en urgence. Le Mécanisme palestinien d'assistance économique et de développement de la coopération, qui est administré par la Banque, a permis de mobiliser 26 millions de dollars auprès de cinq bailleurs de fonds pour monter très rapidement un programme de création d'emplois. Au niveau thématique, des partenariats tels que le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement méditerranéen, l'Initiative régionale pour l'eau, et le patrimoine culturel complètent le travail de la Banque dans le domaine du développement durable (voir encadré 5.8). Le Programme pour la participation du secteur privé à la construction d'infrastructures dans le Bassin méditerranéen, qui est basé à Bruxelles, vise à promouvoir des réformes clés dans le secteur privé et le secteur de l'infrastructure des pays clients. L'Initiative pour la modernisation des marchés publics au Maghreb permet d'encourager une gestion rationnelle du secteur public (voir www.worldbank.org/mena).

Dans le cadre de ses activités de partage des connaissances, la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord utilise dans le cadre d'une opération pilote un instrument pragmatique hors prêt pour aider les pays de la région

Décassements de l'exercice 02

BIRD : USD 514,6 millions

IDA : USD 117,0 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2002 : USD 5,4 milliards



Dans une région rurale de la République du Yémen, un groupe de femmes yéménites participe à une réunion avec une responsable du Fonds social lors de l'identification d'un sous-projet.

à atteindre les résultats à moyen terme convenus d'un commun accord entre les parties. Le nouvel instrument donnera lieu à des activités telles que des études diagnostiques, des activités de formation et des activités d'apprentissage collégial. Il répond à la demande des pays qui ont besoin d'une assistance autre que financière de la Banque pour résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. Le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement, qui avait un centre d'enseignement à Aman (Jordanie) et un autre au Caire (Égypte), s'est élargi pour inclure des partenaires d'Arabie saoudite et du Koweït. Des préparatifs sont en cours pour nouer de nouveaux partenariats au Bahreïn, dans les Émirats arabes unis, à Oman, dans la République islamique d'Iran et dans la République du Yémen. Des préparatifs sont

ENCADRÉ 5.8 PARTENARIAT POUR L'ENVIRONNEMENT — COMMENT GÉRER LE PATRIMOINE COMMUN

Dans le cadre de l'Initiative régionale pour la gestion des terres arides, la Banque aide les partenaires — Autorité palestinienne, Égypte, Israël, Jordanie et Tunisie — à développer la coopération technique et le partage du savoir-faire pour la gestion durable des ressources naturelles dans le but d'accroître la productivité et d'améliorer les niveaux de vie dans les zones marginales. Dans le Gouvernorat de Gabès en Tunisie, l'Initiative encourage les jeunes agriculteurs à s'installer dans le périmètre de Dissa et à se lancer dans l'agriculture irriguée en utilisant les eaux usées traitées par l'usine de Gabès, ce qui permet de créer des emplois tout en préservant la base de ressources naturelles. En Jordanie (zone du Wadi Mujib), les nouvelles structures de récupération de l'eau ont permis de surmonter trois années de sécheresse grave, et des projets sont en cours pour utiliser cette technologie dans d'autres régions. Les remblais en terre qui servent à récupérer l'eau sont consolidés par des plantations de cactus — technologie empruntée à la Tunisie. En outre, les paysans récoltent le cactus pour nourrir leur bétail et gagner de l'argent. En Égypte dans le bassin du Wadi Um Ashtan au nord-est du pays, un programme intensif de collecte de semences pour des espèces de fourrages et d'alimentation animale adaptées, exécuté avec les bedouins est associé à l'application de techniques simples de récupération de l'eau ; celles-ci ont permis de transformer en une zone véritablement productive cette région aride et désolée qui ne recevait en moyenne que 150 millimètres de précipitations par an.

aussi en cours au niveau du Portail du développement pour créer des sites en Jordanie, au Maroc et en Cisjordanie et à Gaza.

Un programme de services d'assistance technique remboursables, offert aux pays qui en font la demande, permet aussi d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus. Ces services hors prêt, qui s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat d'assistance technique établi de longue date avec les pays de la région qui ne peuvent emprunter à la Banque mondiale, portent notamment sur des activités telles que la diversification, la valorisation des ressources humaines, le développement du secteur privé et la réforme du secteur public. L'assistance technique couvre des conseils techniques et des conseils sur l'action à mener, le renforcement des capacités, la conception et l'exécution des projets, et la recherche de consensus. Dans la plupart des cas, ces diverses activités sont décidées en fonction des

circonstances, mais elles tendent de plus en plus à s'inscrire dans un cadre d'assistance technique défini par les pays concernés. L'Arabie saoudite a depuis longtemps un programme bien déterminé avec la Banque, tandis que le Koweït vient juste de mettre en place un programme de coopération technique de cette nature. La Banque donne à ce dernier pays des conseils sur des questions telles que le climat de l'investissement, la création d'emplois, la participation du secteur privé et la réforme du secteur de l'infrastructure.

INSTAURER UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Améliorer le climat de l'investissement, créer des emplois et instaurer les conditions d'une croissance durable demeurent des objectifs majeurs des pays de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord. La plupart d'entre eux ont mis en œuvre des politiques macroéconomiques appropriées pour améliorer le climat de l'investissement, et la situation s'est nettement améliorée sur ce point. Mais il reste d'importants problèmes à régler, par exemple pour rationaliser une réglementation tatillonne et simplifier les formalités administratives, améliorer les régimes fiscal et douanier et le régime de l'investissement, assurer le fonctionnement efficace du marché financier et du marché du travail, et élargir l'accès à des équipements d'infrastructure de qualité et abordables, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Au Maroc, l'évaluation du climat de l'investissement a permis de répertorier les mesures à prendre pour encourager la croissance et faciliter l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché. En Tunisie, le Fonds d'accès aux marchés d'exportation (FAMEX), programme exécuté conjointement avec la Banque, fournit une assistance technique aux entreprises privées dans des domaines tels que la commercialisation des exportations. Durant la seule année 2001, le programme a attiré plus de 100 nouvelles entreprises travaillant pour l'exportation. Pour aider les PME à prendre pied sur les marchés et à obtenir les informations dont elles ont besoin, la Banque a récemment lancé un Programme d'échanges pour les PME en Algérie (comme elle l'a déjà fait au Maroc et en Tunisie), dans le but d'établir des liens entre les chambres de commerce des deux côtés de la Méditerranée. La Jordanie a lancé le programme de privatisation le plus réussi de la région : il a procuré à l'État jusqu'à présent des recettes représentant près de 12 % du produit intérieur brut (PIB) et il a permis de créer 6 000 emplois, sans compter les avantages qu'en ont retiré les consommateurs : baisse des tarifs de télécommunications, diminution du temps d'attente pour obtenir des lignes téléphoniques et, dans le secteur des transports, augmentation du nombre des autobus et donc du nombre des passagers transportés. Le Groupe de la Banque mondiale administre, pour ce partenariat, un fonds fiduciaire substantiel pour le compte de l'Agence des États-Unis pour



Collecte de l'eau par des méthodes traditionnelles dans le cadre de contrats communautaires en République du Yémen.

le développement qui soutient le programme de privatisation jordanien.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

Pendant l'exercice 02, un grand nombre d'initiatives lancées avec le concours de la Banque mondiale ont permis d'aider les pauvres et les groupes vulnérables à se prendre en charge. Dans ce contexte, les programmes des fonds sociaux jouent le rôle le plus important. En Algérie, dans les bidonvilles les plus déshérités (qui sont des zones à haut risque où il n'existe aucun service social) un programme d'action pour la création de 28 centres de services sociaux a permis de fournir aux communautés locales un large éventail de services, incluant notamment une aide psychologique et psychiatrique et des services de rééducation pour les victimes du terrorisme ; une aide aux jeunes qui ont abandonné leurs études ; des programmes de sensibilisation des parents aux questions de santé et d'éducation ; des services d'information sur les droits sociaux ; des services de vaccination ; des activités sportives pour les jeunes et des programmes culturels.

Dans la République du Yémen et en Égypte, les fonds sociaux ont permis d'instaurer une culture de la participation en formant des partenariats efficaces entre les communautés locales, les ministères et les organisations non gouvernementales (ONG) et en renforçant leurs capacités. Cette participation active s'exprime au travers des structures communautaires telles que les conseils de parents, les communautés sanitaires et les associations des usagers de l'eau. Les sous-projets couvrent de multiples interventions — services d'éducation et de santé, projets novateurs de récupération de l'eau, activités environnementales, microfinancement, création d'emplois et activités axées

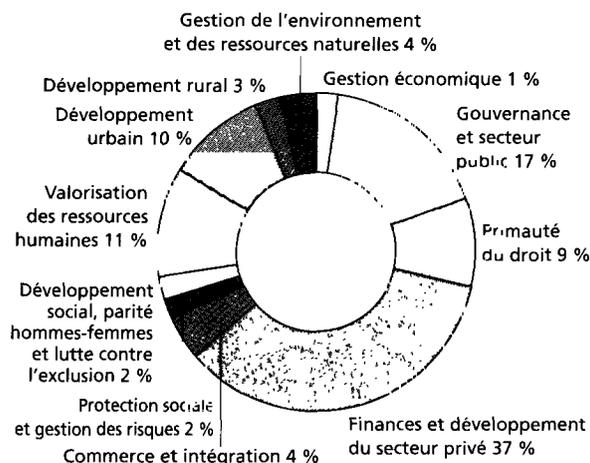
sur le patrimoine culturel qui ont une incidence directe sur le tourisme et qui procurent des revenus aux communautés. Dans la République du Yémen, 4,6 millions de personnes ont directement bénéficié de ces activités, et 1 million de personnes en ont bénéficié de manière indirecte. En Égypte, l'augmentation du taux de scolarisation des filles dans l'éducation de base est un objectif majeur des programmes d'éducation et des fonds sociaux financés par la Banque. Le projet égyptien de renforcement de l'enseignement a permis de construire des écoles dans des communautés isolées et démunies, et par là d'accroître les taux de fréquentation scolaire et de réduire la surcharge des classes. Ce projet, qui comportait par ailleurs une aide pour plus de 22 000 enfants défavorisés, a aussi permis d'augmenter la demande de scolarisation des filles grâce au lancement de plus de 200 campagnes de sensibilisation des communautés. Les ONG, les animateurs de communauté (y compris les femmes), et les responsables religieux jouent un rôle clé en persuadant les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, et les filles en particulier. Le projet de santé mis en œuvre récemment dans la République du Yémen illustre l'approche multiforme adoptée par la Banque pour traiter les problèmes de santé dans la région. Le projet vise à renforcer les services sanitaires en organisant dans huit districts un ensemble de services de santé maternelle et infantile intégrés, qui serviront près de 1,5 million de Yéménites. Il doit également renforcer le programme de santé publique pour combattre les maladies endémiques telles que le paludisme, et améliorer le système de gestion de la santé afin d'accroître l'efficacité de l'allocation des ressources limitées dont dispose ce secteur, et d'assurer une utilisation rationnelle de ces ressources.

PRIORITÉS MONDIALES

Les maladies transmissibles

En Égypte, un projet de la Banque conçu pour soutenir l'élargissement du Programme national de lutte contre la schistosomiase (NSCP) comporte un volet d'assistance technique pour renforcer les capacités de la recherche scientifique et la programmation de la santé publique. Aujourd'hui, le NSCP couvre toute la population rurale du pays, soit environ 35 millions d'habitants. Au Maroc, la Banque finance, dans le cadre du projet de santé de base, des programmes de lutte contre la tuberculose et des programmes élargis de vaccination, ce qui permettra d'accroître la capacité d'intervention des services de santé et de poursuivre leur décentralisation. Pour la tuberculose, les taux de dépistage et de réussite thérapeutique atteignent 90 %, et le taux d'échec des traitements est inférieur à 1 %. Les taux de couverture pour le troisième et dernier rappel du vaccin diphtérie-coqueluche-tétanos et pour le vaccin contre la rubéole parmi les enfants de moins d'un an atteignent respectivement 92 % et 90 %, et il n'y a pas de différence significative entre les régions urbaines et les régions rurales. Dans le cadre de ce projet, la Banque soutient aussi la mise au

Figure 5.11 **Moyen-Orient et Afrique du Nord :**
Répartition thématique des prêts de la BIRD
et de l'IDA, exercice 02
 Total USD 0,6 milliard



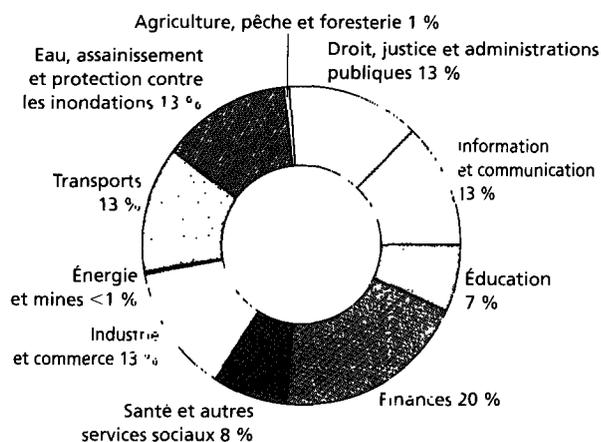
point du plan d'action marocain de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis (VIH/SIDA), validé par le gouvernement lors d'un atelier national qui s'est tenu à l'automne 2001.

Les pays de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord consacrent plus de 5 % de leur PIB à leurs systèmes de santé. Mais les résultats sont souvent décevants en raison des problèmes d'organisation, de qualité et d'efficacité de ces systèmes. La Banque aide les pays de la région en finançant des projets et des services de conseil pour promouvoir des réformes systémiques de plus vaste portée en Égypte, en Jordanie, au Maroc, dans la République d'Iran et en Tunisie.

Commerce et intégration

Consciente de la lenteur du processus d'intégration des pays de la région à l'économie mondiale, la Banque encourage de son mieux cette intégration en octroyant des prêts et en fournissant des services hors prêt. Les effets positifs de ces programmes sont déjà évidents en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, où les procédures douanières ont été simplifiées. Grâce à un prêt d'ajustement pour renforcer la compétitivité économique, les exportateurs tunisiens peuvent désormais obtenir le remboursement de leurs crédits d'impôts en 30 jours au lieu de six mois. Les autorités jordaniennes ont ouvert la zone économique spéciale d'Aqaba en mai 2001, qui offre pour la première fois un environnement

Figure 5.12 **Moyen-Orient et Afrique du Nord :**
Répartition sectorielle des prêts de la BIRD
et de l'IDA, exercice 02
 Total USD 0,6 milliard



international aux entreprises, qui sont pour l'essentiel des entreprises axées sur l'exportation auxquelles la Banque a apporté une aide dans le cadre du prêt de restructuration et de développement économiques. Grâce en partie à l'appui technique de la Banque, la Jordanie a accéléré son programme de privatisation à dater de janvier 2000 avec la cession de Jordan Telecom, d'Airport Duty Free Shops et de Jordan Flight Catering Company. Ce faisant, elle a pu attirer des investissements étrangers qui ont des répercussions positives évidentes pour les consommateurs. Avec le prêt de la Banque à l'appui de réformes, le Maroc a engagé une importante réforme des services douaniers dans le cadre de la composante portant sur la réforme du secteur public. Cette réforme a permis de ramener de deux jours à moins de 24 heures le délai requis pour les formalités de douane.

Architecture financière internationale

Pendant l'exercice 02, dans le cadre de l'action engagée pour renforcer l'architecture internationale, la Banque a entrepris des évaluations du secteur financier (l'évaluation relative au Maroc est en cours, celle de la Tunisie est achevée) ; une évaluation de la responsabilité financière pour l'Égypte ; et des rapports de comptabilité et d'audits sur l'observation des normes et des codes (ROSC) pour l'Égypte et le Maroc. Un ROSC portant sur le gouvernement d'entreprise a été achevé pour le Maroc.

Tableau 5.6 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord par thème et par secteur, exercices 93-02
(USD millions)

	Ex. 93-97 (moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02
THÈMES					
Gestion économique	50,5	5,2	0,0	11,9	5,0
Gouvernance et secteur public	79,5	89,8	130,6	102,6	93,3
Primauté du droit	16,1	59,5	9,3	56,5	49,1
Finances et développement du secteur privé	350,4	361,1	61,8	78,8	204,1
Commerce et intégration	28,3	38,8	3,0	3,4	24,8
Protection sociale et gestion des risques	68,3	87,4	100,0	5,6	11,0
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	69,0	64,5	71,6	52,5	13,4
Valorisation des ressources humaines	94,0	179,0	187,9	35,7	61,9
Développement urbain	140,8	125,9	143,5	46,7	55,8
Développement rural	214,3	175,3	89,2	86,4	14,5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	204,1	94,2	123,3	27,5	21,7
Total	1 305,2	1 280,8	920,0	507,5	554,5
SECTEURS					
Agriculture, pêche et foresterie	234,8	147,9	120,6	46,5	2,9
Droit, justice et administrations publiques	127,4	236,0	108,9	161,5	74,7
Information et communication	11,0	33,8	1,3	59,2	69,9
Éducation	97,2	94,2	197,1	72,3	38,0
Finances	161,8	190,8	5,3	0,0	110,5
Santé et autres services sociaux	98,2	159,8	158,9	39,3	41,7
Industrie et commerce	170,9	168,6	47,9	27,0	71,7
Énergie et mines	82,2	56,8	0,0	0,0	1,3
Transports	146,5	81,7	59,6	82,8	70,9
Eau, assainissement et protection contre les inondations	175,3	110,9	220,5	19,0	73,1
Total	1 305,2	1 280,8	920,0	507,5	554,5
Dont BIRD	1 155,7	955,5	760,3	355,2	451,8
Dont IDA	149,5	325,3	159,8	152,3	102,7

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 principaux thèmes et les 10 principaux secteurs du nouveau système thématique et sectoriel, qui comprend 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 30. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

Chapitre 6



Tableaux

TABLEAU 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale	131
TABLEAU 6.2 Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	133
TABLEAU 6.3 Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	133
TABLEAU 6.4 Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	134
TABLEAU 6.5 Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	134
TABLEAU 6.6 Amérique latine et Caraïbes : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	135
TABLEAU 6.7 Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	135
TABLEAU 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique	136
TABLEAU 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie de l'Est et Pacifique	144
TABLEAU 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie du Sud	148
TABLEAU 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale	151
TABLEAU 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes	157
TABLEAU 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Moyen-Orient et Afrique du Nord	164
TABLEAU 6.14 Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 02	166

La Banque mondiale en bref

Structure organique

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants	116
Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix et part du total des voix dont ils disposent	120
Direction	122
Adresse des bureaux	123

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants au 30 juin 2002

Etat membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Afghanistan	Hedayat Amin-Arsala	(vacant)
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Mandisi Bongani Mpahlwa
Albanie	Kastriot Islami	Fatos Ibrahimimi
Algérie	Mohamed Terbeche	Omar Bougara
Allemagne	Heidemarie Wieczorek-Zeul	Caio K. Koch-Weser
Angola	Ana Dias Lourenco	Job Graca
Antigua-et-Barbuda +	Lester B. Bird	Asot A. Michael
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Hamad Al-Sayari
Argentine	Roberto Lavagna	Mario Blejer
Arménie	Vahram Nercissiantz	Karen Chshmarityan
Australie	Peter Costello	Chris Gallus
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	Jahangir Fevzi Hajiyev
Bahamas +	William C. Allen	Ruth R. Millar
Bahreïn +	Abdulla Hassan Saif	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	M. Saifur Rahman	Anisul Huq Chowdhury
Barbade	Reginald Farley	Grantley W. Smith
Bélarus +	Andrei V. Kobayakov	Vladimir N. Shimov
Belgique	Didier Reynders	Guy Quaden
Belize	Ralph Fonseca	Sydney Campbell
Bénin	Bruno Amoussou	Lazare Sehoueto
Bhoutan	Yeshey Zimba	(vacant)
Bolivie	Jacques Trigo Loubiere	Bernardo Requena Blanco
Bosnie-Herzégovine	Azra Hadziahmetovic	Mladen Ivanic
Botswana	Baledzi Gaolathe	Serwalo S.G. Tumelo
Brésil	Pedro Sampaio Malan	Arminio Fraga Neto
Brunéï Darussalam +	Haji Hassanal Bolkiah	Yakub Abu Bakar
Bulgarie +	Milen Veltchev	Martin Mihaylov Zaimov
Burkina Faso	Jean Baptiste Compaore	Etienne Yameogo
Burundi	Edouard Kadigiri	Dieudonne Nintunze
Cambodge	Keat Chhon	Ouk Rabun
Cameroun	Martin Okouda	Daniel Njankouo Lamere
Canada	John Manley	Leonard M. Good
Cap-Vert	Carlos Augusto Duarte Burgo	(vacant)
Chili	Nicolas Eyzaguirre	Mario Marcel
Chine	Xiang Huaicheng	Jin Liqun
Chypre	Takis Klerides	Andreas Tryfonides
Colombie	Juan Manuel Santos Calderon	Juan Carlos Echeverry
Comores	Djaffar Mmadi	Moindjie Saadi
Congo, République démocratique du	Matungulu Mbuyamu Ilankir	Jean-Claude Masangu Mulongo
Congo, République du	Mathias Dzon	Clement Mierassa
Corée, République de	Yun-Churl Jeon	Seung Park
Costa Rica	Jorge Walter Bolanos Rojas	Eduardo Lizano Fait
Côte d'Ivoire	Affi N'Guessan	Bouabre Bohoun
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
Danemark	Per Stig Moller	Carsten Staur
Djibouti	Yacin Elmi Bouh	Nouh Omar Miguil
Dominique	Swinburne Lestrade	Ambrose M. J. Sylvester
Égypte, République arabe d'	Medhat Hassanein	Faiza Abulnaga

	Gouverneur	Gouverneur suppléant
El Salvador	Juan Jose Daboub	Rafael Barraza
Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohammed Khalfan Bin Khirbash
Équateur	Carlos Julio Emanuel	Julio Ponce Arteta
Érythrée	Berhane Abrehe	Kibrom Dafla
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Juan Costa Climent
Estonie + États-Unis	Harri Ounapuu	Renaldo Mandmets
Éthiopie	Paul H. O'Neill	Alan P. Larson
Fédération de Russie	Sufian Ahmed	Mekonnen Manyazewal
Fidji	Viktor Khristenko	German O. Gref
	Jone Yavala Kubuabola	Solomone S. Kotobalavu
Finlande	Sauli Niinisto	Satu Hassi
France	Francis Mer	Jean-Pierre Jouyet
Gabon	Casimir Oye-Mba	Claude Ayo Iguendha
Gambie	Famara L. Jatta	Dodou B. Jagne
Géorgie	Mirian Gogiasvili	Giorgi Gachechiladze
Ghana	Yaw Osafo-Maafa	Grace Coleman
Grèce	Nikolaos Christodoulakis	Vasilis Rapanos
Grenade	Anthony Boatswain	Swinburne Lestrade
Guatemala	Eduardo Humberto Weymann Fuentes	Lizardo Arturo Sosa Lopez
Guinée	Cheick Ahmadou Camara	Cellou Dalein Diallo
Guinée-Bissau	Rui Duarte Barros	Verissimo Paulino Nancassa
Guinée équatoriale	Fortunato Ofa Mbo	Melchor Esono Edjo
Guyana	Bharrat Jagdeo	Saisnarine Kowlessar
Haiti	Faubert Gustave	Venel Joseph
Honduras	Arturo Alvarado	Maria Elena Mondragon de Villar
Hongrie	Csaba Laszlo	Peter Adamecz
Îles Marshall	Michael Konelios	Smith Michael
Îles Salomon	Laurie Chan	Shadrach Fanega
Inde	Yashwant Sinha	Chander Mohan Vasudev
Indonésie	Boediono	Achjar Iljas
Iran, République islamique d'	Thahmaseb Mazaheri-Khorzani	Mohammad Khazae-Torshizi
Iraq	Issam Rashid Hwaish	Hashim Ali Obaid
Irlande	Charlie McCreevy	Tom Considine
Islande	Halldor Asgrimsson	Geir Hilmar Haarde
Israël	David Klein	Ohad Marani
Italie	Antonio Fazio	Lorenzo Bini Smaghi
Jamaïque + Japon	Omar Lloyd Davies	Wesley George Hughes
Jordanie	Masajuro Shiokawa	Masaru Hayami
Kazakhstan	Bassem I. Awadallah	Hala Bsaiso Lattouf
Kenya	Alexander Sergeyevich Pavlov	Mazhit T. Yessenbayev
	Christopher Mogere Obure	Mwaghazi W. Mwachofi
Kiribati	Beniamina Tinga	Tebwe Ietaake
Koweït	Yousef Hamad Al-Ebraheem	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	Mohlabi Kenneth Tsekoa	T. J. Ramotsoari
Lettonie	Roberts Zile	Aigars Kalvitis
Liban	Fuad A.B. Siniora	Basil R. Fuleihan
Libéria	Amelia A. Ward	M. Nathaniel Barnes
Libye	Alojeli Abdel Salam Breeni	Ali Ramadan Shnebsh
Lituanie + Luxembourg	Dalia Grybauskaitė	Arvydas Kregzde
	Luc Frieden	Jean Guill

(suite page suivante)

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants (suite)

Etat membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Macédoine, ex-République yougoslave de	Nikola Gruevski	Vanco Kargov
Madagascar	Pierrot J. Rajaonarivelo	Simon Constant Horace
Malaisie	Mahathir Mohamad	Samsudin Hitam
Malawi	Friday Jumbe	Zaki Chalira
Maldives	Fathulla Jameel	Adam Maniku
Mali	Ousmane Issoufi Maiga	Toure Alimata Traore
Malte +	John Dalli	Joseph Scicluna
Maroc	Fathallah Oualalou	Ahmed Lahlimi
Maurice	Khushhal Chand Khushiram	Philippe Ong Seng
Mauritanie	Mohamed Ould Nany	Abdallah Ould Hormtallah
Mexique	Francisco Gil Diaz	Agustin Carstens
Micronésie, États fédérés de	John Ehsa	Sebastian L. Anefal
Moldova	Zinaida Grecianii	Dumitru Ursu
Mongolie	Chultem Ulaan	Ochirbat Chuluunbat
Mozambique	Adriano Afonso Maleiane	Manuel Chang
Myanmar	Khin Maung Thein	Soe Lin
Namibie +	Saara Kuugongelwa	Usutuaije Maamberua
Népal	Ram Sharan Mahat	Bimal P. Koirala
Nicaragua	Eduardo Montealegre Rivas	Mario Alonso Icabalceta
Niger	Ali Badjo Gamatie	Maliki Barhouni
Nigéria	Adamu Ciroma	Thelma Amata Iremiren
Norvège	Hilde Frafjord Johnson	Olav Kjørven
Nouvelle-Zélande	Michael Cullen	Alan Bollard
Oman	Ahmed Macki	Mohammed bin Nasser Al-Khasibi
Ouganda	Gerald M. Ssendaula	C. M. Kassami
Ouzbékistan	Rustam S. Azimov	(vacant)
Pakistan	Shaukat Aziz	Nawid Ahsan
Palaos	Casmir Remengesau	Lawrence Alan Goddard
Panama	Norberto Delgado Duran	Domingo Latorraca
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Mekere Morauta	Koiari Tarata
Paraguay	James Spalding	Jose Ernesto Buttner
Pays-Bas	Gerrit Zalm	Eveline Herfkens
Pérou	Pedro Pablo Kuczynski	Richard Webb
Philippines	Jose Isidro N. Camacho	Rafael B. Buenaventura
Pologne	Leszek Balcerowicz	Andrzej S. Bratkowski
Portugal	Manuela Ferreira Leite	Miguel Frasquilho
Qatar +	Yousef Hussain Kamal	Abdullah Bin Khalid Al-Attiyah
République arabe syrienne	Muhammad Al-Atrash	Mohamad Bittar
République centrafricaine	Alexis Ngomba	Clement Eregani
République démocratique populaire lao	Soukanh Mahalath	Phouphet Khamphouvong
République dominicaine	Francisco M. Guerrero Prats-R.	Luis Manuel Piantini
République kirghize	Temirbek Akmataliyev	Kubat Abduldaevich Kanimetov
République slovaque	Ivan Miklos	Marian Jusko
République tchèque	Jiri Rusnok	Oldrich Dedek
Roumanie +	Mihai Nicolae Tanasescu	Emil Iota Ghizari
Royaume-Uni	Clare Short	Gordon Brown
Rwanda	Donald Kaberuka	Jean Marie Karekezi
Saint-Kitts-et-Nevis	Denzil Douglas	Wendell Everton Lawrence

	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Saint-Marin + Saint-Vincent-et-les Grenadines Sainte-Lucie Samoa São Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles + Sierra Leone Singapour + Slovénie	Fiorenzo Stolfi Ralph E. Gonsalves Kenny D. Anthony Misa Telefoni Retzlaff Adelino Santiago Castelo David Abdoulaye Diop Jeremie Bonnelame Peter J. Kuyembeh Lee Hsien Loong Anton Rop	Clelio Galassi Laura Anthony-Browne Bernard La Corbiniere Hinauri Petana Angela M. da Graca Viegas Santiago Cheikh Hadjibou Soumare Alain Butler-Payette Samura Kamara Lim Siong Guan Irena Sodin
Somalie Soudan Sri Lanka Suriname + Suède Suisse Swaziland Tadjikistan Tanzanie Tchad	(vacant) Abdul Rahim Hamdi Kairshasp Nariman Choksy Humphrey S. Hildenberg Bosse Ringholm Pascal Couchepin Guduza Dlamini Safarali Najmuddinov Abdallah Omar Kigoda Mahamat Ali Hassan	(vacant) Sabir Mohamed Hassan Charitha Ratwatte Stanley B. Ramsaran Jan O. Karlsson Joseph Deiss Musa D. Fakudze Maruf N. Sayfiev Peter J. Ngumbullu Maina Touka Sahanaye
Thaïlande Togo Tonga Trinité-et-Tobago Tunisie Turkménistan + Turquie Ukraine + Uruguay + Vanuatu	Somkid Jatusripitak Simfeitchou Pre Siosuia T. T. 'Utoikamanu Patrick Manning Fethi Merdassi Ymamurdy Gandymov Faik Oztrak Vasyl Rohovyi Alberto Bension Sela Molisa	Somchainuk Engtrakul Kossi Assimaidou 'Aisake V. Eke Conrad Enill Abdelhamid Triki (vacant) Aydin Karaoz Alexander Shlapak Ariel Davrieux Jeffery Wilfred
Venezuela, République bolivarienne du + Viet Nam Yémen, République du Yougoslavie, République fédérale de Zambie Zimbabwe	Felipe Perez Le Duc Thuy Ahmed Mohamed Sofan Miroljub Labus Boniface Nonde Simba Herbert Stanley Makoni	Tobias Nobrega Suarez Duong Thu Huong Anwar Rizq Al-Harazi Jovan Rankovic Likolo Ndalamei Leonard Ladislas Tumba

+ Non membre de l'IDA

Structure organique

Administrateurs et Administrateurs suppléants

Nombre de voix et part du total des voix dont ils disposent au 30 juin 2002

Administrateur	Administrateur suppléant	États au nom desquels vote chaque Administrateur	BIRD		IDA	
			Total des voix	% du total	Total des voix	% du total
Nommés						
Carole Brookins	Robert B. Holland, III	États-Unis	265 219	16,45	1 913 640	14,52
Yuzo Harada	Masanori Yoshida	Japon	127 250	7,89	1 461 212	11,09
Eckhardt Deutscher	Eckhardt Biskup	Allemagne	72 649	4,51	940 076	7,13
Tom Scholar	Rosemary B. Stevenson	Royaume-Uni	69 647	4,32	658 718	5,00
Pierre Duquesne	Emmanuel Moulin	France	69 647	4,32	579 342	4,40
Élus						
Philippe M. Peeters (Belgique)	Emin Dedeoglu (Turquie)	Autriche, Bélarus ^a , Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie	77 669	4,82	592 203	4,49
Moises Pineda (Mexique)	Jose H. Machillanda (Rép. bol. du Venezuela)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Venezuela (République bolivarienne du) ^a	72 786	4,51	291 969	2,22
Pieter Stek (Pays-Bas)	Tamara Solyanyk (Ukraine)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie ^a , Croatie, Chypre, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie ^a , Ukraine ^a	72 208	4,48	478 024	3,63
Terrie O'Leary (Canada)	Sharon Weber (Jamaïque)	Antigua-et-Barbuda ^a , Bahamas ^a , Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque ^a , Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines	62 217	3,86	560 547	4,25
Jaime Ruiz (Colombie)	Luis Antonio Balduino (Brésil)	Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, République dominicaine, Suriname ^a , Trinité-et-Tobago	58 124	3,61	392 696	2,98
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Malte ^a , Portugal, Saint-Marin ^a	55 938	3,47	517 721	3,93
Neil F. Hyden (Australie)	Dong-Soo Chin (Corée, République de)	Australie, Cambodge, Corée (République de), Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	55 800	3,46	396 886	3,01
Balmiki Prasad Singh ^b (Inde)	Akbar Ali Khan (Bangladesh)	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Sri Lanka	54 945	3,41	546 804	4,15
Ahmed Sadoudi (Algérie)	Inaamul Haque ^c (Pakistan)	Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	54 052	3,35	253 710	1,93
Finn Jønck (Danemark)	Inkeri Hirvensalo (Finlande)	Danemark, Estonie ^a , Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie ^a , Norvège, Suède	54 039	3,35	652 246	4,95
Girmai Abraham (Érythrée)	Richard H. Kaijuka (Ouganda)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie ^a , Nigéria, Ouganda, Seychelles ^a , Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	53 962	3,35	476 109	3,61

Administrateur	Administrateur suppléant	États au nom desquels vote chaque Administrateur	BIRD		IDA	
			Total des voix	% du total	Total des voix	% du total
Pietro Veglio (Suisse)	Jerzy Hylewski (Pologne)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan ^a	46 096	2,86	467 821	3,55
Zhu Guangyao (Chine)	Chen Huan ^d (Chine)	Chine	45 049	2,79	247 345	1,88
Yahya Abdulla M. Alyahya (Arabie saoudite)	Abdulrahman M. Almofadhi (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	45 045	2,79	471 464	3,58
(Vacant) ^e (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	45 045	2,79	35 991	0,27
Mahdy Ismail Aljazzaf (Koweït)	Mohamed Kamel Amr (République arabe d'Égypte)	Bahreïn ^a , Égypte (République arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, Qatar ^a , République arabe syrienne, Yémen (République du)	43 984	2,73	283 980	2,16
Abdul Aziz Mond. Yaacob (Malaisie)	Nguyen Doan Hung (Viet Nam)	Brunéi Darussalam ^a , Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour ^a , Thaïlande, Tonga, Viet Nam	41 096	2,55	345 372	2,62
Mario Soto-Platero (Uruguay)	Roberto Garcia-Lopez (Argentine)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay ^a	37 499	2,33	237 131	1,80
Bassary Toure (Mali)	Paulo F. Gomes (Guinée-Bissau)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo	32 252	2,00	374 898	2,85

Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé la fonction d'Administrateur ou d'Administrateur suppléant après le 30 juin 2001 :

Administrateur	Fin du mandat	Administrateur suppléant	Fin du mandat
Khalid M. Al-Saad (Koweït)	31 octobre 2001	Anna M. Brandt (Suède)	31 juillet 2001
Andrei Bugrov (Fédération de Russie)	31 mars 2002	Lewis D. Holden (Nouvelle-Zélande)	6 juillet 2001
Matthias Meyer (Suisse)	31 mars 2002	Mahbub Kabir (Bangladesh)	21 septembre 2001
Jean-Claude Milleron (France)	1 ^{er} août 2001		
Stephen Pickford (Royaume-Uni)	16 décembre 2001		
Jan Piercy (États-Unis)	19 août 2001		
Helmut Schaffer (Allemagne)	15 juin 2002		

Note : L'Afghanistan (550 voix à la BIRD et 13 557 voix à l'IDA), l'Éthiopie (1 228 voix à la BIRD et 23 053 voix à l'IDA) et la Somalie (802 voix à la BIRD et 10 506 voix à l'IDA) n'ont pas participé à l'élection ordinaire des Administrateurs tenue en 2000. La République fédérale de Yougoslavie (1 847 voix à la BIRD et 25 109 voix à l'IDA) est devenue membre après cette élection.

a. Membre de la BIRD seulement.

b. Sera remplacé par C. M. Vasudev (Inde) à compter du 1^{er} août 2002.

c. Sera remplacé par Tanwir Ali Agha (Pakistan) à compter du 1^{er} juillet 2002.

d. Sera remplacé par Wu Jinkang (Chine) à compter du 15 juillet 2002.

e. Succession assurée par Alexey G. Kvasov (Fédération de Russie) à compter du 1^{er} juillet 2002.

Structure organique

Direction au 30 juin 2002

Président

James D. Wolfensohn

Directeur général
Directeur général
Directeur général
Directeur général

Shengman Zhang
Jeffrey A. Goldstein
Mamphela Ramphela
Peter Woicke

Premier Vice-président et Directeur financier
Premier Vice-président (Économie du développement) et Économiste en chef
Vice-président et Responsable de réseau (Politique opérationnelle et Services-pays)
Vice-président (Secteur financier)
Vice-président et Contrôleur
Vice-président (Amérique latine et Caraïbes)
Vice-président et Secrétaire
Vice-président et Responsable de réseau (Développement écologiquement et socialement durable)
Vice-président (Relations extérieures et Questions concernant les Nations Unies)
Vice-président (Asie de l'Est et Pacifique)
Vice-président (Mobilisation des ressources et cofinancement)
Vice-président (Institut de la Banque mondiale)
Vice-président (Europe et Asie centrale)
Vice-président (Afrique)
Vice-président et Chef des services d'information
Vice-président et Responsable de réseau (Lutte contre la pauvreté et gestion économique)
Vice-président (Asie du Sud)
Vice-président (Relations extérieures, Europe)
Vice-président et Responsable de réseau (Développement humain)
Vice-président (Moyen-Orient et Afrique du Nord)
Vice-président (Développement du secteur privé et infrastructure) et Responsable de réseau (Secteur privé et infrastructure)
Vice-président (Ressources humaines)
Vice-président (Stratégie et gestion des ressources)
Vice-président et Conseiller juridique
Vice-président et Trésorier
Directeur général (Évaluation des opérations)

Gary Perlin
Nicholas Stern
James W. Adams
Cesare Calari
Fayezul H. Choudhury
David de Ferranti
Cheikh Ibrahima Fall

Ian Johnson
Mats Karlsson
Jemal-ud-din Kassum
Motoo Kusakabe
Frannie Leautier
Johannes Linn
Callisto Madavo
Mohamed Muhsin

Gobind Nankani
Mieko Nishimizu
Jean-François Rischard
Jo Ritzen
Jean-Louis Sarbib

Nemat Shafik
Katherine Sierra
Anil Sood
Ko-Yung Tung
Graeme Wheeler
Robert Picciotto

Adresse des bureaux au 30 juin 2002

Siège

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433, États-Unis
Tél. : (202) 473-1000
Fax : (202) 477-6391
Courriel : feedback@worldbank.org
www.worldbank.org

Bureau de New York

M. Eduardo A. Doryan
Bureau du Représentant spécial auprès
des Nations Unies
809 United Nations Plaza, Suite 900
New York, N.Y. 10017, États-Unis
Courriel : edoryan@worldbank.org

Nouvelle adresse à compter du 15/8/02
1 Dag Hammarskjöld Plaza
885 2nd Avenue, 26th Floor
New York, N.Y. 10017, États-Unis
Tél. : (212) 355-5112
Fax : (212) 355-4523

Europe

M. Jean-François Rischard
Vice-président
Banque mondiale
66 avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Tél. : (33-1) 40 69 30 00
Fax : (33-1) 40 69 30 64
www.worldbank.org/europe

Bruxelles

M. Andrew Rogerson
Banque mondiale
10 rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32-2) 552 00 52
Fax : (32-2) 552 00 25
Courriel : Arogerson@worldbank.org
www.worldbank.org/eu

Francfort

M. Oltmann G. Siemens
The World Bank
Bockenheimer Landstrasse 109
60325 Francfort-sur-le-Main, Allemagne
Tél. : (49-69) 743-48230
Fax : (49-69) 743-48239

Genève

M. Alfredo Sfeir-Younis
Banque mondiale
3, chemin Louis-Dunant
Case Postale 66
1211 Genève 20, Suisse
Tél. : (41-22) 748 1000
Fax : (41-22) 748 1030

Londres

The World Bank
New Zealand House
15th Floor, Haymarket
Londres SW1 Y4TE, Grande-Bretagne
Tél. : (44-20) 7930-8511
Fax : (44-20) 7930-8515

Rome

Mme Susana Esteban Berrocal
The World Bank
Via Labicana 110
00184 Rome, Italie
Tél. : (39-06) 77 7101
Fax : (39-06) 70 96 046
www.worldbank.org/europe

Tokyo

M. Yukio Yoshimura
Vice-président
The World Bank
10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011 Japon
Tél. : (81-3) 3597-6650
Fax : (81-3) 3597-6695
Courriel : Yyoshimura1@worldbank.org
Courriel : Ptkyo@worldbank.org
www.worldbank.org.or.jp/

Afghanistan

M. William Byrd
The World Bank
Street No. 15, House No. 19
Wazir Akbar Khan
Kaboul, Afghanistan
Tél. : 0093 7207 9192
Courriel : Wbyrd@worldbank.org

*Afrique du Sud

M. Faye S. Omar
The World Bank
First Floor, Pro Equity Court
1250 Pretorius Street
Hatfield, Pretoria 0083
République sud-africaine
(adresse postale : P.O. Box 12629,
Hatfield 0028, Pretoria)
Tél. : (27-12) 431-3100
Fax : (27-12) 431-3134
Courriel : Fomar@worldbank.org

Albanie

M. Eugen Scanteie
The World Bank
Deshmoret e 4 Shkurtit, No. 34
Tirana, Albanie
Tél. : (355-4) 230 017
Fax : (355-4) 240 590
Courriel : Escanteie@worldbank.org

Algérie

M. Djamel Mostefai
Bureau de liaison de la Banque mondiale
c/o Hôtel Sheraton
Staouéli, Alger, Algérie
Tél. : (213-21) 37-66-13
Fax : (213-21) 37-66-14
Courriel : Dmostefai@worldbank.org

Angola

Mme Olinda M. Vieira Dias
The World Bank Liaison Office
Rua Alfredo Troni (Edifício BPC)
No. 15, 14 Andar (14th Floor)
Luanda, Angola
(adresse postale : Caixa Postal 1331)
Tél. : (244-2) 394-877
Fax : (244-2) 394-784
Courriel :
Otorresvieiradia@worldbank.org

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

Arabie saoudite

M. Edgar Saravia
The World Bank
UNDP Building, Diplomatic Quarter
(beside American Embassy)
Riyad, Arabie saoudite
(adresse postale : P.O. Box 5900,
Riyad 11432, Arabie saoudite)
Tél. : (966-1) 483-4956
Fax : (966-1) 488-5311
Courriel : Esaravia@worldbank.org

***Argentine**

Mme Myrna L. Alexander
Banco Mundial
Edificio Bouchard
Bouchard 547, 3er Piso
C1106ABG Buenos Aires, Argentine
Tél. : (54-11) 4316-9700
Fax : (54-11) 4313-1233
Courriel : Mlalexander@worldbank.org

Arménie

M. Owaise Saadat (jusqu'au 31/7/02)
M. Roger Robinson (à partir du 1/8/02)
The World Bank
Republic Square
9 V. Sargsyan Street
Erevan 375010, Arménie
Tél. : (374-1) 527888
Fax : (374-1) 521787
Courriel : Osaadat@worldbank.org
Courriel : Rrobinson@worldbank.org

***Australie**

M. Klaus Rohland
The World Bank
Level 19, CML Building
14 Martin Place
Sydney NSW 2000, Australie
Tél. : (61-2) 9235-6522
Fax : (61-2) 9223-9903
Courriel : Krohland@worldbank.org

Azerbaïdjan

M. Akbar Noman
The World Bank
91-95 Mirza Mansur Street
Icheri Sheher
Bakou, 370004, Azerbaïdjan
Tél. : (994-12) 922586
Fax : (994-12) 921479
Courriel : Anoman@worldbank.org

***Bangladesh**

M. Frederick Thomas Temple
The World Bank
3A, Paribagh
Dhaka 1000, Bangladesh
(adresse postale : G.P.O. Box 97)
Tél. : (880-2) 861-1056
Fax : (880-2) 861-3220
Courriel : Ftemple@worldbank.org

Bélarus

M. Sergiy Kulyk
The World Bank
2A Gertsen Street, 2nd Floor
Minsk, 220030
République du Bélarus
Tél. : (375-17) 226-5284
Fax : (375-17) 211-0314
Courriel : Skulyk@worldbank.org

Belgique

Mme Margret C. Thalwitz
Banque mondiale
Rue Montoyer
17-19, 1^{er} étage
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32-2) 504 09 90
Fax : (32-2) 504 09 99
Courriel : Mthalwitz@worldbank.org

Bénin

Mme Diarietou Gaye
Banque mondiale
Zone résidentielle de la Radio
Cotonou, Bénin
(adresse postale : B.P. 03-2112)
Tél. : (229) 312124
Fax : (229) 312751, 315839
Courriel : Dgaye@worldbank.org

Bolivie

M. John Newman
Banco Mundial
Edificio Victor, piso 9
Calle Fernando Guachalla #342—
Sopocachi
La Paz, Bolivie
(adresse postale : Casilla 8692)
Tél. : (591-2) 244-3555
Fax : (591-2) 212-9880
Courriel : Jnewman@worldbank.org

Bosnie-Herzégovine

M. Joseph K. Ingram
The World Bank
Hamdije Kresevljakovica 19/5
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Tél. : (387-33) 440 293
Fax : (387-33) 440 108
Courriel : Jingram@worldbank.org
www.worldbank.org.ba/

***Brésil**

M. Vinod Thomas
Banco Mundial
Setor Comercial Norte Quadra 02
Lote A—Edifício
Corporate Financial Center
Conjuntos 303/304, 603
Brasília, DF 70712-900, Brésil
Tél. : (55-61) 329-1000
Fax : (55-61) 329-1010
Courriel : Vthomas@worldbank.org

Brésil, Fortaleza

M. Vinod Thomas
The World Bank Liaison Office
Rua Oswaldo Cruz, No. 01
Edifício Beira Mar Trade Center,
Sala 1710, 60125-150 – Fortaleza,
Ceará, Brésil
Tél. : (55-85) 242-7200
Fax : (55-85) 242-7177

Brésil, Recife

M. Tulio Barbosa
Banco Mundial
Edifício SUDENE, Sala 13S-021
Cidade Universitaria
50670-900 Recife, PE, Brésil
Tél. : (55-81) 3453-1644
Fax : (55-81) 3453-4624
Courriel : Tbarbosa@worldbank.org

Bulgarie

M. Oscar de Bruyn Kops
The World Bank
World Trade Center—Interpred
36 Dragan Tsankov Blvd.
1040 Sofia, Bulgarie
Tél. : (359-2) 96 97 229
Fax : (359-2) 971 20 45
Courriel :
Odebruynkops@worldbank.org
www.worldbank.bg/

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

Burkina Faso

M. Jean Mazurelle
Banque mondiale
Immeuble BICIA, 3^e étage
Ouagadougou, Burkina Faso
(adresse postale : B.P. 622)
Tél. : (226) 306237
Fax : (226) 308649
Courriel : Jmazurelle@worldbank.org

Burundi

M. Mathurin Gbetibouo
Banque mondiale
Avenue du 18 septembre
Bujumbura, Burundi
(adresse postale : B.P. 2637)
Tél. : (257) 222443, 223269
Fax : (257-2) 26005
Courriel : Mgbetibouo@worldbank.org

Cambodge

M. Bonaventure Mbida-Essama
The World Bank
113 Norodom Boulevard
Phnom Penh, Cambodge
(adresse postale : P.O. Box 877)
Tél. : (855-23) 213538, 213639
Fax : (855-23) 210504, 210373
Courriel : Bmbidaessama@worldbank.org

Cameroun

M. Madani M. Tall
Banque mondiale
Rue 1. 792, n° 186
Yaoundé, Cameroun
(adresse postale : B.P. 1128)
Tél. : (237) 221 68 75
Fax : (237) 221 07 22
Courriel : Mtall@worldbank.org

***Chine**

M. Yukon Huang
The World Bank
9th Floor, Building A, Fuhua Mansion
No. 8, Chaoyangmen Beidajie
Dongcheng District,
Beijing 100027, Chine
(adresse postale : P.O. Box 100600-9086)
Tél. : (86-10) 6554-3361
Fax : (86-10) 6554-1686
Courriel : Yhuang2@worldbank.org
www.worldbank.org.cn/

***Cisjordanie et Gaza**

M. Nigel Roberts
The World Bank
P.O. Box 54842
Jérusalem
Al-Ram Tél. : (972-2) 2366500
Al-Ram Fax : (972-2) 2366543
Gaza Tél. : (972-8) 2823422
Gaza Fax : (972-8) 2824296

Colombie

M. Alberto Chueca Mora
Banco Mundial
Carrera 7 No. 71-21
Torre A, piso 16
Apartado 10229
Bogota, Colombie
Tél. : (57-1) 326-3600
Fax : (57-1) 326-3480
Courriel : Achuecamora@worldbank.org

Congo, République démocratique du

M. Onno Ruhl
Banque mondiale
Avenue Wagenia, n° 4847
Kinshasa-Gombe
République démocratique du Congo
Tél. : (243) 99 49015
Fax : (243) 880-7817
Courriel : Oruhl@worldbank.org

Congo, République du

M. Alassane Diawara
Banque mondiale
Immeuble BDEAC, 2^e étage
Boulevard de la Révolution
B.P. 14536
Brazzaville, République du Congo
Tél. : (242) 81 33 30
Fax : (242) 81 53 16
Courriel : Adiawara@worldbank.org

***Côte d'Ivoire**

M. Mamadou Dia
Banque mondiale
Carrefour rues Booker Washington
et Jacques Aka, Cocody,
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
(adresse postale : B.P. 1850)
Tél. : (225) 22 40 04 00
Fax : (225) 22 40 04 61
Courriel : Mdia@worldbank.org

***Croatie**

M. Andrew Vorkink, Directeur-pays
Mme Indira Konjhodzic, Responsable
des opérations
The World Bank
Trg J.F. Kennedyya 6b/III
HR-10000 Zagreb, Croatie
Tél. : (385-1) 2357-222
Fax : (385-1) 2357-200
Courriel : Avorkink@worldbank.org
Courriel : Ikonjhodzic@worldbank.org
www.worldbank.hr/

***Égypte, République arabe d'**

M. Mahmood A. Ayub
The World Bank
World Trade Center
1191 Corniche El-Nil, 15th Floor
Boulaq
Le Caire, République arabe d'Égypte,
11221
Tél. : (20-2) 574-1670
Fax : (20-2) 574-1676
Courriel : Mayub@worldbank.org

Équateur

M. McDonald P. Benjamin
Banco Mundial
Calle 12 de Octubre 1830 y Cordero
World Trade Center
Torre B, Piso 13
Quito, Équateur
Tél. : (593-2) 222 0204
Fax : (593-2) 222 0205
Courriel : Mbenjamin1@worldbank.org

Érythrée

M. Emmanuel Y. Ablo
The World Bank
15/17, Tsegai Adig Street
Zone 03, Subzone 01
Asmara, Érythrée
Tél. : (291-1) 12 43 02
Fax : (291-1) 12 43 09
Courriel : Eablo@worldbank.org

***Éthiopie**

M. Ishac Diwan
The World Bank
Africa Avenue
Bole Road
Addis-Abeba, Éthiopie
(adresse postale : P.O. Box 5515)
Tél. : (251-1) 62 77 00
Fax : (251-1) 62 77 17
Courriel : Idiwan@worldbank.org

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

***Fédération de Russie**

M. Julian F. Schweitzer
The World Bank
Sadovaya-Kudrinskaya No. 3
Moscou 123242, Fédération de Russie
Tél. : (7-095) 745-7000
Fax : (7-095) 254-8368
Courriel : Jschweitzer@worldbank.org
www.worldbank.org/eng/

Gabon

Banque Mondiale
Quartier Palais de Justice
Section RG
Parcelle n° 222
Libreville, Gabon
Tél. : (241) 73 81 71
Fax : (241) 73 81 69

Géorgie

M. Tevfik Mehmet Yaprak
The World Bank
5A, 1st Drive, Chavchavadze Avenue
Tbilissi, 380079 Géorgie
Tél. : (995-32) 91-30-96
Fax : (995-32) 91-23-71
Courriel : Tyaprak@worldbank.org

***Ghana**

M. Mats Karlsson (à partir du 1/11/02)
The World Bank
69 Dr. Isert Road
North Ridge Residential Area
Accra, Ghana
(adresse postale : P.O. Box M. 27)
Tél. : (233-21) 229681
Fax : (233-21) 227887

Guatemala

M. Eduardo Somensatto
Banco Mundial
13 Calle 3-40
Zona 10, Edificio Atlantis, Piso 14
Ciudad Guatemala, Guatemala
Tél. : (502) 366-2044
Fax : (502) 366-1936
Courriel : Esomensatto@worldbank.org

Guinée

M. Jan Aime E. Weetjens
Banque mondiale
Immeuble de l'Archevêché
Face Baie des Anges
Conakry, Guinée
(adresse postale : B.P. 1420)
Tél. : (224) 412-770
Fax : (224) 415-094
Courriel : Jweetjens@worldbank.org

Guyana

M. James Droop
The World Bank Liaison Office
UNDP Building
42 Brickdam and UN Place
Stabroek
Georgetown, Guyana
Tél. : (592) 223-5036
Fax : (592) 225-1384
Courriel : Jdroop@worldbank.org

Haïti

M. Marco Mantovanelli
Banque mondiale
c/o BID, 389 Route de Bourdon
Port-au-Prince, Haïti
Tél. : (509) 510-3797
Fax : (509) 512-5895 / (809) 566-7746
Courriel : Mmantovanelli@worldbank.org

Honduras

M. Joseph Owen
Banco Mundial
Centro Financiero BANEXPO, 4to Piso
Boulevard San Juan Bosco
Colonia Payaquí
Apartado Postal 3591
Tegucigalpa, Honduras
Tél. : (504) 239-4551
Fax : (504) 239-4555
Courriel : Jowen@worldbank.org

***Inde**

M. Edwin R. Lim
M. Michael Carter (à partir du 1/9/02)
The World Bank
70 Lodi Estate
New Delhi 110 003, Inde
(adresse postale : P.O. Box 416,
New Delhi 110 001)
Tél. : (91-11) 461 7241
Fax : (91-11) 461 9393
Courriel : Elim@worldbank.org
www.worldbank.org.in/

***Indonésie**

M. Mark Baird
(jusqu'au 31/8/02)
M. Andrew Steer (à partir du 1/9/02)
The World Bank
Jakarta Stock Exchange Building
Tower 2, 13th Floor
Sudirman Central Business
District (SCBD)
Jl. Jendral Sudirman Kav. 52-53
Djakarta 12190, Indonésie
(adresse postale : P.O. Box 324/JKT)
Tél. : (62-21) 5299-3000
Fax : (62-21) 5299-3111
Courriel : Mbaird@worldbank.org
(jusqu'au 31/8/02)
Courriel : Asteer@worldbank.org
(à partir du 1/9/02)
www.worldbank.or.id

Jamaïque

M. Errol G. Graham
The World Bank Liaison Office
Island Life Center
6 St. Lucia Avenue
Third Floor
Kingston 5, Jamaïque
Tél. : (876) 960-0459
Fax : (876) 960-0463
Courriel : Egraham@worldbank.org

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

***Kazakhstan**

M. Dennis N. de Tray
The World Bank Almaty Office
41/A Kazybek bi Street,
4th Floor, 480100 Almaty
République du Kazakhstan
Tél. : (7-3272) 980-580
Fax : (7-3272) 980-581
Courriel : Ddetray@worldbank.org
www.worldbank.org.kz/

The World Bank Astana Office
Samal Microdistrict, 14th Floor
Astana Towers
473000 Astana
République du Kazakhstan
Tél. : (7-3172) 580-5555
Fax : (7-3172) 58-03-42

***Kenya**

M. Makhtar Diop
The World Bank
Hill Park Building
Upper Hill
Nairobi, Kenya
(adresse postale : P.O. Box 30577)
Tél. : (254-2) 260 300
Fax : (254-2) 260 380
Courriel : Mdiop2@worldbank.org

Kosovo

M. Sidi Boubacar
The World Bank Liaison Office
Rruga Tirana No. 35
38000 Pristina, Kosovo
République fédérale de Yougoslavie
(Serbie et Monténégro)
Tél. : (381-38) 249 459
Fax : (381-38) 249 780
Courriel : Sboubacar@worldbank.org

Lesotho

M. Favez S. Omar
The World Bank Liaison Office
U.N. House
United Nations Road
Maseru, Lesotho
Tél. : (266) 321-480
Fax : (266) 310-619

Lettonie

Mme Inguna Dobraja
The World Bank
Smilsu Street 8, 5th Floor
Riga, LV 1162, Lettonie
Tél. : (371-7) 220-744
Fax : (371-7) 814-245
Courriel : Idobraja@worldbank.org
www.worldbank.org.lv/

Liban

The World Bank
U.N.-House
6th Floor
Riad El Solh
Beyrouth 1107 2270, Liban
(adresse postale : P.O. Box 11-8577)
Tél. : (961-1) 987 800
Fax : (961-1) 986 800

Lituanie

M. Mantas Nocius
The World Bank
Jogailos Str. 4, 5th Floor
2001 Vilnius, Lituanie
Tél. : (370-5) 210 7680
Fax : (370-5) 210 7681
Courriel : Mnocius@worldbank.org
www.worldbank.lt/

**Macédoine, ex-République
yougoslave de**

Mme Marie-H. P. Bricknell
The World Bank
34 Leninova Street
91000 Skopje, République de Macédoine
Tél. : (389-2) 117-159
Fax : (389-2) 117-627
Courriel : Mbricknell@worldbank.org
www.worldbank.org.mk/

***Madagascar**

M. Hafez Ghanem
Banque mondiale
Rue Andriamifidy L.
Razafimanantsoa, Anosy (près du
ministère des Affaires étrangères)
Antananarivo 101, Madagascar
(adresse postale : B.P. 4140)
Tél. : (261-20) 2256000
Fax : (261-20) 2233338
Courriel : Hghanem@worldbank.org

Malawi

M. Dunstan M. Wai
The World Bank
Development House
Capital City
Lilongwe 3, Malawi
(adresse postale : P.O. Box 30557)
Tél. : (265-1) 770 611
Fax : (265-1) 771 158 / 773 908
Courriel : Dwai@worldbank.org

Mali

Mme Judith Press
Banque mondiale
Immeuble SOGEFIH,
Centre Commercial Rue 32
Quartier du fleuve, Bamako, Mali
(adresse postale : B.P. 1864)
Tél. : (223) 222 22 83
Fax : (223) 222 66 82
Courriel : Jpress@worldbank.org

Maroc

M. Olivier P. Godron
Banque mondiale
7, rue Larbi Ben Abdellah
Rabat-Souissi, Maroc
Tél. : (212-3) 763.60.50
Fax : (212-3) 763.60.51
Courriel : Ogodron@worldbank.org

Mauritanie

M. Yves Duvivier
Banque mondiale
Villa n° 30, Lot A
Quartier Socogim
Nouakchott, Mauritanie
(adresse postale : B.P. 667)
Tél. : (222) 525 1017
Fax : (222) 525 1334
Courriel : Yduvivier@worldbank.org

***Mexique**

M. Olivier Lafourcade
Banco Mundial
Insurgentes Sur 1605, Piso 24
San Jose Insurgentes
03900 Mexico, D. F., Mexique
Tél. : (52-5) 5480-4200
Fax : (52-5) 5480-4222

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

Moldova

M. Carlos Elbirt
The World Bank
Sciusev str., 76/6, MD 2012
Chisinau, République de Moldova
Tél. : (373-2) 237-065
Fax : (373-2) 237-053
Courriel : Celbirt@worldbank.org

Mongolie

M. Saha Dhevan Meyanathan
The World Bank
11-A Peace Avenue
Oulan Bator 210648, Mongolie
Tél. : (976-11) 312-647
Fax : (976-11) 312-645
Courriel : Smeyanathan@worldbank.org
www.worldbank.org.mn

***Mozambique**

M. Darius Mans
The World Bank
Avenue Kenneth Kaunda, 1224
Maputo, Mozambique
(adresse postale : Caixa Postal 4053)
Tél. : (258-1) 49 28 41
Fax : (258-1) 49 28 93
Courriel : Dmans@worldbank.org

***Népal**

M. Kenichi Ohashi
The World Bank
Yak & Yeti Hotel Complex, Lal Durbar,
Katmandou, Népal
(adresse postale : P.O. Box 798)
Tél. : (977-1) 226793
Fax : (977-1) 225112
Courriel : Kohashi@worldbank.org

Nicaragua

M. Ulrich Lächler
Banco Mundial
De la Rotonda de la
Centroamerica, 400 mts. abajo
Segundo Piso Edificio SYSCOM
Managua, Nicaragua
Tél. : (505) 270-0000
Fax : (505) 270-0077
Courriel : Ulachler@worldbank.org

Niger

M. Geoffrey Bergen
Banque mondiale
42 rue des Dallols
Niamey, Niger
(adresse postale : B.P. 12402)
Tél. : (227) 72 50 09
Fax : (227) 73 55 06
Courriel : Gbergen@worldbank.org

***Nigéria**

M. Mark D. Tomlinson
The World Bank
Plot 433 Yakubu Gowon Crescent
Opposite ECOWAS Secretariat
Asokoro District
Abuja, Nigéria
(adresse postale : P.O. Box 2826, Garki)
Tél. : (234-9) 314-5269
Fax : (234-9) 314-5267
Courriel : Mtomlinson@worldbank.org

Ouganda

M. Robert Blake
The World Bank
1 Lumumba Avenue
Rwenzori House, 4th Floor
Kampala, Ouganda
(adresse postale : P.O. Box 4463)
Tél. : (256-41) 230-094
Fax : (256-41) 230-092
Courriel : Rblake@worldbank.org

Ouzbékistan

M. David Pearce
The World Bank
43 Academician Suleimanova Street
Tachkent, Ouzbékistan 700017
Tél. : (998-71) 1335002
Fax : (998-71) 1206215
Courriel : Dpearce@worldbank.org

***Pakistan**

M. John W. Wall
The World Bank
20 A Shahrah-e-Jamhuriyat, Ramna 5,
G-5/1, Islamabad, Pakistan
(adresse postale : P.O. Box 1025)
Tél. : (92-51) 2279641
Fax : (92-51) 2279648
Courriel : Jwall@worldbank.org

Papouasie-Nouvelle-Guinée

M. Mahesh Sharima
The World Bank Liaison Office
c/o Holiday Inn
Suite 102
P. O. Box 1981
Boroko, Port Moresby
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Tél. : (675) 323-1366
Fax : (675) 323-1526

Paraguay

M. Peter M. Hansen
Banco Mundial
Edificio Naciones Unidas
Av. Mcal. Lopez y Saravi
Asunción, Paraguay
Tél. : (595-21) 664-000
Fax : (595-21) 664-002
Courriel : Phansen1@worldbank.org

***Pérou**

Mme Isabel M. Guerrero
Banco Mundial
Avenida Alvarez Calderón 185
Piso 7, San Isidro
Lima, Pérou
Tél. : (51-1) 215-0660
Fax : (51-1) 421-7241
Courriel : Iguerrero@worldbank.org

***Philippines**

M. Robert V. Pulley
The World Bank
23/F, The Taipan Place Building
Emerald Avenue, Ortigas Center
Pasig City, Manille, Philippines
Tél. : (63-2) 637-5855
Fax : (63-2) 637-5870
Courriel : Rpulley@worldbank.org

***Pologne**

M. Michael F. Carter
The World Bank
53, Emilii Plater St.
Warsaw Financial Center, 9th Floor
00-113 Varsovie, Pologne
Tél. : (48-22) 520 8000
Fax : (48-22) 520 8001
Courriel : Mcarter1@worldbank.org
www.worldbank.org.pl/

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

République centrafricaine

M. Madani M. Tall
Banque mondiale
Rue des Missions
Bangui, République centrafricaine
(adresse postale : B.P. 819)
Tél. : (236) 616 138
Fax : (236) 616087
Courriel : Mtall@worldbank.org

**République démocratique
populaire lao**

M. Enrique O. Crousillat
Banque mondiale
Pathou Xay – Nehru Road
Vientiane, RDP lao
(adresse postale : B.P. 345
code 01004)
Tél. : (856-21) 414-209, 450-010
Fax : (856-21) 414-210
Courriel : Lschneider@worldbank.org

République dominicaine

M. Marco Mantovanelli
Banco Mundial
Calle Virgilio Díaz Ordoñez #36
esq. Gustavo Mejía Ricart
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
4ta. Planta, Saint-Domingue
République dominicaine
Tél. : (809) 566-6815
Fax : (809) 566-7746, 566-7189
Courriel :
Mmantovanelli@worldbank.org

République kirghize

M. Mohinder S. Mudahar
The World Bank
214 Moskovskaya Str.
Bichkek 720010, République kirghize
Tél. : (996-312) 61 06 50
Fax : (996-312) 61 03 56
Courriel : Mmudahar@worldbank.org

Roumanie

M. M. Ziad Alahdad
The World Bank
Boulevard Dacia 83, Sector 2,
Bucarest, Roumanie
Tél. : (40-1) 210-1804
Fax : (40-1) 210-2021
Courriel : Malahdad@worldbank.org
www.worldbank.org.ro/

Rwanda

M. Edward K. Brown
Banque mondiale
Boulevard de la Révolution
Immeuble SORAS
Kigali, Rwanda
(adresse postale : B.P. 609)
Tél. : (250) 572204
Fax : (250) 576385
Courriel : Ebrown1@worldbank.org

***Sénégal**

M. John McIntire
Banque mondiale
3 Place de l'indépendance
Immeuble SDIH 5^e étage
Dakar, Sénégal
(adresse postale : B.P. 3296)
Tél. : (221) 849-50-00
Fax : (221) 849-50-27
Courriel : Jmcintire@worldbank.org

Sierra Leone

M. Richard Lynn Ground
The World Bank
Africanus House
13A Howe Street
Freetown, Sierra Leone
Tél. : (232-22) 227555
Fax : (232-22) 228555
Courriel : Rground@worldbank.org

Singapour

M. Peter L. Stephens
The World Bank Liaison Office
#15-08, MAS Building
10 Shenton Way
Singapour, 079117
Tél. : (65) 6324-4612
Fax : (65) 6324-4615
Courriel : Pstephens1@worldbank.org

***Sri Lanka**

M. Peter C. Harrold
The World Bank
1st Floor, DFCC Building
73/5, Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
(adresse postale : P.O. Box 1761)
Tél. : (94-1) 448070/1
Fax : (94-1) 440357
Courriel : Pharrold@worldbank.org

Tadjikistan

M. Mustapha Rouis
The World Bank
Rudaki Avenue 105
Douchanbe, Tadjikistan
Tél. : (992-372) 21-07-56
Fax : (992-372) 51-00-42
Courriel : Mrouis@worldbank.org

Tanzanie

M. Benno J. Ndulu
The World Bank
50 Mirambo Street
Dar es-Salaam, Tanzanie
(adresse postale : P.O. Box 2054)
Tél. : (255-22) 2114575
Fax : (255-22) 2113039
Courriel : Bndulu@worldbank.org

Tchad

M. Gregor Hans Binkert
Banque mondiale
Avenue Charles de Gaulle
et Avenue du Commandant Lamy
Quartier Bololo
N'Djamena, Tchad
(adresse postale : B.P. 146)
Tél. : (235-52) 3247, 3360
Fax : (235-52) 4484
Courriel : Gbinkert@worldbank.org

***Thaïlande**

M. Ian C. Porter
The World Bank
Diethelm Towers, Tower A
14th Floor, 93/1 Wireless Road
Lumpini, Pathumwan
Bangkok 10330, Thaïlande
Tél. : (66-2) 256-7792
Fax : (66-2) 256-7794/5
Courriel : Iporter@worldbank.org
www.worldbank.or.th

Timor-Leste

Mme Sarah F. Cliffe
The World Bank
Rua Dos Direitos Humanos
Dili, Timor-Leste
(adresse postale : World Bank Mission,
Timor-Leste, GPO Box 3548,
Darwin, NT 0801, Australie)
Tél. : (670-390) 312-367/324-649
Fax : (670-390) 321-178
(d'Australie seulement)
Courriel : Scliffe@worldbank.org

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

Togo

M. Jean-Michel Happi
Banque mondiale
169 Boulevard du 13 janvier
Immeuble BTCl, 8^e étage
Lomé, Togo
(adresse postale : B.P. 3915)
Tél. : (228) 221.55.69
Fax : (228) 221.78.56
Courriel : Jhappi@worldbank.org

Tunisie

Mme Fatma Felah
Bureau de liaison de la Banque mondiale
61 Boulevard Bab Benat
1035 Tunis, Tunisie
Tél. : (216-71) 563-265
Fax : (216-71) 436-475
Courriel : Ffelah@worldbank.org

Turkménistan

Mme Guljahan Kurbanova
The World Bank Liaison Office
United Nations Building
Atabaev Street, 40
Achgabab 744000
Turkménistan
Tél. : (993-12) 350477
Fax : (993-12) 351693
Courriel : Gkurbanova@worldbank.org

***Turquie**

M. Ajay Chhibber
The World Bank
Ugur Mumcu Caddesi 88
Kat: 2, 06700 Gaziosmanpasa
Ankara, Turquie
Tél. : (90-312) 446 38 24
Fax : (90-312) 446 24 42
Courriel : Achhibber@worldbank.org
www.worldbank.org.tr/

Ukraine

M. Gregory T. Jedrzejczak
The World Bank
2 Lysenko Street
Kiev 01034, Ukraine
Tél. : (380-44) 490 6671
Fax : (380-44) 490 6670
Courriel : Gjedrzejczak@worldbank.org
www.worldbank.org.ua/

Venezuela, République bolivarienne du

M. Felipe Saez
Banco Mundial
Av. Francisco de Miranda
con Av. del Parque
Torre Edicampo, Piso 10,
Campo Alegre
Caracas
République bolivarienne du Venezuela
Tél. : (58-212) 267-9943
Fax : (58-212) 267-9828
Courriel : Fsaez@worldbank.org

***Viet Nam**

M. Andrew D. Steer
(jusqu'au 31/8/02)
The World Bank
63 Ly Thai To Street, 8th Floor
Hanoi, Viet Nam
Tél. : (84-4) 934-6600
Fax : (84-4) 934-6597
Courriel : hha@worldbank.org
(courriel personne à contacter
Dpt Relations extérieures)
www.worldbank.org/vn

Yémen, République du

M. Robert E. Hindle
The World Bank, Hadda Street No. 40
off Damascus Road
Sanaa, République du Yémen
(adresse postale : P.O. Box 18152)
Tél. : (967-1) 413 708
Fax : (967-1) 413 709
Courriel : Rhindle@worldbank.org

Yougoslavie, République fédérale de

M. Rory O'Sullivan
The World Bank
Bulevar Kralja Aleksandra 86-90
Belgrade
République fédérale de Yougoslavie
Tél. : (381-11) 3023-700
Fax : (381-11) 3023-732
Courriel : Rosullivan@worldbank.org

Zambie

M. Laurence C. Clarke
The World Bank
Anglo American Building
74 Independence Avenue, 3rd Floor
Lusaka, Zambie 10101
(adresse postale : P.O. Box 35410)
Tél. : (260-1) 252-811
Fax : (260-1) 254-283
Courriel : Lclarke@worldbank.org

Zimbabwe

M. Ohene Owusu Nyanin
The World Bank
Old Lonrho Building
88 Nelson Mandela Avenue
Harare, Zimbabwe
(adresse postale : P.O. Box 2960)
Tél. : (263-4) 729-611
Fax : (263-4) 708-659
Courriel : Onyanin@worldbank.org
www.worldbank.org.zw/

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 172 et 173.

Tableau 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale

(au 1^{er} juillet 2002)

Catégorie de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a	Catégorie de revenu et pays	RNB par habitant en 2001 ^a
-----------------------------	---------------------------------------	-----------------------------	---------------------------------------

Pays ayant accès exclusivement aux financements de la BIRD

Revenu par habitant supérieur à USD 5 185

Slovénie	9 780
Corée, République de	9 400
Antigua-et-Barbuda	9 070
Argentine	6 960
Saint-Kitts-et-Nevis	6 880
Palaos	6 730
Uruguay	5 670
Mexique	5 540
Trinité-et-Tobago	5 540
République tchèque	5 270
Seychelles	—

Revenu par habitant USD 2 976–USD 5 185

Hongrie	4 800
Venezuela, République bolivarienne du	4 760
Croatie	4 550
Chili	4 350
Pologne	4 240
Liban	4 010
Costa Rica	3 930
Maurice	3 830
Estonie	3 810
République slovaque	3 720
Malaisie	3 640
Botswana	3 630
Panama	3 290
Lettonie	3 260
Gabon	3 160
Lituanie	3 080
Brésil	3 070

Revenu par habitant USD 1 436–USD 2 975

Belize	2 910
Afrique du Sud	2 900
Jamaïque	2 700
Turquie	2 530

République dominicaine	2 230
Îles Marshall	2 190
Micronésie, États fédérés de	2 150
Fidji	2 130
Tunisie	2 070
El Salvador	2 050
Pérou	2 000
Thaïlande	1 970
Namibie	1 960
Colombie	1 910
Iran, République islamique d'	1 750
Jordanie	1 750
Fédération de Russie	1 750
Roumanie	1 710
Macédoine, ex-République yougoslave de	1 690
Suriname	1 690
Guatemala	1 670
Algérie	1 630
Bulgarie	1 560
Égypte, République arabe d'	1 530

Revenu par habitant USD 746–USD 1 435

Kazakhstan	1 360
Paraguay	1 300
Swaziland	1 300
Équateur	1 240
Bélarus	1 200
Maroc	1 180
Philippines	1 050
République arabe syrienne ^b	1 000
Turkménistan	950
Chine	890
Iraq ^c	—

Revenu par habitant inférieur à USD 746

Ukraine	710
Guinée équatoriale	700

Pays ayant accès à un financement mixte BIRD/IDA^d

Revenu par habitant USD 2 976–USD 5 185

Sainte-Lucie ^e	3 970
Grenade ^e	3 720
Dominique ^e	3 060

Revenu par habitant USD 1 436–USD 2 975

Saint-Vincent-et-les Grenadines ^e	2 690
--	-------

Revenu par habitant USD 746–USD 1 435

Bosnie-Herzégovine	1 270
Bolivie	940
Yougoslavie, République fédérale de ^c	—

Revenu par habitant inférieur à USD 746

Indonésie	680
Azerbaïdjan	650
Papouasie-Nouvelle-Guinée	580
Ouzbékistan	560
Zimbabwe ^e	480
Inde	460
Pakistan	420
Nigéria	290

(suite page suivante)

Tableau 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale (suite)

Pays ayant accès exclusivement aux financements de l'IDA^d

Revenu par habitant USD 1 436–USD 2 975		Mauritanie	350
Maldives ^e	2 040	Kenya	340
Tonga ^e	1 530	Gambie	330
Samoa ^e	1 520	Soudan ^c	330
		Zambie	320
		RDP lao	310
Revenu par habitant USD 746–USD 1 435		Ghana	290
Cap-Vert ^e	1 310	République kirghize	280
Albanie	1 230	São Tomé-et-Principe	280
Vanuatu ^e	1 050	Tanzanie	280
Djibouti	890	Ouganda	280
Honduras	890	République centrafricaine ^c	270
Guyana	840	Cambodge	270
Kiribati	830	Togo ^c	270
Sri Lanka	830	Madagascar	260
		Népal	240
Revenu par habitant inférieur à USD 746		Rwanda	220
Congo, République du	700	Burkina Faso	210
Bhoutan	640	Mali	210
Côte d'Ivoire	630	Mozambique	210
Îles Salomon ^c	580	Tchad	200
Cameroun	570	Érythrée	190
Géorgie	570	Malawi	170
Arménie	560	Niger	170
Lesotho	550	Guinée-Bissau	160
Angola	500	Tadjikistan	160
Haïti ^c	480	Sierra Leone	140
Sénégal	480	Burundi	100
Yémen, République du	460	Éthiopie	100
Viet Nam	410	Afghanistan ^c	—
Guinée	400	Congo, République démocratique du ^c	—
Mongolie	400	Libéria ^c	—
Moldova	390	Myanmar ^c	—
Comores	380	Nicaragua	—
Bangladesh	370	Somalie ^c	—
Bénin	360		

— Les chiffres précis ne sont pas connus.

a. Méthode de l'Atlas de la Banque mondiale. Les chiffres du RNB par habitant (revenu national brut, anciennement PNB) sont en dollars des États-Unis de 2001.

b. Prêts/crédits déclarés improductifs au 30 juin 2002.

c. Prêts/crédits déclarés improductifs au 1^{er} juillet 2002.

d. Les critères d'accès aux crédits de l'IDA sont a) le degré relatif de pauvreté et b) le degré de solvabilité du pays. Pour l'exercice 03, le seuil opérationnel d'admissibilité est un RNB par habitant de 875 dollars en 2001, calculé selon la méthode utilisée pour l'Atlas. Pour avoir accès aux ressources de l'IDA, un pays doit également répondre à certains critères de performance. Dans des cas exceptionnels, l'IDA donne provisoirement accès à ses crédits à des pays qui ont un RNB supérieur au seuil opérationnel et qui entreprennent un effort d'ajustement majeur, mais dont le degré de solvabilité n'est pas suffisant pour qu'ils reçoivent des prêts de la BIRD. Une exception a également été faite dans le cas des petits pays insulaires (voir note de bas de page e).

e. Il a été décidé de faire exception au seuil opérationnel d'admissibilité aux crédits de l'IDA (soit, pour l'exercice 03, un RNB par habitant de 875 dollars) pour certains petits pays insulaires qui, sans cela, n'auraient guère, voire aucunement, accès aux concours financiers du Groupe de la Banque, faute d'un degré suffisant de solvabilité. Pour ces pays, la possibilité d'un crédit de l'IDA est envisagée au cas par cas, pour le financement de projets et de programmes d'ajustement visant à renforcer leur capacité d'endettement.

Tableau 6.2 Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97–02
(USD millions)

	Éthiopie		Ouganda		Nigéria		Total pour la région	
	2002	1997–2002 ^a	2002	1997–2002 ^a	2002	1997–2002 ^a	2002	1997–2002 ^a
Engagements de la BIRD et de l'IDA	210	1 646	296	1 275	427	682	3 794	16 021
Solde non décaissé	1 170	1 170	666	666	261	261	8 363	8 363
Décaissements bruts	437	1 097	256	1 064	26	832	2 651	14 232
Remboursements	22	114	21	253	196	1 749	792	6 525
Décaissements nets	415	982	235	811	(169)	(917)	1 859	7 707
Intérêts et commissions	16	76	16	88	80	831	417	3 054
Transfert net	399	907	219	724	(249)	(1 748)	1 442	4 653

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

a. Durant l'exercice 02, les allègements du service de la dette accordés à la région par la Banque au titre de l'Initiative PPTE se sont chiffrés à environ 227,63 millions de dollars et se sont répartis entre 22 pays, dont la Tanzanie (USD 41,25 millions) et la Zambie (USD 19,35 millions).

Tableau 6.3 Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97–02
(USD millions)

	Chine		Viet Nam		Indonésie		Total pour la région	
	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002
Engagements de la BIRD et de l'IDA	563	10 551	593	2 561	303	5 288	1 774	31 141
Solde non décaissé	8 427	8 427	1 760	1 760	2 110	2 110	14 339	14 339
Décaissements bruts	2 015	11 911	332	1 338	507	5 895	3 591	32 029
Remboursements	1 532	4 108	2	8	956	5 574	3 435	15 607
Décaissements nets	483	7 803	330	1 330	(449)	322	156	16 422
Intérêts et commissions	725	4 102	9	37	911	5 031	2 457	14 446
Transfert net	(242)	3 702	321	1 294	(1 360)	(4 709)	(2 301)	1 976

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

Tableaux

Tableau 6.4 Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97–02

(USD millions)

	Inde		Pakistan		Bangladesh		Total pour la région	
	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002
Engagements de la BIRD et de l'IDA	2 190	11 271	800	2 507	321	2 761	3 508	17 205
Solde non décaissé	8 026	8 026	585	585	1 367	1 367	10 395	10 395
Décaissements bruts	2 089	9 806	869	3 756	321	2 088	3 392	16 392
Remboursements	1 467	7 451	310	1 653	104	470	1 934	9 793
Décaissements nets	622	2 355	559	2 103	217	1 618	1 459	6 599
Intérêts et commissions	504	3 857	170	1 252	49	283	745	5 527
Transfert net	118	(1 502)	389	851	168	1 334	714	1 072

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.5 Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97–02

(USD millions)

	Turquie		Yougoslavie, Rép. féd. de		Russie, Fédération de		Total pour la région	
	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002	2002	1997–2002
Engagements de la BIRD et de l'IDA	3 550	7 498	172	2 039	351	6 113	5 524	28 606
Solde non décaissé	2 541	2 541	0	0	1 751	1 751	8 497	8 497
Décaissements bruts	1 679	4 293	70	70	376	6 351	3 824	22 429
Remboursements	427	3 578	0	0	448	1 080	1 640	9 673
Décaissements nets	1 253	715	70	70	(71)	5 271	2 184	12 757
Intérêts et commissions	290	1 580	18	18	298	1 853	1 179	7 174
Transfert net	963	(865)	52	52	(370)	3 418	1 005	5 582

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

Tableaux

Tableau 6.6 Amérique latine et Caraïbes : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02

(USD millions)

	Brésil		Mexique		Argentine		Total pour la région	
	2002	1997-2002	2002	1997-2002	2002	1997-2002	2002	1997-2002
Engagements de la BIRD et de l'IDA	1 566	8 615	660	7 013	735	7 266	4 366	31 289
Solde non décaissé	2 646	2 646	1 597	1 597	2 438	2 438	9 698	9 698
Décaissements bruts	497	8 643	813	6 857	1 190	7 654	3 777	31 968
Remboursements	807	5 668	1 304	7 868	1 363	3 485	4 588	24 177
Décaissements nets	(310)	2 975	(490)	(1 011)	(173)	4 168	(811)	7 791
Intérêts et commissions	489	2 642	794	5 025	613	3 118	2 555	15 025
Transfert net	(799)	333	(1 284)	(6 036)	(786)	1 051	(3 366)	(7 234)

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.7 Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02

(USD millions)

	Tunisie		Yémen, République du		Liban		Total pour la région	
	2002	1997-2002	2002	1997-2002	2002	1997-2002	2002	1997-2002
Engagements de la BIRD et de l'IDA	253	1 188	78	741	109	519	554	5 465
Solde non décaissé	303	303	394	394	241	241	2 760	2 760
Décaissements bruts	227	1 093	69	638	48	270	632	5 656
Remboursements	150	991	18	78	26	86	891	6 095
Décaissements nets	77	102	51	560	22	184	(259)	(439)
Intérêts et commissions	80	540	9	48	14	74	561	3 758
Transfert net	(3)	(438)	42	512	8	111	(821)	(4 196)

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (01 et 02). Les chiffres ont été arrondis.

Tableaux

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
BÉNIN					
IDA Crédit d'investissement pour la réforme de la filière du coton : l'opération améliorera la rentabilité économique du secteur et accroîtra la participation des producteurs à la conception et à l'application des politiques sectorielles en élargissant les pouvoirs des communautés locales dans le cadre du processus de décentralisation. Coût total : USD 24,2 millions.	DR	22/1/02	2012/2041	14,1	18,0
◇ IDA Crédit d'investissement plurisectoriel à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : l'objectif est de maîtriser la propagation du VIH/SIDA et d'atténuer l'impact de l'épidémie ; l'aide du projet ira à la prévention et au traitement du VIH/SIDA et à la mise en place de systèmes de soutien social pour les familles frappées par le VIH, les personnes qui les assistent et les enfants dont les parents sont morts du VIH/SIDA. Coût total : USD 25,4 millions.	VRH	4/1/02	2012/2041	17,8	23,0
BURKINA FASO					
◇ IDA Crédit supplémentaire pour l'environnement urbain : construction de 18 km de routes et de 58 stations décentralisées de transfert des déchets, aménagement sur 4 km du canal de Wemtinga et de décharges pour améliorer les conditions de vie des citoyens pauvres. Coût total : USD 23,1 millions.	DU	28/3/02	2012/2041	17,7	22,0
◇ IDA Crédit d'investissement pour l'éducation fondamentale : 380 000 enfants pourront recevoir un enseignement primaire et 60 000 à 80 000 femmes de plus pourront suivre des cours d'alphabétisation grâce à l'amélioration des possibilités d'éducation des filles par la mise en place de programmes dont l'exécution sera confiée à des ONG. Coût total : USD 96,2 millions.	VRH	22/1/02	2012/2041	25,6	32,6
◇ IDA Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : l'objectif est de soutenir la stabilité macroéconomique et d'accélérer la croissance. Une gestion budgétaire plus transparente et responsable améliorera le montant des ressources publiques disponibles pour le financement des services publics de base et renforcera l'efficacité de leur utilisation au profit de l'ensemble de la population. Coût total : USD 45 millions.	GSP	23/8/01	2011/2041	36,0	45,0
◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : le projet améliorera les activités de prévention et renforcera les capacités en fournissant soins et traitements aux groupes vulnérables, en ralentissant la propagation du VIH/SIDA et en allégeant les difficultés rencontrées par les individus et les ménages. Coût total : USD 23,5 millions.	VRH	6/7/01	2011/2041	17,3	22,0
BURUNDI					
◇ IDA Crédit d'investissement plurisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA et d'aide aux orphelins : le projet vise à aider les orphelins, les femmes et les pauvres des zones rurales en améliorant l'accès aux services de prévention et le traitement des infections opportunistes. En outre, il assurera durablement la fourniture de suppléments nutritionnels aux personnes ayant contracté le VIH/SIDA. Coût total : USD 36,7 millions.	VRH	27/6/02	2012/2042	29,1	36,0
CAMEROUN					
IDA Crédit d'ajustement structurel III – Programme Cinquième dimension : opération financée sur les remboursements à l'IDA.	FDSP	24/6/02	2008/2038	4,2	5,5
CAP-VERT					
◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : le projet permettra de réduire la propagation du VIH/SIDA et de prolonger la vie active des malades du sida ; il améliorera les services de diagnostic et de traitement ainsi que l'aide et les soins apportés aux orphelins et aux ménages affectés par le VIH. Coût total : USD 9,6 millions.	VRH	28/3/02	2012/2042	7,3	9,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
IDA Crédit d'ajustement structurel : l'ensemble de la population bénéficiera de cette aide budgétaire destinée à protéger les dépenses sociales et à soutenir le programme de stabilisation mis en place par le gouvernement à l'appui du développement du secteur privé. Coût total : USD 31,6 millions.	GSP	13/12/01	2012/2042	11,6	15,0
COMORES ◇ IDA Crédit d'urgence à l'appui du redressement de l'économie : le projet contribuera au financement de dépenses publiques nécessaires de toute urgence pour alléger les très grandes difficultés subies par les pauvres et pour soutenir l'effort national de réconciliation. Coût total : USD 6 millions.	GE	2/8/01	2011/2041	4,8	6,0
CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU ◇ IDA Crédit à l'appui du redressement de l'économie : l'objectif est de stimuler le développement du secteur privé et d'accroître la fourniture des services publics. Les réformes prévues sont centrées sur l'amélioration de la gestion financière du secteur public et la restructuration des entreprises du secteur public. Coût total : USD 450 millions.	GSP	13/6/02	2012/2042	360,4	450,0
◇ IDA Don d'urgence pour accélérer le redressement : l'opération renforcera les institutions publiques afin de développer l'aptitude de la population à participer à l'exécution des projets financés avec l'aide des bailleurs de fonds, et contribuera à l'élaboration d'un cadre stratégique de redressement. Coût total : USD 50 millions.	GSP	31/7/01	s.o.	40,0	50,0
CONGO, RÉPUBLIQUE DU ◇ IDA Crédit d'urgence à l'appui de la reconstruction, de la réhabilitation et de l'amélioration des conditions de vie : centré sur les tâches prioritaires, notamment dans le domaine des routes, des chemins de fer et des équipements sociaux, le projet vise à soutenir la revitalisation de l'économie congolaise. Il répondra aux besoins économiques et sociaux immédiats des pauvres en contribuant à la création d'activités génératrices de revenus. Coût total : USD 40 millions.	DU	2/5/02	2012/2042	32,2	40,0
◇ IDA Crédit à l'appui du renforcement des capacités, de la transparence et de la gouvernance : le projet améliorera l'efficacité en renforçant les capacités des organismes publics par l'introduction de nouvelles techniques de gestion. Les ressources fournies accroîtront les investissements publics dans les secteurs économiques et sociaux. Coût total : USD 10,8 millions.	GSP	7/2/02	2012/2042	5,6	7,0
◇ IDA Crédit d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réinsertion : le projet viendra en aide à quelque 10 000 ex-combattants en leur donnant accès à des activités génératrices de revenus et en stimulant l'économie locale par des investissements dans les secteurs économiques et sociaux. Coût total : USD 5 millions.	PSGR	31/7/01	2011/2041	4,0	5,0
◇ IDA Crédit postconflit à l'appui de la réhabilitation de l'économie : le projet contribuera au rétablissement de la transparence et d'une meilleure gouvernance dans le domaine de la gestion des fonds publics. L'augmentation des investissements privés tant domestiques qu'étrangers revitalisera et stabilisera l'économie. Coût total : USD 37,5 millions.	GSP	31/7/01	2011/2041	30,0	37,7
CÔTE D'IVOIRE IDA Crédit d'investissement à l'appui du redressement de l'économie : les communautés rurales seront les bénéficiaires de ce projet qui contribuera à l'augmentation des revenus et des possibilités d'emploi, renforcera le secteur privé et assurera l'accès à l'enseignement primaire et aux services de santé, tout en renforçant la participation des communautés locales à la fourniture de ces services. Coût total : USD 200 millions.	DR	11/6/02	2012/2041	160,2	200,0

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
IDA Crédit d'investissement pour le secteur des transports : opération financée sur les remboursements à l'IDA.	FDSP	10/1/02	2008/2038	9,2	12,0
ÉRYTHRÉE					
<p>◇ IDA Crédit d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réinsertion : l'opération contribuera à la consolidation de la paix et au redressement de l'économie en soutenant le programme national de démobilisation et de réinsertion qui concernera jusqu'à 200 000 soldats. Elle vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de la fourniture de services aux soldats démobilisés. Coût total : USD 60 millions.</p>	PSGR	16/5/02	2012/2042	48,1	60,0
<p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour la restauration des biens culturels : l'opération aidera les communautés locales à revitaliser leur vie économique et culturelle par la protection des archives publiques et le renforcement de leur gestion. Coût total : USD 5,4 millions.</p>	DSPL	6/7/01	2011/2041	4,0	5,0
ÉTHIOPIE					
IDA Crédit d'ajustement structurel : l'opération vise à améliorer le climat des affaires et à attirer des investissements étrangers en abaissant les coûts de transaction à la charge des investisseurs et des exportateurs. Les réformes qu'elle soutient ont pour objectif de renforcer l'efficience du secteur public et d'améliorer la fourniture des services publics essentiels. Coût total : USD 120 millions.	GSP	18/6/02	2012/2042	96,2	120,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui de la sécurité alimentaire : l'opération vise à améliorer la gestion des productions animales et végétales par des activités de conservation des sols et de l'eau, à donner aux ménages plus de possibilités de revenus et d'emplois non agricoles, et à améliorer la nutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes. Coût total : USD 110,2 millions.</p>	DR	30/5/02	2012/2042	68,1	85,0
<p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour le patrimoine culturel : l'opération vise à préserver les traditions artisanales et à faire en sorte que la fabrication de produits artisanaux redevienne un élément important de la vie économique des communautés et du pays. Elle contribuera à l'amélioration des liens entre les artisans, les détaillants, les exportateurs et les transporteurs pour donner aux artisans locaux plus de possibilités de vendre leur production et pour favoriser l'exportation. Coût total : USD 5,7 millions.</p>	FDSP	17/4/02	2012/2041	4,1	5,0
GAMBIE					
IDA Crédit-programme évolutif – Gateway : l'objectif est de développer l'investissement privé, les productions exportables et l'emploi par la mise en place d'un dispositif autosuffisant de promotion de l'investissement qui permettra d'attirer des investissements étrangers directs et favorisera ainsi la création d'emplois et le transfert de technologie à la population de la région de Banjul. Coût total : USD 18,1 millions.	CI	28/2/02	2011/2041	12,4	16,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le renforcement des capacités de gestion économique : l'opération contribuera au maintien de la stabilité macroéconomique en aidant le gouvernement à appliquer sa politique économique, à améliorer les systèmes fiscaux et à affecter les ressources publiques aux utilisations prioritaires. Coût total : USD 16,5 millions.</p>	GE	26/7/01	2011/2041	12,0	15,0
GHANA					
IDA Troisième crédit à l'appui de la réforme de l'économie : opération financée sur les remboursements à l'IDA.	FDSP	11/12/01	2011/2041	0,4	0,5
<p>◇ IDA Troisième crédit à l'appui de la réforme de l'économie : l'objectif est d'améliorer la rémunération des producteurs de cacao, produit qui est la principale source de revenus d'un million de ménages ruraux, et de renforcer l'aptitude du gouvernement à rétablir la stabilité macroéconomique en réduisant le fardeau de la dette et en renforçant la gestion et le contrôle des dépenses publiques. Coût total : USD 110 millions.</p>	FDSP	26/7/01	2011/2041	87,7	110,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le développement du secteur des routes : le projet donnera à tous ceux qui utilisent la route, pour des raisons professionnelles ou personnelles, de meilleures possibilités d'accéder toute l'année aux marchés et services, tout en réduisant le coût des travaux de construction et d'entretien. Coût total : USD 1,2 milliard.</p>	FDSP	26/7/01	2011/2041	175,3	220,0
GUINÉE					
<p>IDA Troisième crédit supplémentaire pour l'eau et l'assainissement : l'opération permettra d'améliorer l'assainissement et de réduire le nombre des enfants victimes de maladies transmises par l'eau. En réduisant la pollution, elle contribuera à la protection de l'écosystème marin et à la réhabilitation des plages et du littoral urbain. Coût total : USD 27,5 millions.</p>	GERN	23/8/01	2011/2041	20,0	25,0
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif à l'appui de l'éducation pour tous : les enfants de 3 à 6 ans seront les bénéficiaires de ce programme qui vise à élargir l'accès à l'enseignement primaire dans les zones rurales et à augmenter les ressources disponibles pour l'éducation de base et l'alphabetisation. Coût total : USD 420,1 millions.</p>	VRH	24/7/01	2012/2041	55,7	70,0
<p>◇ IDA Quatrième crédit d'ajustement structurel : l'opération vise à consolider l'aptitude du gouvernement à améliorer la fourniture des services publics en renforçant la gouvernance et en contribuant au rétablissement de la confiance dans les finances publiques. Coût total : USD 50 millions.</p>	GSP	24/7/01	2012/2041	39,3	50,0
GUINÉE-BISSAU					
<p>IDA Crédit d'investissement pour la réhabilitation et le développement du secteur privé : l'objectif est d'améliorer la fourniture de services d'intérêt public au profit des pauvres. L'augmentation des investissements étrangers et des recettes d'exportation améliorera la balance des paiements. Coût total : USD 31,4 millions.</p>	FDSP	26/3/02	2012/2041	21,0	26,0
KENYA					
<p>IDA Crédit à l'appui de la réforme économique et sectorielle : opération financée sur les remboursements à l'IDA.</p>	FDSP	24/6/02	2010/2040	1,2	1,5
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour la gestion du secteur public : l'opération vise à améliorer le ciblage des services publics et l'application des politiques. La mise en place de nouveaux systèmes et le développement des ressources humaines conduiront à une plus grande responsabilisation et à la réduction de la corruption dans la fonction publique. Coût total : USD 20,5 millions.</p>	GSP	31/7/01	2011/2041	11,9	15,0
MADAGASCAR					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement plurisectoriel à l'appui de la prévention des MST/VIH/SIDA : l'opération vise à enrayer la propagation des MST/VIH/SIDA et à prolonger la vie des malades du sida en améliorant les services de diagnostic et de traitement, ainsi que l'aide et les soins apportés aux orphelins et aux ménages touchés par le VIH. Coût total : USD 96,3 millions.</p>	VRH	13/12/01	2012/2041	15,7	20,0
<p>IDA Deuxième crédit pour le développement du secteur privé : en contribuant au développement du secteur privé, le projet vise à améliorer la disponibilité, la fiabilité et l'accessibilité financière des services collectifs essentiels comme les transports. L'élargissement du rôle du secteur privé améliorera les services accessibles aux pauvres en renforçant l'efficacité des entreprises et en offrant de nouvelles possibilités d'investissement et de création d'entreprises privées. Coût total : USD 29,6 millions.</p>	FDSP	28/8/01	2012/2041	19,0	23,8
MALI					
<p>IDA Troisième crédit d'ajustement structurel : les populations rurales bénéficieront de la réforme de la filière du coton, de la revitalisation de la croissance et de l'amélioration des conditions de vie. Le crédit appuiera l'effort de réforme et améliorera la balance des paiements. Coût total : USD 70 millions.</p>	GSP	11/12/01	2012/2041	55,0	70,0

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour les services à l'agriculture et les organisations de producteurs : l'opération accroîtra le revenu des femmes dans les zones rurales en renforçant les organisations de producteurs et améliorera la sécurité alimentaire et le bien-être des ménages. Coût total : USD 53,4 millions.</p>	DR	11/12/01	2012/2041	34,2	43,5
MAURICE					
<p>BIRD Prêt pour la réforme des dépenses publiques : l'opération aidera le gouvernement à appliquer son programme économique ; les activités seront centrées sur l'amélioration de la compétitivité, le développement social et la cohésion sociale, et la protection de l'environnement. Coût total : USD 40 millions.</p>	GSP	7/5/02	2007/2017	s.o.	40,0
<p>BIRD Crédit d'investissement pour la tutelle du secteur financier : les consommateurs, les opérateurs et la communauté internationale bénéficieront de cette opération qui aidera le gouvernement à former une commission de tutelle du secteur financier et à assurer la stabilité et la compétitivité internationale du secteur financier. Coût total : USD 2,3 millions.</p>	FDSP	4/12/01	— /2016	s.o.	1,8
MAURITANIE					
<p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour le projet de centre d'enseignement à distance mondial : l'opération aidera le pays à réduire la fracture numérique et les secteurs public et privé à mieux s'intégrer à l'économie mondiale en facilitant les transactions électroniques et en améliorant les communications. Coût total : USD 5 millions.</p>	VRH	21/11/01	2012/2041	2,7	3,3
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour le développement du secteur de l'éducation : l'opération vise à rehausser la qualité de l'éducation au profit d'un million d'élèves des enseignements primaire, secondaire et supérieur, en améliorant les équipements scolaires, les matériels didactiques et les méthodes pédagogiques. Coût total : USD 323,7 millions.</p>	VRH	25/10/01	2012/2041	39,1	49,2
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour le développement urbain : au moins 541 600 citoyens bénéficieront de l'opération qui améliorera les conditions de vie en accroissant les possibilités d'emploi et en réformant la gestion urbaine et foncière. Coût total : USD 99,1 millions.</p>	DU	25/10/01	2011/2041	55,8	70,0
MOZAMBIQUE					
<p>◇ IDA Crédit de maintenance et d'investissement pour l'enseignement supérieur : en contribuant au financement de l'enseignement supérieur et à la fourniture de formations préuniversitaires et d'aides financières, l'opération permettra d'accroître le nombre des diplômés et profitera aux quelque 15 000 étudiants qui pourront s'inscrire dès 2006. Coût total : USD 71,1 millions.</p>	VRH	7/3/02	2012/2042	47,1	60,0
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour la réforme du secteur des communications : l'opération aidera les petites et moyennes entreprises en leur donnant accès à des services de transport aérien, de poste et de télécommunications modernes, et en réduisant le coût des communications. Coût total : USD 15,4 millions.</p>	FDSP	27/11/01	2012/2041	11,6	14,9
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour la gestion et l'entretien des routes et des ponts : en reliant les zones rurales au réseau routier national, le programme améliorera l'accès des populations rurales aux marchés, aux services d'éducation et de santé, et à d'autres services essentiels. Coût total : USD 703,6 millions.</p>	DR	19/7/01	2011/2041	127,4	162,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui du développement communal : les ménages, les entreprises et les citoyens pauvres bénéficieront de ce crédit qui vise à renforcer les capacités des municipalités dans les domaines de la gestion et des finances, en finançant la fourniture d'équipements et de services à cinq villes et l'emploi de travailleurs locaux. Coût total : USD 42,1 millions.</p>	DU	19/7/01	2011/2041	26,7	33,6

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
NIGER					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la promotion de l'irrigation privée : le projet aidera les petits paysans en améliorant les systèmes d'irrigation, ce qui contribuera à accroître la capacité de production agricole, l'emploi rural, les revenus tirés de l'agriculture et la rentabilité. Coût total : USD 48,4 millions.</p>	DR	19/3/02	2012/2041	31,3	38,7
<p>◇ IDA Crédit d'ajustement des dépenses publiques : en favorisant la stabilité macroéconomique et financière et en améliorant la gestion des ressources publiques, l'opération permettra aux communautés pauvres de bénéficier d'une meilleure affectation des ressources. Coût total : USD 70 millions.</p>	GSP	20/11/01	2011/2041	54,5	70,0
NIGÉRIA					
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du développement urbain communautaire : les bénéficiaires seront les habitants des quartiers pauvres. En renforçant l'aptitude des administrations locales à gérer efficacement leurs ressources, le projet contribuera à des améliorations de la santé, de la sécurité et de la mobilité et à la réduction des inondations. Coût total : USD 137,5 millions.</p>	DU	6/6/02	2012/2037	88,1	110,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le développement des systèmes de santé : le projet aidera les populations rurales, en particulier les femmes et les enfants, en élargissant l'accès à de meilleurs services de santé de base. Il soutiendra aussi des mesures de réforme institutionnelle dans le secteur de la santé. Coût total : USD 153,2 millions.</p>	VRH	6/6/02	2012/2037	101,8	127,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le développement de la capacité de transport de l'électricité : le projet bénéficiera aux utilisateurs d'énergie et vise à réduire les déficiences de l'offre d'électricité qui entravent la croissance économique ; il prévoit à cet effet de restructurer les capacités de production et d'améliorer les services d'approvisionnement en électricité. Coût total : USD 113,5 millions.</p>	FDSP	19/3/02	2012/2036	78,6	100,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du programme de lutte contre le VIH/SIDA : l'opération contribuera à enrayer la propagation du VIH/SIDA et à prolonger la vie des malades du sida en améliorant les services de diagnostic et de traitement, ainsi que l'aide et les soins apportés aux orphelins et aux ménages touchés par le VIH. Coût total : USD 96,3 millions.</p>	VRH	6/7/01	2011/2036	71,0	90,3
OUGANDA					
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour la transformation des zones rurales : les ménages ruraux bénéficieront de l'élargissement de l'accès à une alimentation fiable en électricité, ce qui favorisera l'augmentation des revenus et de la productivité. Coût total : USD 123,3 millions.</p>	DR	13/12/01	2012/2041	38,3	49,1
<p>◇ IDA Crédit pilote au développement des connaissances et à l'innovation pour l'université de Makerere : l'opération améliorera les conditions d'enseignement et d'apprentissage en contribuant au renforcement des capacités des administrations locales et à l'amélioration de la fourniture des services publics en Ouganda. Coût total : USD 11 millions.</p>	VRH	26/3/02	2012/2041	4,0	5,0
<p>◇ IDA Quatrième crédit d'investissement pour l'électricité : l'opération améliorera l'offre d'électricité. La privatisation du secteur de l'électricité aidera le gouvernement à exécuter son programme d'éradication de la pauvreté. Coût total : USD 89,3 millions.</p>	FDSP	3/7/01	2011/2041	48,0	62,0
<p>◇ IDA Deuxième phase du crédit-programme évolutif pour le développement routier : les usagers de la route dans les zones rurales verront diminuer la durée et le coût de leurs déplacements. Le revêtement et le renforcement des chaussées réduiront les coûts d'exploitation des véhicules et le coût de l'entretien de l'infrastructure. Coût total : USD 97 millions.</p>	DR	3/7/01	2011/2041	50,9	64,5

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement plurisectoriel à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : le projet viendra en aide à plus de 260 000 personnes ayant contracté le VIH/SIDA et limitera l'extension de l'épidémie parmi les groupes vulnérables par divers moyens : accès à des tests pour les personnes intéressées, modification des comportements, services de conseil et de traitement, fourniture d'aides et de soins. Coût total : USD 18 millions.</p>	VRH	14/12/01	2011/2041	13,3	17,0
RWANDA					
<p>◇ IDA Crédit à l'appui de la démobilisation et de la réinsertion : l'opération vise à consolider la paix dans la région des Grands Lacs et à encourager la réconciliation au Rwanda. Elle contribuera à la démobilisation d'environ 45 000 ex-combattants et facilitera leur retour à la vie civile en leur donnant accès à des activités génératrices de revenus et en soutenant leur réinsertion économique et sociale. Coût total : USD 25 millions.</p>	DSPL	25/4/02	2012/2042	20,0	25,0
SÉNÉGAL					
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif pour l'amélioration de la nutrition : la fourniture de services de nutrition par des ONG et d'autres organisations locales améliorera la situation nutritionnelle et sanitaire et la sécurité alimentaire de quelque 170 000 enfants de moins de 3 ans et de 50 000 femmes enceintes. Coût total : USD 20,2 millions.</p>	VRH	14/3/02	2012/2042	11,8	14,7
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la prévention et de la lutte contre le VIH/SIDA : l'opération vise à prévenir la propagation du VIH/SIDA dans les groupes à risque élevé en soutenant les initiatives des communautés et de la société civile. Le crédit permettra d'améliorer l'accès aux programmes de prévention et de traitement. Coût total : USD 32,2 millions.</p>	VRH	7/2/02	2012/2041	23,6	30,0
SIERRA LEONE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : l'opération vise à réduire la prévalence et à atténuer l'impact du VIH/SIDA en facilitant l'action des communautés et des organisations publiques et privées. Le crédit permettra d'améliorer les soins apportés aux personnes ayant contracté le VIH/SIDA. Coût total : USD 15,3 millions.</p>	VRH	26/3/02	2012/2041	12,1	15,0
<p>◇ IDA Deuxième crédit à l'appui de la réhabilitation et du redressement de l'économie : la fourniture de ressources au gouvernement pour le financement de dépenses publiques prioritaires et de réformes visant à attirer des investissements privés contribuera à promouvoir la paix et la sécurité au profit de l'ensemble de la population. Coût total : USD 50 millions.</p>	FDSP	13/12/01	2012/2041	39,4	50,0
TANZANIE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion et la conservation des forêts : l'opération profitera aux ménages ruraux et aux demandeurs d'emploi dont les moyens d'existence dépendent des ressources forestières. Elle permettra de mettre en place un cadre de gestion et de protection durables des forêts en associant le secteur privé à la gestion et au développement des plantations. Coût total : USD 40 millions.</p>	GERN	26/6/02	2012/2041	24,6	31,1
<p>◇ IDA Crédit pour l'assainissement et l'alimentation en eau des zones rurales : environ 650 000 habitants de 250 communautés rurales bénéficieront de meilleurs services d'assainissement et d'alimentation en eau. Coût total : USD 27,7 millions.</p>	DR	26/3/02	2012/2042	20,8	26,0
<p>IDA Crédit programmatique d'ajustement structurel : opération financée sur les remboursements à l'IDA.</p>	GSP	12/2/02	2012/2040	0,5	0,6
<p>◇ IDA Crédit supplémentaire pour la gestion de l'environnement du lac Victoria : préservation des eaux du lac en vue de la fourniture d'une eau de qualité acceptable pour la consommation humaine et animale, et réduction de l'infestation du lac par la jacinthe d'eau. Coût total : USD 5,1 millions.</p>	GERN	13/12/01	2012/2041	4,0	5,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
◇ IDA Crédit d'investissement pour l'exploitation du gaz et la production d'électricité – Songo Songo : fourniture d'électricité à 25 villages situés le long du gazoduc et d'eau salubre aux habitants de l'île de Songo Songo. Coût total : USD 295,2 millions.	FDSP	9/10/01	2011/2041	145,7	183,0
◇ IDA Crédit d'ajustement pour le développement de l'enseignement primaire : l'opération profitera aux enfants en améliorant leur accès à l'école et la formation de leurs enseignants qui bénéficieront de meilleures conditions de travail et possibilités de perfectionnement professionnel. Coût total : USD 150 millions.	VRH	9/10/01	2011/2041	119,1	150,0
◇ IDA Crédit d'assistance technique pour la gestion de l'environnement du bassin inférieur du Kihansi : le projet soutiendra la gestion et la protection de l'écosystème des gorges du Kihansi, ainsi que l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel cohérent pour la gestion des ressources hydriques et environnementales. Coût total : USD 6,3 millions.	GERN	3/7/01	2011/2041	5,0	6,3
TCHAD					
◇ IDA Quatrième crédit d'ajustement structurel : l'ensemble de la population bénéficiera de cette opération qui vise à réduire la pauvreté en renforçant la transparence de l'utilisation des ressources publiques, de la passation des marchés et du processus budgétaire, et à favoriser une croissance durable par la réforme de la filière du coton. Coût total : USD 48,9 millions.	GSP	18/12/01	2012/2042	31,4	40,0
◇ IDA Deuxième Crédit d'investissement – Population et lutte contre le sida : l'opération vise à enrayer la propagation du VIH/SIDA et à prolonger la vie active des malades du sida en améliorant les services de diagnostic et de traitement, ainsi que l'aide et les soins apportés aux orphelins et aux ménages touchés par le VIH. Coût total : USD 33,1 millions.	VRH	12/7/01	2011/2041	19,6	24,6
ZAMBIE					
IDA Programme Cinquième dimension – viabilité budgétaire : opération financée sur les remboursements à l'IDA.	GSP	16/5/02	2010/2041	5,3	6,7
Total				2 981,5	3 793,5

s.o Sans objet.

— Non disponible.

◇ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats.

Note. Les nombres ont été arrondis.

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ;

DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement du secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance et secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines Voir l'encadré 2.1

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de tirage spéciaux). Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis.

Tableaux

Tableau 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie de l'Est et Pacifique

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
CAMBODGE					
IDA Crédit d'assistance technique pour le renforcement des capacités économiques et publiques : l'objectif est d'améliorer les services publics. Le renforcement des capacités de certains responsables gouvernementaux leur permettra de prendre en charge des tâches d'une importance essentielle pour le développement, dont la création d'un centre du réseau mondial de formation pour le développement. Coût total : USD 5,8 millions.	GSP	25/6/02	2012/2042	4,4	5,5
◇ IDA Crédit d'investissement pour l'administration et la gestion des ressources foncières : l'opération permettra de délivrer des titres fonciers en bonne et due forme à quelque 5 millions d'habitants de 10 provinces et de la ville de Phnom Penh. Coût total : USD 33,9 millions.	GERN	26/2/02	2012/2042	19,3	24,3
◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la démobilisation et de la réinsertion : l'opération aidera le gouvernement à démobiliser 30 000 soldats et à assurer dans de bonnes conditions leur réinsertion dans la société civile par la fourniture d'actifs socioéconomiques, de soins de santé et de possibilités de formation. Coût total : USD 42 millions.	GSP	23/8/01	2012/2041	14,7	18,4
CHINE					
◇ BIRD Prêt d'investissement pour l'équipement hydroélectrique de zones pauvres du Hubei : l'aménagement de quatre centrales de petite ou moyenne puissance, dont la production sera vendue au réseau provincial, favorisera la croissance économique et l'amélioration du secteur de l'électricité au profit de la population de quatre districts pauvres. Coût total : USD 222,4 millions.	FDSP	25/6/02	2008/2022	s.o.	105,0
◇ BIRD Prêt d'investissement routier en Mongolie intérieure : l'objectif est d'accélérer la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie de la population à faible revenu en renforçant le coût-efficacité et la sécurité des équipements de transport et en soutenant le développement socioéconomique de la région. Coût total : USD 268,7 millions.	FDSP	6/6/02	2008/2022	s.o.	100,0
◇ BIRD Prêt d'investissement pour le développement durable de la foresterie : environ 2,75 millions de personnes, surtout des femmes et des groupes minoritaires, bénéficieront de l'opération qui encouragera l'adoption d'un système viable et participatif, géré à l'échelon local, pour assurer la protection des forêts et une exploitation durable de leurs ressources. Les forêts naturelles et leur diversité biologique seront protégées. Coût total : USD 230,6 millions.	GERN	16/4/02	2009/2018	s.o.	93,9
◇ BIRD Prêt d'investissement à l'appui de la lutte contre la tuberculose : 688 millions de personnes, dans 16 provinces, bénéficieront de la réduction de la mortalité due à la tuberculose grâce à un programme national de lutte antituberculeuse qui prévoit l'administration gratuite de tests de dépistage à toute la population et de traitements aux personnes contagieuses. Coût total : USD 242,3 millions.	VRH	21/3/02	2010/2022	s.o.	104,0
◇ BIRD Prêt d'investissement pour les chemins de fer nationaux : élargissement de la voie entre Baoji et Lanzhou, dans le nord-ouest du pays, et appui à la réforme des Chemins de fer chinois, au profit de certaines des communautés les plus pauvres du pays. Coût total : USD 1,3 milliard.	FDSP	29/1/02	2007/2022	s.o.	160,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
INDONÉSIE					
<p>◇ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation – Réseau mondial de formation pour le développement : l'objectif est de tester l'efficacité et la viabilité de l'utilisation du réseau. Le recours à l'enseignement à distance et aux technologies de la communication élargira l'accès à l'information sur le développement et à des programmes universitaires dans quatre centres. Coût total : USD 3,6 millions.</p>	VRH	28/6/02	2008/2022	s.o.	2,7
<p>◇ BIRD/IDA Deuxième prêt/crédit d'investissement à l'appui de la lutte contre la pauvreté urbaine^c : l'objectif est d'améliorer les services financiers, sociaux et d'infrastructure fournis aux citadins pauvres en intensifiant la coopération entre l'administration et les organisations communautaires et en donnant aux pauvres la possibilité de participer à la prise des décisions publiques. Coût total : USD 126,9 millions.</p>	DU	11/6/02 11/6/02	2008/2022 2012/2037	s.o. 55,7	29,5 70,5
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour les transports en Indonésie orientale : 22 millions de personnes bénéficieront de la croissance économique et de l'amélioration du bien-être social qui résulteront de travaux de protection des routes, de l'amélioration de la sécurité de la circulation, et de la décentralisation de la planification. Coût total : USD 264 millions.</p>	FDSP	11/12/01	2007/2021	s.o.	200,0
MONGOLIE					
<p>IDA Crédit d'investissement pour le développement des capacités financières : le secteur bancaire bénéficiera de cette opération qui vise à renforcer l'intermédiation financière par la gestion du risque de crédit des banques privées, la modernisation des systèmes de paiement, et la mise en place d'un processus supervisé de règlement du problème des caisses d'épargne. Coût total : USD 5,5 millions.</p>	FDSP	11/6/02	2012/2041	4,0	5,0
<p>◇ IDA Crédit-programme évolutif à l'appui d'une amélioration durable des moyens d'existence : l'opération vise l'ensemble du pays et aidera les ménages pauvres et vulnérables en soutenant la réorientation de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et en finançant des investissements à l'appui de la gestion des risques pastoraux, d'activités de microfinancement, d'initiatives locales et de la gestion des programmes. Coût total : USD 22,1 millions.</p>	DR	11/6/02	2012/2042	15,0	18,7
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui de réformes juridiques et judiciaires : l'objectif est de promouvoir la transparence et l'efficacité du système juridique et judiciaire par l'élaboration et l'expérimentation d'instruments qui amélioreront l'accès à l'information, la création de tribunaux spécialisés et le renforcement des formations juridiques. Coût total : USD 5,6 millions.</p>	PD	21/12/01	2012/2041	4,0	5,0
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE					
<p>BIRD Prêt d'investissement pour l'entretien et la réhabilitation du réseau routier : environ 1,3 million de personnes bénéficieront de l'amélioration des services de transport qui résultera de travaux d'entretien et de réfection des routes, ainsi que de la réparation ou de la reconstruction de ponts. Coût total : USD 59,2 millions.</p>	FDSP	6/6/02	2008/2022	s.o.	40,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement à l'appui de la conservation et de la foresterie : les propriétaires de forêts, les populations locales et le gouvernement bénéficieront du projet qui permettra de sauvegarder les ressources forestières du pays par la protection de la biodiversité et la fixation du carbone. Coût total : USD 39,3 millions.</p>	GERN	18/12/01	2010/2021	s.o.	17,4
PHILIPPINES					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'investissement pour la gestion des dépenses sociales : l'opération vise à promouvoir une gouvernance transparente des trois ministères sociaux (éducation, santé et protection sociale) sous la tutelle et avec l'aide du ministère du Budget et de la Gestion. Coût total : USD 115,4 millions.</p>	GSP	4/6/02	2010/2019	s.o.	100,0

(suite page suivante)

Tableau 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie de l'Est et Pacifique (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif à l'appui des administrations locales et du secteur de l'eau et de l'assainissement : deuxième phase du prêt-programme évolutif visant à aider le gouvernement et les sociétés d'alimentation en eau gérées par le secteur privé à fournir sur une base commerciale des services d'assainissement et d'approvisionnement en eau à 250 villes de diverses tailles. Coût total : USD 30 millions.</p>	FDSP	18/10/02	2010/2021	s.o.	30,0
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO					
<p>IDA Crédit d'ajustement pour la gestion financière : le secteur financier bénéficiera d'une meilleure gestion des dépenses publiques, de même que du développement et de la réforme des entreprises d'État. Ce crédit complète et soutient le crédit d'investissement pour le renforcement des capacités de gestion financière. Coût total : USD 17 millions.</p>	FDSP	25/6/02	2012/2042	13,5	17,0
<p>IDA Crédit d'investissement pour le renforcement des capacités de gestion financière : l'opération aidera le gouvernement à réformer le secteur financier en contribuant à une meilleure gestion des dépenses publiques, ainsi qu'au développement et à la réforme des entreprises d'État. Ce crédit complète et soutient le crédit d'ajustement pour la gestion financière. Coût total : USD 9,5 millions.</p>	FDSP	25/6/02	2012/2042	6,8	8,5
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui du Fonds pour la réduction de la pauvreté : l'opération est ciblée sur 22 districts pauvres dont la population bénéficiera du développement des équipements publics communautaires, de l'amélioration de l'accès aux services et d'une participation accrue à la prise de décisions. Coût total : USD 21,7 millions.</p>	PSGR	25/6/02	2012/2042	15,3	19,3
TONGA					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion des situations d'urgence et la réparation des dégâts des cyclones : l'opération vise à renforcer la gestion des situations d'urgence et à améliorer les conditions de vie des victimes par la fourniture d'abris aux pauvres et aux sans-logis et par le renforcement de la protection contre les catastrophes naturelles. Coût total : USD 5,6 millions.</p>	PSGR	30/5/02	2012/2042	4,7	5,9
VIET NAM					
<p>IDA Crédit d'investissement pour l'amélioration de l'efficacité, la création de sociétés par actions et le développement des énergies renouvelables : l'opération contribuera à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales en améliorant le système d'approvisionnement en électricité et l'accès des pauvres à l'énergie. L'utilisation de ressources renouvelables réduira les émissions de gaz à effet de serre. Coût total : USD 352,4 millions.</p>	FDSP	25/6/02	2012/2042	177,9	225,0
<p>◇ IDA Deuxième crédit d'investissement à l'appui de l'intermédiation financière et du financement rural : environ 90 000 petites entreprises et ménages agricoles bénéficieront d'un meilleur accès au crédit. L'amélioration des services financiers dans les zones rurales contribuera à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus des pauvres. Coût total : USD 298,2 millions.</p>	DR	30/5/02	2012/2042	160,2	200,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement à l'appui des centres régionaux de transfusion sanguine : environ 30 millions de personnes, dans 21 provinces, bénéficieront de services sûrs de transfusion sanguine dans quatre centres de transfusion régionaux. Coût total : USD 47,5 millions.</p>	VRH	16/4/02	2012/2042	30,8	38,2
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le perfectionnement des maîtres de l'enseignement primaire : 750 000 élèves des écoles primaires de 10 provinces bénéficieront de l'amélioration des équipements scolaires et des possibilités de formation pédagogique et de développement professionnel offertes à 23 000 membres du corps enseignant. Coût total : USD 35,7 millions.</p>	VRH	20/12/01	2012/2041	15,6	19,8

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
✦ IDA Crédit d'investissement pour la réduction de la pauvreté dans les zones montagneuses du nord : un million de ruraux pauvres bénéficieront des activités prévues dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la productivité agricole et de l'approvisionnement en eau potable, ainsi que l'amélioration des services de transport et de commercialisation. Coût total : USD 132,5 millions.	DR	25/10/01	2012/2041	87,9	110,0
Total				629,8	1 773,6

s.o Sans objet.

✦ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats

Note : Les nombres ont été arrondis.

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ; DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement du secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance et secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines Voir l'encadré 2.1

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de trage spéciaux) Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis

c. Prêt/Crédit « mixte »

Tableaux

Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie du Sud

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
AFGHANISTAN					
<p>◊ IDA Don d'urgence à l'appui de travaux publics et du renforcement des moyens d'action des communautés : l'opération soutiendra le Programme de solidarité nationale mis en place par le gouvernement pour venir en aide aux communautés par la création d'emplois dans les zones rurales pour les ex-combattants et les Afghans revenus dans les villages dont les avaient chassés la sécheresse et les conflits. De petits travaux de réhabilitation contribueront à stimuler l'activité économique. Coût total : USD 42 millions.</p>	DSPL	6/6/02	s.o.	33,7	42,0
<p>◊ IDA Don d'urgence pour la réhabilitation et le développement des services d'éducation : axée sur le développement de l'éducation et des compétences au profit des ex-combattants, des veuves de guerre et des femmes, l'opération soutiendra la réhabilitation d'établissements d'enseignement supérieur, la planification et la politique de l'éducation, et la création d'un centre d'enseignement à distance. Coût total : USD 15 millions.</p>	VRH	6/6/02	s.o.	12,1	15,0
<p>IDA Don d'urgence pour la reconstruction d'ouvrages d'infrastructure : l'opération financera des travaux urgents de réhabilitation de l'infrastructure dans divers domaines – alimentation en eau et assainissement dans les villes secondaires, assainissement à Kaboul, et services de base d'approvisionnement en électricité dans toutes les villes, y compris Kaboul. Les travaux de génie civil exécutés dans les villes auront aussi pour effet de créer des possibilités d'emplois temporaires au profit de la population urbaine. Coût total : USD 33 millions.</p>	DSPL	6/6/02	s.o.	26,5	33,0
<p>IDA Don d'urgence pour l'administration publique : l'opération aidera le gouvernement à assurer les fonctions administratives de base, comme la passation des marchés, la gestion financière et l'audit, de sorte que les ressources publiques puissent être efficacement mises au service de la reconstruction et du développement du pays ravagé par la guerre. Coût total : USD 10 millions.</p>	GSP	4/4/02	s.o.	8,1	10,0
BANGLADESH					
<p>◊ IDA Crédit d'investissement pour l'électrification rurale et le développement des énergies renouvelables : expansion de l'accès des communautés isolées à des sources d'énergie respectueuses de l'environnement, au profit de près de 700 000 ménages et petites entreprises. Coût total : USD 298,3 millions.</p>	DR	25/6/02	2012/2042	153,0	191,0
<p>IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour la fourniture de services financiers aux plus pauvres : l'opération vise à élaborer des modèles pour lutter contre la pauvreté par des mécanismes d'aide novateurs, fournir des services de microfinancement à ceux qui n'ont d'autres ressources que celles que leur procurent les filets de sécurité et les organisations charitables, et les aider à échapper à l'engrenage de la pauvreté. Coût total : USD 6 millions.</p>	FDSP	19/6/02	2012/2042	3,9	5,0
<p>IDA Crédit pour la réforme des marchés publics : l'objectif est de réduire la corruption et d'accroître l'efficacité de la passation des marchés publics de fournitures, de travaux et de services. La réforme des règles et procédures de passation et de gestion des marchés devrait assurer une bonne utilisation des ressources publiques dans l'intérêt de tout le pays. Coût total : USD 4,9 millions.</p>	GSP	2/5/02	2012/2042	3,6	4,5
<p>◊ IDA Deuxième crédit d'investissement à l'appui de la scolarisation des filles dans le secondaire : l'opération permettra d'accroître les effectifs et d'améliorer l'enseignement secondaire. Jusqu'à 1,45 million de filles bénéficieront d'une aide pour le règlement des droits d'inscription et d'activités de soutien dans les zones rurales. Coût total : USD 144,6 millions.</p>	VRH	12/3/02	2012/2042	96,4	120,9

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
INDE					
<p>◇ BIRD/IDA Prêt/ crédit d'investissement dans les transports urbains^c – Mumbai : l'objectif est de réduire les encombrements et d'accroître la capacité et la qualité de la desserte ferroviaire de la banlieue. L'opération contribuera à l'amélioration de la circulation automobile et à la réinstallation de près de 20 000 familles vivant jusqu'ici dans des zones d'habitat précaire et dangereux à proximité des voies ferrées. Coût total : USD 945 millions.</p>	DU	18/6/02 18/6/02	2008/2022 2012/2037	s.o. 62,5	463,0 79,0
<p>IDA Crédit d'urgence pour la réparation des dégâts d'un tremblement de terre – Gujarat : l'opération couvrira la deuxième phase du programme d'urgence en cours, en contribuant à l'achèvement des travaux de reconstruction et au renforcement des dispositifs de préparation aux catastrophes naturelles. Coût total : USD 503,7 millions.</p>	PSGR	2/5/02	2012/2037	356,0	442,8
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion communautaire des réservoirs – Karnataka : l'opération vise à réduire la pauvreté en soutenant une approche locale de la gestion des ressources en eau des communautés rurales pauvres, impliquant la restitution aux villages de la responsabilité du développement du système de réservoirs. Coût total : USD 125 millions.</p>	DR	25/4/02	2012/2036	80,0	98,9
<p>◇ BIRD Crédit d'investissement pour les transports – Kerala : l'opération accroîtra la capacité routière et mettra en place des programmes de sécurité ciblés de manière à améliorer aussi bien la sécurité que l'efficacité du système routier au profit de l'ensemble de la population. Coût total : USD 336 millions.</p>	DU	14/3/02	2007/2021	s.o.	255,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour les routes – Mizoram : l'opération améliorera la capacité, la qualité et la sécurité du système routier en contribuant à des travaux de réfection et d'entretien qui profiteront à environ 70 % de la population. Coût total : USD 70 millions.</p>	FDSP	14/3/02	2012/2036	47,5	60,0
<p>BIRD/IDA Prêt/ crédit d'investissement à l'appui de la réforme de l'économie^c – Andhra Pradesh : l'opération soutiendra le vaste programme de réformes économiques et structurelles entrepris par les autorités. Coût total : USD 250 millions.</p>	GSP	14/3/02 14/3/02	2007/2022 2012/2036	s.o. 101,0	125,0 125,0
<p>BIRD/IDA Deuxième prêt-crédit d'investissement à l'appui de la restructuration de l'économie^c – Karnataka : deuxième opération d'une série visant à soutenir le programme de réformes en cours dont bénéficieront les communautés. Ses quatre éléments principaux sont les suivants : réformes du budget et des dépenses publiques ; réformes administratives ; développement du secteur privé ; et suivi de la pauvreté. Coût total : USD 100 millions.</p>	GSP	14/3/02 14/3/02	2007/2022 2012/2036	s.o. 40,5	50,0 50,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la restructuration du secteur de l'eau – Rajasthan : l'opération profitera à 250 000 ménages agricoles, en encourageant une exploitation plus durable de ressources en eau limitées, en particulier par une meilleure gestion du secteur de l'irrigation. Coût total : USD 180,2 millions.</p>	DR	19/2/02	2012/2036	110,0	140,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la restructuration du secteur de l'eau – Uttar Pradesh : l'opération profitera à 22 000 ménages ruraux en soutenant des réformes fondamentales de la gestion des ressources en eau et du secteur de l'irrigation. Coût total : USD 173,7 millions.</p>	DR	19/2/02	2012/2036	117,0	149,2
<p>IDA Deuxième crédit d'investissement pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones rurales – Karnataka : 4 millions de ruraux bénéficieront de l'opération qui leur donnera accès à de l'eau plus salubre et améliorera l'assainissement et les pratiques d'hygiène. Coût total : USD 193,4 millions.</p>	GERN	18/12/01	2012/2036	119,0	151,6

(suite page suivante)

Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie du Sud (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
NÉPAL					
✧ IDA Crédit d'investissement à l'appui de la réforme des télécommunications : l'opération renforcera les capacités du gouvernement en matière de politiques et de réglementation et développera l'accès aux services de télécommunication, ce dont bénéficieront environ 25 % des communautés rurales. Coût total : USD 24,6 millions.	FDSP	11/12/01	2012/2041	17,5	22,6
PAKISTAN					
IDA Deuxième crédit d'ajustement structurel : l'opération aidera le pays à appliquer son programme de réformes et sa stratégie de réduction de la dette et soutiendra la balance des paiements dans le cadre d'améliorations de la gouvernance et d'une augmentation des dépenses affectées aux secteurs sociaux comme l'éducation et la santé. Coût total : USD 500 millions.	GE	11/6/02	2012/2037	395,2	500,0
IDA Crédit d'investissement pour la privatisation et la restructuration du secteur bancaire : l'opération soutiendra le secteur bancaire et aidera les trois banques commerciales nationalisées à se restructurer en vue de leur privatisation pour assurer la compétitivité du système bancaire. Coût total : USD 540 millions.	FDSP	23/10/01	2012/2036	239,5	300,0
SRI LANKA					
✧ IDA Crédit d'investissement à l'appui des énergies renouvelables et du développement de l'économie rurale : l'opération améliorera la qualité de la vie en milieu rural. Des centrales privées, utilisant des sources d'énergie renouvelables, approvisionneront directement en électricité 100 000 ménages et 1 000 institutions publiques et petites et moyennes entreprises. Coût total : USD 133,7 millions.	DR	20/6/02	2012/2042	59,3	75,0
Total				2 082,3	3 508,5

s.o. Sans objet.

✧ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats.

Note . Les nombres ont été arrondis

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ;

DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement du secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance et secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines. Voir l'encadré 2.1.

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de tirage spéciaux). Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis.

c. Prêt/Crédit « mixte ».

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
ALBANIE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour l'entretien routier : l'opération viendra en aide aux pauvres et vise à abaisser les coûts de transport, à réduire la fréquence des accidents et à améliorer l'accessibilité des zones rurales et la fourniture des services sociaux essentiels, par le renforcement de l'efficacité de la gestion et de l'entretien du réseau routier rural. Coût total : USD 20,9 millions.</p>	DR	27/6/02	2012/2042	13,5	17,0
<p>IDA Crédit d'ajustement du secteur financier : l'opération soutiendra le programme de réforme du secteur financier ; elle comprend trois éléments principaux : poursuite de la réforme du secteur bancaire ; amélioration du cadre de traitement des problèmes de faillite et d'endettement ; et réforme du secteur non bancaire. Coût total : USD 15 millions.</p>	FDSP	20/6/02	2012/2042	12,0	15,0
<p>IDA Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : l'opération soutiendra la stratégie gouvernementale de croissance et de réduction de la pauvreté. Elle contribuera à l'application d'un ensemble de vastes mesures novatrices de réforme du secteur public ainsi que de mesures prioritaires visant à améliorer l'efficacité de la fourniture des services et du filet de protection sociale. Coût total : USD 20 millions.</p>	PSGR	20/6/02	2012/2042	16,0	20,0
<p>IDA Crédit d'investissement pour la réhabilitation et la restructuration du secteur de l'électricité : le projet améliorera sensiblement l'efficacité opérationnelle du secteur de l'électricité par la réduction des pertes d'énergie, le recouvrement des factures et la rationalisation des tarifs, au profit des ménages à faible revenu des zones rurales comme des zones urbaines. Coût total : USD 35,1 millions.</p>	FDSP	20/6/02	2012/2042	24,0	29,9
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pilote pour le développement de la pêche : l'opération renforcera la viabilité économique et environnementale de la pêche maritime et lacustre par l'amélioration de la gestion du secteur. Elle profitera à près de 6 500 pêcheurs et à leurs familles ainsi qu'aux fournisseurs en faisant respecter le principe de cogestion des pêcheries locales. Coût total : USD 6,7 millions.</p>	DR	28/2/02	2012/2041	4,4	5,6
ARMÉNIE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté : l'opération vise à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles et à réduire la pauvreté dans les zones rurales des districts de Tavoush et Gegharkunik, dans le nord du pays, ce dont bénéficieront environ 273 000 personnes dans 100 villages. Coût total : USD 13,4 millions.</p>	GERN	4/6/02	2012/2042	6,7	8,3
<p>IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour faciliter les exportations et l'investissement étranger : l'opération vise à tester la réaction des investisseurs et exportateurs potentiels à la création d'un organisme pilote chargé de rationaliser le traitement des transactions et de mettre en œuvre une stratégie de promotion. Coût total : USD 1,3 million.</p>	CI	16/4/02	2012/2042	0,8	1,0
<p>IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour la création d'une pépinière d'entreprises : l'opération vise à réduire la pauvreté et à améliorer la croissance économique en éliminant les rigidités institutionnelles qui entravent la valorisation du capital humain du pays, notamment en matière d'activité économique. Coût total : USD 7,6 millions.</p>	FDSP	29/11/01	2012/2041	3,9	5,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour le développement de l'irrigation : des mesures d'incitation destinées aux parties prenantes et des réformes institutionnelles permettront d'améliorer la rentabilité et la viabilité de l'agriculture irriguée au profit de 30 000 exploitations privées. Coût total : USD 30,8 millions.</p>	DR	30/8/01	2011/2041	19,8	24,9
<p>AZERBAÏDJAN IDA Deuxième crédit d'assistance technique pour le renforcement des institutions : les contribuables et la population dans son ensemble bénéficieront de la fourniture de services d'assistance technique centrés sur la transparence et la responsabilisation de la gestion des finances publiques et sur le renforcement du suivi de l'exécution et de l'impact des dépenses publiques destinées à réduire la pauvreté. Coût total : USD 13,4 millions.</p>	GSP	18/6/02	2012/2037	7,5	9,5
<p>IDA Deuxième crédit d'ajustement structurel : l'opération aidera le gouvernement à intensifier l'effort de réforme entrepris depuis deux ans pour encourager une croissance équilibrée de l'économie, stimuler la création d'emplois et réduire la pauvreté. Coût total : USD 60 millions.</p>	GSP	12/3/02	2012/2037	48,4	60,0
<p>BOSNIE-HERZÉGOVINE ◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion des déchets solides : plus de 800 000 personnes bénéficieront de l'amélioration de l'accès à des services de gestion des déchets solides d'un bon rapport coût-efficacité et sans danger pour l'environnement. Coût total : USD 21 millions.</p>	GERN	20/6/02	2012/2037	14,3	18,0
<p>IDA Crédit d'ajustement à l'appui de l'activité économique : l'opération soutiendra les réformes engagées par le gouvernement pour améliorer le climat de l'investissement, stimuler l'investissement domestique et étranger, et éliminer les obstacles à l'entrée, au fonctionnement et à la sortie des entreprises, réformes qui amélioreront le dynamisme du secteur privé, la création d'emplois et les conditions de vie. Coût total : USD 44 millions.</p>	FDSP	30/5/02	2012/2037	35,3	44,0
<p>IDA Crédit d'investissement pour la gestion des routes et la sécurité routière : tous les usagers de la route bénéficieront de l'opération qui améliorera la circulation et réduira le taux d'accident en réhabilitant les routes en mauvais état et en soutenant la croissance du secteur privé et la création d'emplois. Coût total : USD 41,5 millions.</p>	FDSP	28/3/02	2012/2036	24,2	30,0
<p>IDA Prêt à l'appui de l'intermédiation financière et de la distribution de crédit au secteur privé : l'opération encouragera le développement du secteur privé en améliorant l'accès au crédit bancaire et à d'autres sources de financement, au profit des banques et des entreprises privées. Coût total : USD 16 millions.</p>	FDSP	28/2/02	2012/2036	8,0	10,0
<p>CROATIE ◇ IBRD Prêt d'ajustement structurel : l'opération renforcera la compétitivité de l'économie en améliorant la gestion des politiques, la discipline budgétaire, les institutions du marché, la flexibilité du marché du travail et la protection sociale. Coût total : USD 202 millions.</p>	PSGR	4/12/01	2007/2016	s.o.	202,0
<p>FÉDÉRATION DE RUSSIE BIRD Prêt-programme évolutif de modernisation du Trésor : l'opération aidera le gouvernement à assurer le bon fonctionnement du Trésor, ce qui permettra d'améliorer la gestion de la trésorerie et de garantir la conformité des dépenses avec le budget approuvé dans l'intérêt de toute la population. Coût total : USD 663 millions.</p>	GSP	6/6/02	2008/2019	s.o.	231,0
<p>BIRD Prêt d'ajustement pour la réforme des finances publiques régionales et fédérales : l'opération soutiendra la réforme des finances publiques et les pauvres bénéficieront ainsi d'un ciblage efficace de l'aide et des dépenses sociales. Coût total : USD 120 millions.</p>	GSP	29/1/02	2007/2018	s.o.	120,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
GÉORGIE IDA Crédit supplémentaire pour le projet de santé : les femmes et les enfants seront les bénéficiaires de ce crédit qui vise à améliorer l'accessibilité et la qualité des services de santé par la fourniture de soins de qualité et la réglementation du personnel public et privé. Coût total : USD 2,8 millions.	VRH	28/8/01	2011/2041	2,2	2,7
LETTONIE ⇨ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation à l'appui d'un projet de logement : l'objectif est de familiariser les ménages, les associations immobilières et les institutions financières avec de nouveaux mécanismes de financement pour déterminer s'ils seraient prêts à les utiliser pour engager des investissements à forte rentabilité que les prêteurs privés ne financent pas actuellement. Coût total : USD 2,8 millions.	FDSP	25/4/02	2007/2019	s.o.	2,0
LITUANIE BIRD Prêt d'investissement pour l'amélioration de l'éducation : l'opération améliorera la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage de la cinquième à la dixième année d'études par une utilisation plus efficiente des ressources matérielles, financières et humaines allouées à l'éducation, au bénéfice d'environ 600 000 élèves des 12 années d'études. Coût total : USD 45,4 millions.	VRH	20/6/02	2007/2019	s.o.	25,4
⇨ BIRD Prêt d'investissement pour un projet de chauffage collectif – Vilnius : l'opération aidera le gouvernement à améliorer la qualité de l'offre de chauffage au bénéfice des communautés locales ; l'effort est centré sur la réduction des coûts, la fiabilité et le contrôle de la température au niveau des immeubles. Coût total : USD 64,5 millions.	DU	23/8/01	—/2018	s.o.	17,1
MACÉDOINE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE ⇨ IDA Crédit d'investissement pour le développement communautaire : l'opération soutient l'effort de développement postconflit et vise à tester de petites initiatives communautaires. Les communautés locales et régionales bénéficieront de la réduction des tensions sociales et de l'amélioration du capital associatif local. Coût total : USD 9,6 millions.	DSPL	30/5/02	2012/2022	4,1	5,0
IDA Crédit d'ajustement pour la gestion du secteur public : l'objectif est de favoriser une croissance durable de l'économie et d'améliorer la fourniture des services par le renforcement des institutions clés, ainsi que de la responsabilité, de la transparence et de l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques. Coût total : USD 15 millions.	GSP	9/4/02	2012/2036	12,1	15,0
IDA Crédit d'investissement d'urgence pour le redressement de l'économie : l'opération contribuera au rétablissement de l'activité économique perturbée par les troubles civils en améliorant l'accès du secteur privé à des produits d'importation critiques. Coût total : USD 15 millions.	GE	13/12/01	2012/2021	11,6	15,0
MOLDOVA IDA Crédit-programme évolutif pour l'investissement et la fourniture de services en milieu rural : l'opération accroîtra le niveau de vie et les revenus ruraux en encourageant l'esprit d'entreprise, la diversification de l'activité économique et le commerce dans les zones rurales. Il sera plus facile aux entreprises rurales et aux agriculteurs du secteur privé d'obtenir des titres de propriété en bonne et due forme, d'accéder au savoir et d'obtenir des financements. Coût total : USD 19,7 millions.	DR	20/6/02	2012/2042	8,3	10,5
IDA Troisième crédit d'investissement et d'ajustement structurel : l'opération aidera le gouvernement à jeter les bases d'une croissance durable de l'économie ; l'effort sera centré sur le renforcement du suivi et de l'évaluation des mesures de lutte contre la pauvreté et sur l'amélioration de la performance des secteurs de l'éducation et de la santé au profit de l'ensemble de la population. Coût total : USD 30 millions.	GSP	20/6/02	2012/2042	24,1	30,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'ajustement structurel : opération financée sur les remboursements à l'IDA.</p>	FDSP	20/11/01	2009/2034	4,0	5,0
OUZBÉKISTAN					
<p>BIRD/IDA Prêt/crédit d'investissement pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement^c – Boukhara et Samarkand: amélioration de la qualité et de la viabilité financière des services d'alimentation en eau potable au profit d'environ 650 000 personnes par la réhabilitation des équipements et le renforcement des institutions. Coût total : USD 62 millions.</p>	DU	19/3/02 19/3/02	2007/2022 2012/2037	s.o. 15,9	20,0 20,0
<p>BIRD Prêt d'investissement à l'appui des entreprises rurales : l'opération aidera environ 400 000 personnes à restructurer les fermes collectives en soutenant des initiatives récemment lancées par le secteur privé, ce qui améliorera la productivité et la rentabilité de l'agriculture. Coût total : USD 43,5 millions.</p>	DR	20/12/01	2007/2021	s.o.	36,1
POLOGNE					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'ajustement pour le secteur houiller : les mineurs bénéficieront de l'opération qui vise à assurer la compétitivité et la rentabilité du secteur en aidant les travailleurs qui le quittent à trouver un nouvel emploi, en effaçant les dettes fiscales des entreprises, en préparant leur privatisation et en améliorant leur performance environnementale. Coût total : USD 100 millions.</p>	FDSP	2/8/01	2011/2011	s.o.	100,0
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural : l'amélioration de l'accès à l'eau potable aura des effets bénéfiques sur l'hygiène et l'assainissement au profit d'environ 350 000 habitants des oblasts d'Issyk-Köl, Naryn, et Talas. Coût total : USD 24,6 millions.</p>	DR	4/12/01	2012/2041	12,0	15,0
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE					
<p>BIRD Prêt d'investissement pour la réforme des prestations sociales : l'opération vise à améliorer la gestion en vue de la mise en place d'un système de protection sociale efficace et efficient ; environ 3,5 millions de travailleurs et bénéficiaires des aides sociales en bénéficieront. Coût total : USD 40,3 millions.</p>	PSGR	21/2/02	2006/2016	s.o.	23,5
<p>BIRD Prêt d'ajustement pour le secteur financier et le secteur des entreprises : l'opération soutiendra des réformes des banques et des entreprises, comme la restructuration du système bancaire et de substantielles améliorations du cadre juridique des faillites et du gouvernement d'entreprise. Coût total : USD 177,3 millions.</p>	FDSP	2/8/01	2007/2015	s.o.	177,3
ROUMANIE					
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour le développement rural : l'opération vise à renforcer la gouvernance locale en contribuant à une meilleure gestion des investissements publics par les groupes communautaires et à un développement durable de l'infrastructure des zones rurales pauvres. Coût total : USD 53,4 millions.</p>	DR	19/3/02	2006/2019	s.o.	40,0
<p>◇ BIRD Deuxième prêt-programme évolutif à l'appui du Fonds de développement social : la mise en œuvre de projets de développement social renforcera le capital associatif et la participation des pauvres dans 250 communautés rurales. Coût total : USD 28,7 millions.</p>	DSPL	20/12/01	2006/2018	s.o.	20,0
TADJIKISTAN					
<p>IDA Crédit pour la production d'électricité par le secteur privé – Pamir : les consommateurs de l'oblast autonome de Gorno Badakhchan bénéficieront d'un approvisionnement fiable en électricité, grâce à la participation du secteur privé dans de bonnes conditions de viabilité financière, sociale et environnementale. Coût total : USD 26,4 millions.</p>	FDSP	27/6/02	2012/2042	7,9	10,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'investissement et d'entretien pour l'approvisionnement en eau – Douchanbe : la réhabilitation des équipements et le renforcement du cadre institutionnel et financier par l'introduction de meilleures pratiques de gestion financière et commerciale amélioreront la sécurité, la fiabilité, l'efficacité et la viabilité financière des services d'alimentation en eau fournis à la population de Douchanbe. Coût total : USD 19,4 millions.</p>	DU	18/6/02	2012/2042	13,5	17,0
<p>◇ IDA Deuxième crédit d'investissement pour la réduction de la pauvreté : l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables et des plus pauvres. De 400 000 à 700 000 personnes bénéficieront de microprojets, de services de microfinancement et du renforcement des moyens d'action des communautés. Coût total : USD 18,3 millions.</p>	PSGR	21/5/02	2012/2042	11,1	13,8
TURQUIE					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt programmatique d'ajustement des secteurs public et financier : l'opération aidera la Turquie à passer à la phase suivante de son programme de réforme et assurera la disponibilité de fonds suffisants pour les programmes sociaux, tout en soutenant le cadre de politique macroéconomique mis en place par le gouvernement pour ouvrir la voie à la stabilité financière et à une croissance durable. Coût total : USD 1,4 milliard.</p>	FDSP	16/4/02 16/4/02	2007/2017 2005/2017	s.o. s.o.	550,0 800,0
<p>◇ BIRD Prêt d'ajustement sectoriel à l'appui de la réduction des risques sociaux : renforcement du filet de protection sociale par des investissements visant à développer les services sociaux et par des mesures d'ajustement pour apporter une aide immédiate aux populations les plus pauvres touchées par la récente crise économique. Coût total : USD 635,5 millions.</p>	VRH	13/9/01	2007/2016	s.o.	500,0
<p>◇ BIRD Prêt programmatique d'ajustement des secteurs financier et public : l'opération appuiera la mise en œuvre de réformes visant à rétablir la confiance dans le système bancaire, à préparer l'entrée dans l'Union européenne et à soutenir les mesures budgétaires nécessaires de toute urgence pour protéger les dépenses sociales. Coût total : USD 1,1 milliard.</p>	FDSP	12/7/01 12/7/01	2006/2018 2004/2006	s.o. s.o.	700,0 400,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour l'application de la réforme de l'agriculture : les paysans devraient bénéficier de la restructuration des coopératives de commercialisation dans le cadre de la réforme de l'agriculture. L'opération devrait aussi réduire les dépenses de commercialisation et les subventions publiques, et financer le versement d'aides aux travailleurs redondants. Coût total : USD 662 millions.</p>	DR	12/7/01	2006/2018	s.o.	600,0
UKRAINE					
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour le développement du secteur privé : l'opération favorisera le développement du secteur privé en aidant le gouvernement à améliorer le cadre réglementaire et à soutenir la restructuration des entreprises par la fourniture d'une formation à leurs gestionnaires. Coût total : USD 38 millions.</p>	FDSP	28/3/02	2010/2021	s.o.	30,0
<p>◇ BIRD Prêt pour le Fonds d'investissement social : le développement des services sociaux et collectifs améliorera les conditions de vie des communautés pauvres et des groupes défavorisés qui ont souffert de la transition économique et sociale. Coût total : USD 70,1 millions.</p>	PSGR	4/12/01	2007/2022	s.o.	50,2
<p>BIRD Premier prêt programmatique d'ajustement : l'opération soutiendra le programme de réformes et de développement de l'économie lancé par le gouvernement à l'appui d'une croissance économique durable, de la lutte contre la pauvreté et d'une meilleure protection de l'environnement. Coût total : USD 250 millions.</p>	GSP	20/9/01	2007/2021	s.o.	250,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
YOUgoslavie, République fédérale de					
IDA Crédit d'investissement pour la facilitation des transports et du commerce en Europe du Sud-Est : l'opération vise deux objectifs de développement. Les commerçants, les consommateurs et les producteurs bénéficieront de la réduction des coûts non tarifaires des opérations de transport et de commerce, et de la réduction de la contrebande et de la corruption aux postes-frontières. Coût total : USD 11 millions.	CI	4/6/02	2012/2022	5,5	6,8
IDA Crédit d'ajustement des secteurs financier et privé : l'opération vise à favoriser la mise en place d'un bon système financier en aidant le gouvernement à accélérer et à renforcer la croissance du secteur privé et à améliorer ainsi le climat de l'investissement. Coût total : USD 85 millions.	FDSP	23/5/02	2012/2022	68,1	85,0
◊ IDA Crédit d'investissement pour l'amélioration de l'éducation : l'objectif est de soutenir le programme de réforme de l'éducation engagé par le Gouvernement serbe. La moitié des fonds de l'IDA ira au transfert direct de ressources aux élèves et aux enseignants d'environ 650 écoles primaires, ce qui profitera directement à quelque 25 000 enseignants et 300 000 élèves. Coût total : USD 12,2 millions.	VRH	2/5/02	2012/2022	8,0	10,0
◊ IDA Crédit d'ajustement structurel : l'opération soutiendra des réformes visant à assurer la stabilité des finances publiques et fournira des ressources pour renforcer les réserves extérieures, réduire la pauvreté et encourager une croissance durable. Coût total : USD 70 millions.	GSP	29/1/02	2012/2021	55,5	70,0
Total				502,7	5 523,6

s o Sans objet.

— Non disponible

◊ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats.

Note : Les nombres ont été arrondis

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ;

DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement et secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance du secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines. Voir l'encadré 2.1.

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de tirage spéciaux). Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis.

c. Prêt/Crédit « mixte »

Tableaux

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
ARGENTINE					
◇ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation pour la promotion du capital associatif et le renforcement de la famille : l'opération vise à promouvoir une participation active des familles à la vie de leur communauté, au marché du travail et à la société nationale, en soutenant les sous-projets d'organisations communautaires et d'ONG. Coût total : USD 6,7 millions.	DSPL	8/11/01	2007/2016	s.o.	5,0
◇ BIRD Prêt d'ajustement structurel : l'opération vise à améliorer la qualité de la vie des populations pauvres et vulnérables en soutenant des réformes de la réglementation de l'assurance maladie, de l'administration fiscale et de la gestion des finances publiques, tout en préservant les services sociaux essentiels. Coût total : USD 400 millions.	GSP	28/8/01	2005/2016	s.o.	400,0
◇ BIRD Prêt d'ajustement à l'appui de réformes dans la province de Santa Fe : l'objectif est de soutenir la lutte contre la pauvreté, la mise en œuvre de réformes des finances publiques, de la santé et de l'éducation, et le développement du secteur privé dans la province de Santa Fe, au profit des enfants et des familles à faible revenu. Coût total : USD 330 millions.	GSP	19/7/01	2007/2016	s.o.	330,0
BOLIVIE					
◇ IDA Crédit d'investissement pour l'entretien et la réhabilitation de routes principales et secondaires : les petits paysans bénéficieront du développement du commerce entre les villes et d'un meilleur accès aux marchés ; l'opération contribuera aussi à réduire la durée des déplacements et le nombre des accidents. Coût total : USD 284 millions.	FDSP	16/4/02	2012/2037	62,0	77,0
◇ IDA Crédit supplémentaire pour l'administration des ressources foncières nationales : l'opération profitera aux petits paysans en contribuant à la régularisation des titres fonciers et en permettant au gouvernement d'achever la délivrance de titres pour environ 3 millions d'hectares dans les zones rurales. Coût total : USD 10,8 millions.	GERN	18/9/01	2011/2036	4,8	6,0
BRÉSIL					
◇ BIRD Prêt d'investissement pour la réduction de la pauvreté rurale : environ 80 000 ménages ruraux bénéficieront de ce prêt qui vise à réduire la pauvreté par l'octroi de dons pour contribuer au financement de projets communautaires (adduction d'eau, électrification, réfection de routes locales, postes de santé et écoles). Coût total : USD 30 millions.	DR	27/6/02	2007/2017	s.o.	22,5
BIRD Prêt d'investissement pour la réforme du secteur de l'énergie : l'opération améliorera le climat de l'investissement et encouragera la croissance économique en soutenant des réformes visant notamment la tarification de l'électricité, la modification de la réglementation et l'expansion de l'accès à l'électricité. Coût total : USD 454,6 millions.	FDSP	13/6/02	2012/2012	s.o.	454,6
BIRD Deuxième prêt programmatique pour l'ajustement du secteur financier : les pauvres bénéficieront de cette opération qui améliorera l'accès aux services financiers et soutiendra les initiatives prises par le Brésil pour renforcer son système financier. Coût total : USD 404 millions.	FDSP	13/6/02	2012/2012	s.o.	404,0
◇ BIRD Prêt-programme évolutif Fundescola III (Troisième opération d'amélioration de l'éducation) : des milliers d'élèves bénéficieront de l'opération qui contribuera à l'amélioration de la qualité de l'enseignement public, en centrant l'effort sur les régions les plus pauvres : le Nord-Est, le Nord et le Centre-Ouest. Coût total : USD 320 millions.	VRH	13/6/02	2007/2014	s.o.	160,0

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt pour la gestion des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté rurale : environ 105 000 paysans et 5 000 autochtones bénéficieront de cette opération qui contribuera par l'octroi de dons au financement de l'expérimentation de nouvelles technologies, de l'introduction de systèmes d'exploitation novateurs, et de la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement. Coût total : USD 107,5 millions.</p>	GERN	25/4/02	2007/2017	s.o.	62,8
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour l'amélioration de la santé familiale : développement dans 40 villes des services de santé publics par le renforcement de la capacité du secteur de la santé à évaluer les services de santé familiale, ce qui améliorera la situation sanitaire des ménages à faible revenu. Coût total : USD 136 millions.</p>	VRH	14/3/02	2007/2017	s.o.	68,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour la réduction de la pauvreté rurale – Sergipe : amélioration de l'accès à l'eau, à l'électricité et à d'autres services essentiels afin d'améliorer la qualité de la vie de 52 000 familles rurales de l'État du Sergipe, dans le Nord-Est du pays. Coût total : USD 28 millions.</p>	DR	29/1/02	2007/2017	s.o.	20,8
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour le métro de São Paulo : en contribuant au financement de la ligne 4 du métro, l'opération fournira un moyen de transport sûr et fiable aux ménages à faible revenu de la zone métropolitaine de São Paulo. Coût total : USD 934 millions.</p>	DU	22/1/02	2007/2017	s.o.	209,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour les transports métropolitains – Fortaleza : la population à faible revenu bénéficiera de l'aide apportée au développement du système de transport urbain ; la réhabilitation des stations de correspondance et des lignes ferroviaires de banlieue contribuera à l'efficacité des services de transport. Coût total : USD 193,8 millions.</p>	DU	4/12/01	2007/2011	s.o.	85,0
<p>BIRD Prêt d'assistance technique pour le secteur financier : l'opération vise à renforcer le secteur financier en contribuant à des études diagnostiques, à des actions de formation et à l'installation de systèmes en vue de la mise en œuvre de réformes qui amélioreront la stabilité du système financier du pays. Coût total : USD 18,1 millions.</p>	FDSP	4/9/01	2007/2016	s.o.	14,5
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour la gestion des routes – État de Goiás : l'opération améliorera l'infrastructure routière en contribuant à l'expansion, à la réparation et à l'entretien du réseau principal, au bénéfice des entreprises agricoles pour qui l'efficacité des transports routiers est d'une importance essentielle. Coût total : USD 130 millions.</p>	FDSP	23/8/01	2007/2016	s.o.	65,0
<p>CHILI</p> <p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour la formation et l'apprentissage tout au long de la vie : l'opération soutiendra les initiatives prises par le Chili en vue d'offrir un enseignement élémentaire, secondaire et technique et des programmes de formation aux adultes, en particulier aux jeunes sans emploi et aux travailleurs pauvres, en remédiant à l'insuffisance des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie. Coût total : USD 150,8 millions.</p>	VRH	19/3/02	2010/2011	s.o.	75,8
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour la gestion des dépenses publiques : l'ensemble de la population bénéficiera de cette opération qui aidera le gouvernement à améliorer l'efficacité et la transparence de l'administration publique en mettant en place un système intégré de gestion financière et d'affectation des ressources. Coût total : USD 33,5 millions.</p>	GSP	19/2/02	2007/2017	s.o.	23,2

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
COLOMBIE					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement à l'appui de partenariats productifs : les communautés rurales bénéficieront de cette opération qui vise à réactiver l'économie rurale par la formation de partenariats entre les communautés et le secteur privé. Coût total : USD 52,3 millions.</p>	DR	22/1/02	2010/2015	s.o.	32,0
<p>◇ BIRD Prêt d'ajustement structurel pour les finances publiques : l'opération soutiendra la réforme des finances publiques en aidant le gouvernement à accroître l'efficacité tout en protégeant les dépenses sociales durant l'application de la réforme. Coût total : USD 400 millions.</p>	GSP	18/12/01	2010/2015	s.o.	400,0
<p>◇ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation pour l'amélioration du règlement judiciaire des conflits : le développement des procédures des tribunaux civils en matière de résolution des conflits bénéficiera aux pauvres qui sont les plus touchés par les violences actuelles. Coût total : USD 6,7 millions.</p>	PD	8/11/01	2007/2018	s.o.	5,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement à l'appui de la réforme du secteur de l'eau : l'opération soutiendra la réforme des sociétés communales d'approvisionnement en eau en associant le secteur privé à la gestion des services et en contribuant au financement de l'approvisionnement de zones actuellement mal servies, ce dont bénéficieront 700 000 personnes. Coût total : USD 70 millions.</p>	DU	25/10/01	2009/2016	s.o.	40,0
<p>◇ BIRD Deuxième prêt au développement des connaissances et à l'innovation pour le développement régional – Magdalena Medio : l'objectif est d'élargir le rôle des organisations communautaires dans la gestion du programme de développement et le renforcement des institutions locales et régionales. Coût total : USD 6,4 millions.</p>	DSPL	27/9/01	2011/2013	s.o.	5,0
COSTA RICA					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour la modernisation et le renforcement du secteur de la santé : 4 millions de personnes bénéficieront du programme de décentralisation et de modernisation mis en place pour assurer la fourniture de services de haute qualité. Coût total : USD 23,5 millions.</p>	VRH	12/7/01	2008/2016	s.o.	17,0
DOMINIQUE					
<p>BIRD/IDA Prêts/crédits d'urgence pour des investissements à l'appui du redressement économique^c de la Dominique, de la Grenade, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'objectif est d'aider ces îles à revitaliser le secteur du tourisme perturbé par la diminution des voyages après les événements du 11 septembre, par le financement d'activités de promotion et de commercialisation, ainsi que d'importations d'une importance essentielle pour le secteur du tourisme. Coût total : USD 24,8 millions.</p>	FDSP	7/3/02 7/3/02	2007/2016 2007/2036	s.o. 1,9	1,0 2,2
EL SALVADOR					
<p>◇ BIRD Prêt d'urgence pour la réparation des dégâts des tremblements de terre et pour le développement des services de santé : ce prêt financera la reconstruction et la réhabilitation de 113 des 361 formations sanitaires et de ceux des huit hôpitaux qui ont été le plus gravement touchés par les deux séismes du début de 2001. Coût total : USD 165,7 millions.</p>	VRH	4/12/01	2007/2018	s.o.	142,6
ÉQUATEUR					
<p>◇ BIRD Prêt d'assistance technique pour le système d'information et le recensement agricole : l'opération vise à renforcer la justice sociale en facilitant l'achèvement du recensement agricole et en aidant le gouvernement et les communautés rurales à développer le secteur agricole. Coût total : USD 7 millions.</p>	DR	25/4/02	2007/2022	s.o.	4,8

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
BIRD Prêt d'assistance technique pour la gestion financière du secteur public : l'objectif est d'aider le pays à améliorer la gestion financière du secteur public en développant l'utilisation d'un système de gestion financière à tous les niveaux de l'administration. Coût total : USD 18,8 millions.	GSP	26/3/02	2007/2021	s.o.	13,9
BIRD Prêt d'investissement pour la modernisation et les services ruraux : l'objectif est de soutenir la modernisation des services d'électricité et de télécommunications, laquelle permettra de mieux servir les usagers à faible revenu, d'améliorer la qualité de la vie et de créer des emplois. Coût total : USD 40,4 millions.	FDSP	20/11/01	2010/2021	s.o.	23,0
◇ BIRD Prêt d'investissement pour le développement rural et la réduction de la pauvreté : l'opération financera des initiatives locales de lutte contre la pauvreté dans les communautés rurales et aidera ainsi quelque 60 000 personnes à améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie. Coût total : USD 42 millions.	PSGR	5/7/01	2009/2021	s.o.	25,2
GRENADE BIRD/IDA Prêts/crédits d'urgence pour des investissements à l'appui du redressement économique^c de la Dominique, de la Grenade, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'objectif est d'aider ces îles à revitaliser le secteur du tourisme perturbé par la diminution des voyages après les événements du 11 septembre, en contribuant au financement d'activités de promotion et de commercialisation, ainsi que d'importations d'une importance essentielle pour le secteur du tourisme. Coût total : USD 24,8 millions.	FDSP	7/3/02 7/3/02	2007/2016 2012/2036	s.o. 2,2	1,1 2,7
GUATEMALA BIRD Prêt d'ajustement pour le secteur financier : l'objectif est d'aider le pays à améliorer le climat de l'investissement et à renforcer sa résistance aux chocs financiers par l'aménagement du cadre juridique de l'activité bancaire, de la lutte contre le blanchiment, du contrôle bancaire et de la banque centrale. Coût total : USD 150 millions.	FDSP	25/6/02	— / —	s.o.	150,0
BIRD Prêt d'assistance technique pour le secteur financier : l'apport d'assistance technique soutiendra la réforme du secteur financier, la fermeture des banques insolvables, la recapitalisation des institutions fragiles et le renforcement de la réglementation financière. En donnant à l'ensemble de la population la possibilité d'accéder à des services financiers, l'opération contribuera à la réduction de la pauvreté et favorisera la croissance économique. Coût total : USD 5 millions.	FDSP	25/6/02	2008/2018	s.o.	5,0
BIRD Troisième prêt d'assistance technique à l'appui d'une gestion financière intégrée : l'opération aidera le gouvernement à moderniser la gestion financière du secteur public, ce qui renforcera la contribution potentielle des entreprises à la croissance économique et à l'effort de réduction de la pauvreté. Coût total : USD 33,2 millions.	GSP	14/3/02	2008/2018	s.o.	29,8
HONDURAS ◇ IDA Crédit d'investissement pour la réforme du système de santé : la population à faible revenu bénéficiera de la réforme du système de santé et du développement des services de santé dans les zones pauvres qui réduiront les taux de mortalité maternelle et infantile et freineront la propagation du VIH/SIDA. Coût total : USD 9,7 millions.	VRH	7/5/02	2012/2042	21,8	27,1
◇ IDA Crédit d'investissement pour la gestion des ressources foncières dans les zones rurales : l'opération contribuera à des améliorations de la gestion foncière qui renforceront la sécurité des titres fonciers, la productivité et les revenus au profit de plus de 100 000 ménages ruraux pauvres. Coût total : USD 15 millions.	GERN	2/8/01	2007/2037	6,7	8,3

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation à l'appui d'un développement durable du tourisme côtier : l'opération donnera de meilleures possibilités de croissance aux communautés locales en soutenant un développement durable du tourisme sur la côte nord et en contribuant aussi à la sécurité des droits fonciers, à la lutte contre le VIH/SIDA et à la protection des ressources marines. Coût total : USD 8 millions.</p>	GERN	25/7/01	2012/2041	4,0	5,0
JAMAÏQUE					
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour la prévention et le traitement des infections par le VIH : l'opération protégera la population contre le sida en soutenant le programme national de lutte contre la propagation du VIH et en contribuant au traitement des personnes ayant contracté le VIH/SIDA. Coût total : USD 16,5 millions.</p>	VRH	29/3/02	2007/2019	s.o.	15,0
<p>BIRD Prêt d'urgence pour des ajustements structurels et des investissements à l'appui du redressement de l'économie : l'opération contribuera à la stabilité macroéconomique en facilitant la réhabilitation des secteurs clés, tout en protégeant les populations les plus vulnérables. Coût total : USD 150 millions.</p>	GSP	20/12/01	2007/2018	s.o.	75,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour le filet de protection sociale : l'objectif est d'améliorer la qualité de la vie des groupes les plus pauvres en contribuant à la consolidation de plusieurs programmes d'aide sociale en un nouveau programme ciblé sur les groupes les plus vulnérables : enfants, jeunes, personnes âgées et handicapés. Coût total : USD 77,5 millions.</p>	PSGR	4/9/01	2007/2019	s.o.	40,0
MEXIQUE					
<p>◇ BIRD Prêt d'assistance technique pour le développement institutionnel de l'administration fiscale : l'opération contribuera au renforcement de l'administration fiscale fédérale, ce qui lui permettra d'améliorer l'efficacité du recouvrement de l'impôt et des activités d'audit, tout en réduisant ses dépenses de fonctionnement en pourcentage des recettes fiscales. Coût total : USD 82 millions.</p>	GSP	18/6/02	2008/2017	s.o.	52,0
<p>BIRD Prêt d'ajustement pour la réforme fiscale : l'opération sera bénéfique pour les contribuables et soutiendra la réforme fiscale engagée par le pays pour répartir plus équitablement la charge fiscale entre les ménages ayant des revenus similaires, et pour soutenir la stabilité macroéconomique et les programmes sociaux en augmentant les recettes fiscales fédérales. Coût total : USD 303 millions.</p>	GSP	18/6/02	2012/2012	s.o.	303,0
<p>◇ BIRD Prêt-programme évolutif pour la deuxième phase du développement de l'éducation de base : l'opération appuiera l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'éducation de base dans tout le pays ; l'effort sera centré sur les zones rurales, les populations autochtones et les zones urbaines marginales de manière à donner à tous les enfants la possibilité de recevoir une éducation de base complète et à orienter les ressources vers les enfants les plus désavantagés. Coût total : USD 531,1 millions.</p>	VRH	21/3/02	2007/2017	s.o.	300,0
<p>◇ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation pour le développement du secteur privé dans le sud-est : l'objectif est de soutenir la microentreprise pour renforcer le secteur privé et lutter contre la pauvreté dans les États de Campeche, du Yucatán, et de Quintana Roo. Coût total : USD 10,6 millions.</p>	FDSP	27/9/01	2011/2011	s.o.	5,0
NICARAGUA					
<p>◇ IDA Crédit d'investissement pour l'administration des ressources foncières : les petits paysans et les populations autochtones bénéficieront de l'opération qui améliorera la sécurité des droits fonciers en contribuant à renforcer l'investissement agricole, à augmenter les revenus et à promouvoir une utilisation durable des ressources naturelles. Coût total : USD 38,5 millions.</p>	GERN	18/6/02	2012/2041	26,2	32,6

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
PANAMA					
<p>◇ BIRD Prêt d'assistance technique pour la réforme des politiques publiques : l'opération contribuera à la réduction de la pauvreté en soutenant des réformes qui renforceront la compétitivité internationale du pays, sa capacité à participer aux négociations commerciales internationales, la viabilité des finances publiques et l'efficacité du secteur public. Coût total : USD 13,5 millions.</p>	CI	31/7/01	2007/2016	s.o.	10,5
PARAGUAY					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pilote pour le développement communautaire : les investissements soutiendront des initiatives de développement communautaire pour réduire la pauvreté dans les zones rurales et urbaines, au profit d'environ 32 000 ménages à faible revenu. Coût total : USD 11,2 millions.</p>	PSGR	21/3/02	2007/2018	s.o.	9,0
SAINT-KITTS-ET-NEVIS					
<p>BIRD Prêt-programme évolutif pour le développement de l'éducation : des centaines d'élèves bénéficieront du financement de la construction et de l'équipement complet d'une école secondaire, ainsi que de la fourniture de formations et de manuels aux enseignants. Coût total : USD 7 millions.</p>	VRH	13/6/02	2007/2017	s.o.	5,0
<p>BIRD Prêts d'urgence pour des investissements à l'appui du redressement économique de la Dominique, de la Grenade, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'objectif est d'aider ces îles à revitaliser le secteur du tourisme perturbé par la diminution des voyages après les événements du 11 septembre, par le financement d'activités de promotion et de commercialisation, ainsi que d'importations d'une importance essentielle pour le secteur du tourisme. Coût total : USD 24,8 millions.</p>	FDSP	7/3/02	2007/2016	s.o.	4,4
SAINTE-LUCIE					
<p>BIRD/IDA Prêt/crédit d'investissement pour le développement de l'éducation^c : environ 1 400 adolescents bénéficieront de la construction de deux nouvelles écoles secondaires, de l'amélioration d'équipements existants, de l'élaboration de nouveaux programmes d'études et de la formation des enseignants. Coût total : USD 19,2 millions.</p>	VRH	13/6/02 13/6/02	2007/2017 2012/2037	s.o. 4,8	6,0 6,0
<p>BIRD/IDA Prêts/crédits d'urgence pour des investissements à l'appui du redressement économique^c de la Dominique, de la Grenade, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'objectif est d'aider ces îles à revitaliser le secteur du tourisme perturbé par la diminution des voyages après les événements du 11 septembre par le financement d'activités de promotion et de commercialisation, ainsi que d'importations d'une importance essentielle pour le secteur du tourisme. Coût total : USD 24,8 millions.</p>	FDSP	7/3/02 7/3/02	2005/2017 2012/2037	s.o. 3,6	1,9 4,4
<p>◇ BIRD/IDA Prêt/crédit d'assistance technique pour la réforme du secteur de l'eau^c : l'objectif est d'améliorer la qualité de la vie de la population en lui fournissant de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement par le transfert au secteur privé de la gestion de la société nationale des eaux sur la base d'un solide cadre juridique et réglementaire. Coût total : USD 8,4 millions.</p>	GERN	20/12/01 20/12/01	2007/2016 2012/2036	s.o. 1,1	1,3 1,3
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES					
<p>BIRD/IDA Prêt/crédit-programme évolutif à l'appui d'opérations d'urgence de gestion et de réparation des dégâts des catastrophes naturelles^c : le renforcement de l'aptitude du pays à prendre des mesures préventives et à gérer efficacement les situations d'urgence résultant par exemple d'ouragans améliorera la protection de la population contre les risques de pertes humaines et matérielles en cas de catastrophe naturelle. Coût total : USD 6,8 millions.</p>	PSGR	29/5/02 29/5/02	2007/2019 2012/2037	s.o. 2,4	3,0 2,9

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
BIRD/IDA Prêts/ crédits d'urgence pour des investissements à l'appui du redressement économique^c de la Dominique, de la Grenade, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines : l'objectif est d'aider ces îles à revitaliser le secteur du tourisme perturbé par la diminution des voyages après les événements du 11 septembre par le financement d'activités de promotion et de commercialisation, ainsi que d'importations d'une importance essentielle pour le secteur du tourisme. Coût total : USD 24,8 millions.	FDSP	7/3/02	2007/2019	s.o.	1,0
		7/3/02	2012/2037	1,9	2,2
URUGUAY BIRD Troisième prêt d'investissement pour l'amélioration de la qualité de l'éducation de base : l'objectif est d'étendre le modèle des écoles urbaines à plein temps à 51 000 élèves supplémentaires dans des régions plus pauvres, ce qui améliorera les résultats scolaires et réduira les taux de redoublement des élèves des première et deuxième années d'études. Coût total : USD 56 millions.	VRH	25/4/02	2007/2017	s.o.	42,0
✧ BIRD Prêt d'investissement d'urgence pour la lutte contre la fièvre aphteuse : environ 50 000 éleveurs bénéficieront de l'opération qui aidera l'Uruguay à retrouver ses marchés d'exportation de viande de bœuf en éradiquant la fièvre aphteuse. Coût total : USD 24 millions.	DR	31/7/01	2006/2016	s.o.	18,5
Total				143,4	4 365,9

s.o. Sans objet

— Non disponible.

✧ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats

Note : Les nombres ont été arrondis

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ;

DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement du secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance et secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines Voir l'encadré 2.1

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de tirage spéciaux). Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis

c. Prêt/Crédit « mixte ».

Tableaux

Tableau 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 02, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
ALGÉRIE					
BIRD Prêt d'investissement et d'assistance technique à l'appui du financement hypothécaire : le renforcement des capacités du système bancaire et la fourniture de services d'assistance technique en matière de législation et de réglementation créeront des conditions favorables au bon fonctionnement d'un marché hypothécaire. Coût total : USD 8,2 millions.	FDSP	27/6/02	—/2018	s.o.	5,5
BIRD Prêt d'investissement et d'assistance technique pour les transports : l'opération vise à moderniser et à développer le système de transport dans l'intérêt de l'ensemble de la population en facilitant la participation du secteur privé et en contribuant à la réhabilitation des chemins de fer et au renforcement des capacités de l'administration. Coût total : USD 11,3 millions.	FDSP	23/8/01	—/2018	s.o.	8,7
BIRD Prêt d'investissement pour la modernisation de l'infrastructure du système financier : l'objectif est de fournir des services financiers de base aux ménages et au secteur privé en facilitant les systèmes de paiements interbancaires et par la mise au point de règles et normes. Coût total : USD 18,2 millions.	FDSP	26/7/01	—/2017	s.o.	16,5
DJIBOUTI					
◇ IDA Crédit-programme évolutif pour le développement du secteur de la santé : l'opération contribuera à la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire relatifs à la réduction de la mortalité maternelle et infantile en améliorant les services de santé maternelle et infantile, les compétences du personnel paramédical et la disponibilité de médicaments dans les formations sanitaires. Coût total : USD 30 millions.	VRH	4/6/02	2012/2042	12,0	15,0
IDA Crédit d'ajustement pour la consolidation des finances publiques : les futurs retraités seront les bénéficiaires de cette opération qui vise à assurer la pérennité des fonds de pension en rétablissant leur viabilité et en renforçant la fourniture d'autres services publics. Coût total : USD 10 millions.	GSP	20/12/01	2012/2041	7,9	10,0
ÉGYPTE, RÉPUBLIQUE ARABE D'					
◇ BIRD Prêt d'investissement pour le renforcement de l'enseignement supérieur : l'objectif est d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur par des réformes législatives, des mesures de restructuration institutionnelle et la création de systèmes de suivi et de dispositifs indépendants d'assurance de la qualité. Coût total : USD 60 millions.	VRH	16/4/02	2007/2019	s.o.	50,0
JORDANIE					
BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation pour le transfert de technologie et la promotion des exportations horticoles : l'objectif est d'aider les producteurs à accroître leurs ventes sur certains marchés étrangers et à diversifier leurs exportations pour en réduire l'instabilité, et d'élargir la participation et l'accès des petites et moyennes exploitations par la fourniture de services d'appui et d'information commerciale. Coût total : USD 6,6 millions.	DR	27/6/02	2008/2019	s.o.	5,0
LIBAN					
◇ BIRD Prêt d'investissement pour le développement des transports urbains : l'opération servira la population urbaine et jettera les bases d'un système de transport efficient pour Beyrouth et la zone métropolitaine ; à cette fin, elle contribuera à la mise en place d'un cadre institutionnel de base et à des investissements d'une importance critique pour maximiser l'efficacité des équipements actuels de transport urbain. Coût total : USD 115,2 millions.	DU	13/6/02	2009/2015	s.o.	65,0

Pays/nom du projet	Domaine ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement pour l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées – Baalbek : les groupes à faible revenu bénéficieront de cette opération qui améliorera leur accès à de bons services d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées, renforcera les capacités des organismes du secteur de l'eau et encouragera une utilisation rationnelle de l'eau par la pose de compteurs. Coût total : USD 49,2 millions.</p>	GERN	4/6/02	2009/2015	s.o.	43,5
<p>MAROC</p> <p>◇ BIRD Prêt d'investissement à l'appui de l'Agence de développement social : l'opération profitera aux communautés pauvres et aux groupes vulnérables en expérimentant de nouvelles approches pour la fourniture de meilleurs services sociaux aux communautés rurales pauvres et en organisant les communautés locales de manière qu'elles soient en mesure de prendre en charge l'exécution d'activités de développement. Coût total : USD 15 millions.</p>	PSGR	4/6/02	2008/2022	s.o.	5,0
<p>TUNISIE</p> <p>BIRD Troisième prêt d'ajustement pour la compétitivité économique : pour assurer la stabilité macroéconomique et améliorer le cadre de l'activité économique, l'opération contribuera au renforcement de la compétitivité des télécommunications et de l'efficacité des secteurs des finances et de l'assurance. Coût total : USD 252,5 millions.</p>	FDSP	20/12/01	2002/2018	s.o.	252,5
<p>YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU</p> <p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation à l'appui de l'enseignement supérieur : l'opération vise l'élaboration et la mise en œuvre de réformes de la gouvernance, du financement et de la qualité de l'enseignement supérieur. Certains responsables du secteur recevront un complément de formation technique pour leur permettre de piloter l'élaboration d'une stratégie pour l'enseignement supérieur. Coût total : USD 5,3 millions.</p>	VRH	18/6/02	2012/2042	4,1	5,0
<p>IDA Crédit d'investissement évolutif à l'appui de la réforme de la santé : l'opération élargira l'accès des femmes et des enfants aux services de santé maternelle et infantile et améliorera l'efficacité et l'équité de l'ensemble du système de santé. Coût total : USD 29,6 millions.</p>	VRH	28/3/02	2012/2041	22,2	27,5
<p>◇ IDA Deuxième crédit d'investissement pour la protection contre les crues et le développement communal – Taïz : l'opération réduira les pertes humaines et matérielles infligées à la population par les crues éclaircies saisonnières en contribuant à l'aménagement des zones de crues, au financement d'un plan de réinstallation et au renforcement des capacités des conseils locaux. Coût total : USD 50 millions.</p>	DU	1/11/01	2012/2041	35,6	45,2
Total				81,8	554,4

s.o. Sans objet.

— Non disponible.

◇ Ce symbole désigne les opérations financées avec l'aide de la Banque auxquelles la société civile participe à divers degrés et à différents stades, de la conception du projet jusqu'au suivi et à l'évaluation des résultats.

Note : Les nombres ont été arrondis.

a. CI : commerce et intégration ; DR : développement rural ; DSPL : développement social, parité hommes-femmes, et lutte contre l'exclusion ; DU : développement urbain ; FDSP : Finances et développement du secteur privé ; GE : gestion économique ; GERN : gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; GSP : gouvernance et secteur public ; PD : primauté du droit ; PSGR : protection sociale et gestion des risques ; VRH : valorisation des ressources humaines. Voir l'encadré 2.1.

b. Les fonds de l'IDA sont engagés en DTS (droits de tirage spéciaux). Durant l'exercice 02, le taux de change était de 1 DTS pour 1,265 dollar des États-Unis.

Tableaux

Tableau 6.14 Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 02 (USD millions)

Pays	Opération	BIRD	IDA	Total
Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté				
Albanie	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		20	20
Burkina Faso	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		45	45
Prêts et crédits programmatiques d'ajustement structurel				
Brésil	Deuxième prêt programmatique d'ajustement du secteur financier	404		404
Turquie	Deuxième prêt programmatique d'ajustement du secteur financier et du secteur public	1 350		1 350
Ukraine	Prêt programmatique d'ajustement	250		250
Prêts et crédits d'ajustement sectoriel				
Albanie	Crédit d'ajustement du secteur financier		15	15
Bosnie-Herzégovine	Crédit d'ajustement pour l'amélioration du cadre de l'activité économique		44	44
Brésil	Prêt pour la réforme du secteur de l'énergie	455		455
Côte d'Ivoire	Crédit d'ajustement et d'investissement pour le secteur des transports (financé sur les remboursements à l'IDA)		12	12
Pologne	Deuxième prêt d'ajustement pour le secteur de la houille	100		100
République slovaque	Prêt d'ajustement pour le secteur financier et le secteur des entreprises	177		177
Tanzanie	Crédit programmatique pour le développement de l'enseignement primaire		150	150
Tunisie	Troisième prêt d'ajustement pour la compétitivité économique	253		253
Turquie	Prêt pour le projet d'application de la réforme de l'agriculture	600		600
Turquie	Prêt pour le projet de réduction des risques sociaux	500		500
Yougoslavie, République fédérale de	Crédit d'ajustement pour le secteur financier et le secteur privé		85	85
Prêts et crédits d'ajustement structurel				
Argentine	Prêt d'ajustement structurel	400		400
Argentine	Prêt pour la réforme dans la province de Santa Fe	330		330
Azerbaïdjan	Deuxième crédit d'ajustement structurel		60	60
Cameroun	Troisième crédit d'ajustement structurel (financé sur les remboursements à l'IDA)		6	6
Cap-Vert	Crédit d'ajustement structurel		15	15
Colombie	Prêt d'ajustement structurel pour les finances publiques	400		400
Congo, République démocratique du	Crédit à l'appui du redressement de l'économie		450	450
Côte d'Ivoire	Crédit à l'appui du redressement de l'économie		200	200
Croatie	Prêt d'ajustement structurel	202		202
Djibouti	Crédit pour la consolidation des finances publiques		10	10
Éthiopie	Crédit d'ajustement structurel		120	120
Fédération de Russie	Prêt pour la réforme des finances publiques régionales et fédérales	120		120
Ghana	Troisième crédit à l'appui de la réforme économique		110	110
Ghana	Troisième crédit à l'appui de la réforme économique (financé sur les remboursements à l'IDA)		0	0
Guatemala	Prêt d'ajustement du secteur financier	150		150
Guinée	Quatrième crédit d'ajustement structurel		50	50
Inde	Programme de réforme économique – Andhra Pradesh	125	125	250

Pays	Opération	BIRD	IDA	Total
Prêts et crédits d'ajustement structurel (suite)				
Inde	Deuxième prêt de restructuration économique – Karnataka	50	50	100
Jamaïque	Prêt d'urgence à l'appui de la réhabilitation de l'économie	75		75
Kenya	Crédit à l'appui de réformes économiques et sectorielles (financé sur les remboursements à l'IDA)		1	1
Macédoine, ex-République yougoslave de	Crédit d'ajustement à l'appui de la gestion du secteur public		15	15
Mali	Troisième crédit d'ajustement structurel		70	70
Maurice	Prêt pour la réforme des dépenses publiques	40		40
Mexique	Prêt d'ajustement pour la réforme de la fiscalité	303		303
Moldova	Troisième crédit d'ajustement structurel		30	30
Moldova	Crédit supplémentaire d'ajustement structurel		5	5
Niger	Crédit d'ajustement des dépenses publiques		70	70
Pakistan	Deuxième crédit d'ajustement structurel		500	500
République démocratique populaire lao	Crédit d'ajustement de la gestion financière		17	17
Sierra Leone	Deuxième crédit pour la réhabilitation et le redressement de l'économie		50	50
Tanzanie	Crédit programmatique d'ajustement structurel (financé sur les remboursements à l'IDA)		1	1
Tchad	Quatrième crédit d'ajustement structurel		40	40
Yougoslavie, République fédérale de	Crédit d'ajustement structurel		70	70
Zambie	Crédit à l'appui de la viabilité des finances publiques (financé sur les remboursements à l'IDA)		7	7
Prêt spécial d'ajustement structurel				
Turquie	Prêt programmatique pour l'ajustement des secteurs financier et public	1 100		1 100
Total		7 383	2 443	9 826

Note Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

Liste des encadrés, figures et tableaux

ENCADRÉS

Encadré 1.1	Mondialisation et commerce	15
Encadré 1.2	Financements au titre de la lutte contre la pauvreté	19
Encadré 2.1	Nouveau système de codage pour les prêts de la Banque	26
Encadré 2.2	Renforcer le modèle de plan d'action au niveau national : le cadre de développement intégré	38
Encadré 2.3	La fondation du portail du développement	40
Encadré 2.4	Sites internet : partage du savoir et partenariats	41
Encadré 4.1	Examen de la formule des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté	61
Encadré 4.2	Intégration du commerce et du développement	62
Encadré 4.3	Aide au secteur de l'éducation face au VIH/SIDA	64
Encadré 4.4	Partenariat pour la lutte contre le VIH/SIDA	66
Encadré 4.5	Sommet mondial sur le développement durable	67
Encadré 4.6	Réforme du système de paiement	75
Encadré 4.7	Diffusion du savoir juridique sur le web	79
Encadré 5.1	Un partenariat pour le développement de l'Afrique	86
Encadré 5.2	Stratégie de réduction de la pauvreté en Asie de l'Est – aux niveaux régional, national et local	89
Encadré 5.3	Lutter contre la pauvreté	93
Encadré 5.4	L'Afghanistan en transition	95
Encadré 5.5	Aider les pauvres à surmonter la crise économique – le projet turc d'atténuation des risques sociaux	100
Encadré 5.6	Les exportations de ressources naturelles offrent un moyen de créer des emplois dans l'économie du savoir	106
Encadré 5.7	Cisjordanie et Gaza – le soutien apporté à une région en proie à un conflit	108
Encadré 5.8	Partenariat pour l'environnement – comment gérer le patrimoine commun	110

FIGURES

Figure 1.1	L'IDA intensifie ses efforts dans les secteurs sociaux	20
Figure 1.2	Montant net de l'aide publique au développement en pourcentage du revenu national brut	21
Figure 2.1	Prêts de la BIRD par région, Ex. 02	27
Figure 2.2	Prêts de la BIRD par thème, Ex. 02	27
Figure 2.3	Prêts de la BIRD par secteur, Ex. 02	27
Figure 2.4	Crédits de l'IDA par région, Ex. 02	29
Figure 2.5	Crédits de l'IDA par thème, Ex. 02	29
Figure 2.6	Crédits de l'IDA par secteur, Ex. 02	29
Figure 2.7	Financements BIRD-IDA par région, Ex. 02	31
Figure 2.8	Financements BIRD-IDA par thème, Ex. 02	31
Figure 2.9	Financements BIRD-IDA par secteur, Ex. 02	31
Figure 2.10	Allègement de la dette des pays pauvres très endettés – réduction du stock de la dette et amélioration des ratios du service de la dette	32
Figure 2.11	Dépenses sociales avant et après l'obtention d'un appui dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés	32
Figure 2.12	Sources de financement de l'IDA	33
Figure 2.13	Rendement net de l'actif	33
Figure 2.14	Ratio des fonds propres aux prêts au 30 juin 2002	34
Figure 2.15	Emprunts et placements au 30 juin 2002	34
Figure 2.16	Proposition d'allocation du résultat net d'exploitation, Ex. 02 (1,9 milliards de dollars)	34
Figure 2.17	Ratio des cofinancements aux prêts de la Banque mondiale	36
Figure 2.18	Contributions aux fonds fiduciaires administrés par la Banque, Ex. 98-02	37
Figure 3.1	Part de la population vivant avec moins de un ou de deux dollars par jour	45
Figure 3.2	Prévalence de la malnutrition infantile dans les économies à revenu faible ou intermédiaire	46
Figure 3.3	Taux d'achèvement du cycle primaire	47
Figure 3.4	Rapport filles/garçons parmi les élèves du primaire et du secondaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire	47
Figure 3.5	Taux de mortalité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire	48
Figure 3.6	Accouchements assistés par des agents de santé qualifiés	48
Figure 3.7	Prévalence du VIH/SIDA parmi les jeunes de 15 à 24 ans, 1999	49
Figure 3.8	Accès à une eau de meilleure qualité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire	49
Figure 3.9	Aide aux économies à revenu faible ou intermédiaire	50
Figure 3.10	Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par région	54
Figure 3.11	Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par thème	54
Figure 3.12	Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2002, par secteur	54
Figure 3.13	Projets ayant eu des résultats satisfaisants, 1974-2001	55
Figure 3.14	Tendances de l'impact sur le développement des institutions	55

Figure 3.15	Tendances de la viabilité à long terme	55	Tableau 5.1	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Afrique, par thème et par secteur, exercices 93-02	88
Figure 3.16	Tendances des résultats : Afrique et autres régions	56	Tableau 5.2	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Asie de l'Est et Pacifique, par thème et par secteur, exercices 93-02	92
Figure 3.17	Tendances des résultats par secteur, certains secteurs	56	Tableau 5.3	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Asie du Sud, par thème et par secteur, exercices 93-02	97
Figure 3.18	Tous prêts d'ajustement	56	Tableau 5.4	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Europe et Asie centrale, par thème et par secteur, exercices 93-02	102
Figure 3.19	Tous prêts d'investissement	57	Tableau 5.5	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Amérique latine et Caraïbes, par thème et par secteur, exercices 93-02	107
Figure 4.1	Répartition thématique des nouveaux engagements au titre de l'infrastructure, Ex. 02	72	Tableau 5.6	Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par thème et par secteur, exercices 93-02	113
Figure 4.2	Répartition sectorielle des nouveaux engagements au titre de l'infrastructure, Ex. 02	72	Tableau 6.1	Pays admis à emprunter à la Banque mondiale	131
Figure 4.3	Flux nets de financements à long terme vers les pays en développement, 1992-2001	72	Tableau 6.2	Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	133
Figure 5.1	Afrique : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	87	Tableau 6.3	Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	133
Figure 5.2	Afrique : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	87	Tableau 6.4	Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	134
Figure 5.3	Asie de l'Est et Pacifique : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	91	Tableau 6.5	Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	134
Figure 5.4	Asie de l'Est et Pacifique : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	91	Tableau 6.6	Amérique latine et Caraïbes : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	135
Figure 5.5	Asie du Sud : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	96	Tableau 6.7	Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 97-02	135
Figure 5.6	Asie du Sud : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	96	Tableau 6.8	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Afrique	136
Figure 5.7	Europe et Asie centrale : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	101	Tableau 6.9	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie de l'Est et Pacifique	144
Figure 5.8	Europe et Asie centrale : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	101	Tableau 6.10	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Asie du Sud	148
Figure 5.9	Amérique latine et Caraïbes : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	106	Tableau 6.11	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Europe et Asie centrale	151
Figure 5.10	Amérique latine et Caraïbes : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	106	Tableau 6.12	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Amérique latine et Caraïbes	157
Figure 5.11	Moyen-Orient et Afrique du Nord : répartition thématique des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	112	Tableau 6.13	Opérations approuvées durant l'exercice 02, Moyen-Orient et Afrique du Nord	164
Figure 5.12	Moyen-Orient et Afrique du Nord : répartition sectorielle des prêts de la BIRD et de l'IDA, exercice 02	112	Tableau 6.14	Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 02	166
 TABLEAUX					
Tableau 2.1	Engagements de la Banque mondiale à des fins d'ajustement, exercices 00-02	28			
Tableau 2.2	Financements de la Banque mondiale par thème et par secteur, exercices 93-02	30			
Tableau 2.3	Données financières sur la BIRD	35			

Publications de la Banque mondiale : Titres principaux

ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS

Reducing Vulnerability: Social Protection in the Middle East and North America

BANQUE, FINANCE ET INVESTISSEMENT

Development and Regulation of Non-Bank Financial Institutions

Developing Government Bond Markets: A Handbook
Government at Risk

International Accounting Standards: A Practical Guide

The Microfinance Revolution: Sustainable Finance for the Poor

The Microfinance Revolution: Lessons from Indonesia

BANQUE MONDIALE

2001 Annual Review of Development Effectiveness:
Making Choices

Consulting Services Manual: A Comprehensive Guide to
Selection of Consultants

The World Bank Group Directory: September 2001

ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

A Case for Aid: Building a Consensus for Development
Assistance

African Development Indicators 2002

Annual World Bank Conference on Development
Economics 2001/2002

A Strategy for Development

Facets of Globalization: International and Local
Dimensions of Development

Globalization, Growth, and Poverty: Building an Inclusive
World Economy

Global Development Finance 2002: Financing the Poorest
Countries

Rapport sur le développement dans le monde 2002 :
Des institutions pour les marchés

The Little Data Book 2002

The Little Green Data Book 2002

World Bank Africa Database 2002 CD-ROM

World Bank Atlas 2002

World Development Indicators 2002

World Development Report 2003: Sustainable
Development in a Dynamic World

ÉDUCATION ET FORMATION

China and the Knowledge Economy: Seizing the 21st
Century

From Early Child Development to Human Development:
Investing in Our Children's Future

From Natural Resources to the Knowledge Economy: Trade
and Job Quality

EMPLOI ET REVENU

Crafting Labor Policy: Techniques and Lessons from Latin
America

Labor, Employment, and Social Policies in the EU

Enlargement Process: Changing Perspectives and Policy
Options

Unions and Collective Bargaining: Economic Effects in a
Global Environment

ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION DE LA POLLUTION

Building a Sustainable Future: The Africa Region
Environment Strategy

China: Air, Land, and Water

The Legal and Regulatory Framework for Environmental
Impact Assessments

PAUVRETÉ

Can the Poor Influence Policy? Participatory Poverty
Assessments in the Developing World

Understanding and Measuring Social Capital: A Multi-
Disciplinary Tool for Practitioners

Voices of the Poor: From Many Lands

PRODUITS DE BASE, PRIX ET COMMERCE

Development, Trade, and the WTO

Global Economic Prospects 2002: Making Trade Work for
the World's Poor

Certains des titres ci-dessus ont été abrégés :

Téléphone : 703-661-1580

Courriel : books@worldbank.org

Site web : www.worldbank.org/publications

InfoShop

Téléphone : 202-458-4500

Courriel : infoshop@worldbank.org

Site web : www.worldbank.org/infoshop

Liste des pays de la Première et de la Deuxième parties membres de l'IDA

PREMIÈRE PARTIE

Afrique du Sud
 Allemagne
 Australie
 Autriche
 Belgique
 Canada
 Danemark
 Émirats arabes unis
 Espagne
 États-Unis
 Fédération de Russie
 Finlande
 France
 Irlande
 Islande
 Italie
 Japon
 Koweït
 Luxembourg
 Norvège
 Nouvelle-Zélande
 Pays-Bas
 Portugal
 Royaume-Uni
 Suède
 Suisse

DEUXIÈME PARTIE

Afghanistan
 Albanie
 Algérie
 Angola
 Arabie saoudite
 Argentine
 Arménie
 Azerbaïdjan
 Bangladesh
 Barbade
 Belize
 Bénin
 Bhoutan
 Bolivie
 Bosnie-Herzégovine
 Botswana
 Brésil
 Burkina Faso
 Burundi
 Cambodge
 Cameroun
 Cap-Vert
 Chili
 Chine
 Chypre
 Colombie
 Comores
 Congo, République démocratique du
 Congo, République du
 Corée, République de
 Costa Rica
 Côte d'Ivoire
 Croatie
 Djibouti
 Dominique
 Égypte, République arabe d'
 El Salvador
 Équateur
 Érythrée
 Éthiopie
 Fidji
 Gabon
 Gambie
 Géorgie
 Ghana
 Grèce
 Grenade
 Guatemala
 Guinée
 Guinée-Bissau
 Guinée équatoriale
 Guyana
 Haïti
 Honduras
 Hongrie
 Îles Marshall
 Îles Salomon
 Inde
 Indonésie
 Iran, République islamique d'
 Iraq
 Israël
 Jordanie
 Kazakhstan
 Kenya
 Kiribati
 Lesotho
 Lettonie
 Liban
 Libéria
 Libye
 Macédoine, ex-République yougoslave de
 Madagascar
 Malaisie
 Malawi
 Maldives
 Mali
 Maroc
 Maurice
 Mauritanie
 Mexique
 Micronésie, États fédérés de
 Moldova
 Mongolie
 Mozambique
 Myanmar
 Népal
 Nicaragua
 Niger
 Nigéria
 Oman
 Ouganda
 Ouzbékistan
 Pakistan
 Palaos
 Panama
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Paraguay
 Pérou
 Philippines
 Pologne
 République arabe syrienne

République centrafricaine
 République démocratique populaire lao
 République dominicaine
 République kirghize
 République slovaque
 République tchèque
 Rwanda
 Sainte-Lucie
 Saint-Kitts-et-Nevis
 Saint-Vincent-et-les Grenadines
 Samoa
 São Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Slovénie
 Somalie
 Soudan
 Sri Lanka
 Swaziland
 Tadjikistan
 Tanzanie
 Tchad
 Thaïlande
 Togo
 Tonga
 Trinité-et-Tobago
 Tunisie
 Turquie
 Vanuatu
 Viet Nam
 Yémen, République du
 Yougoslavie, République fédérale de
 Zambie
 Zimbabwe

Note : Les pays sont classés dans l'une ou l'autre de ces catégories en fonction de leur situation économique. La quasi-totalité des pays de la Première partie contribuent au financement de l'Association internationale de développement et effectuent leurs paiements dans une monnaie librement convertible. Certains pays de la Deuxième partie sont des membres contributeurs et peuvent acquitter la plupart de leurs contributions en monnaie nationale. Pour en savoir plus et prendre connaissance de l'état des voix attribuées aux États membres, des souscriptions et des contributions, se reporter au volume intitulé *The World Bank Annual Report 2002: Volume 2, Financial Statements and Appendixes*.

Sites web de la Banque mondiale

À propos du Groupe de la Banque mondiale www.worldbank.org/about	Cadre de développement intégré www.worldbank.org/cdf	Emplois et stages www.worldbank.org/careers
Actualité du développement www.worldbank.org/developmentnews	Calendrier des manifestations www.worldbank.org/events	Énergie www.worldbank.org/energy
Afrique www.worldbank.org/afr	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements www.worldbank.org/icsid	Environnement www.worldbank.org/environment
Agence multilatérale de garantie des investissements www.miga.org	Contacteur la Banque mondiale www.worldbank.org/contacts	Europe et Asie centrale www.worldbank.org/eca
Aide/Questions et réponses www.worldbank.org/help	Développement du jeune enfant www.worldbank.org/children	Évaluation www.worldbank.org/oed
Amérique latine et Caraïbes www.worldbank.org/lac	Développement du secteur privé www.worldbank.org/privatesector	Financement du développement dans le monde www.worldbank.org/prospects/gdf2002
Architecture financière internationale www.worldbank.org/ifa	Développement durable www.worldbank.org/sustainabledevelopment	Finances www.worldbank.org/finance
Asie de l'Est et Pacifique www.worldbank.org/eap	Développement rural et agriculture www.worldbank.org/rural	Forum des partenaires communautaires www.worldbank.org/communitypartners
Asie du Sud www.worldbank.org/sar	Développement social (Évaluation sociale) www.worldbank.org/socialdevelopment	Forum du développement www.worldbank.org/devforum
Assemblées annuelles et Réunions de printemps www.worldbank.org/annualmeetings	Développement urbain www.worldbank.org/urban	Gestion des ressources en eau www.worldbank.org/water
Association internationale de développement www.worldbank.org/ida	Diffusion de l'information www.worldbank.org/disclosure	Groupe de la Banque Mondiale www.banquemonddiale.org
Banque internationale pour la reconstruction et le développement www.worldbank.org/ibrd	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté www.worldbank.org/poverty/strategies	Grupo del Banco Mundial www.bancomundial.org
Base de données sur les projets www.worldbank.org/projects	Documents sur le développement dans le monde www-wds.worldbank.org	Indicateurs du développement dans le monde www.worldbank.org/data/wdi
Bibliothèque jolis.worldbankimflib.org/external.htm	Données et statistiques www.worldbank.org/data	Industrie extractive www.worldbank.org/mining
B-SPAN : Promouvoir le développement sur le web www.worldbank.org/wbi/B-SPAN	Droit et justice www.worldbank.org/legal	InfoDev (L'Information au service du développement) www.worldbank.org/infodev
Bulletins d'information www.worldbank.org/subscriptions	Écoles www.worldbank.org/html/schools	InfoShop (Centre public d'information) www.worldbank.org/infoshop
	Éducation www.worldbank.org/education	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés www.worldbank.org/hipc

Institut de la Banque mondiale
www.worldbank.org/wbi

IPAnet
www.ipanet.net

La parole est aux pauvres
www.worldbank.org/poverty/voices

Le VIH/SIDA et la Banque mondiale
www.worldbank.org/aids

Liaisons mondiales pour
le développement
www.worldbank.org/worldlinks

Lutte contre la corruption
www.worldbank.org/anticorruption

Mécanisme d'octroi de dons pour
le développement
www.worldbank.org/dgf

Mobilisation de ressources
et cofinancement
www.worldbank.org/rmc

Mondialisation
www.worldbank.org/globalization

Moyen-Orient et Afrique du Nord
www.worldbank.org/mena

Objectifs de développement pour
le millénaire
www.developmentgoals.org

Organisations non-
gouvernementales/Société civile
www.worldbank.org/ngos

Panel d'inspection
www.worldbank.org/inspectionpanel

Partage du savoir
www.worldbank.org/ks

Participation
www.worldbank.org/participation

Passation des marchés pour les
projets financés par la Banque
www.worldbank.org/procure

Perspectives de l'économie mondiale
www.worldbank.org/prospects/gep2002

Portail du développement
www.developmentgateway.org/

PrivatizationLink
privatizationlink.ipanet.net

Produits et services financiers
www.worldbank.org/fps

Protection sociale
www.worldbank.org/sp

Publications
www.worldbank.org/publications

Rapport sur le développement dans
le monde
www.worldbank.org/wdr

Rapports annuels de la Banque
mondiale
www.worldbank.org/annualreport

Recherche
www.worldbank.org/research

Réponse rapide
rru.worldbank.org

Représentations de la Banque
à l'étranger
www.worldbank.org/contacts

Réseau mondial d'enseignement
à distance
www.worldbank.org/disted

Réseau mondial pour
le développement
www.gdnet.org

Réseau Réduction de la pauvreté
www.worldbank.org/poverty

Retraites
www.worldbank.org/pensions

Réunions de Printemps
www.worldbank.org/springmeetings

Santé, nutrition et population
www.worldbank.org/hnp

Secteur public
www.worldbank.org/publicsector

Service-conseil pour l'investissement
étranger
www.fias.net

Société financière internationale
www.ifc.org

Statut de la femme
www.worldbank.org/gender

Stratégies d'aide-pays
www.worldbank.org/cas

Télécommunications et informatique
www.worldbank.org/ict

Titres de créance
www.worldbank.org/debtsecurities

Transports
www.worldbank.org/transport

Sigles et abréviations

ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	IAVI	Initiative internationale pour le vaccin contre le sida
APD	Aide publique au développement	IDA	Association internationale de développement
ARDE	Examen annuel de l'efficacité du développement	LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
BAD	Banque africaine de développement	MAP	Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA
BAsD	Banque asiatique de développement	MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
Banque	Banque mondiale (BIRD et IDA)	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	NERICA	Nouveau riz pour l'Afrique
BID	Banque interaméricaine de développement	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	ODM	Objectifs de développement pour le millénaire
BMD	Banque multilatérale de développement	OED	Département de l'évaluation des opérations
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)	OMC	Organisation mondiale du commerce
CAS	Stratégie d'aide-pays	OMS	Organisation mondiale de la santé
CDI	Cadre de développement intégré	ONG	Organisation non gouvernementale
CE	Commission européenne	ONU	Organisation des Nations Unies
CEI	Communauté des États indépendants	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
CFC	Chlorofluorocarbone	PCF	Fonds prototype pour le carbone
CGAP	Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres	PESF	Programme d'évaluation du secteur financier
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	PIB	Produit intérieur brut
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	PME	Petites et moyennes entreprises
DECDG	Groupe de données sur l'économie du développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
DFID	Ministère britannique du développement international	PNUÉ	Programme des Nations Unies pour l'environnement
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté	PPTE	Pays pauvres très endettés
DSRP-I	Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté	PRSC	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté
DTS	Droits de tirage spéciaux	QAG	Groupe d'assurance de la qualité
EPIN	Évaluation de la politique et des institutions nationales	RNB	Revenu national brut
EPT	Éducation pour tous	ROSC	Rapport sur l'observation des normes et codes
FAMEX	Fonds d'accès aux marchés d'exportation	SFI	Société financière internationale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	TIC	Technologies de l'information et de la communication
FIDA	Fonds international pour le développement agricole	UE	Union européenne
FMI	Fonds monétaire international	UVA	Université virtuelle africaine
GDLN	Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement	VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficitaire acquis
		WBI	Institut de la Banque mondiale

.....

.....



L'InfoShop de la Banque mondiale rassemble en un seul lieu les études et documents consacrés au développement économique et les informations disponibles sur les activités de l'institution. Il propose des ouvrages publiés par divers éditeurs, y compris des organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales, ainsi que les documents qui doivent être diffusés en application de la politique d'information de la Banque mondiale, des programmes vidéo, des CD-ROM, des cadeaux et d'autres articles. Il offre également au public des bornes informatiques qui donnent accès au site web de la Banque. Cette dernière diffuse par ailleurs des informations dans le monde entier à partir des centres publics d'information/librairies qu'elle a ouverts dans plusieurs de ses représentations. *Visitez notre librairie en ligne pour explorer la liste des ouvrages disponibles et placer une commande quand vous le désirez.*

Internet : www.worldbank.org/infoshop

Librairie en ligne : www.worldbankinfoshop.org

Adresse : 701 18th St., NW

Washington, DC 20433

(au coin de la 18^e rue et de Pennsylvania Avenue de 9h à 17h)

Courriel : Infoshop@worldbank.org

(pour passer commande)

pic@worldbank.org (pour demander des renseignements)

Téléphone : 202-458-4500 (9h30-15h30)

Télécopie : 202-522-1500

Centre européen

66 Avenue d'Iéna

75116 Paris, France

Téléphone : 40.69.30.26

Télécopie : 40.69.30.69

Courriel : pparis@worldbank.org

Centre de Tokyo :

Fukoku Seimei Bldg. 10-F,

Uchisaiwai-Chō 2-2-2, Chiyoda-Ku,

Tokyo 100, Japon

Téléphone : 03.3597.6650

Télécopie : 03.3597.6695

Courriel : ptokyo@worldbank.org

pic@worldbanktokyo.or.jp (pour courriel en japonais)

Copyright © 2003

Banque internationale pour la reconstruction

et le développement/BANQUE MONDIALE

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433, États-Unis d'Amérique

Tous droits réservés

Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que le Groupe reconnaît ou accepte ces frontières.

Pour tous renseignements sur les droits, licences et autorisations, s'adresser au Bureau des publications de la Banque mondiale, par lettre à Office of the Publisher, World Bank, 1818 H Street NW, Washington, D.C., 20433, par télécopie au 202-522-2422 ou par courriel à pubrights@worldbank.org.

ISSN: 0251-5458

ISBN: 0-8213-5219-9

Rédacteur en chef

Cathy L. Gagnet, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Rédacteurs adjoints

Nisha Chatani Rizvi, Consultant, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Caroline L. Banton, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Consultants

Inder K. Sud, Washington Associates International

Kenneth Watson, Rideau Strategy Consultants

Production

Cindy A. Fisher, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Monika D. Lynde, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Janet H. Sasser, Bureau des publications, Relations extérieures, Banque mondiale

Assistant de projet

Cesar A. Gordillo

Consultants, rédaction

EEL Communications

Susan Graham

Alison Peña

Conception

Patricia Hord.Graphik Design

Traduction

Division de la traduction de la Banque mondiale

Typographie

Bowne Global Solutions

Clichés

photo de couverture,

Richard Lord

page 1, Michele Iannacci

page 2, Steve Conners

page 5, Breton Littlehales

page 8, Stan Peabody

page 8, Kamamba Nyambe

page 9, Mark Fallander

page 9, Banque mondiale/
Angela Gentile-Blackwell

page 9, Gouvernement du

Royaume du Maroc

page 11, Curt Carnemark

page 12, Curt Carnemark

page 12, Curt Carnemark

page 12, Curt Carnemark

page 12, Kay Chernush

page 13, Curt Carnemark

page 13, Curt Carnemark

page 13, Yosef Hadar

page 13, Curt Carnemark

page 18, Curt Carnemark

page 20, Banque mondiale/
John Gandolfo

page 23, Curt Carnemark

page 25, Curt Carnemark

page 38, Curt Carnemark

page 43, Ray Witlin

page 46, Curt Carnemark

page 47, Curt Carnemark

page 47, Pickerell

page 48, Curt Carnemark

page 48, Curt Carnemark

page 49, Curt Carnemark

page 49, Khaled Abou Seif

page 50, Yosef Hadar

page 59, Curt Carnemark

page 60, Curt Carnemark

page 63, Curt Carnemark

page 64, Curt Carnemark

page 65, Curt Carnemark

page 67, Yosef Hadar

page 70, Ray Witlin

page 71, Banque mondiale/
Richard Uku

page 74, Andre Rodrigues Cano

page 77, Banque mondiale/
Robert Buergenthal

page 77, Banque mondiale/
Robert Buergenthal

page 78, Banque mondiale/
Robert Buergenthal

page 81, Curt Carnemark

page 85, Kamamba Nyambe

page 86, Curt Carnemark

page 90, John Donaldson

page 94, Banque mondiale/
Michael Foley

page 96, Banque mondiale/
Guy Stubbs

page 99, Curt Carnemark

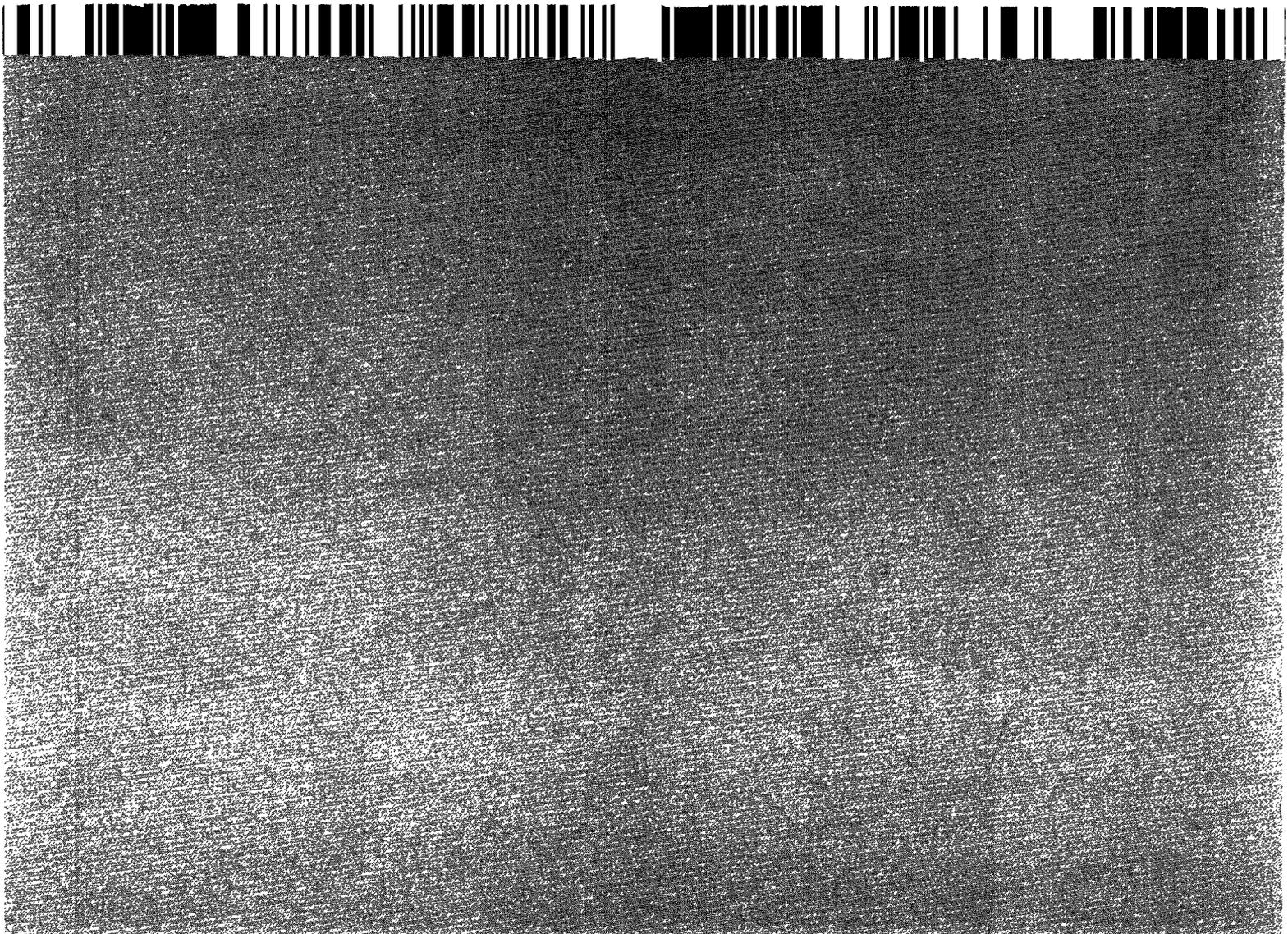
page 104, Pedro Campos Verde

page 105, Cecilia I. R. Aleman

page 109, Fonds social du Yémen

page 111, Fonds social du Yémen

page 115, Michele Iannacci



BANQUE MONDIALE
1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433, États-Unis d'Amérique
Téléphone : (202) 473-1000
Télécopie : (202) 477-6391
Site web : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org



ISBN 0-8213-5219-9